UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01650894 7

Digitized by the Internet Archive
in 2014

https://archive.org/details/mmoiresduprincea01czar

MÉMOIRES

DU PRINCE

ADAM CZARTORYSKI

ET CORRESPONDANCE

AVEC

L'EMPEREUR ALEXANDRE Ier

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de traduction et de reproduction à l'étranger.

Cet ouvrage a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en mai 1887.

PARIS. — TYPOGRAPHIE E. PLON, NOURRIT ET C^ie^, RUE GARANCIÈRE, 8.

MÉMOIRES

DU PRINCE

ADAM CZARTORYSKI

ET CORRESPONDANCE

AVEC

L'EMPEREUR ALEXANDRE Ier

PRÉFACE DE M. CH. DE MAZADE, DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

TOME PREMIER

PARIS

LIBRAIRIE PLON

E. PLON, NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 10

—

1887

Tous droits réservés

DK
435
.5
C83A42
1887
t.1

PRÉFACE

C'est le destin de l'illustre et infortunée nation polonaise d'avoir gardé jusque dans ses malheurs, jusque dans le morcellement des partages et les dispersions de l'exil, son identité, l'unité des traditions, des sentiments, des cultes nationaux, des regrets de la patrie perdue. Elle a depuis longtemps perdu son rang dans la hiérarchie officielle, elle a cessé de compter parmi les États souverains reconnus en passant sous la loi des copartageants ; elle n'est pas moins restée vivante avec son nom et sa langue, avec sa civilisation et ses mœurs, avec une sorte de représentation qui s'est perpétuée à travers les révolutions. Elle a eu des soldats et des écrivains, des hommes d'action ou de pensée, des serviteurs de tout ordre. Elle a eu aussi, on pourrait l'ajouter, sa diplomatie, œuvre de patience, de dévouement et de zèle, ses négociateurs attitrés, toujours occupés à plaider sa cause devant l'Europe, à

défendre ses droits quelquefois jusque dans les conseils des gouvernements, à préparer autant qu'ils le pouvaient, par les transactions, par les influences morales, la renaissance de leur pays.

Le plus éminent de ces négociateurs volontaires, des représentants de cette diplomatie polonaise, a été le prince Adam Czartoryski, dont la longue vie se confond avec les épreuves de sa patrie, qui, placé dans les positions les plus diverses et parfois même les plus imprévues, n'a cessé de poursuivre une réparation nationale qu'il ne devait pas voir. Lorsque, il y a déjà bien des années, je me plaisais à retracer pour la première fois un des épisodes les plus extraordinaires de la jeunesse du prince Adam, j'ajoutais : « Cet épisode se ravive tout entier dans les lettres jusqu'ici inconnues de l'empereur Alexandre Ier et du prince Czartoryski, dans les Mémoires moins connus encore du vieux proscrit polonais, dans cet ensemble de documents dont la lumière, en éclairant une existence de droiture et d'honneur, rejaillit sur tout un ordre d'événements, de possibilités ou d'impossibilités contemporaines[1]. » Ces *Mémoires,* ces correspondances, ces documents recueillis et conservés par la piété filiale étaient inconnus alors; ils sont maintenant mis au jour dans leur intégrité. Ils appartiennent à

[1] Voir dans mon livre de la *Pologne contemporaine* le chapitre qui a pour titre : *Un essai de libéralisme russe en Pologne.* 1 vol. in-18. 1864. Michel Lévy.

l'histoire, à une histoire qui est déjà bien loin derrière nous et qui ne garde pas moins un grave intérêt. Ils sont le témoignage direct et sincère d'un homme qui s'est trouvé mêlé aux plus grands événements, dont les circonstances ont fait une sorte de plénipotentiaire de la Pologne, plénipotentiaire régulier ou irrégulier, mais toujours indépendant, tantôt auprès d'un empereur de Russie, tantôt dans les conseils de sa nation, tantôt enfin dans l'exil, auprès des gouvernements de l'Europe.

Il était fait pour ce rôle. Par sa naissance, il était d'une des plus illustres races polonaises, d'une famille qui avait touché au trône et qui ne cessait d'être mêlée aux affaires nationales avec l'ascendant du rang et de la position. Par son éducation, il était de son temps et de son pays. Il avait visité jeune, comme tous les fils de grande famille, l'Allemagne et l'Angleterre; il avait été nourri des traditions polonaises, des idées de progrès social et des exemples de la liberté anglaise. Les circonstances l'avaient fait naître à une de ces époques de crise qui laissent leur ineffaçable empreinte dans une vie, dans l'esprit et dans le caractère. Avant d'avoir vingt-cinq ans il avait vu déjà les partages de son pays. Il avait vu le grand mouvement de 1788 qui se proposait tardivement peut-être la réforme de ce qui restait du royaume de Pologne et d'où sortait bientôt la constitution du 3 mai 1791. Il avait combattu comme officier en 1792, dans la cam-

pagne du second partage, contre les Russes, et c'est par le hasard d'une absence, d'un voyage en Angleterre, qu'il n"était pas, deux ans après, en 1794, de l'insurrection de Kosciusko, suivie aussitôt du troisième partage.

Il avait vu tout cela avant d'avoir vingt-cinq ans. Il restait, avec ses compatriotes, sous le poids de la conquête, qui atteignait le pays dans son indépendance et les plus grandes familles dans leurs propriétés frappées de confiscation. Il avait eu à peine le temps d'arriver à Vienne, où il se retrouvait avec les siens, au moment où la Russie venait de briser la dernière résistance et de mettre la main sur son opulent butin. Tout semblait désespéré. Par un jeu étrange des choses, c'est de cette situation extrême qu'allait naître pour le prince Adam l'occasion d'entrer dans son rôle, et d'y entrer par une aventure aussi extraordinaire que pénible d'abord.

Les biens des Czartoryski s'étaient trouvés confondus dans la masse des confiscations russes. L'impératrice Catherine, qui vivait encore et auprès de qui l'empereur d'Autriche était intervenu dans l'intérêt des spoliés, exigeait, avant de consentir à une restitution, que les deux fils du vieux prince Czartoryski se rendissent auprès d'elle à Saint-Pétersbourg. « Qu'on m'envoie les fils, avait-elle dit, puis nous verrons! » La vieille tsarine voulait avoir des otages qu'elle se promettait de garder à sa cour. La position était cruelle, et

ce n'est pas sans bien des combats intérieurs que les deux jeunes gens se décidaient à subir la condition qui leur était imposée. Ils partaient en 1796 pour Saint-Pétersbourg, sans savoir ce qui pouvait les attendre, sûrs dans tous les cas d'être des exilés dans un monde ennemi, de rencontrer partout des froissements pour leur patriotisme et pour leur fierté. Ils arrivaient comme des représentants d'une cause vaincue chez les vainqueurs. Ils ne trouvaient pas, il est vrai, un mauvais accueil à Pétersbourg; ils étaient au contraire reçus avec une certaine intention très-apparente de bonne grâce et de séduction à la cour et dans la société russe. Ils ne sentaient pas moins vivement ce qu'il y avait d'amer dans leur position, dans les démarches auxquelles ils se voyaient obligés de se prêter, dans les faveurs mêmes dont ils étaient l'objet et qu'ils ne pouvaient refuser. Ils vivaient repliés en eux-mêmes, gardant le secret de leur tristesse, de leurs sentiments, lorsque tout à coup se produisait un incident, que le prince Adam a raconté avec un charme saisissant de sincérité, qui allait avoir une grande place dans la vie de deux hommes subitement rapprochés dans l'intimité la plus imprévue.

Celui qui devait être bientôt l'empereur Alexandre I^er^ n'était encore qu'un héritier lointain du trône, dont il se trouvait séparé par son père Paul,—un grand-duc dans l'éclat de la jeunesse, favori de sa grand'mère, marié tout récemment, à dix-huit ans, avec la grande-

duchesse Élisabeth, qui n'en avait que seize. Il avait été élevé par un précepteur suisse, Laharpe, qui, tout plein lui-même de l'esprit et des théories du dix-huitième siècle, avait inculqué à son élève des idées vagues et générales d'humanité, de justice, de liberté. Le grand-duc Alexandre avait eu plus d'une fois l'occasion de rencontrer les deux jeunes Czartoryski dans ses promenades à Pétersbourg et à la cour ; il avait été frappé de leur tenue, de leur réserve. Il avait conçu une vive sympathie pour eux, surtout pour le prince Adam, qu'il recherchait, qu'il s'efforçait d'attirer. Un jour du printemps 1796, emmenant familièrement le jeune Polonais dans une promenade à travers les jardins de la Tauride, il lui dévoilait tout à coup ses sentiments. Il lui disait ce qu'il n'aurait pas même osé laisser soupçonner devant d'autres. Il lui avouait qu'il avait en horreur la politique de sa grand'mère à l'égard de la nation polonaise, qu'il avait admiré Kosciusko, qu'il rêvait, le jour où il serait appelé à régner, la régénération libérale de la Russie et de la Pologne. Ces conversations se renouvelaient avec des redoublements d'intimité. Le prince Adam avait été surpris d'abord, puis bientôt séduit, et de là naissait cette amitié qui allait durer bien des années, qui devait traverser bien des péripéties.

C'est ainsi qu'Adam Czartoryski, saisi en quelque sorte par une liaison nouée dans le mystère, se trouvait engagé dans une carrière toute nouvelle. Il avait com-

mencé par être l'ami et le confident d'Alexandre aux derniers jours de l'impératrice Catherine. Il était destiné à être bientôt le ministre du grand-duc, devenu empereur à la suite du règne éphémère et de la mort tragique de Paul Ier. Même après son ministère de 1804-1805, il restait un conseiller intermittent, il est vrai, souvent consulté néanmoins dans les circonstances difficiles, et dans les guerres avec Napoléon, et au congrès de Vienne, et après 1815 dans l'essai de régime constitutionnel tenté en Pologne, jusqu'au jour où cette longue intimité finissait par une déception définitive. C'est assurément un des épisodes les plus extraordinaires.

Alexandre était-il sincère dans ses relations avec le prince Adam Czartoryski ? Il l'était sûrement comme il pouvait l'être dans sa position, avec une nature mobile et insaisissable, avec un esprit qui alliait les mouvements généreux aux ardeurs chimériques, les aspirations idéales aux ruses du Grec le plus raffiné ! Il avait cédé à ce besoin d'expansion d'un jeune homme qui, élevé dans les contraintes de la cour la plus absolue, entouré de soupçons, cherche un ami à qui il puisse se confier. Il pensait ce qu'il disait lorsqu'il parlait de ses vœux de réparation pour la Pologne, de ses rêves de régénération libérale, et au fond, même dans les plus grandes contradictions de sa vie, il a toujours gardé quelque chose de ces impressions premières. Il était surtout sincère dans ses rapports avec son jeune

confident de la Tauride, en qui il a vu longtemps le plus discret, quoique le plus indépendant de ses amis. Chose bizarre ! au lendemain de la tragédie du meurtre de Paul Ier, tragédie où Alexandre avait eu le rôle d'un complice sans doute involontaire, une des premières lettres qu'écrivait le nouvel empereur était pour rappeler le prince Adam, qui se trouvait alors en Italie. Il lui confiait ses plus secrètes agitations ; son plus vif désir était d'associer l'ami de ses jeunes années à son gouvernement, d'en faire son ministre. Pendant bien des années, il ne cessa de lui écrire sur le ton de la plus cordiale familiarité, et de s'adresser à lui toutes les fois qu'il revenait, par calcul ou par penchant, à ses anciennes idées ; mais ce qu'il y a de plus original dans ce curieux épisode, c'est évidemment le rôle du prince Adam Czartoryski lui-même.

A quel titre était-il et fut-il toujours auprès d'Alexandre? C'est justement ce qu'il y a de singulier. La Pologne avait été le lien entre ces deux hommes. Par une combinaison extraordinaire, c'est comme représentant des vœux, des droits violés, des espérances de sa patrie, que le prince Adam acceptait la position qui lui était faite auprès d'un grand-duc devenu bientôt empereur de Russie. En entrant au ministère, il avouait hautement ses sentiments et son titre de Polonais, il faisait ses conditions. Il ne devait recevoir ni traitement ni décorations russes, et il avait été convenu que, le jour où il se sentirait atteint dans son patriotisme, dans son

espoir d'une réparation qu'il ne cessait de poursuivre, il reprendrait sa liberté. Alexandre s'était prêté à tout, et, pour mieux séduire le Polonais indépendant, il lui avait offert, en même temps que le ministère des affaires étrangères, le poste de curateur de l'université de Wilna, c'est-à-dire la direction morale de l'enseignement en Pologne. Le prince Adam, en un mot, était admis et reconnu comme le représentant d'une nation vaincue dans les conseils d'un prince aux sentiments généreux en qui il voyait un réparateur possible pour sa patrie.

Ce qu'il avait été dès le début, il le restait jusqu'au bout, après sa sortie du ministère comme au ministère, à travers toutes les vicissitudes de ses relations avec Alexandre. Les événements qui se dénouaient à Tilsit et semblaient changer la face des choses, qui conduisaient à une restauration partielle de la Pologne, sous le nom de grand-duché de Varsovie, par la main de Napoléon, ces événements le mettaient un instant, il est vrai, dans une position délicate. Il se trouvait entre la politique napoléonienne, qui fascinait ses compatriotes, qui ne lui inspirait pas, à lui, une foi complète, et la bienséance de ses rapports personnels, intimes, avec un souverain qui lui témoignait toujours de l'amitié. Il savait, par sa loyauté et sa réserve, tout concilier, garder une indépendance utile, et c'est encore vers lui qu'Alexandre se tournait à l'approche de la grande crise, lorsqu'il croyait devoir renouveler ses promesses pour la régénération de la Pologne. C'est lui aussi qui,

au moment de la catastrophe de 1812-1813, pouvait seul se tourner vers Alexandre pour plaider la cause des intérêts de son pays, pour rappeler au souverain victorieux ses anciennes intentions libérales. Il restait dans son rôle, essayant de tirer d'un grand désastre, du bouleversement de l'Europe, quelque avantage pour la nation dont il demeurait le seul défenseur autorisé et efficace.

Par le fait, le prince Adam devait aux circonstances, à la position qu'il avait prise et gardée, de redevenir auprès d'Alexandre, pendant le congrès de Vienne, un conseiller écouté, consulté sur les affaires de Pologne. Il ne pouvait songer à revendiquer, à reconquérir par la diplomatie une indépendance complète dont il avait le sentiment dans le cœur; il avait contre lui, à Vienne, trop d'intérêts et d'ambitions, sans avoir d'autre appui que sa bonne volonté, quelques sympathies platoniques, et la générosité d'ostentation d'un souverain qui mettait sa vanité à se montrer plus libéral que d'autres, à paraître fidèle à des idées de jeunesse. Il s'étudiait à gagner ce qui était possible pour le moment, à assurer à cette partie de la Pologne qui allait prendre le nom de royaume les garanties d'un régime national et libéral sous la loi d'une « union personnelle » avec l'empereur de Russie. C'était à peu près l'objet de la constitution que l'empereur Alexandre donnait le 15 novembre 1815 aux Polonais, et qui créait une situation singulièrement nouvelle. Une semi-indépendance, une administration

polonaise, des assemblées, la liberté de la presse, l'inviolabilité des droits, tout ce qui caractérise un régime national et libéral était dans la constitution du 15 novembre. Il restait à savoir, il est vrai, ce que deviendrait dans la réalité cet ordre constitutionnel placé du premier coup, par une fantaisie étrange, sous l'égide du prince le plus fantasque et le plus violent, le grand-duc Constantin, frère et lieutenant de l'Empereur à Varsovie.

Conseiller intime d'Alexandre à Vienne, mêlé à tous les actes diplomatiques de l'organisation de la Pologne, le prince Adam avait d'autant plus le droit de se considérer comme le gardien des institutions récemment inaugurées, de veiller à l'application du régime nouveau. Il n'entrait pas précisément dans le gouvernement; il s'intéressait à tout, il suivait d'un regard attentif la marche de l'ordre nouveau, et dans ses lettres à l'empereur Alexandre il ne cessait de signaler les violations croissantes de toutes les garanties, les abus de pouvoir des agents russes, qui mettaient leurs fantaisies autocratiques au-dessus de tous les droits. Il parlait à l'Empereur respectueusement, mais librement, sans craindre de mettre en cause le grand-duc Constantin lui-même et de préciser les dangers d'un système qui faussait tout, qui devait finir par irriter le sentiment public. Tant qu'il pouvait se faire encore quelque illusion, il remplissait sa tâche ingrate. Le jour où il s'apercevait que ses observations, ses avertissements

étaient inutiles, que l'Empereur, dégoûté de son œuvre ou gagné à d'autres idées, ne l'écoutait plus qu'avec impatience, qu'il n'y avait plus rien à espérer, il se retirait par degrés, il se séparait. Avant la séparation, l'Empereur embarrassé avait fait une dernière tentative pour le faire entrer dans la hiérarchie russe, en lui offrant quelque dignité, des décorations; « enfin, mon cher Adam, lui disait-il, il faut entrer dans une position régulière. — Sire, répondait le prince Adam, vous devez vous souvenir que ce n'était pas dans nos conditions. » Une de ses dernières lettres à Alexandre, en 1823, marque en quelque sorte la rupture définitive. Cette fois, le rêve d'une transaction était bien fini. Affranchi du dernier lien avec le souverain russe, il restait tout entier à la cause nationale, décidé à courir toutes les fortunes de son pays.

L'œuvre qui n'avait pas réussi sous Alexandre devait réussir bien moins encore après sa mort, en 1825, sous le règne de son frère, l'empereur Nicolas, qui arrivait au trône avec un esprit tout différent, dont l'avénement avait été accompagné de scènes tragiques. Le nouveau règne, à vrai dire, s'ouvrait dans des conditions assez sombres, en Russie comme en Pologne. La sédition avait éclaté en plein Pétersbourg, elle menaçait, disait-on, d'éclater à Varsovie, dans les pays polonais agités par les menées conspiratrices, et la répression violente qui en était la suite offrait au prince Adam l'occasion de reprendre position avec l'autorité de son passé, avec la

simple et calme fermeté de son esprit. Les agitations de 1825 avaient provoqué de nombreuses arrestations en Pologne aussi bien qu'en Russie; après une année d'enquête et de perquisitions de police, les prévenus ou les suspects remplissaient les cachots. Qu'allait-on faire de tous ces prisonniers? En Russie, on avait agi d'une façon expéditive; les jugements à peine prononcés avaient été exécutés. A Varsovie, le grand-duc Constantin, se modelant sur ce qui avait été fait à Pétersbourg, avait voulu d'abord tout simplement livrer les accusés de crimes d'État aux conseils de guerre. Par un simulacre de respect pour la constitution, cependant, on reculait devant un procédé trop sommaire, et on décidait de déférer le procès de la « grande conspiration » au Sénat, transformé pour la circonstance en haute cour de justice. Le prince Adam se trouvait alors en Italie; à peine informé de ce qui se passait, il se hâtait de regagner Varsovie, pour prendre part, comme sénateur, au jugement d'une affaire qui prenait les proportions d'une cause nationale.

Ce procès avait en effet une gravité singulière. Ce n'était pas seulement sur le sort des malheureux accusés qu'il y avait à prononcer; il s'agissait de savoir si c'était un crime d'État pour des Polonais d'avouer des espérances, des sentiments nationaux encouragés par le dernier souverain, de réclamer des droits inscrits dans les traités, légalement reconnus et consacrés par la constitution. C'était le fond de l'affaire. L'instruction

de ce procès durait encore plus d'un an, et le prince Adam était pour ainsi dire l'âme, le conseil dirigeant du Sénat dans ses délibérations. Par sa coopération active à l'œuvre constitutionnelle, par ses anciennes relations avec l'empereur Alexandre, il avait plus de titres que tout autre à être écouté, et nul plus que lui ne contribuait à mettre en pleine lumière l'état légal de la Pologne, à démontrer l'inanité d'un procès intenté à des vœux de nationalité, à préparer l'acquittement des accusés. Au premier instant, l'irritation était extrême au camp russe, et contre l'arrêt, et contre ceux qui l'avaient rendu. L'empereur Nicolas, en ce moment engagé dans la guerre contre la Turquie, éprouvait une vive irritation, puis il paraissait se calmer. Il avait même l'idée d'aller à cette époque se faire couronner roi de Pologne à Varsovie; mais les rapports restaient désormais violemment tendus entre le pays de plus en plus exaspéré et le souverain qui se montrait de plus en plus défiant, de plus en plus implacable, qui ne cachait pas sa volonté d'en finir avec toutes les revendications polonaises, avec les « chimères » encouragées par son frère Alexandre. La situation ne cessait de s'aggraver, quand un événement inattendu venait tout à coup mettre le feu à cet amas d'éléments incandescents. La révolution française de Juillet décidait l'insurrection polonaise du 29 novembre 1830, cette insurrection que la Russie n'allait pouvoir réduire que par une campagne difficile, laborieuse et sanglante.

C'était une insurrection du sentiment national; c'était aussi un appel à l'Europe. S'il y avait eu une conspiration organisée avant l'explosion du 29 novembre, il est certain que le prince Adam Czartoryski n'y avait pris aucune part, qu'il n'avait même rien négligé pour décourager ceux qui se préparaient à prendre les armes, pour combattre une entreprise qu'il jugeait peu opportune; mais, l'événement une fois accompli, il ne se séparait plus de ses compatriotes, il s'unissait à eux, il s'efforçait de les unir dans la lutte qui s'engageait. Son nom, sa position, sa notoriété européenne, son ancienne liaison avec Alexandre, la part qu'il avait prise aux plus grands événements, au congrès de Vienne, à la préparation de la constitution polonaise, tout semblait l'appeler à la direction, au moins à la direction morale et diplomatique du mouvement. Sa participation active à cette revendication d'indépendance ne pouvait qu'être une force, une garantie, et devant le pays, et devant les cabinets. Il fut en effet, pendant quelques mois, le président du gouvernement national qui n'avait pas tardé à se constituer. Malheureusement, la Pologne, qui avait déjà bien des obstacles à surmonter, une guerre inégale à soutenir d'abord, avait aussi à se débattre avec ses divisions intérieures, qui rendaient le gouvernement presque impossible. Le prince Adam, dans ces circonstances difficiles, mettait tout ce qu'il avait de zèle, de dévouement, à adoucir ces divisions, à concilier les partis, surtout à plaider la cause de son pays devant l'Europe, et, en poursuivant une action diplomatique auprès des

cabinets, il sentait bien que la première de toutes les conditions était de combattre, de donner à l'insurrection la force de la durée. Tout ce que peut le patriotisme le plus prévoyant et le plus désintéressé, il le tentait; il ne pouvait triompher de la fatalité des choses. L'insurrection polonaise avait contre elle ses divisions qui ne faisaient que s'envenimer, les forces russes qui s'accroissaient sans cesse, l'abandon de l'Europe dont il n'y avait plus bientôt à douter. Elle était destinée à périr dans les convulsions intestines et dans un suprême effort de résistance guerrière sous les murs de Varsovie. Elle avait pourtant tenu pendant près d'une année.

Au moment où la lutte se dénouait, au mois de septembre 1831, par la bataille sanglante qui rouvrait aux Russes les portes de Varsovie, le gouvernement national dont Adam Czartoryski était le président n'existait déjà plus; il avait disparu quelques semaines auparavant, dans une sédition, et le prince, comprenant qu'il n'y avait plus d'espoir et d'honneur que dans les camps, avait rejoint l'armée. Il combattait avec elle; il avait même assisté le 29 août à une des dernières affaires, qui était presque un succès pour les armes polonaises : succès sans lendemain toutefois et bientôt suivi de la prise de Varsovie. Le prince Adam passait cette fin de campagne, d'abord avec le corps de Ramorino, puis avec Rozycki dans la province de Sandomir. Il tenait à ne quitter le sol national qu'à la dernière extrémité.

Il ne passait la frontière qu'avec les débris de l'armée polonaise rejetés en Galicie. Il n'avait jamais eu beaucoup d'illusions; il s'était associé à l'insurrection de 1830, surtout par honneur, par fidélité à la cause nationale. Il n'était plus désormais qu'un exilé, et, dans cette vie d'exilé qui s'ouvrait devant lui pour longtemps, jusqu'à son dernier jour il redevenait ou il restait comme un représentant errant, mais toujours reconnu, accepté, de la nation vaincue.

L'émigration n'était pas pour le prince Adam une vie de repos et d'inaction. Il avait passé les premiers moments de son exil en Angleterre; puis il venait en France, et c'est en France qu'il a vécu pendant plus de trente années encore. Il avait trop de clairvoyance pour ne pas comprendre la gravité du désastre qui venait d'atteindre la Pologne : il avait un patriotisme trop réfléchi, trop profond, pour désespérer jamais. Ce qui a le mieux caractérisé ce généreux émigré accablé de mécomptes, trompé dans toutes les luttes et dans toutes les épreuves, c'est que, vaincu, jeté loin de son pays, il n'a pas cessé un instant de garder sa foi, de travailler, même sans illusion, sans espoir d'un succès prochain. Il a eu le dévouement patient, obstiné et toujours actif. S'occuper de ses compatriotes bannis comme lui, soutenir ceux qui avaient besoin de son secours, ouvrir pour leurs enfants des écoles, des asiles, ce n'était encore qu'une partie de sa vie; il ne cessait en même temps de suivre d'un regard attentif

les affaires européennes, les événements qui pouvaient offrir quelque chance favorable pour sa cause. Toutes les fois qu'il voyait poindre une occasion, il reprenait son œuvre de diplomatie auprès des gouvernements, auprès de l'opinion des nations libérales, qu'il s'efforçait de convaincre et d'intéresser. Il ne se lassait pas, quoiqu'il fût bien souvent déçu, quoique avec son expérience des choses il ne se dissimulât pas les difficultés de la réparation qu'il poursuivait.

Un jour, pendant la guerre de Crimée, en 1855-1856, il avait eu une lueur d'espérance. La lutte ne semblait pas encore près de finir, et les événements, en s'agrandissant, pouvaient d'un instant à l'autre faire revivre le problème des destinées polonaises. On s'en préoccupait à Londres et surtout à Paris. Le prince Adam, qui avait déjà quatre-vingt-cinq ans, retrouvait toute son ardeur. Il avait été interrogé, il était prêt à répondre ; il préparait pour les gouvernements un mémoire où il exposait avec une force nouvelle les titres de son pays, toutes les raisons de droit international, d'équilibre, qui faisaient de la question polonaise une question européenne; et il put même croire un instant que la Pologne entrerait au même titre que l'Italie dans les délibérations du congrès de Paris. Il était déjà à l'œuvre lorsque la fin de la guerre venait le surprendre. Un matin de mars 1856, un de ses compatriotes arrivant chez lui le trouvait déjà au travail, pendant que le canon annonçait la signature de la paix; c'était encore une occasion

perdue. Le vieux proscrit s'arrêtait un instant affaissé, et comme son compatriote lui disait qu'il n'y avait plus rien à espérer, qu'il pouvait interrompre son travail : « N'importe, répondait-il, il faut continuer, cela pourra servir une autre fois. » Quand survenaient, quelques années après, les tragiques événements de 1861, 1862, le prince Adam put se faire une suprême illusion, et il avait sans doute eu ses raisons au début pour croire que la cause polonaise ne serait pas abandonnée. Il avait tout fait pour préparer l'intervention de l'Europe, et on avait peut-être tout fait pour raviver sa confiance si souvent trompée; mais il était déjà plus que nonagénaire, il touchait au terme, et avant que les événements se fussent développés, la mort allait le prendre chargé d'ans et de souvenirs, ferme toutefois d'âme et d'esprit jusqu'au bout.

Carrière assurément étrange, qui commence dans les crises de 1788, à la veille de la Révolution française, et qui se déroule pendant soixante ans à travers les plus grands événements, les délibérations des congrès, les expériences décevantes, les catastrophes nationales, pour finir dans une longue émigration ! On ne peut pas dire que le prince Adam Czartoryski, pendant son séjour en France, fut un ambassadeur régulier de la Pologne; il est, dans la dernière partie de sa vie, ce qu'il avait été dans la première auprès d'Alexandre, un plénipotentiaire indépendant au service de la même cause. Ses actions dans l'exil sont la continuation et la suite des pensées et des efforts de sa jeunesse.

Ces *Mémoires* et cette correspondance qui paraissent aujourd'hui ne vont que jusqu'en 1823, à l'époque où se clôt par une irréparable déception sa liaison avec l'empereur Alexandre. Ils forment comme un épisode à part qui se lie à l'histoire du commencement du siècle. S'ils eussent été continués, ils auraient probablement raconté bien des particularités curieuses sur les rapports du prince Adam Czartoryski avec les gouvernements qui jusqu'au bout ont vu en lui la plus haute et la plus sérieuse personnification de son pays; ils eussent été certainement écrits dans le même esprit. Ils auraient encore mieux montré ce qu'il y a eu d'unité dans cette longue carrière poursuivie à travers tant de fortunes diverses, dans cette existence du vieux patricien que les amitiés souveraines n'enivrent pas, que les déceptions et les malheurs n'abattent pas, qui est resté jusqu'à son dernier jour le patriote à l'âme ferme et modérée, également exempte d'illusions et de défaillances.

Ch. DE MAZADE.

1er mai 1887.

MÉMOIRES

DU PRINCE

ADAM CZARTORYSKI

ET SA

CORRESPONDANCE AVEC L'EMPEREUR ALEXANDRE Ier

CHAPITRE PREMIER

1776-1787 [1]

MA PREMIÈRE ENFANCE. — SOUVENIRS DE FAMILLE.

Les souvenirs de mon jeune âge se présentent à moi sous des formes indécises, comme dans un paysage il y a des points bien nets, d'autres qui disparaissent dans le brouillard ou dans le lointain.

[1] Le prince Adam-Georges Czartoryski était né le 14 janvier 1770, à Varsovie. Son père, le prince Adam-Casimir Czartoryski, staroste général de Podolie, était né en 1734, à Danzig, pendant le siége de cette ville sous le roi Leszczynski, pour lequel tenaient ses parents; il est mort en 1823. La mère du prince Adam, princesse Isabelle Czartoryska, était fille du comte Fleming, d'une famille saxonne originaire de Hollande, puis transportée en Pologne sous le roi Auguste II; elle était née en 1746, et elle est morte en 1835. Le prince Adam eut un frère, le prince Constantin, né en 1773, mort en 1860, et cinq sœurs, dont quelques-unes mortes jeunes. Des survivantes, la princesse Marie, née en 1766, morte en 1854, fut mariée au prince Louis de Wurtemberg, frère de l'impératrice de Russie; la princesse Sophie, née en 1776, morte en 1836, fut mariée au comte Stanislas Zamoyski. — Des deux princes Czartoryski dont la mort est racontée plus loin, l'un, le prince Michel-Frédéric, chancelier de Lithuanie, était né en 1696, et mourait en 1775; l'autre, Auguste, palatin de Russie, grand-père

Mes premiers souvenirs les plus précis me reportent à Rozanka, sur le Bug, où se trouvait une vieille maison en pierre habitée jadis par les Pociej, et sous laquelle se trouvaient de nombreux souterrains, où cette famille avait installé des caves contenant d'excellents vins vieux.

C'était en 1776. Mon père, chef d'un régiment de la garde lithuanienne, avait conduit son détachement à Rozanka pendant l'été afin d'exercer ses hommes à des manœuvres militaires qu'il voulait introduire en Pologne. Il faisait venir de bons soldats de Prusse et y envoyait nos jeunes gens pour se mettre au courant de ces exercices.

Je me rappelle les tentes dressées sur la pelouse verte de la cour, et les officiers de la garde qui s'y réunissaient pour dîner, ainsi qu'un Père Bernardin, aumônier du régiment; c'était un homme de haute stature, sachant attirer l'affection des officiers, qui aimaient à plaisanter avec lui.

L'*hetman* Branicki, qui était l'ami intime de mon père depuis de longues années, vint à Rozanka. A cette époque, les hetmans avaient recouvré toute leur ancienne autorité. M. Branicki fut donc reçu avec tous les honneurs officiels, sans préjudice de l'hospitalité qui lui fut offerte dans la maison. Tout le régiment était en grande tenue et me paraissait être une armée considérable, bien qu'il ne fût composé que de deux bataillons. J'avais alors auprès de moi le valet de chambre de mon père : c'était un Français

du prince Adam, était né en 1697 et mourut en 1782. Les deux frères étaient les chefs du parti de la réforme qui cherchait à sauver la Pologne de la ruine et de la chute dont elle était menacée. L'objet de la réforme, on le sait, était de remplacer la royauté élective par la royauté héréditaire, d'abolir le funeste *Liberum veto,* de créer des finances, une armée régulière, etc. Les principaux obstacles étaient dans l'anarchie intérieure et dans les convoitises extérieures.

nommé Boissy, natif de Pontoise, près Paris. C'était un homme bon et intelligent qui, par ses manières démocratiques, m'avait, dès mon jeune âge, préservé de l'influence des habitudes de grandeur assez générales à cette époque en Pologne, et m'avait engagé à développer de bonne heure une activité salutaire et indépendante.

Parmi les petits événements de cette période de mon enfance, je me rappelle une promenade sur la colline où se trouvait la maison : la pente était assez roide et descendait jusqu'à la ville placée en bas. M. Boissy m'avait décidé à descendre la colline en courant, mais je ne pus arriver au bout, je tombai sur la figure et je roulai en bas. J'étais très-confus de ma maladresse, d'autant plus que les petits Juifs qui se trouvaient au pied de la colline commençaient à se moquer de moi; j'en éprouvais une grande colère, et j'eus de la peine à me consoler de mon échec.

A cette époque, mes parents avaient coutume de passer l'été à Wolczyn, à quelques milles de Rozanka, et c'est là que se rattachent mes souvenirs ultérieurs. Il y avait un vaste palais habité par le chancelier Michel, prince Czartoryski, oncle de mon père. C'est là que ma mère avait été élevée sous les yeux de la princesse, femme du chancelier, et c'est là aussi qu'elle avait épousé son oncle maternel, le prince Czartoryski, fils du Palatin.

Les deux vieux princes étaient très-favorables à cette union, à laquelle s'opposait énergiquement la princesse Lubomirska, sœur de mon père. Ses mauvaises dispositions furent encore augmentées par les circonstances suivantes. Quelque temps avant son mariage, ma mère visitait une chaumière de paysan et y trouvait dans un berceau un

enfant ayant la petite vérole au plus haut degré d'intensité. Vivement impressionnée par ce fait, car elle avait perdu plusieurs de ses sœurs à la suite de cette maladie, elle fut atteinte du même mal au point que l'on désespéra de sa vie. Dès qu'elle revint à la santé, comme les parents étaient pressés de conclure cette union, on la revêtit de ses habits de noce. Elle vint avec le visage couvert de croûtes et de plaques rouges, et une perruque sur la tête, car elle avait perdu tous ses cheveux. La princesse Lubomirska se trouva mal de désespoir en voyant que l'on donnait à son frère une femme aussi laide; mais, quelle que fût son influence sur son père, elle ne put empêcher cette alliance de famille que l'on considérait comme très-avantageuse. Quelque temps après, ma mère se rétablit complétement et devint bientôt une femme d'une grande beauté.

Le corps de bâtiment de Wolczyn était en bois, et les dépendances en pierre. Je me rappelle les portraits de Charles XII, d'Auguste II, de Poniatowski, père du Roi; il y avait un grand jardin traversé par un canal long et large, à l'extrémité duquel se trouvait une statue de Neptune avec tout son cortége dans le genre français en vogue à cette époque, à l'imitation des jardins de Versailles.

Il y avait de brillantes réunions à Wolczyn, on jouait, on donnait des représentations. Une fois, on eut l'idée de faire des courses sur l'eau; des hommes en costume de circonstance représentant des tritons se jetaient dans le canal, et parmi ceux-ci on distinguait surtout le général comte Brühl.

Ma mère s'occupait de m'apprendre le français. Un jour, elle me donna à apprendre par cœur une tirade de Racine que nous avions lue ensemble, et dans laquelle Mithridate

découvre à ses enfants les projets qu'il médite contre les Romains. Oh! ces vers ! jamais je ne les ai oubliés, et voici pourquoi. Nous faisions souvent des excursions joyeuses, agréables et bruyantes à Rymczaye, village des environs où se trouvait une source dans un endroit très-pittoresque que ma mère s'était plu à orner. Comme je n'avais pas appris la leçon que l'on m'avait donnée, je fus obligé de rester à la maison, ce qui me causa un très-grand chagrin.

Il y avait beaucoup de daims dans les vastes jardins de Wolczyn. Un jour que j'étais allé me promener avec Boissy, je fus attaqué par un daim mâle qui me renversa et voulait me frapper avec ses cornes ; mais Boissy vint à mon secours et chassa l'animal à coups de bâton.

Je me rappelle également le docteur Goltz, qui ne quittait jamais mon père, et un jeune Génevois nommé Lhuillier, professeur de mathématiques, qui ne cessa de me donner des leçons pendant dix ans. Je revois également Niemcewicz, qui fréquentait déjà notre maison, et je me rappelle que, dansant avec ma sœur aînée, il glissa et tomba pendant la mazurka. Mes sœurs, plus âgées que moi, me semblaient être déjà de grandes demoiselles ; elles jouaient du piano et devaient recevoir les visiteurs.

Notre plus proche voisin était M. Klokocki, à Syczyki, où nous allions souvent passer la soirée. Il y avait un grand étang rempli de poissons qui venaient, au son d'une cloche, manger le pain qu'on leur jetait. Kniaznin mentionne ce fait dans ses poésies.

M. le wojski Klokocki et sa femme étaient de vrais représentants des Polonais de l'ancien temps, lui avec sa moustache bien retroussée, et elle avec sa figure pleine de

taches de rousseur. Leur fils devint plus tard et pendant de longues années un commensal de notre maison.

Mes premiers souvenirs de Varsovie se représentent à ma mémoire sous des couleurs confuses. La mort du prince chancelier, qui avait répandu le deuil sur le *Palais-Bleu*[1], me frappa d'autant plus que tout le monde était habillé en noir.

Je me rappelle également la honte et le chagrin que je ressentis un jour que, pour me disculper d'une faute, je la rejetai sur un domestique, un courrier, comme il était alors d'usage d'en avoir dans les palais. Ce courrier, qui s'appelait Antoine, était très-gros et peu en état de faire son service. On l'amena devant moi couvert d'une peau de mouton, et il me reprocha d'être cause de son exclusion. Je reconnus ma faute, et ce n'est que plus tard qu'il me vint à l'idée que c'était une espèce de comédie. Néanmoins cela avait produit sur moi une impression salutaire.

A cette époque, je tombai gravement malade. Il y avait plusieurs médecins chez mon grand-père, entre autres un nommé Bart; tous m'avaient condamné. Ma mère s'était jetée à leurs pieds, les suppliant de rester, mais aucun d'eux ne voulait prendre sur lui la responsabilité des moyens extrêmes. Le maréchal Rzewuski, ami de mes parents, amena alors le docteur Bekler, médecin du roi Stanislas-Auguste; ce fut lui qui me sauva.

Une vie nouvelle commence pour moi à partir de cette époque; on me donna comme guide le colonel Ciesielski, on prit grand soin de ma santé, et je passai mon existence

[1] Résidence des Czartoryski à Varsovie

tant à Powonzki [1] qu'à Varsovie. On donnait alors dans le *Palais-Bleu* des fêtes à surprises auxquelles je prenais part, ainsi que mes deux sœurs, qui étaient déjà de grandes demoiselles. Il y avait alors dans notre palais plusieurs Français qui contribuaient largement à ces divertissements. C'était M. Dorigny, maître de danse très-capable, anciennement attaché à l'Opéra de Paris et maître de ballet à Stuttgart, où le duc de Wurtemberg se ruinait en représentations théâtrales; M. Patonar se chargeait de la musique, et M. Norblin du dessin.

Un jour, un incendie éclata à la suite d'une de ces représentations, au moment où tout le monde était parti. Le feu était dans l'aile du bâtiment où habitaient mes sœurs. Ces messieurs, qui avaient encore leurs costumes de théâtre, portèrent les premiers secours. L'un d'eux avait une paire de bas de soie rouge : pendant qu'il était occupé à éteindre l'incendie, un valet lui jeta un grand baquet d'eau, pensant que ses jambes étaient en feu. Mes sœurs et leur gouvernante, mademoiselle Petit, durent se sauver rapidement de l'autre côté de la cour avec les demoiselles Narbutt, leurs amies.

Pleins d'effroi, nous regardions les flammes qui s'étendaient de plus en plus et dévoraient l'aile tout entière. Mademoiselle Alexandrine Narbutt, l'aînée des sœurs, était au désespoir et voulait que mes parents se réfugiassent à Sukurcze, village appartenant à sa famille dans le district de Lida. Elle nous offrait un abri chez elle, croyant que cet incendie nous avait enlevé tout ce que nous possédions.

Mes sœurs s'installèrent dans le corps de bâtiment prin-

[1] Villa aux environs de Varsovie.

cipal. Ma sœur cadette Sophie vint au monde à cette époque. Quant à moi, on reconnut nécessaire pour ma santé de me donner un cheval et des leçons d'équitation, ce qui me fit grand plaisir ; le plus souvent je dirigeais mes excursions sur Powonzki.

Lorsque je me demande quelle a été l'époque la plus heureuse de ma vie, il me semble que ce sont les instants passés à Powonzki où mon existence a été la plus belle. Cette propriété était une espèce d'oasis entourée d'une mer de sable et elle-même pleine de verdure. Chaque enfant y avait une cabane et un jardin; au milieu, sur une éminence, ma mère avait pour elle une maison plus grande entourée de bois d'un côté et de l'autre, dominant un étang dont les eaux coulant dans une petite rivière baignaient toutes les plantations. Pour orner la propriété, ma mère y avait fait disposer des ruines ; rien n'y manquait. Il y avait une île, un moulin, une grotte dans l'île, une écurie en forme d'ancien amphithéâtre et une large cour où s'ébattaient des poules et des pigeons en nombre considérable, auxquels nous donnions souvent à manger.

Nous y recevions rarement des personnes étrangères; mais, vivant entre nous, notre mère pour ses enfants et nous pour elle, nous représentions cependant quelques scènes amusantes. C'était une églogue perpétuelle, un vrai tableau de poésie rustique.

Chaque cabane de notre colonie de Powonzki avait un emblème particulier. Ma sœur Marie avait un pinson avec l'inscription *gaieté*. On m'avait donné pour la mienne une branche de chêne portant le mot *fermeté*. Au-dessus de la maison de ma mère se trouvait une poule avec ses pous-

sins, sur celle de ma sœur Thérèse un panier avec des roses blanches et l'inscription *bonté;* sur celle du régisseur de M. le wojski il y avait des abeilles et le mot *activité.* Les demoiselles Narbutt avaient aussi leurs chaumières à Powonzki : c'est ma mère qui avait imaginé et organisé tout cela.

On se levait de bonne heure, on déjeunait chez notre mère et quelquefois chez la femme de M. le wojski, qui nous donnait d'excellent café; ensuite on se séparait pour travailler dans les jardins; à l'heure du dîner arrivait de Varsovie un de nos domestiques nommé Martin, conduisant un ânon qui portait notre repas dans deux paniers. Ce petit animal était toujours accueilli avec joie et attendu avec impatience. Chaque fois on mettait le couvert dans un endroit différent. Une cloche chinoise donnait le signal du dîner.

Nous faisions quelquefois des promenades à âne, et le dimanche nous allions entendre la messe à Wawrzyszew, les uns montés sur ces animaux, les autres à pied.

De temps en temps il y avait des festins plus considérables auxquels le Roi assistait quelquefois. Un jour, on représenta la signature de la paix de Choçim sur un vaste espace, au milieu d'un petit bois d'aunes, d'un petit bosquet choisi à dessein au milieu des aunes pour donner des spectacles. Lubomirski, qui avait succédé à Chodkiewicz dans le commandement des armées, et un pacha turc, s'avancèrent chacun de son côté avec leurs cortéges polonais et turc. Ces grandes cérémonies étaient les moins agréables.

Cependant on s'occupait de mon instruction au Palais-Bleu de Varsovie, et M. Ciesielski s'opposait quelquefois à de trop fréquentes excursions à Powonzki; néanmoins il était

difficile de ne pas subir le charme de cette résidence et de ne pas se soumettre à la volonté de ma mère; aussi M. Ciesielski y prit un tel plaisir qu'il y planta sa tente à côté de ma cabane.

Ce bonheur dura quelques années et fut interrompu par un grand malheur. Nous perdîmes ma sœur aînée à la suite d'un terrible accident. Nous la considérions comme une grande demoiselle et nous l'aimions beaucoup, car elle s'occupait de ses frères et sœurs moins âgés qu'elle. Un jour qu'elle était debout devant la cheminée, sa robe s'enflamma. Dans sa terreur elle s'enfuit, mademoiselle Constance Narbutt voulut la retenir et éteindre le feu de sa robe, mais elle ne put l'arrêter. Dans la chambre voisine se trouvait la gouvernante, mademoiselle Petit, qui faisait sa partie habituelle de piquet avec M. Norblin. Ce dernier accourut aux cris des enfants, il atteignit l'infortunée victime qu'il entoura d'un manteau trouvé à sa portée, et réussit ainsi à éteindre les flammes; mais ma sœur était gravement brûlée. On crut d'abord que l'on pourrait guérir ses blessures, et pendant quelques jours on conserva cette douce espérance. Par malheur, elle était trop délicate pour supporter une telle secousse, et elle mourut quelques jours après.

Ma mère était malade à ce moment et mit au monde ma sœur Gabrielle, qui ne vécut que quelques jours.

On dut cacher à ma mère la mort de sa fille aînée; elle demandait toujours à la voir, mais le docteur John, qui était son médecin, ne lui permettait pas de quitter son lit. Tous les jours elle écrivait à sa fille et insistait pour qu'on la laissât entrer, de sorte que le docteur John fut enfin

obligé de lui dire la vérité. A cette nouvelle, elle tomba paralysée d'un côté et fut pendant longtemps obligée de marcher avec des béquilles. Ce n'est qu'à l'aide de l'électricité que l'on réussit à lui rendre l'usage de sa jambe.

Je sortais également d'une maladie grave qui avait donné beaucoup d'inquiétudes. Pendant longtemps on me cacha la mort de ma sœur, et le valet de chambre attaché à notre service feignait d'aller demander des nouvelles et nous disait que son état était toujours le même. J'étais très-attaché à ma sœur, et ce furent les premières larmes de ma vie occasionnées par un vif chagrin. Maintenant encore je pense à cette sœur qui était si bonne, si aimable, et dont l'âme était si belle que ses parents et nous autres plus jeunes lui avions voué une réelle affection.

Mon père était en ce moment à Wilna en qualité de président du tribunal. Quand, pour les vacances, il revint à Varsovie, il ne savait rien de ce qui était arrivé. En traversant la Vistule sur le bac entre Praga et Varsovie, il demanda au batelier ce qu'il y avait de nouveau, et celui-ci lui raconta la mort de ma sœur. Mon père ne voulait pas y croire, et ce fut le prince palatin qui lui donna les autres détails. Il s'affaissa le long du mur du salon, et je vis un flot de larmes couler de ses yeux.

La cabane de ma sœur fut transportée à la forêt et conservée à titre de souvenir. Le jeudi, jour de sa mort, fut pendant longtemps un jour de deuil, de pieuse méditation pour nous. Ma mère le consacrait à une bonne action.

La princesse Anne Sanguszko, fille de la princesse Sapieha, chancelière de Lithuanie, appartenait aussi aux

colons de Powonzki; plus tard s'y joignit madame Sewerin Potocka. Ma mère allait souvent dans leur maison, où il y avait des amusements de toute sorte. En outre, on joua un opéra appelé *Zémire et Azor,* où deux de mes sœurs et mademoiselle Narbutt parurent sur la scène. C'était dans un palais enchanté où elles essayaient de calmer la douleur de Zémire. Après la mort de ma sœur, on donna cet opéra au théâtre de Varsovie; ma mère voulut y assister; mais, au moment de la scène que je viens d'indiquer, elle ne put se retenir et fut prise d'un tel accès de désespoir, qu'elle dut quitter le théâtre, malgré les consolations que lui prodiguait la princesse Sanguszko. J'assistais à ce douloureux épisode.

Un peu plus tard, tout reprit son cours accoutumé, comme cela arrive généralement sur la terre, et l'on recommença à se réunir à Powonzki. Les fêtes recommencèrent, et de nouveaux membres furent admis dans la colonie. La comtesse Tyszkiewicz, fille de la princesse Poniatowska, née Kinska, nièce du Roi, fut reçue en grande cérémonie. Elle était une grande amie de ma mère, j'en reparlerai plus loin. Dans sa jeunesse, elle avait perdu un œil à la suite d'une maladie et l'avait remplacé par un œil en verre; néanmoins elle était fort jolie et aimait les plaisirs des hommes (chasse, équitation).

Voulant témoigner sa reconnaissance à ma mère, madame Tyszkiewicz eut l'idée de représenter à Powonzki une comédie intitulée : *l'Amoureux de quinze ans.* Elle s'était déguisée en homme et faisait le rôle de cet amoureux, tandis que ma deuxième sœur était l'objet de sa flamme. Le théâtre était installé dans la bergerie. Madame

Tyszkiewicz, déjà habillée en homme, fit le chemin à cheval. Après la comédie, il y eut une collation.

Il y avait également des représentations chez madame la chancelière princesse Sapieha. Dans l'une d'elles on joua l'opéra *la Colonie,* où les rôles étaient tenus par la princesse Radziwill, née Przezdziecka, qui venait souvent à Powonzki et avait une belle voix, ma mère, M. Wojna, qui fut ensuite ambassadeur à Rome, et le général d'artillerie Brühl.

Une autre fois, on joua *Andromaque.* Le rôle de cette dernière était tenu par la jeune princesse Sanguszko, qui venait de se marier; elle était très-agréable et bonne, mais un peu légère, et avait pris des leçons d'une célèbre tragédienne de Paris. Le rôle d'Hermione était joué par une autre princesse Sanguszko qui fut plus tard princesse de Nassau; celui d'Oreste, par le prince Casimir Sapieha, qui fut plus tard maréchal de la confédération du 3 mai; celui de Pyrrhus, par un Suisse nommé Glaize; celui de son confident, par le prince Calixte Poninski. Cette tragédie ne me fit aucune impression; je me rappelle seulement que le prince Sapieha était habillé à la grecque, et M. Glaize à la romaine.

Quand nous étions à Varsovie on m'envoyait souvent assister à la toilette du prince palatin, comme c'était l'usage à cette époque. Quand j'allais chez lui, on était obligé de me pommader, de me poudrer et de me friser, ce qui était très-désagréable à ma mère, qui n'aimait pas me voir ainsi défiguré. Un jour, à la Fête-Dieu, j'allai voir mon grand-père; il y avait un reposoir dans la cour, et Mgr l'évêque Naruszewicz, protégé du prince palatin, était sous

le baldaquin. Le prince parut sur le perron et assista à la cérémonie.

Un nouveau deuil vint attrister ces années, alors que nous venions à peine d'oublier la douleur d'une perte récente. Mon grand-père mourut, et tous les amusements cessèrent. Le prince palatin fut enterré dans l'église Sainte-Croix, et sa mort causa des regrets unanimes, surtout à sa fille, la princesse Lubomirska, qui, se trouvant à Varsovie, ne le quitta pas jusqu'à son dernier moment. Le prince Michel et le prince Auguste, palatin de Ruthénie, étaient deux frères qui, pendant un demi-siècle, avaient joué un grand rôle dans notre pays.

La mort du prince Michel, dont j'ai déjà parlé antérieurement, fut, au dire de tous, digne d'un homme de cette valeur; je ne sais cependant s'il n'y eut pas un peu d'ostentation. Il adressa la parole à tous les siens et s'efforça, jusqu'à son dernier moment, de montrer qu'il n'éprouvait ni crainte ni inquiétude.

Le prince palatin mourut d'une manière simple et naturelle, sans le moindre désir de se faire remarquer. Tous les jours, après son dîner, il faisait une partie d'un jeu appelé *tryset* qui ressemblait beaucoup au whist et se jouait à quatre personnes; le nonce du Pape venait généralement y prendre part. Jusqu'à son dernier moment, le prince resta fidèle à cette habitude, et, bien que déjà fort affaibli, il se faisait habiller pour aller à la table de jeu. Le jour même de sa mort, il vint comme de coutume, salua l'évêque Archetti, qui devint plus tard cardinal, et s'excusa d'arriver un peu en retard. Comme sa vue se troublait déjà, il demanda pourquoi l'on n'avait pas allumé

les bougies, tandis que le salon était éclairé comme d'habitude. — Pendant ce temps, la princesse Lubomirska était dans ses appartements du palais, en proie au plus violent désespoir, et ne pouvait descendre dans la salle, où ma mère se trouvait avec toute la famille. Toutes les personnes de la maison, jusqu'au dernier valet, étaient réunies dans le plus profond silence. — Le prince, qui était dans un fauteuil de malade, se tourna vers le docteur Bart, qui ne le quittait jamais, et lui demanda en allemand : *Wie lange wird's dauern*[1]. Le docteur lui tâta le pouls et répondit :

— Encore une demi-heure, je pense.

Le prince s'excusa alors de ne pouvoir tenir plus longtemps compagnie au nonce, se fit transporter dans sa chambre à coucher, où le prélat le suivit et commença à lire les psaumes des agonisants, tout en tenant la main du prince. Comme il lisait les paroles du Psalmiste : « Mon Dieu, je te rends mon âme », le prince lui serra la main et rendit le dernier soupir. Les pleurs et les gémissements, longtemps contenus, éclatèrent alors dans la foule qui avait pénétré dans le palais et qui l'entourait.

Des arrangements furent alors conclus pour le partage de cette immense fortune, qui se divisa en deux parties. Le prince Lubomirski, mari de la fille du prince palatin, désigna quelqu'un pour rédiger ces conventions de famille, mon père remit ses pouvoirs à M. Joseph Szymanowski, et tout s'arrangea parfaitement.

A l'époque de la mort du prince palatin, mon père était

[1] Combien de temps cela durera-t-il?

encore à Wilna, où il présidait, pour la deuxième fois, le tribunal de Lithuanie. Il s'était donné de tout cœur à l'accomplissement de ses fonctions. On avait reproché à plusieurs magistrats de s'être laissé entraîner à faire tort à un particulier, soit par indulgence pour d'autres, soit par vengeance personnelle. Les vice-présidents étaient, à Grodno, M. Szwejkowski, homme très-remarquable, et à Wilna, M. Narbutt, père des demoiselles qui avaient été élevées chez mes parents. J'ai entendu dire que pendant que mon père était en fonction, il y eut un procès entre un certain gentilhomme et l'administration des biens de mon grand-père; le gentilhomme eut gain de cause, et le prince fut condamné.

On parlait beaucoup à cette époque d'un crime commis quelques années plus tôt, et dont il n'avait pas été possible de découvrir l'auteur. Par un singulier hasard, les premiers indices se retrouvèrent en 1781, et firent porter les soupçons sur un nommé Ogonowski, qui s'était fait prêtre et était protégé par l'évêque de Wilna, Massalski, bien connu par ses mœurs et ses principes dissolus. Mon père, qui était président à cette époque, usa de toute son influence pour faire comparaître le coupable devant le tribunal.

L'abbé Ogonowski, qui avait rapidement franchi les degrés ecclésiastiques conduisant à l'ordination définitive, apprit qu'il était en danger et se réfugia dans un couvent, sous la protection de l'évêque Massalski. Un détachement de troupes, conduit par le major Orlowski, appartenant à la garde lithuanienne dont mon père était le chef, reçut l'ordre de cerner le couvent pendant la nuit et réussit à se faire ouvrir les portes, malgré le refus des prêtres. Ogonowski, d'abord introuvable, fut découvert dans une cel-

lule et emmené dans la prison des accusés, en dépit de ses protestations et de celles des religieux. Amené devant le tribunal, il fut convaincu de meurtre après un procès très-long et très-minutieux, et accusé de plusieurs autres délits; il fut condamné à mort et exécuté.

Plusieurs causes anciennes furent liquidées pendant que mon père était en fonction, et il s'établit une régularité beaucoup plus grande dans le traitement des affaires. Enfin, les fonctions de mon père cessèrent en 1782, et il se hâta de rentrer à Varsovie pour assister à la diète ouverte sous la présidence du maître de camp Krasinski. Ce fut la première assemblée à laquelle j'assistai.

M. Ciesielski et moi, nous suivions assidûment les séances du Sénat et de la Chambre des nonces. Je fus frappé de la figure sérieuse du prince Lubomirski, maréchal de la Couronne, qui, ainsi que je l'ai entendu dire par d'autres personnes, savait parfaitement maintenir l'ordre dans les réunions des deux Chambres.

L'affaire la plus importante de cette diète fut l'acte de violence exercé contre Mgr Soltyk, évêque de Cracovie, auquel le chapitre, appuyé par le prince Poniatowski, évêque de Plock, avait retiré l'administration du diocèse, sous prétexte de faiblesse d'esprit.

Le parti antimoscovite défendait l'évêque, qui avait été un des plus vaillants soutiens de la confédération de Bar. Le parti du Roi et de la Russie s'efforçait de maintenir et de justifier la violence commise, et, se trouvant le plus nombreux, réussit à obtenir la majorité des votes en sa faveur.

Les adversaires dans leurs discours, échangés sur un

ton très-passionné, essayèrent de prouver, d'un côté, la netteté d'esprit de l'évêque de Cracovie, et, de l'autre, l'évidence de la perte de ses facultés. Un des discours les plus émouvants et les plus éloquents fut prononcé par le castellan Ankwicz, que l'on considérait à cette époque comme un patriote exemplaire, et qui passa, quelque temps après, au parti moscovite. Il fut une des victimes de la révolution de Kosciuszko; le peuple de Varsovie se chargea lui-même d'exécuter la sentence prononcée contre lui.

Mon père, ayant passé une année entière en Lithuanie et s'étant attiré les sympathies des citoyens de cette province, pensait avoir à la diète la majorité des votes lithuaniens en faveur du parti dont il était un des chefs; mais la crainte de la Russie et les cadeaux du Roi en décidèrent autrement. Une grande partie des nonces trouva des raisons pour éviter les inconvénients résultant pour eux d'une rupture ouverte avec le parti moscovite et royal.

La diète s'étant terminée d'une manière si peu favorable à notre parti, mon père résolut d'aller visiter les biens dont il venait d'hériter en Wolhynie et en Podolie.

Je fis partie de ce voyage avec mon frère, M. Ciesielski et M. Lhuillier. Avant notre départ, j'allai avec M. Ciesielski présenter mes hommages au prince Lubomirski. Ce fut la dernière fois que je le vis; il ne jouit pas longtemps de la fortune que sa femme avait héritée, et mourut dans le cours de cette même année, regretté de tout le monde. Il habitait le palais qui devint plus tard celui de Tarnowski, et qui, dans le principe, appartenait aux Czartoryski. C'est là que demeurait et que mourut notre bisaïeule, Élisabeth Czartoryska, née Morsztyn, aimée et

respectée de toute notre famille, du prince palatin et du chancelier.

La princesse et son mari étaient des personnes très-raisonnables; mais, ainsi que cela arrive souvent dans les mariages de grandes familles, les caractères n'étaient pas assortis. Le prince laissa de grandes dettes que sa femme reconnut et paya scrupuleusement. Le prince avait les saillies et les reparties entièrement polonaises. Ma mère l'estimait beaucoup, et il était pour elle un ami sincère. Je ne sais à quelle occasion il lui dit un jour que, lorsqu'il mourrait, il reviendrait la voir : aussi ma mère eut-elle longtemps peur qu'il ne tînt parole. Ces appréhensions se renouvelaient chaque soir quand tout le monde dormait; au moindre bruit, elle se rappelait la promesse de son ami défunt.

Enfin, nous partîmes pour les terres de Podolie avec un grand cortége. Mon père avait alors une cour très-nombreuse, composée surtout de fils de nobles, de jeunes gens venant même de Lithuanie. Le rendez-vous était à Pulawy, d'où nous entreprîmes cette expédition. Il y avait plusieurs dizaines de voitures qui se suivaient en file, et nous faisions au plus six milles par jour; après déjeuner on avançait jusqu'au relais où nous dînions; la cuisine et la cave nous précédaient toujours. Il y avait un grand nombre de chevaux de main, et souvent nous nous mettions à cheval pour franchir une étape. Un fourrier marchait toujours en avant pour préparer les logements ; c'était un des principaux fonctionnaires de la cour. Cet emploi était exercé alternativement par MM. Soroka et Siehen, deux vrais Lithuaniens encore assez jeunes. Il y avait aussi

plusieurs pages habillés à la polonaise. M. Paszkowski était le grand écuyer, et M. Borzecki le majordome ; c'était aussi une figure importante à la cour. Avant notre départ de Varsovie, il avait cru devoir, à titre de mesure de prudence, administrer quelques corrections aux jeunes pages. Mon père, qui sortait de la maison, aperçut des larmes et des signes de chagrin sur la figure de ces jeunes gens, il s'informa de ce qui était arrivé. « Ah ! voyez comme M. le majordome nous a punis » , dirent-ils. Mon père ayant demandé à M. Borzecki ce qu'ils avaient fait, il répondit : « Il est bon de se préparer ainsi au voyage. »

Pendant le voyage, nous nous arrêtâmes chez divers propriétaires, dont plusieurs se joignirent à nous et nous suivirent, ce qui augmenta le nombre des chevaux de main et des voitures de toutes sortes ; nous avions également emmené des chameaux, dont mon père voulait introduire l'usage en Pologne. Toute cette caravane s'arrêta à Klewan, première propriété de mon père en Wolhynie. Puis nous arrivâmes sur les terres du prince Sapieha, où nous reçûmes la plus large hospitalité. Le prince souffrait beaucoup de la goutte, ce que l'on attribuait à l'habitude fort répandue à cette époque de donner l'hospitalité toujours le verre à la main. Le prince Sapieha, appuyé sur une canne, venait chaque soir voir le jardin brillamment éclairé. Ensuite nous arrivâmes à Mikolajew en Podolie ; comme il n'y avait pas assez de chambres, on planta des tentes, car il y avait beaucoup de monde.

Parmi les nombreux amis qui nous accompagnaient dans ce voyage, il y avait MM. Michel et Xavier Brzostowski, Niemcewicz, aide de camp de mon père, et Kniaznin, parmi

les personnes attachées à notre maison. On ne manqua pas de profiter des occasions pour avoir des aventures de société et d'amour qui engagèrent Kniaznin à composer une chanson dont le premier couplet était le suivant :

« Belle Tomire, il est probable que voilà la fin de nos agréables soirées; aujourd'hui je suis avec toi, demain je serai seul, des rivières et des bois nous sépareront. Mais quand je ne serai plus là, rappelle-toi que j'ai été le premier à t'aimer. » — Quant à Niemcewicz, il était très-assidu auprès du beau sexe.

Une des maisons où nous fîmes le plus long séjour fut celle de M. Onufre Morski. Ce gentilhomme, qui avait une position très-importante en Podolie, était un grand ami de mon père, pour lequel il avait beaucoup d'affection. Il avait une très-belle femme dont il était jaloux, et n'avait pas confiance dans l'amitié de Niemcewicz. Son village s'appelait Raykowce. On y représenta une comédie intitulée *le Joueur,* que mon père avait traduite du français. La dame de la maison y avait un rôle; et son mari, qui faisait celui du Joueur, lui récitait une tirade empreinte d'un ardent amour qu'elle écoutait avec la plus grande froideur, ainsi que je le remarquai à chaque répétition. Le frère cadet de Morski fut plus tard ambassadeur, à Madrid, du roi de Saxe, grand-duc de Varsovie. Son frère aîné, le chanoine, aimait passionnément la danse; je me rappelle encore avec quel entrain il dansait la mazurka à un bal masqué à Siedlce. Après tout, ce n'était pas un homme de mœurs bien sévères. Le major Orlowski faisait également partie des acteurs à Raykowce, et s'acquitta parfaitement et avec beaucoup de comique du rôle du serviteur du Joueur.

Parmi les familiers de la maison de mon père, il y avait le colonel Molski, farceur, faiseur de mots, gourmand et grand mangeur. C'est lui qui avait parié un jour de manger seul tout un énorme plat de *pierogi* sans se faire de mal. Il gagna son pari et but du punch par-dessus.

A Miendzyboz nous rencontrâmes un nombreux détachement de Cosaques de Granow, ce qui donna l'idée de faire construire une espèce de forteresse et de simuler des attaques. M. Ciesielski s'enferma dans la forteresse avec mon frère; les assiégeants étaient commandés par le colonel Molski, dont j'étais l'aide de camp. Quand arriva le jour de l'attaque, il y eut beaucoup de vacarme, de luttes à cheval, et il arriva même un accident. M. Siehen, monté sur un cheval très-vif lancé à fond de train, rencontra un Cosaque de Michel Brzostowski; le choc fut tellement violent que Siehen tomba de cheval et resta sans connaissance. Quand il revint à lui, il ne savait plus ce qui s'était passé, il avait perdu la mémoire, et il fallut plusieurs jours pour qu'il recouvrât sa présence d'esprit. Le Cosaque en fut quitte pour quelques contusions. Enfin on en arriva presque à une bataille réelle entre les Cosaques et les habitants de la localité, dont un détachement s'était enfermé dans la forteresse où l'on devait déjeuner. Ce furent les assiégés qui mangèrent notre repas. Enfin on résolut de s'entendre pour éviter les bosses et les autres accidents. Pour moi, je portai le plus grand intérêt à ce combat, auquel j'assistai à cheval.

Une scène assez dramatique se passa dans la maison du juge L..., père de madame Litoslawska, femme du maître de camp. Sa deuxième fille avait, malgré son père,

épousé un gentilhomme que l'on ne voulait pas recevoir dans la famille. Pendant le séjour de mon père, on voulut mettre fin à cette discorde de famille, et l'on s'entendit pour demander pardon au père. J'assistai à cette scène; la fille et le gendre se jetèrent à genoux, mais ne purent vaincre l'inflexibilité du père, qui les repoussa et les chassa de la maison. Toutes les prières furent vaines, et il fallut laisser cette affaire pour une autre occasion. M. Boreyko, *podkomorzy* de Latyczew, était une des personnes que nous connaissions le mieux : il portait à merveille le costume polonais, avait la moustache noire et la tête rasée. Sa femme était très-belle, et Niemcewicz lui faisait les yeux doux, ce à quoi M. Boreyko s'opposa moitié en riant, moitié sérieusement, en faisant une vraie mine de Sarmate.

De Miendzyboz nous allâmes à Kamieniec, où se trouvait le vieux Witt, père de celui qui avait pour femme cette belle Grecque qui devint plus tard la femme de Félix Potocki. A cette époque, elle était dans toute sa fraîcheur; peu de temps après elle fit un voyage dans toute l'Europe, où ses charmes attirèrent l'admiration universelle; fier de sa beauté, le général Witt la conduisit dans différents pays. C'est elle qui nous fit les honneurs à Kamieniec, entourée de tous ceux qui se distinguaient par leur jeunesse, leur naissance ou leur instruction. Tout le monde l'entourait et obéissait à ses ordres. A sa beauté elle joignait une sorte d'originalité provenant soit d'une feinte naïveté, soit de son ignorance de la langue. On me raconta que lorsqu'on admirait ses beaux yeux ou lorsqu'elle en parlait elle-même, elle disait en français : « Mes beaux yeux », croyant que cela n'était qu'un seul mot.

Le vieux Witt me conduisit avec M. Ciesielski sur tous les remparts de la forteresse, en nous démontrant qu'elle était imprenable. En effet, le rocher sur lequel elle est construite est entouré d'un fossé bordé de l'autre côté par un second rocher contenant de vastes casemates susceptibles de renfermer des troupes pour la défense. Le seul côté par lequel le rocher du milieu communique avec l'extérieur est très-étroit et muni de remparts très-solides.

De Kamieniec nous partîmes pour Choçim, qui appartenait alors à la Turquie, et où commandait un pacha qui déploya beaucoup de luxe et de politesse pour recevoir mon père en qualité de général des terres de Podolie. L'abbé Piramowicz nous accompagna dans ce voyage avec Drohojewski, citoyen de la Galicie. Après que l'on eut présenté les chibouques et le café, le fils du pacha, jeune homme assez grand, s'approcha de mon frère et de moi, et nous invita à visiter le harem avec la permission de son père. Nous le suivîmes, une portière se leva et retomba derrière nous, et nous entrâmes dans le sérail.

Par les portes de chambres donnant sur un corridor, je vis des femmes qui parurent très-étonnées et effrayées de notre présence. Nous allâmes dans un endroit où se trouvait la mère du jeune homme, épouse du pacha, entourée de plusieurs femmes; c'était une espèce de kiosque élevé dans un coin d'une cour du jardin rectangulaire. Ces femmes ne nous plurent pas, et nous trouvâmes leur costume très-peu arrangé. Elles nous reçurent très-aimablement, et nous examinèrent avec beaucoup de curiosité, et nous posèrent quelques questions, mais la conversation ne fut ni animée ni longue.

De retour à Kamieniec, j'écrivis à ma sœur pour lui raconter cette visite; on pourrait retrouver dans cette lettre des détails dont je ne me souviens plus.

Nous revînmes à Miendzyboz, qui fut en réalité le terme de notre voyage, car, à mon grand regret, nous n'allâmes pas jusqu'à Granow.

Mon père retira la gestion de ses biens à M. Iwanowski, dont les enfants devinrent bientôt de riches propriétaires, et il désigna comme intendant des terres de Podolie M. Bernatowicz, ancien élève de l'École des cadets, qu'il avait envoyé à l'étranger pour se mettre au courant de l'agriculture dans les autres pays. Nous traversâmes la Galicie, et après quelques étapes à Oleszyce, Sieniawa et Jaroslaw, nous arrivâmes à Pulawy, où nous nous établîmes désormais.

CHAPITRE II

PULAWY. — ÉDUCATION ET ÉTUDES. — VOYAGE EN ALLEMAGNE.

A Pulawy commença pour nous une existence tout à fait nouvelle, et nous nous mîmes à l'étude d'une manière sérieuse et régulière.

Jusque-là nous n'avions eu que les leçons élémentaires, et encore ces leçons n'avaient-elles pas été bien suivies; mais depuis notre arrivée elles devinrent presque notre unique préoccupation. M. Lhuillier, dont j'ai parlé, nous enseignait les mathématiques et l'histoire universelle; M. Ciesielski, l'histoire de Pologne; Kniaznin, la littérature et le latin. Pour les langues anciennes, nous eûmes d'abord un Danois nommé Schow, puis Groddeck, qui devint plus tard professeur à l'Université de Wilna.

Je ne me souviens plus au juste si c'est à ce moment ou plus tard que mon père nous donna comme gouverneur M. Dupont de Nemours, membre de l'Assemblée nationale, qui avait acquis une certaine notoriété en France, où il était estimé pour ses qualités et son caractère. Il avait avec lui comme secrétaire un certain M. de Noyer. C'était un homme très-importun qui faisait l'empressé auprès de madame Petit. Un jour qu'il frappait à sa porte, comme elle ne pouvait s'en débarrasser, elle lui dit : « Monsieur, je n'y suis pas ! »

M. Dupont ne resta pas longtemps chez nous, il retourna en France, où je le retrouvai à Paris, sous la Restauration. Il se présenta à moi comme mon ancien gouverneur, mais j'en avais complétement perdu le souvenir.

Il y avait à Pulawy un maître d'armes qui nous donnait chaque matin une leçon d'escrime dans le jardin aussitôt après notre lever, qui avait lieu de très-bonne heure; puis nous passions aux autres études.

L'assistance était nombreuse à table, car toutes les personnes attachées à notre maison y prenaient place.

A côté des études, il y avait des plaisirs, tels que la chasse, les excursions chez M. et madame Filipowicz, intendant des biens de Pulawy à Konska Wola, les promenades à cheval et surtout les chasses au lévrier sur les collines : c'était ce que nous appelions « aller aux collines » (ou « aller aux genévriers derrière la colline »).

J'aimais ardemment la chasse, surtout avec les lévriers.

Dans une forêt près de Janowiec il y avait une nichée de renards que nous avions grand plaisir à faire chasser de leur gîte par des chiens courants.

Nous allions aussi chez madame Piaskowska, dont le mari, surnommé *Paralusz,* avait fait restaurer le château des Firlej, à Janowiec, et en avait orné les salles avec de belles peintures. Je me le rappelle très-bien : il était grand, sifflait en parlant et était connu pour sa prodigalité; aussi s'était-il ruiné plusieurs fois, mais il avait réussi à s'enrichir de nouveau. Un de ses grands luxes était d'avoir beaucoup de vêtements brodés comme on les portait à cette époque; il avait eu l'idée de les faire broder des deux côtés en couleurs différentes, afin de pouvoir les retourner.

Je peux donc dire qu'avec l'année de notre retour commence pour nous autres enfants une deuxième époque que je pourrais appeler période de Pulawy.

Le séjour que mon père avait fait en Lithuanie avait attiré chez nous un grand nombre de citoyens de cette province, entre autres :

Tyszkiewicz, Wyszgierd, Skucewicz, qui plus tard se chargea des affaires de mon père, Hrebnicki, Siehen, qui nous avait accompagnés en Podolie, et Soroka, qui, pendant la révolution de 1830, se distingua, malgré son âge avancé, par sa résistance contre les Russes et par sa fermeté vis-à-vis de leur inqualifiable rigueur. Il mourut peu de temps après.

Plusieurs jeunes gens vinrent aussi de Lithuanie pour faire leur éducation chez nous; ils animaient Pulawy dans les heures qui n'étaient pas consacrées aux études. Je citerai entre autres Kinbar et Szpinek, qui habitèrent plusieurs années avec nous et furent élevés en notre compagnie. Ceux qui partageaient nos études étaient : François Sapieha, fils du chancelier de Lithuanie, qui avait été confié à ma mère par sa sœur, la princesse Sanguszko, femme du palatin de Wolhynie, et le jeune Szymanowski. Le prince François avait auprès de lui M. Cieplinski, ancien élève de l'École des cadets dans le genre de Ciesielski, mais moins capable. C'était un homme très-bon et très-religieux. On nous avait adjoint également pour aider M. Ciesielski un jeune officier sortant de l'École des cadets nommé Rembielinski. Il était gai, spirituel, assez habile en mathématiques, et aurait pu nous être d'un grand secours si nous avions su profiter de sa bonne volonté. Nous profitâmes de sa

société beaucoup plus pour nous distraire et nous amuser que pour acquérir des connaissances indispensables.

Ainsi que je l'ai dit, nous prenions chaque matin une leçon d'escrime, en été nous nous battions dans le jardin. Habitué au maniement du fleuret à l'École des cadets, Rembielinski ne put cependant éviter un accident et fut atteint à l'œil. Une autre fois, comme il faisait des armes avec moi, mon fleuret traversa son masque et le blessa à la bouche. Il fut très-effrayé, et sa première pensée fut de s'assurer que son deuxième œil n'avait pas souffert. Jamais je ne pus lui faire assez d'excuses, et je remerciai Dieu que ma maladresse n'eût pas eu d'autre conséquence plus grave.

Nous faisions entre nous des réunions dans le genre des diètes, où nous discutions sur les questions publiques. Je me souviens que dans l'une d'elles il s'agissait de montrer quel est le gouvernement à appliquer, soit un gouvernement libre, comme on le désirait alors, soit un pouvoir central. Quant à moi, j'étais partisan de la plus grande liberté possible; à mon grand étonnement, Rembielinski se prononça en faveur d'un pouvoir supérieur et protecteur. Son discours fut si éloquent que je restai sans voix et incapable de lui répondre, ce qui me mécontenta beaucoup. Je n'étais pas convaincu, mais j'étais subjugué.

Je ne puis passer sous silence qu'à la mort de sa mère, le jeune prince François Sapieha faillit ne pas être reconnu par son père. La princesse Sanguszko se jeta aux pieds du père et le décida à ne pas agir ainsi. Ce fut une belle action, dont elle ne fut pas récompensée plus tard.

J'ai déjà dit que le jeune Szymanowski, neveu de

M. Szymanowski, ancien ami de mes parents, était notre compagnon d'étude de Pulawy. C'était une nature molle et même un peu *banale,* qui occasionna plusieurs aventures fort amusantes. Quelques années plus tard, il rentra dans le monde et réussit à obtenir la main de mademoiselle Potocka, qui lui donna un fils et divorça peu de temps après pour épouser M. Thadée Mostowski.

1786

Ce fut en 1786 que je fis mon premier voyage à l'étranger avec M. Ciesielski, auquel mon père avait confié notre éducation, et qui avait besoin des eaux de Carlsbad. Madame Oginska, femme de l'hetman, cousine de mon père et tante de ma mère, partait à la même époque pour cette ville ; elle était accompagnée d'une suite nombreuse, comme cela se faisait dans ce temps-là. Sur notre passage nous visitâmes plusieurs villes allemandes où je me trouvai en contact avec beaucoup d'hommes distingués. Je ne puis dire que je fis leur connaissance, car mon esprit n'était pas encore assez développé, mais le souvenir de leur rencontre n'est pas encore effacé de ma mémoire.

Mon père avait fait venir à Pulawy un professeur de latin et de grec qui lui avait été recommandé par M. Steine, le célèbre professeur de Gœttingue. C'était un jeune Danois, enthousiaste des beautés de la littérature ancienne comme tous ceux qui sortent de cette Université. Quant à moi, encouragé par Kniaznin, qui nous enseignait les littératures polonaise et latine, je partageais cet enthousiasme, d'une manière un peu enfantine, mais néanmoins très-sincère.

Négligeant l'étude ennuyeuse mais indispensable de la grammaire, je m'efforçais de comprendre les poëtes, ce qui me donnait l'air d'en savoir beaucoup plus que je n'en savais en réalité, et j'en faisais parade en présence des savants allemands que je rencontrai dans mon voyage. A Prague, je fis connaissance de Meisner, professeur de littérature grecque et auteur de plusieurs ouvrages allemands. Sa réputation, qui était très-grande à ce moment, n'a pas dû lui survivre. Je me rappelle avec plaisir les entretiens que j'eus avec lui, et pendant lesquels je pus, à son grand étonnement, citer par cœur quelques vers des poëtes grecs.

Nous passâmes par Gotha, où, grâce à une lettre de recommandation de mon père, nous fîmes la connaissance du baron Frankenburg, ministre du duc de Gotha. C'était un homme instruit, intelligent et aimable, qui nous mit en relation avec d'autres personnes célèbres et intéressantes. Muni d'une lettre de sa part, nous allâmes à Weimar, que l'on désignait déjà comme l'Athènes de l'Allemagne, et où je vis Wieland et Herder, avec lesquels mon père était en correspondance.

La figure de Wieland me frappa, car elle n'avait rien de poétique. C'était un homme petit, un peu gros, déjà âgé, la figure sillonnée de rides, et portant sur la tête une espèce de bonnet de nuit qu'il retirait rarement.

Le ministre Frankenburg nous facilita la connaissance du célèbre Gœthe. Je fus même admis avec M. Ciesielski à une réunion où le poëte lut à quelques amis son drame d'*Iphigénie en Tauride* qu'il venait d'achever, et qui n'avait pas encore paru. J'écoutai cette lecture avec grand enthousiasme. Gœthe était alors dans tout l'éclat de sa jeunesse;

il était grand, avait une figure aussi belle qu'imposante, le regard perçant, quelquefois un peu dédaigneux, dominant de sa hauteur l'horizon humain, sentiment qui marquait un sourire sur ses belles lèvres. L'admiration d'un jeune homme comme moi fut à peine remarquée par lui, c'était un hommage auquel il était habitué. Gœthe devint plus tard ministre du grand-duc de Weimar et ne montra plus le même dédain des faveurs officielles et des décorations; mais il conserva toujours sur son visage et dans son attitude une sorte de grandeur qui le faisait comparer à la statue de Jupiter Olympien de Phidias.

Nous arrivâmes enfin à Carlsbad, où nous trouvâmes madame Oginska, dont la présence contribua beaucoup à embellir le temps de notre séjour. Elle avait auprès d'elle plusieurs demoiselles Siedlecki, filles de son majordome, et surtout le docteur Kittel, qui était jeune et très-beau de figure; aussi était-il chargé du soin de la santé d'un grand nombre de dames.

Il y avait alors à Carlsbad un casino très-brillant où toute la société se réunissait et où l'on dansait presque tous les soirs. Il y avait dans ces réunions une dame fort belle, dont je ne me rappelle plus le nom. On disait qu'elle avait su attirer les assiduités de l'empereur Léopold, connu par son faible pour le beau sexe, et qui monta sur le trône quelques années plus tard. Je fus frappé de la beauté des traits de cette dame, mais surtout de la vivacité extraordinaire de ses mouvements.

Nous revînmes enfin à la maison, et l'hiver de 1786 à 1787 se passa soit à Pulawy, soit à Siedlce. Les études continuèrent à Pulawy sans beaucoup d'ordre, mais cependant

avec ardeur. M. Lhuillier nous donnait les leçons de mathématiques et d'histoire universelle; M. Schow, celles de grec; Kniaznin, celles de polonais et de latin. M. Ciesielski s'était chargé de l'histoire de Pologne et nous l'exposait d'après l'ouvrage de l'abbé Waga; enfin les leçons d'escrime nous étaient données par un Français. Toutes nos journées étaient ainsi occupées.

Nous allâmes passer nos vacances du carnaval à Siedlce, où il y eut cet hiver-là une réunion nombreuse et brillante. Il est bon de dire quelques mots de la cour de madame Oginska, femme de l'hetman, et de sa manière de vivre. Elle était très-pieuse, et cependant sa seule préoccupation était de distraire et d'égayer ses invités. Il y avait chez elle beaucoup de charmantes jeunes demoiselles, appartenant à des familles nobles. A la fin de sa toilette, ses invités étaient admis dans ses appartements, on y rencontrait toutes ces demoiselles qui venaient, tour à tour, apporter chacune un objet de toilette, une fleur ou un ruban, un voile ou un bonnet, qui devait servir dans la journée. Ensuite on descendait dans les salons et l'on ne cessait de s'amuser.

Madame Oginska aimait beaucoup à jouer aux cartes; aussi les joueurs les plus connus s'étaient installés à Siedlce, ce qui pouvait n'être pas très-louable, mais contribuait à nous distraire une partie de la journée. Je citerai entre autres un certain Dz..., qui du reste était en outre un homme amusant, et M. Wlodek, dont la famille s'installa à Saint-Pétersbourg. Son fils s'y maria avantageusement et devint général; sa fille épousa M. de Rayneval, diplomate français bien connu. Le soir, on dansait et l'on jouait aux

jeux innocents; en été, on se promenait dans un vaste jardin que l'on appelait Alexandrie, et que madame Oginska avait fait orner à l'anglaise; en automne, on allait à la chasse, elle-même y prenait part et tirait de sa place sur le gibier qui passait devant elle.

Il était donc difficile de s'ennuyer à Siedlce, et il en résultait tout naturellement des aventures romanesques de toutes sortes auxquelles je n'échappai pas non plus.

J'avais trouvé des livres qui m'avaient tourné la tête, je les lisais pendant des nuits entières, alors qu'il eût mieux valu consacrer ce temps à l'étude.

Une de ces jeunes filles, mademoiselle Marie Niezabitowska, devint l'objet de mes *soupirs,* que je n'osais faire connaître qu'avec une grande timidité. Entrer dans la chambre des demoiselles était un acte au-dessus de mes forces, et bien souvent je restais près de la porte, retenu par la crainte d'en franchir le seuil. Enfin nous fîmes plus ample connaissance, et ma place ordinaire se trouvait sur un coffre dans la chambre des demoiselles.

Il était difficile, une fois à Siedlce, de se soustraire à cette mode, et chacun devait, bon gré, mal gré, ou *faire la cour,* ou devenir amoureux. J'avais quelques rivaux, entre autres M. Dz... dont j'ai parlé, Niemcewicz et plus tard M. Brzostowski.

Mademoiselle Niezabitowska était l'une des plus belles, et la nature l'avait douée de qualités qui la distinguèrent ensuite dans sa longue existence. On écrivait des vers en son honneur; je me souviens qu'une de ces pièces de vers où l'on voulait décrire sa personne se terminait par quelques paroles montrant combien elle était sévère pour ceux

qui l'entouraient. En réalité, il était difficile d'être bien accueilli par elle, et elle traitait ses adorateurs avec beaucoup de rigueur.

Mademoiselle Kielczewska était aussi une des beautés de Siedlce ; c'était l'amie inséparable de mademoiselle Niezabitowska : elle avait peut-être plus de prestance, mais elle était moins aimable.

Quelques cas de fièvre scarlatine s'étant déclarés dans les appartements des demoiselles, ma mère me fit partir.....

Nota. — On se borne à rappeler ici sommairement ce qui s'était passé dans cette période de 1787 à 1795, sur laquelle le prince Adam n'a pas laissé de mémoires.

En 1788 devaient se réunir les diétines qui allaient élire la grande diète à laquelle s'attachait une importance considérable pour la réforme du royaume. Le prince Adam, élu président ou maréchal de la diétine de Podolie, réussissait à faire nommer quatre de ses candidats sur six. Il passait le reste de l'année à Varsovie, suivant avec attention les séances de la première session de la grande diète.

En 1789, le prince Adam rejoignait ses parents à Pulawy. Il en partait en septembre, il allait chez sa sœur, la princesse de Wurtemberg, à Belgard, en Poméranie, et de là partait avec sa mère pour l'Angleterre, où il passait quelques semaines auprès du lord chancelier, marquis de Landsdowne, complétant son éducation politique par l'étude de la constitution anglaise. A Londres, il avait l'occasion d'assister au procès de Warren-Hastings; puis il visitait l'Écosse, les villes manufacturières de l'Angleterre. Il resta une année absent de son pays.

Revenu en Pologne en 1791, le prince Adam entrait au service militaire sous les ordres de son beau-frère, le prince de Wurtemberg. C'était l'année du vote de la constitution réformatrice du 3 mai (1791), œuvre de la grande diète contre laquelle se formait la fatale ligue de Targowitza, et qui allait être le prétexte d'une nouvelle intervention russe suivie d'un second partage.

En 1792, l'intervention russe étant déjà déclarée, le prince Adam, nommé officier supérieur, prenait part à la campagne dite du second partage contre les Russes. Il assistait à la bataille de Polonna et était décoré de la main du Roi.

En 1793, le prince Adam Czartoryski retournait en Angleterre, où il nouait de nombreuses et sérieuses relations avec tous les hommes publics. Il y était encore en 1794, lorsque éclatait l'insurrection de Kosciuszko. A cette nouvelle, il quittait immédiatement l'Angleterre pour aller prendre part à la lutte. Il se dirigeait sur la Pologne, lorsqu'à son passage à Bruxelles, il fut arrêté et retenu par ordre du gouvernement autrichien. Pendant ce temps, l'insurrection était étouffée dans le sang, et elle était suivie du troisième partage. Après ces événements auxquels il n'avait pu prendre part, le prince Adam rejoignait ses parents à Vienne, où, par l'entremise de l'empereur François, commençait une négociation avec l'impératrice Catherine de Russie, pour obtenir la levée de la confiscation des biens de la famille Czartoryski, décrétée par la Tzarine. Catherine exigeait avant tout l'entrée au service russe des deux jeunes princes Czartoryski, Adam et Constantin, et leur présence à Pétersbourg. De longues délibérations avaient eu lieu dans la famille. On s'était enfin décidé; les deux jeunes princes partaient pour Saint-Pétersbourg, et c'est là que le prince Adam reprend ses *Mémoires*.

CHAPITRE III

L'ARRIVÉE A PÉTERSBOURG. — L'ACCUEIL FAIT PAR LA SOCIÉTÉ. — JACQUES GORSKI. — DÉMARCHES POUR FAIRE LEVER LE SÉQUESTRE. — LES ZUBOW. — CATHERINE. — SA COUR. — L'HEURE DE LA PRÉSENTATION. — ENTRÉE AU SERVICE. — RELATIONS AVEC LE GRAND-DUC ALEXANDRE.

C'est le 12 mai 1795 que mon frère et moi nous arrivâmes à Pétersbourg. Pour se faire une idée de ce que nous pouvions ressentir en entrant dans cette capitale, il faut connaître les principes dans lesquels nous avions été élevés. Notre éducation avait été toute polonaise et toute républicaine. L'étude de l'histoire et de la littérature ancienne, et de celle de notre pays, avait occupé les années de notre adolescence. Nous ne rêvions que Grecs et Romains, et nous ne songions, à l'exemple de nos ancêtres, qu'à perpétuer les anciennes vertus sur le sol de notre patrie. Concernant la liberté, des exemples plus récents, puisés dans l'histoire d'Angleterre et de France, avaient, jusqu'à un certain point, rectifié nos idées, sans rien ôter toutefois à leur énergie. L'amour de la patrie, de sa gloire, de ses institutions et de ses libertés, nous avait été inculqué par nos études, et par tout ce que nous avions vu ou entendu autour de nous. Ajoutons-y que ce sentiment, aspiré par tout notre être moral, était accompagné d'une invincible aversion contre tous ceux qui

avaient contribué à la ruine de cette bien-aimée patrie.

Ce double sentiment, d'amour et de haine, me dominait au point qu'il ne m'arrivait point de rencontrer un Russe, en Pologne ou ailleurs, sans que mon sang se portât à ma tête, sans que je blêmisse et rougisse, car tout Russe me semblait fauteur des malheurs de mon pays.

Les affaires de mon père exigeaient au préalable un prompt rétablissement. Les trois quarts de sa fortune, en biens territoriaux, situés dans les provinces envahies par la Russie, avaient été mis sous séquestre. Ces biens étaient chargés d'hypothèques; ainsi, la fortune d'un grand nombre de nos compatriotes se trouvait compromise. Les réclamations de la cour de Vienne, en faveur de mon père, n'avaient point eu de résultat. Catherine en voulait au patriotisme de mon père et de ma mère, à leur sollicitude pour la levée de boucliers de Kosciuszko. « Que leurs deux fils, « déclara-t-elle, se présentent devant moi, et puis nous « verrons. » Elle voulait nous garder comme otages.

Notre départ pour Pétersbourg était donc indispensable. Notre père, si bon, si délicat, n'osait pas exiger formellement ce sacrifice de notre part; mais c'est précisément son inestimable bonté qui, de notre côté, avait prévalu sur toute autre considération. La patrie perdue, fallait-il encore condamner nos parents à la misère, et les mettre dans l'impossibilité de remplir leurs engagements envers leurs créanciers? Aussi nous n'avions pas hésité un instant. Il n'en est pas moins vrai qu'aller à Pétersbourg, loin de toutes nos relations, pour nous constituer, en quelque sorte, prisonniers entre les mains des plus détestés de nos ennemis, des bourreaux de notre patrie, c'était, dans

notre situation, le plus douloureux sacrifice que nous crûmes devoir faire à l'amour paternel; car il fallait pour cela rompre avec tous nos sentiments, toutes nos convictions, tous nos projets, bref, avec tout ce que nous aimions à caresser en idée.

J'ai consigné avec toute l'ardeur d'un jeune homme, poëte, l'état de mon âme dans une pièce de vers intitulée: *le Chant du barde,* que j'avais composée pendant mon séjour à Grodno. A mon départ de cette ville j'avais expédié le manuscrit à notre ami Kniaznin, et ce fut avec des larmes d'attendrissement qu'on le relisait pendant plusieurs années au sein de ma famille. J'y ai fait depuis quelques corrections, mais son temps est passé, il a perdu de sa valeur.

Nous fîmes nos adieux à nos parents qui, pour lors, habitaient Vienne, au mois de décembre 1794. Après quelques jours passés tristement à Sieniawa, nous nous mîmes en route au commencement de janvier, pour nous rendre à Grodno, auprès du roi Stanislas-Auguste, qui s'y trouvait gardé à vue par le prince Repnin. Nous y attendîmes jusqu'au printemps l'autorisation de nous rendre à Pétersbourg. L'Impératrice se refusait à nous l'accorder; on nous montra une apostille, faite de sa main, où elle alléguait comme motif du refus que notre mère, comme jadis Amilcar au jeune Annibal, nous avait fait jurer une haine éternelle envers la Moscovie et sa souveraine. Durant les quelques mois de notre séjour à Grodno, nous allions souvent chez le Roi, et nous fûmes témoins de sa douleur et des amers reproches qu'il s'adressait à lui-même, pour n'avoir pas su sauver la patrie ou se faire tuer en combattant pour elle. Les flatteries du chambellan Wolski

ne réussissaient point à étouffer ce cri de conscience. A la fête de Pâques, le Roi reçut très-cordialement bon nombre d'honnêtes Lithuaniens, qui étaient venus le saluer à cette occasion.

Nos sentiments de cette époque se sont toujours conservés au fond de notre âme; seulement, leur démonstration extérieure a dû subir alors les modifications dictées par l'inévitable force des événements. La même ardeur juvénile, qui nous faisait envisager comme héroïque notre sacrifice à l'amour paternel, nous servit à rendre plus supportable la position justement détestée dans laquelle nous nous vîmes engagés. Eh! mon Dieu! que ne supporte-t-on pas quand on est jeune? On est alors en force pour combattre toutes les adversités, voire même tous les malheurs. De nouvelles scènes, des impressions nouvelles, telles douloureuses qu'elles soient, mais nouvelles, mais inaccoutumées, — sans rien changer au fond de l'âme, — finissent toujours par vous distraire.

Nous fûmes reçus dans les sociétés de Pétersbourg avec beaucoup d'égards et de bienveillance. Notre père, qui avait séjourné dans cette capitale du temps d'Élisabeth, de Pierre II, et de l'avénement au trône de Catherine, y était connu et respecté par les personnes d'un âge avancé. Ses lettres, dont nous étions porteurs, nous valurent un favorable accueil. L'injustice commise à notre égard, par ordre du cabinet, provoquait en notre faveur une sympathie qui ne devait pas rester stérile, puisqu'elle se déclarait sans crainte. Je ne saurais douter, au contraire, en me rappelant maintenant les prévenances dont nous étions l'objet, que les courtisans, qui formaient à eux seuls toute la

société de Pétersbourg, ne fussent bien assurés d'avance que leur bon accueil pour ces déshérités de Pologne — pour ces élèves de la liberté — ne les compromettrait point à la cour. Qui sait? Cette conduite même leur avait été recommandée peut-être. Au bout de quelques semaines nous avions fait beaucoup de connaissances, et nous recevions tous les jours des invitations des membres de la haute aristocratie. Dîners, bals, concerts, soirées, spectacles de société se succédaient sans relâche. Nous étions partout accompagnés par M. Jacques Gorski, chargé par notre père de nous servir de guide et d'ami, de nous aider de ses conseils.

On ne pouvait tomber plus à propos sur le choix d'un mentor. Facile à vivre, facétieux, gai, tolérant, bon vivant, avec cela d'une probité à toute épreuve et nullement gêné pour dire la vérité toute crue : c'était l'homme qu'il fallait pour tenir des jeunes gens sans trop de rigueur, et sans les laisser dévier du bon chemin. Nous nous trouvions au mieux dans la société de cet homme estimable, et je ne fais que remplir une dette de conscience en exprimant ici notre reconnaissance pour lui, ainsi que notre douleur de sa perte inattendue. Il est de fait qu'il nous encourageait beaucoup à profiter de l'accueil qu'on nous faisait, pour entrer en relation avec les personnes qui devaient définitivement nous procurer la restitution de notre fortune. En parlant français, Gorski avait un accent qui n'était pas français du tout; mais il n'en était nullement déconcerté. Tout ce qu'il disait et tout ce qu'il faisait portait le cachet d'une précision laconique, qui lui allait à merveille. La tête haute, la démarche fière, le ton bref et décidé, mais toujours renfermé dans les limites de la convenance : telle

était sa personne. Malgré le peu d'estime qu'il accordait à la plupart de ceux qu'il fréquentait, il réussissait à les gagner, ce qui, par parenthèse, lui semblait à lui-même extraordinaire et drôle. Amateur de bonne chère et des plaisirs, il nous forçait, pour ainsi dire, la main pour fréquenter ce monde, dont nos chagrins, peut-être aussi un peu de paresse, nous auraient tenus à l'écart. Il ne perdait jamais de vue l'objet du voyage que notre dévouement nous avait fait entreprendre, et jamais ne négligeait un moyen qui pouvait le faire couronner de succès. Il nous poussait toujours à rendre des visites, à faire des démarches qui nous accablaient de dégoût; bref, c'est à lui que nous devons pour la plus grande part d'avoir réussi, et d'avoir obtenu l'approbation des moyens dont nous nous servîmes.

Elle était importante et décisive pour le reste de nos jours, cette époque de notre jeunesse : car, transportés tout d'un coup dans un milieu étranger sous tous les rapports, contraire à nos sentiments, nous vîmes tous nos plans évanouis et tout notre avenir changé, brisé, étouffé, en dépit de nos souhaits et de nos convictions.

Cette époque, pour ce qui me concerne particulièrement, produisit de profonds et douloureux résultats. Les malheurs de mon pays, ceux de mes parents ainsi que d'un grand nombre de mes compatriotes, la cause de l'équité perdue, la violence et le crime triomphants avaient bouleversé mes idées. Je me mis à douter des voies de la Providence. Je ne voyais partout que contradictions, qu'absence de but; rien au monde ne me paraissait mériter une attention sérieuse; j'étais pris d'un scepticisme complet, d'une froide et désespérante indifférence pour tout. Il

m'est arrivé plus d'une fois, depuis, de retomber dans ces accès de désespoir. Cependant, au milieu de ces douloureuses sensations, où, — n'entrevoyant nulle part de base protectrice, — doutant de tous, — je couvrais tout d'un mépris universel, une voix intérieure, je me le rappelle, indiquait à ma raison la vertu et la charité comme une réalité dont on ne saurait douter, comme ayant un mérite réel; je sentais que, n'en eussent-elles pas, il serait encore bon de leur donner la préférence. Ce débat consciencieux m'a seul sauvé des funestes effets du doute illimité. Par une grâce particulière, les premiers germes de croyance, bien qu'affaiblis, subsistaient encore dans mon âme.

Les prévenances et les plaisirs ne sauraient manquer leur effet sur l'esprit des jeunes gens. Les distractions n'empêchent pas le scepticisme moral, elles peuvent au contraire lui venir en aide. Notre âme conservait ses blessures, — mais nous subissions quelque changement à la surface. Nous apprîmes que, comme dit le proverbe, « le diable n'est pas si noir qu'on le dit » , en admettant surtout qu'il se fasse aimable; qu'il n'était pas juste, malgré les horreurs commises envers nous, d'en accuser toute la nation, — de confondre dans la même haine tous les individus qui n'ont très-souvent rien de commun avec le gouvernement; que les choses changent d'apparence d'après la position et la condition des personnes, et que, pour juger sainement leur conduite privée, à plus forte raison leur conduite publique, on devrait se mettre à leur place et avoir égard aux circonstances dans lesquelles elles se sont trouvées. Peu à peu nous arrivâmes à la conviction que ces Russes, que nous avions appris à haïr instinctivement, que

nous rangions sans distinction parmi les êtres malfaisants et sanguinaires, avec lesquels nous devions éviter tout contact, que nous ne pouvions même rencontrer sans dégoût, — que ces Russes, dis-je, étaient à peu près ce que sont les autres ; qu'il se trouvait parmi eux des jeunes gens spirituels, des hommes polis, affables, en paroles au moins, que leurs cercles renfermaient des dames fort aimables; que l'on pouvait en somme vivre en leur société sans éprouver du dégoût, et même que l'on pouvait quelquefois se regarder comme obligé de leur accorder amitié et reconnaissance.

Je ne rapporte ici ces observations, connues d'ailleurs de tout le monde, qu'à titre de remarque : que nous n'avions été nullement préparés à cette transition, que, passant dans un clin d'œil d'une extrémité à l'autre, nous nous trouvions lancés comme dans un précipice, comme sur une mer où, ne pouvant reculer, nous étions obligés de naviguer malgré nous, que, jeunes, nous trouvions des relations et des distractions dangereuses, insidieuses. La société de Saint-Pétersbourg, en général, était brillante, animée et remplie de nuances. Beaucoup de maisons, de genres divers, étaient ouvertes; partout on s'arrachait les étrangers. Le corps diplomatique et l'émigration française y donnaient le ton et le mouvement.

Les salons de la princesse Basile Dolgoroukow, et ceux de la princesse Michel Galitzin, toutes les deux depuis bien connues à Paris, se faisaient distinguer par leur élégance. Ces deux dames rivalisaient d'esprit, de beauté et d'agréments. On prétendait qu'elles avaient été toutes les deux l'objet de l'adoration du prince Potemkin. L'infortuné adorateur de la première était à cette époque le comte de

Cobentzel, ambassadeur d'Autriche. L'autre tenait dans ses chaînes le comte de Choiseul-Gouffier, connu dans le monde par son ambassade à Constantinople et la relation de son voyage en Grèce. Il avait transformé l'hôtel de la princesse Galitzin en musée des arts, pour lesquels la propriétaire avait cependant peu de goût.

L'hôtel Narichkine était d'un tout autre genre. C'était, avec toutes ses incohérences, l'ancien palais asiatico-moscovite. Moins gardées qu'ailleurs, les demoiselles, à ce qu'on disait, y recevaient aussi les hommages du prince Potemkin. Y entrait qui voulait; les portes y étaient ouvertes à tout venant. On y rencontrait des Cosaques, des Tartares, des Circassiens, et toute sorte d'Asiates. Le propriétaire de la maison, Léon Narichkine, gai, affable, bonhomme, ancien favori de Pierre III, depuis courtisan de Catherine, empressé auprès de tous ses favoris, et bien vu de chacun d'eux, en sa qualité de grand écuyer, se ruinait en bals et réceptions, et, malgré quelque dizaine d'années consacrées à cette préoccupation, il ne pouvait y aboutir. Je ne sais si ses héritiers, professant le même goût, y ont réussi.

La maison Golowin se distinguait en tout de celles que j'ai citées. Ici, pas de soirées quotidiennes, mais à leur place une petite coterie à l'instar de celles qu'on voyait jadis à Paris perpétuer les anciennes traditions de Versailles. La maîtresse de la maison, dont les deux filles ont épousé depuis MM. Fredro et Potocki, remplie d'esprit, sensible, exaltée, possédait de vrais talents et l'amour des beaux-arts.

La maison Strogonow formait encore une variété. Le comte, qui avait longtemps vécu à Paris, y avait pris des habitudes qui faisaient un singulier contraste avec ses

anciennes coutumes moscovites. On y parlait de Voltaire, de Diderot, du théâtre parisien, — on y discutait le mérite des tableaux des maîtres, dont le propriétaire possédait une riche collection; — et à côté de cela, on voyait dresser une table immense, où l'on venait dîner sans y être invité, — où l'on était servi par une nuée d'esclaves, — où le désordre des affaires signalait l'origine de ces richesses sibériennes.

Les Kourakin et les Gouriew, ainsi que plusieurs autres, se modelaient sur la princesse Dolgoroukow, sauf la maison de la princesse Wiaziemskoy, qui formait à elle seule une catégorie à part. Cette dame, d'un âge respectable et veuve du procureur général, la plus haute dignité administrative alors, — avait marié une de ses filles au duc Serra Capriola, ambassadeur de Naples, l'autre au ministre de Danemark, et la troisième à un des comtes Zubow.

Parmi la jeunesse marquante, les deux Galitzin, élevés à Paris, se faisaient distinguer surtout par cet esprit sarcastique qui amuse et attire toujours. On y voyait aussi le jeune Boratynski, également élevé hors du pays. Ils formaient à eux trois l'aréopage des salons; et malheur à qui tombait sous leurs griffes : un pauvre niais qu'ils prenaient à partie passait bientôt pour un sot consommé. Le comte Tatischtscheff, depuis ambassadeur à Vienne, un peu plus âgé que les précédents, se mettait quelquefois aussi de la partie.

Je ne veux pas m'arrêter à esquisser en détail la société de Pétersbourg. J'ai à parler de sujets plus sérieux; pour en finir avec cette matière, j'ajouterai seulement que la société d'alors, comme elle l'est probablement aujourd'hui, n'était que le reflet de la cour. On pouvait la comparer au vestibule d'un temple, où tous ceux qui s'y trouvent n'ont

d'yeux ni d'oreilles que pour la divinité qu'on y encense. Toute conversation, j'ai presque dit toute phrase, aboutissait toujours aux nouvelles de la cour : Qu'y a-t-on dit? qu'y a-t-on fait? que se propose-t-on de faire? Toute impulsion vitale ne venait que de la cour; cela privait sans doute la société de sa vie spéciale; dans tous les cas, elle avait l'air d'être animée et radieuse.

L'impératrice Catherine, auteur immédiat de la ruine de la Pologne, dont le nom seul nous faisait horreur, maudite par quiconque portait un cœur polonais, — Catherine, qui, jugée hors de sa capitale, n'avait ni vertu, ni même la décence convenable à une femme, avait su conquérir dans son pays, dans sa capitale surtout, la vénération, l'amour même de ses serviteurs et sujets. Dans les longues années de son règne, l'armée, les classes privilégiées, les administrateurs ont eu leurs jours de prospérité et de lustre. Il est hors de doute qu'à dater de son avénement, l'empire moscovite avait gagné en considération à l'étranger, et en ordre à l'intérieur, bien au delà des règnes précédents d'Anne et d'Élisabeth. Les esprits étaient encore pleins d'ancien fanatisme et de vile adoration pour leurs autocrates. Le règne prospère de Catherine avait encore confirmé les Russes dans leur servilité, quoique quelques lueurs de la civilisation européenne y pénétrassent déjà. Ainsi toute la nation, sans en excepter petits ni grands, n'était nullement scandalisée de la dépravation, des crimes et des meurtres commis par leur souveraine. Tout lui était permis. Sa luxure était sainte. Personne n'a jamais eu l'idée de critiquer ses débauches. C'est ainsi que les païens respectaient les crimes et les obscénités des dieux de l'Olympe, et des Césars de Rome.

Quant à l'Olympe moscovite, il avait trois étages : le premier, occupé par la jeune cour, c'est-à-dire par les jeunes princes et princesses, qui tous, remplis de grâces, faisaient espérer le plus bel avenir. Le second n'avait pour locataire que le grand-duc Paul, dont le sombre caractère et l'humeur fantastique inspiraient toutes sortes de terreurs, quelquefois le mépris. Au sommet de l'édifice se trouvait Catherine, avec tout le prestige de ses victoires, de ses prospérités, et de la confiance dans l'amour de ses sujets, qu'elle savait mener au gré de ses caprices.

Toutes les espérances qu'on pouvait fonder à la vue de la jeune cour se rapportaient à un avenir lointain, et n'ôtaient rien à l'affection générale pour l'autorité suprême de la Tzarine; d'autant moins que cette jeune cour n'était envisagée que comme une création du pouvoir régnant. Effectivement, Catherine se réservait exclusivement le soin de l'éducation de ses petits-enfants. Toute influence à cet égard fut interdite à leur père et à leur mère. A leur naissance, tous les princes et princesses étaient retirés des mains de leurs parents; ils grandissaient sous les yeux de Catherine, à laquelle ils semblaient appartenir exclusivement.

Le grand-duc Paul servait d'ombre au tableau, et en augmentait l'effet. La terreur qu'il inspirait fortifiait particulièrement l'attachement général pour le gouvernement de Catherine; tous désiraient que les rênes du gouvernement pussent longtemps encore demeurer dans sa forte main; et, comme tout le monde avait peur de Paul, on admirait d'autant plus la puissance et les hautes capacités de sa mère, qui le tenait sous sa dépendance, loin du trône qui lui appartenait de droit.

Cette esquisse rapide et ce concours de circonstances feront aisément comprendre cet engouement, cette idolâtrie, que tous les habitants de Pétersbourg professaient en l'honneur de leur Jupiter femelle. C'était, en quelque sorte, une reproduction du faste de Louis XIV, avant que la mort eût moissonné sa nombreuse descendance.

Il eût été bien difficile, si ce n'est impossible, pour un étranger arrivant à Pétersbourg, de résister aux impressions, voire même aux préjugés si fortement enracinés. Une fois entré dans l'atmosphère de la cour, et des sociétés qui en relevaient, il se voyait imperceptiblement entraîné par le tourbillon des mêmes idées, et finissait le plus souvent par unir sa voix à ce concert de louanges qui retentissait continuellement autour du trône. On pourrait citer comme preuve d'illustres voyageurs, comme le prince de Ligne, le lord de Sainte-Hélène, les comtes de Ségur et de Choiseul, ainsi que beaucoup d'autres. Dans le groupe d'étrangers et de nationaux qui mordaient à belles dents toutes leurs connaissances, qui, pour lancer un bon mot, n'avaient égard à rien, et n'avaient nul besoin de se méfier de nous, il ne s'en est trouvé aucun, à ma connaissance, qui ait osé se permettre quelque plaisanterie au sujet de Catherine. On ne respectait rien, on glosait sur tout; un sourire dédaigneux et moqueur accompagnait souvent le nom du grand-duc Paul; mais prononçait-on seulement le nom de Catherine, toutes les figures prenaient à l'instant l'air sérieux et soumis. Plus de sourires! plus de quolibets! Personne n'osait même murmurer une plainte, un reproche, comme si ses actions les plus injustes, les plus outrageuses, les maux infligés par elle, étaient autant

d'arrêts du destin, qu'on doit accepter avec une respectueuse soumission.

Catherine était ambitieuse, haineuse, vindicative, arbitraire, déhontée; mais à son ambition se joignait l'amour de la gloire, et bien que, s'il s'agissait de ses intérêts personnels ou de ses passions, tout dût lui céder, son despotisme n'avait cependant rien de capricieux. Ses passions, toutes désordonnées qu'elles fussent, subissaient l'empire de sa raison et de son habileté. Sa tyrannie était calculée. Elle ne commettait pas de crimes inutiles, sans profit pour elle. Elle consentait même quelquefois à être équitable dans les affaires indifférentes, alors que l'éclat de la justice pouvait rehausser la splendeur de son trône. Il y a plus : jalouse de toute sorte de gloire, elle aspirait au titre de législateur, pour se donner au moins aux yeux de l'Europe et de l'histoire la renommée de juste. Elle ne savait que trop que les monarques ne sauraient se passer, sinon d'être justes, au moins de le paraître. Elle était soucieuse de l'opinion publique, et cherchait à la gagner, à moins qu'elle ne contrariât ses vues; alors elle passait outre. Les crimes politiques commis sur la Pologne furent qualifiés de raison d'État, de gloire militaire. Elle s'emparait des biens des Polonais qui avaient montré le plus de zèle pour l'indépendance de leur patrie; mais en distribuant ces biens elle s'attirait les grandes familles russes, et l'appât d'un bénéfice illicite engageait tout son entourage à flatter ses goûts pour une politique criminelle, impitoyable, conquérante.

On ne cite que le général Fersen, vainqueur de Macieiowice, qui avait refusé les biens confisqués à la famille Czacki, pour demander en récompense quelques titres du

domaine national. Aucun autre n'eût osé se permettre un acte si légitime, sous prétexte que tout ordre de l'Impératrice exigeait une soumission aveugle. La volonté de l'Impératrice, fût-elle de la plus révoltante injustice, n'était point sujette à discussion. Il n'entrait dans l'esprit de personne de se permettre une telle hardiesse. On prétendait que ses actes ne pouvaient être rangés sous la loi commune, et que les principes mêmes de l'équité dépendaient de ses arrêts.

J'en veux citer un exemple qui fit alors quelque bruit. La princesse Schakhowskoy, d'une fortune colossale, avait marié sa fille au duc d'Aremberg. Cela s'était passé à l'étranger. Catherine, indignée qu'on n'eût point sollicité son consentement, fit saisir les biens de la princesse. La mère et la fille vinrent implorer leur grâce; mais Catherine, sourde à leurs prières, cassa le mariage, le qualifiant de nul, parce qu'il avait été contracté sans son agrément. Cet arrêt était inique; cependant la mère et la fille s'y soumirent, et le public trouva la chose toute simple. Personne au moins n'en souffla mot. Quelque temps après, la jeune princesse contracta un second mariage; mais sincèrement attachée à son premier mari, bouleversée par les remords de sa conscience, elle se donna la mort.

Si nous ne craignions de manquer à Louis XIV, nous dirions encore que la cour de Catherine avait une certaine analogie avec celle du grand Roi. Ce n'est pas manquer à la mémoire du grand Roi, que de rappeler que ses maîtresses jouaient absolument le même rôle à Versailles que les favoris de Catherine à Pétersbourg. Quant à l'immoralité, la licence, les intrigues, les bassesses des courtisans de Pétersbourg, nous les comparerions à la cour byzantine. Et

quant à la soumission, à la vénération du peuple, nous ne trouverions de pareil exemple qu'en Angleterre, fascinée par Élisabeth, également cruelle et ambitieuse, mais douée de grands talents et d'une mâle énergie.

Le libertinage même de Catherine, qui, pour contenter ses sens, avait souvent recours aux amours improvisés, lui servait auprès de la nation, c'est-à-dire auprès de l'armée, des gens de la cour et des classes privilégiées. Tout officier subalterne, tout jeune homme, pourvu qu'il fût doué des avantages physiques, rêvait les faveurs de sa souveraine, qu'il adorait dans les nues. Et bien qu'elle ne descendît que trop souvent de son Olympe, comme les dieux païens, pour se mettre en contact avec les mortels, ses sujets n'en respectaient pas moins son pouvoir et son autorité; ils ne savaient, au contraire, assez admirer sa retenue, son esprit. Ceux qui l'approchaient, et qui, n'importe le sexe, avaient joui de ses bienfaits, ne tarissaient point sur sa bonté et son amabilité, et lui étaient vraiment attachés.

Il nous fut, pendant un certain temps, interdit d'approcher de ce foyer de grâces et de puissance, dont les rayons éblouissaient tous les regards. En d'autres termes, nous n'avions pas reçu la permision de nous présenter à la cour, qui occupait, comme de coutume, le palais de la Tauride, dès les premiers jours du printemps. Nous avions rencontré seulement, le jour de notre arrivée, qui était le 1er mai selon le calendrier russe, jour où toute la population se rend à la promenade de Catherinenhoff, nous avions rencontré, mêlés dans la foule, les jeunes princes et leur cortége, qui plusieurs fois traversèrent la foule. Quelque

temps après, nous étions déjà répandus dans le monde, nous avions reçu l'invitation d'assister à une fête qui devait durer à peu près vingt-quatre heures, car, commencée par un déjeuner, elle devait continuer par la danse, les promenades, le théâtre, et ne finir que par un souper. Cette fête était donnée par la princesse Galitzin, fille de la dame du portrait, de la grande maîtresse, de la gouvernante de la grande-duchesse Alexandre, en l'honneur de la jeune cour. Nous n'étions pas encore présentés à la cour; cependant la princesse Galitzin, suivant les instructions reçues de la comtesse Schouvalow, sa mère, qui s'y trouvait autorisée d'en haut, nous y avait invités : cela nous donnait quelque autorité. Il était impossible de voir un couple plus beau que celui que présentaient le grand-duc Alexandre, âgé alors de dix-huit ans, et sa femme, qui n'en avait que seize. Tous les deux brillaient de grâces, de jeunesse et de bonté.

Les soirées, comme nous venons de le rapporter, se passaient en distractions, en agréments; mais dans les journées, si longues dans ce climat, nous comptions des heures où toute l'amertume de notre situation se présentait à notre esprit.

Il fallait visiter, solliciter, faire des courbettes. C'était humiliant et dur, et voilà où l'action de Gorski se faisait sentir. Il pesait sur nous de toute son autorité; il ne nous laissait pas un instant de relâche, en nous répétant que les effets de notre négligence retomberaient sur nos parents, que nous n'étions là que pour les faire rentrer dans leurs biens. Platon Zubow était alors le favori préféré. C'était donc à lui que nous devions nous présenter d'abord. A l'heure indiquée, nous nous présentâmes dans son appar-

tement au palais de la Tauride. Il était debout, appuyé sur un meuble, vêtu d'une redingote brune. C'était un homme assez jeune, svelte, d'une figure agréable, brune; son toupet de cheveux était élevé, frisé et tant soit peu hérissé; sa voix était flûtée. Il nous reçut d'un air de protection tout à fait bienveillante. Gorski se chargea à cette occasion d'être notre interprète, et se hâtait de fournir des réponses aux questions que Zubow nous adressait; son français n'était pas correct, mais sa mine était toujours imposante. Zubow nous assura qu'il ferait son possible pour nous être utile, mais qu'il ne fallait pas nous tromper, que tout dépendait de la faveur de Sa Majesté, et que ni lui ni personne n'avait assez de crédit pour influer sur ses décisions, que nous serions d'ailleurs bientôt admis en sa présence.

Le prince Kourakin, frère du futur ambassadeur, qui s'était chargé de nous protéger, nous avait amenés chez le comte Zubow; mais au moment d'entrer, si ma mémoire ne me trahit, il s'était éclipsé, ou, pour nommer les choses par leur nom, il resta dans l'antichambre. Il nous rejoignit à notre sortie, s'informa avec un sourire de curiosité de ce qui s'était passé, et toutes ses questions prouvaient bien que dans sa conviction, nous venions de quitter l'homme le plus puissant de l'Empire.

Un autre homme cependant de la même importance était Valérien Zubow, frère cadet du précédent. Sa figure et son air plus mâle le plaçaient même au-dessus de son frère; on dit aussi que l'Impératrice l'agréait très-favorablement, et que s'il s'était présenté le premier, il n'eût pas manqué d'occuper la place du favori. Actuellement, la qualité

de frère du comte Platon et son mérite personnel lui donnaient un grand ascendant sur l'esprit de la vieille tzarine. Nous étions donc obligés de frapper à sa porte. Par une singulière coincidence, Valérien Zubow se trouvait précisément chef du détachement qui, un an auparavant, avait saccagé Pulawy. On connaît les horreurs qui marquèrent le passage des troupes russes en Pologne; bien que Zubow n'eût point présidé en personne au sac de Pulawy, — il est difficile d'admettre que la soldatesque la plus effrénée en eût agi d'une manière si barbare, sans l'aveu du commandant. Et si, comme c'est probable, les ordres venaient d'en haut, un homme d'honneur eût pris à tâche de faire voir qu'il ne s'acquitte qu'à contre-cœur d'une mission pareille; il garde une certaine mesure dans l'exécution. Or, cette mesure n'avait pas été gardée. C'étaient donc les pillés, les volés, qui allaient solliciter le spoliateur (car, chez nous, il passait pour tel), et demander sa protection. Il y a plus : nous fûmes obligés de demander son intercession pour être admis en présence du favori lui-même, et c'est à lui que nous devions l'honneur insigne d'une réception particulière.

Ce même Valérien passait cependant, dans l'opinion des Russes, pour un jeune homme loyal et de nobles sentiments. On le disait seulement adonné aux plaisirs, qui n'ôtaient rien à son honneur. Il était alors en train d'une intrigue amoureuse avec madame Prot Potocka, qui l'avait suivi à Pétersbourg, et qui ne se laissait voir nulle part, ce qui ne l'empêchait pas de contracter d'autres liaisons. Il avait eu une jambe emportée dans une escarmouche, avant l'assaut de Praga, et ses béquilles semblaient ajouter à ses charmes,

aux yeux de l'Impératrice, ainsi que d'autres dames. A le voir de près, on lui reconnaissait la nonchalance, le laisser-aller d'un jeune homme gâté par la fortune et par les femmes. Ses salons étaient toujours remplis de flatteurs de toute sorte. Dans l'intérêt de nos parents, notre honnête Gorski nous y menait aussi, la corde au cou. Quand, à force de visites, nous fûmes arrivés à une espèce de familiarité, nous étouffions de lassitude; comme il n'y avait point de contact entre nous, il nous était impossible de lier une conversation quelconque. Comme péroraison, le comte Valérien affirmait ordinairement que lui et son frère étaient loin de posséder sur l'esprit de Catherine l'empire qu'on leur attribuait, et que bien souvent elle faisait tout le contraire de ce qu'ils désiraient. Je crois cependant ne pas me tromper en avançant que le comte Valérien Zubow était le seul qui avait pris notre affaire à cœur. Était-ce affaire de conscience? Était-ce le désir de relever sa réputation? Le fait est qu'il poussait son frère, et qu'il plaidait chaleureusement en notre faveur auprès de l'Impératrice elle-même.

C'était bien autre chose avec le favori en chef. Le comte Platon Zubow, comme je l'ai raconté plus haut, nous avait accordé l'honneur insigne d'une réception particulière; nous allions, comme les autres, nous rappeler à Son Excellence, pour obtenir sa protection. Tous les jours, vers onze heures, il y avait chez lui un lever, dans le sens strict du mot. Une foule immense de solliciteurs et de courtisans de tout rang accourait pour assister à sa toilette. La rue se trouvait remplie de voitures à six et à quatre chevaux, absolument comme au théâtre. Quelquefois, après une lon-

gue attente, on venait avertir la foule que le comte ne paraîtrait pas, et chacun s'en allait, en disant : « A demain ! » — Dans le cas contraire, les deux battants s'ouvraient, et l'on voyait se presser à l'envi les généraux en chef, les grands cordons, des Circassiens, jusqu'à des marchands à longue barbe. Dans le nombre de ces suppliants, on rencontrait alors beaucoup de Polonais qui venaient réclamer la restitution de leurs biens, ou le redressement de quelque injustice.

On y voyait, entre autres, le prince Alexandre Lubomirski, qui se proposait de vendre ses biens pour sauver les débris de sa fortune engloutie dans la ruine du pays. On y voyait le métropolitain du rite des grecs-unis, nommé Sosnowski, qui venait courber sa tête vénérable pour obtenir la restitution de ses biens et sauver son rite contre lequel le gouvernement moscovite sévissait déjà cruellement. M. Oskierko, jeune homme très-intéressant, y venait pour demander la grâce de son père, violemment emmené en Sibérie, et sa fortune confisquée. Le nombre d'opprimés de cette catégorie était immense, — le nombre de ceux qui pouvaient essayer de la chance, d'ailleurs fort douteuse, du prétendu pardon était fort limité. — Les uns gémissaient aux fers, d'autres en Sibérie ; et puis, n'avait pas qui voulait la permission d'aller à Pétersbourg. On étouffait toute plainte ; les employés du gouvernement, dont la liste hiérarchique était fabuleuse, n'accordaient cette autorisation qu'en vue de quelque bénéfice. Encore, qu'arrivait-il ? Voici le métropolitain, dont je viens de parler, qui, repoussé partout, exposé au mépris, n'obtenait en somme que cette misérable réponse : que les décrets de l'Impératrice, justes ou injustes, étaient irrévocables, que plaintes et supplica-

tions étaient inutiles, qu'il n'y avait plus à revenir sur ce qui était fait, — d'autant que l'avidité mettait des verrous à toute réclamation.

Pour en revenir à ces réunions dans les salons du favori, on y pouvait lire sur la figure de chaque solliciteur l'objet qui l'y amenait. Quelques-unes exprimaient le chagrin et le désir simple de défendre son bien, son honneur, son existence ; d'autres, au contraire, trahissaient le dessein de s'emparer du bien d'autrui, ou de garder celui qu'ils s'étaient approprié déjà. Ainsi les uns y étaient amenés par le malheur, d'autres par la convoitise. Il s'en trouvait aussi qui n'y venaient que par bassesse. Il semblait qu'il était presque impossible d'être humilié de se trouver dans cette cohue, quand on y voyait les premiers dignitaires de l'Empire, les noms les plus illustres, les généraux commandants de nos provinces, devant lesquels tout le monde tremblait, — qui rançonnaient chacun, — et qui venaient en toute humilité courber leur front devant le favori, s'en allaient sans obtenir un de ses regards, ou restaient plantés comme des factionnaires pendant que celui-ci, étalé dans un fauteuil, changeait de costume.

Cette solennité se passait toujours de la manière suivante : Les deux battants s'ouvraient. Zubow entrait d'un pas traînant, en robe de chambre, à peine vêtu dessous : il saluait d'un léger signe de tête les solliciteurs et les courtisans réunis en cercle respectueux, et se mettait à sa toilette. Les valets de chambre s'approchaient de lui pour établir son toupet et pour le poudrer. Pendant ce temps, d'autres solliciteurs arrivaient ; ils étaient également honorés d'un léger signe de tête, quand le comte aper-

cevait un d'eux; tous veillaient avec attention sur le moment de rencontrer son regard. Nous étions de ceux qui toujours étaient accueillis avec un sourire bienveillant. Tout le monde restait debout, personne n'osait souffler mot. C'était par une scène mimique, un silence éloquent que chacun recommandait ses intérêts au favori tout-puissant. Personne, je le répète, n'ouvrait la bouche, à moins que le comte lui-même n'adressât à quelqu'un la parole, et ce n'était jamais au sujet de la requête. Souvent il ne prononçait pas un mot, et je ne me rappelle pas qu'il ait offert un siége à quelqu'un, excepté au feld-maréchal Soltykow, qui était le premier personnage de la cour, et qui, à ce qu'on dit, avait fait la fortune des Zubow; c'est grâce à son entremise que le comte Platon avait succédé à Mamonow. Le despotique proconsul Toutoulmine, qui, à cette époque, faisait la terreur de la Podolie et de la Volhynie, invité à prendre place, n'osa pas s'asseoir d'aplomb; il n'occupa que le bout de la chaise et n'y resta qu'un moment.

Habituellement, pendant qu'on coiffait le favori, son secrétaire, Gribovski, lui apportait des papiers à signer. Les solliciteurs se disaient à l'oreille ce qu'il fallait payer à celui-ci pour réussir auprès du maître; à l'instar de Gil Blas, il les recevait avec la même fierté. L'opération de la frisure achevée, les quelques signatures données, le comte endossait son uniforme ou sa redingote et se retirait dans ses appartements. Tout cela se faisait avec une certaine nonchalance qu'on aurait voulu faire passer pour de la gravité et de la dignité; il n'y avait rien de naturel, tout était réglé par système. Le comte éclipsé, chacun courait à sa voiture, plus ou moins mécontent de son audience.

Nous n'eûmes à plaider notre affaire devant aucun ministre; car, d'après l'avis de Gorski et des gens bien intentionnés, il valait mieux s'en tenir à la seule protection des Zubow. Nous ne manquâmes cependant pas d'être présentés à d'autres personnages marquants.

Un des plus considérables était certainement le comte Bezborodko. Il venait de la Petite Russie, et avait commencé sa carrière sous les ordres du maréchal Romantzow. Recommandé par son chef à l'Impératrice, il obtint bientôt, par son propre talent, par sa grande aptitude au travail, et par son immense mémoire, un avancement rapide en fortune et en dignités. Nommé membre du collége des affaires étrangères, il fut employé par Catherine dans les négociations les plus secrètes. Avec son extérieur d'ours, il possédait un esprit très-fin, une intelligence lucide et une conception rare. Paresseux au possible, adonné aux plaisirs, il ne se mettait au travail qu'à la dernière extrémité; mais alors il travaillait très-vite et sans relâche; aussi était-il très-estimé par l'Impératrice et couvert de ses bienfaits. Il était le seul parmi les hommes de distinction qui ne flattait point les Zubow, qui ne les fréquentait même pas. Tout le monde admirait ce courage, personne ne l'imitait.

Le vieux comte Osterman, vice-chancelier et doyen du collége des affaires étrangères, avait l'air d'être copié d'une ancienne tapisserie. Long, maigre, pâle, habillé à l'ancienne, avec ses bottes en drap et son habit brun d'autrefois, avec ses boutons en or et son cordon noir au cou, il représentait l'époque d'Élisabeth. Successeur de Panin, homme des temps passés, il était cité pour sa probité; ses manières étaient graves; comme un télégraphe,

sans prononcer un mot, il saluait le monde avec son long bras et engageait de même ses visiteurs à prendre place. Il ne figurait maintenant qu'aux dîners d'apparat, dans les grandes occasions, quand il s'agissait d'une note finale, d'une déclaration où son nom devait passer en tête. D'un âge avancé, d'une capacité médiocre, le comte Osterman se recommandait par une longue pratique, par sa probité, son grand bon sens et beaucoup d'expérience. Il était le seul qui, dans le conseil, s'était opposé au partage de la Pologne, représentant que ce démembrement tournerait plutôt au profit de l'Autriche et de la Prusse. Son avis fut méconnu ; que la gloire lui en reste, au moins ! Depuis, son crédit avait décliné tous les jours, et bien que titulaire de la première charge dans le département des affaires étrangères, il était en fait mis de côté ; ce qui n'empêchait pas Catherine de le traiter toujours avec égards.

A l'avénement de l'empereur Paul, Osterman se retira à Moscou, emportant le titre de chancelier de l'Empire. Son frère aîné, le sénateur, connu par ses distractions, y demeurait aussi. Ces deux vieillards vivaient encore à l'heure du couronnement de l'empereur Alexandre. Comme ils ne laissaient point d'héritier direct, ils adoptèrent pour leur successeur le comte Tolstoy, qui prit le nom de Tolstoy-Osterman. C'est le même qui se distingua plus tard par sa bravoure à la bataille de Culm, où il eut une jambe emportée.

Le comte Samoïlow, procureur général, — ce qui comprenait alors la charge des ministres de l'intérieur, de la justice et des finances, — tout neveu de Potemkin qu'il était, se montrait l'un des plus assidus adulateurs des Zubow, qui

étaient, comme tout le monde le savait, adversaires déclarés de feu son oncle. Samoïlow ne brillait pas du côté de l'esprit, il se rendait même ridicule par son sot orgueil. Il n'était pas méchant au fond; mais, comme l'a très-bien jugé Niemcewicz, il faisait du mal par son manque de discernement, par sa bassesse et sa pusillanimité, plutôt que par méchanceté. En se servant de lui, Catherine avait voulu prouver au monde que, même avec un ministre imbécile, elle pouvait gouverner cet immense empire. Elle mettait son amour-propre à bien établir qu'elle connaissait à fond la législation de tout ce qui concernait la conduite des affaires du pays, et il est juste de convenir que l'organisation intérieure fut sous son règne visiblement améliorée. Samoïlow n'avait d'ailleurs aucune prépondérance dans les affaires, et malheur à quiconque avait quelque chose à démêler avec lui, non pas, je le répète, qu'il eût cherché à faire du mal, mais par son incapacité de comprendre quoi que ce soit, par son orgueil et l'insuffisance de son esprit. Le prince Alexandre Lubomirski, qui traitait avec lui pour l'achat de ses biens, ainsi que nos malheureux compatriotes retenus dans les geôles, ne l'éprouvèrent que trop à leurs dépens.

Les jours et les semaines se suivaient ainsi, toujours en mouvement, toujours en scènes nouvelles, tantôt désagréables, tantôt indifférentes, mais toujours pleines de distractions. Cependant, ni notre préoccupation continuelle de revendiquer la fortune de nos parents, ni la splendeur de la société au milieu de laquelle nous étions jetés, n'étouffaient en nous d'autres sentiments enracinés profondément dans nos âmes. Rentrés chez nous, nous

reportions nos pensées vers nos parents, nos sœurs, notre patrie; nous réfléchissions sur nous-mêmes et sur la triste position dans laquelle nous nous trouvions. Ce qu'il y avait de plus amer pour nous, c'était l'idée qu'au moment où nous passions notre temps dans les bals et les distractions, tout à côté de nous, les plus dignes de nos compatriotes se trouvaient sous les verrous. Il était fort difficile et fort dangereux d'essayer d'avoir de leurs nouvelles. Le hasard cependant nous servit dans cette circonstance; à la suite du deuxième démembrement, quand une partie de l'armée polonaise, en Ukraine et en Podolie, s'était vue forcée d'entrer au service de la Russie, deux jeunes gens sans importance avaient endossé alors l'uniforme russe, et avaient su se frayer le chemin pour être placés auprès de Platon Zubow. L'un d'eux était Komar, maintenant millionnaire en Podolie, qui ne nous était pas inconnu, parce que son père avait été employé par mon grand-père à la gestion de ses affaires; l'autre était Poradowski, depuis vaillant général, mort dans la guerre de 1812.

Poradowski avait servi comme officier dans le régiment de mon beau-frère, le prince de Wurtemberg; nous étions ainsi d'anciennes connaissances. Ces deux messieurs, Poradowski surtout, trouvèrent le moyen de nous procurer quelques nouvelles concernant nos détenus. Nous apprîmes par cette voie qu'un seul militaire, c'était Niemcewicz, ainsi que Konopka et Kilinski, trois en tout, se trouvaient encore enfermés dans les cachots de la forteresse; que Kosciuszko en avait été relâché pour être enfermé ailleurs, et qu'il était traité avec égards et respecté de tous. On le faisait garder à vue par le major Titow, qui s'était attaché à lui

et racontait de lui quelques particularités, très-insignifiantes d'ailleurs (car le pauvre major était un Russe tout cru, fort peu savant), mais qui, touchant un tel homme, étaient écoutées même à Pétersbourg avec intérêt, et répétées de l'oreille à l'oreille. Potocki, Zakrzewski, Mostowski et Sokolnicki étaient gardés à part dans une maison de la rue Liteïna. Ne pouvant rien pour eux, nous aimions au moins à traverser souvent cette rue, en voiture ou à pied, dans l'espoir de les apercevoir; quelquefois nous réussissions, en effet, à les voir glisser comme des ombres devant nos yeux; mais il est probable qu'ils ne nous ont jamais aperçus, la maison n'étant que trop bien gardée à l'intérieur et au dehors. Toujours est-il que le cœur nous battait bien fort toutes les fois que nous levions nos yeux vers les fenêtres derrière lesquelles étaient enfermés des hommes personnellement peu connus de nous autres jeunes gens, sauf le maréchal Potocki, mais qui, par les grands faits qu'on leur faisait expier par des souffrances aussi cruelles qu'injustes, s'étaient rendus chers à tout bon Polonais.

Le soir, rentrés chez nous, nous nous rendions compte de nos impressions de la journée. L'honnête Gorski ne ménageait pas les épithètes à tous ceux qu'il était forcé de traiter avec égards en présence du monde. Sauf quelques personnes vraiment respectables, il arrangeait les autres à sa manière. A peine leur nom était-il prononcé, qu'il y ajoutait aussitôt : « Oui, oui, c'est un lâche, un coquin... » Ces expressions étaient particulièrement expédiées à l'adresse des Polonais d'une réputation équivoque ou ternie. Il en surgissait malheureusement tous les jours qui croyaient le moment venu où leur indifférence au sort du pays, leur

trahison devait leur gagner les bonnes grâces des ministres et de la cour. Leurs anciens services leur semblaient-ils n'avoir pas été largement récompensés, ils redoublaient de bassesses pour obtenir davantage. Nous étions plus d'une fois forcés de rougir de cette conduite indigne de quelques-uns de nos compatriotes. On ne nous confondait pas cependant avec eux; on rangeait les Polonais présents en deux catégories distinctes, séparées entre elles par leurs qualités, leurs manières de procéder et leurs sentiments.

Celui des Polonais dont nous goûtions surtout la société était le prince Alexandre Lubomirski. Bon patriote, homme digne et sage, il possédait une tournure d'esprit à la fois tranquille et gaie, moyennant laquelle il savait quelquefois faire éclore la gaieté des plus tristes événements. Nous allions souvent tous les quatre ensemble pour faire la corvée de nos visites. Entre une visite et l'autre, nous donnions libre cours à nos observations et à nos critiques, comme il arrive quand les solliciteurs, fatigués, obligés de dissimuler leur façon de penser, d'agréer par un geste, au moins, ce qu'ils n'approuvent pas, peuvent ensuite, dès qu'ils sont entre eux dans l'intimité, exprimer librement leurs pensées et leurs jugements, et se dédommager ainsi de la contrainte et de l'humiliation qu'ils avaient été obligés de subir. Le prince Alexandre a vécu longtemps à Paris, ayant le rang de brigadier dans l'armée française; il n'avait pas grande confiance dans la constance du beau sexe, et cela ajoutait encore à la vivacité de ses réflexions.

Malgré ces moments de confiance et d'abandon, la triste et permanente nécessité de cacher nos sentiments et nos souffrances, de dissimuler notre façon de penser, cette

impossibilité d'avouer hautement ce qu'on est, nous étaient des plus pénibles ; et quant à moi, elles ont influé sur mon caractère et sur mes facultés intellectuelles de la façon la plus désastreuse. Ce joug imposé à ma franchise me rendit sombre, silencieux outre mesure, renfermé en dedans, et ne communiquant presque qu'avec moi-même. Il se peut que j'eusse été, par ma nature même, enclin à cette infirmité ; des circonstances plus heureuses l'auraient peut-être fait disparaître ou diminuer ; des circonstances contraires n'ont fait que l'aggraver. Je devins trop circonspect, trop attentif à ne point lâcher une opinion, un mot, sans l'avoir pesé. Ma vie durant je n'ai pu me rendre maître de cette disposition d'esprit imposée à ma jeunesse par des circonstances fatales.

Enfin, après plusieurs mois d'attente, nous reçûmes l'avis que nous devions être présentés à Catherine, à Tzarskoé-Sélo, résidence de la cour en été. C'était pour nous un instant décisif, car nous n'avions eu jusqu'alors la moindre donnée sur le sort réservé à la requête de notre père, annonçant qu'il nous envoyait à Pétersbourg, et demandant la restitution de ses biens.

On nous recommanda d'arriver de bonne heure : la présentation devait avoir lieu au sortir de l'office. Nous allâmes en attendant chez le grand général Branicki. Il était marié avec une nièce de Potemkin, et avait rendu de grands services à Catherine dans les affaires de Pologne ; il avait toujours ses bonnes grâces et son appartement dans tous les palais. C'est bien dommage que cet homme se soit si déconsidéré, en prêtant évidemment son assistance à la ruine de son pays. Courtisan criblé de méfaits, ambi-

tieux sans principes, avide de richesses, il se sentait cependant Polonais, au fond, malgré ses relations de famille avec les Russes, et aurait préféré satisfaire ses goûts et son ambition en Pologne plutôt qu'ailleurs. Il était encore fier de cette Pologne qu'il avait perdue ; il la regrettait et souffrait de son humiliation. Il détestait les Russes qu'il connaissait bien, et se vengeait de leur domination par un mépris tacite et par un persiflage de leurs défauts. D'autre part, il était tout cœur pour ceux qu'il connaissait de longue date, et avec lesquels il pouvait s'ouvrir sans crainte. Son esprit vif, éminemment polonais, ses observations fines rendaient sa conversation intéressante et gaie. Plein d'anecdotes et de plaisanteries nationales, il avait sa manière de les dire, mais il évitait la moindre allusion à la funeste ligue de Targowitza. Il aimait en revanche rappeler les bons vieux temps, et alors il reprenait cet air de grand seigneur, qui disparaissait complétement quand il se trouvait dans la foule des courtisans où il sentait sa nullité, ou bien en présence de Catherine, qui l'invitait souvent à faire sa partie.

Il semblait réellement attaché à nos parents, avec lesquels il avait passé des années longues et pleines d'événements ; mais il ne pouvait nous aider que de ses conseils, qui se résumaient en ces mots : « Patience et soumission. » Il nous tenait au courant de ce qui se passait, et nous offrait un asile à la cour aux jours d'audience, quand il fallait longtemps attendre. C'est donc chez lui que, arrivés à Tzarskoé-Sélo, nous nous rendîmes pour y attendre l'heure de la présentation. Il nous donna ses instructions ; sur notre demande, si nous avions à baiser la main de l'Impé-

ratrice : « Baisez-la où elle voudra, nous répondit-il, pourvu qu'elle vous rende votre fortune. » Il nous apprenait aussi comment il fallait plier le genou.

L'Impératrice se trouvait encore dans la chapelle, lorsque tous ceux qui devaient lui être présentés se rendirent au salon. Nous fûmes présentés d'abord au comte Schouwalow, grand chambellan, ancien favori d'Élisabeth, tout-puissant à cette époque, et fort connu pour sa correspondance avec des savants sollicitant ses faveurs, avec d'Alembert, Diderot et Voltaire; c'est, à ce qu'il paraît, d'après les ordres d'Élisabeth qu'il engagea Voltaire à écrire l'histoire de Pierre son père; Catherine, jeune encore, cherchait elle-même alors à capter sa bienveillance. Le comte Schouwalow, déjà vieux, mais vert, tenait encore à remplir son rôle à la cour. Nous fûmes placés en ligne par lui près de la porte au passage de l'Impératrice. La messe finie, le cortége se mit à défiler deux à deux; c'étaient les gentilshommes de chambre, les chambellans, les grands dignitaires; parut enfin l'Impératrice elle-même, accompagnée des princes, des princesses et des dames de la cour. Nous n'avions pas le temps de la fixer, car il fallait plier le genou pour baiser sa main, pendant que l'on prononçait notre nom. Puis, avec toute cette foule de dames et de hauts personnages, nous nous rangeâmes en cercle, et l'Impératrice se mit à faire le tour en adressant quelques paroles à chacun.

C'était une femme déjà âgée, mais verte encore, plutôt petite que grande, et d'un fort embonpoint. Sa démarche, son port, toute sa personne enfin étaient marqués au coin de la dignité et de l'élégance. Elle n'avait point de mouvements brusques, tout en elle était grave et noble; mais

c'était un fleuve qui emportait tout à son passage. Sa figure, déjà ridée, mais pleine d'expression, témoignait de sa hauteur et de son esprit de domination. Sur ses lèvres reposait un sourire éternel, mais, pour quiconque se rappelait ses actes, ce calme étudié cachait les passions les plus violentes et une volonté inexorable. En s'approchant de nous, sa figure se rasséréna, et, nous regardant de ce regard si doux qu'on a tant vanté, elle nous adressa ces paroles : « Votre « âge me rappelle celui de votre père quand je l'ai vu pour « la première fois. J'espère que vous vous trouvez bien dans « ce pays? » Ces quelques paroles suffirent pour attirer autour de nous une foule de courtisans, qui se mirent à nous prodiguer des témoignages plus flatteurs encore que ceux qu'ils nous avaient témoignés jusqu'alors. Nous fûmes invités à prendre place à la table dressée sous la colonnade : c'était un honneur insigne, car l'Impératrice n'y invitait que sa société privée.

L'accueil qu'on nous fit à Pétersbourg, celui que Catherine nous fit elle-même, vu notre âge et notre position surtout, ne pouvait être évidemment que le dernier écho d'anciennes idées sur la Pologne, de la haute opinion qu'avaient encore les Moscovites de nos grands seigneurs. Notre famille principalement, qui, dans le dernier siècle, avait été malheureusement forcée à des relations fréquentes avec la Russie, y était mieux connue. Mon grand-père et mon père y avaient été généralement respectés. Nous avions encore rencontré à Pétersbourg les deux vieux Narischkine et leurs femmes, qui avaient connu mon père alors qu'il était en grande faveur auprès de Pierre III et de Catherine, à son avénement au trône; ils racontaient

ce qu'ils avaient vu alors, et leurs paroles étaient répétées par d'autres. Nous fûmes présentés le même jour aux grands-ducs : Paul nous reçut d'une manière froide, mais bien ; son épouse, la grande-duchesse Marie, y mit beaucoup d'égards, à cause de son frère, qu'elle cherchait à réconcilier avec notre sœur. Quant aux jeunes grands-ducs, leur réception fut franche et gracieuse.

La société de Pétersbourg passe l'été dans les maisons de campagne dispersées aux environs. Tout seigneur en a une et y transporte son luxe. Comme la belle saison y passe vite, chacun cherche à profiter du moment, de sorte que pendant quelques mois la ville reste déserte. Nos visites donc s'étendaient au dehors ; toujours en courses, il nous arrivait souvent de rentrer fort tard. Dans ce climat, on n'a presque point de nuit en été ; le souvenir de nos clairs de lune nous attristait. Gorski ne nous laissait pas reprendre haleine ; il fallait chaque jour recommencer nos courses, ne point négliger de multiplier nos relations ; c'était effectivement le seul moyen d'atteindre notre but, car, en dépit de la flatteuse réception à la cour et des témoignages réitérés des personnes puissantes, notre affaire restait encore en suspens. Catherine, qui s'informait de tout, connaissait la vogue dont nous jouissions en ville ; les éloges qu'on nous prodiguait ne manquaient pas de l'impressionner.

Indépendamment de nos courses aux villas, déjà si fatigantes, il fallait encore ne pas oublier celle de Tzarskoé-Sélo, les dimanches, tous les quinze jours, et les jours de fête, pour assister à la toilette de Zubow. La cérémonie de la présentation nous autorisait aussi à aller au château ; nous y étions ordinairement invités à dîner à la grande table,

dont le haut bout était occupé par l'Impératrice et la famille impériale, mais à laquelle toutes les personnes, jusqu'à une certaine classe, étaient admises. On nous enjoignit également d'assister aux divertissements du soir, qui avaient lieu au jardin si le temps s'y prêtait. L'Impératrice se promenait, suivie de toute la cour; ou bien elle s'asseyait sur un banc, entourée des plus âgés, tandis que les jeunes grands-ducs et grandes-duchesses, ainsi que les jeunes dames et messieurs, jouaient devant elle aux barres sur le gazon. Le grand-duc Paul n'y assistait jamais, car, l'office divin, ou tout au plus le dîner fini, il s'en allait à Pawlowsk, lieu de sa résidence. C'est à ces jeux que nous fîmes plus ample connaissance avec les grands-ducs qui nous avaient décidément honorés de leur bienveillance.

Il était d'usage parmi certains élus, dont nous étions, d'aller après dîner chez le comte Platon. Ce n'était plus une visite de cérémonie; on était censé être admis à une sorte de familiarité, cela figurait une réunion d'amis. Le favori apparaissait en redingote, plus nonchalant que jamais, engageait les visiteurs, qui d'ordinaire n'étaient pas nombreux, à s'asseoir, et s'étalait tout de son long dans un fauteuil ou sur un canapé. La conversation portait l'enseigne de l'hôte : elle était relevée quelquefois par le comte Cobentzel, ambassadeur d'Autriche, ou bien par le comte Valentin Esterhazy, depuis maître de cérémonies à Vienne, commensal de Tzarskoé-Sélo, qui par son bavardage et une brusque courtisanerie, qui se prête le mieux à toute espèce de flatterie, avait su gagner si bien les bonnes grâces de Zubow et de l'Impératrice qu'il obtint des terres considérables en Volhynie. Cette figure n'avait rien de noble, pas

plus que celle de sa femme, qui cependant était de la société intime de Catherine. Leur gamin de fils, enfant gâté, élevé au château à côté d'une fille kalmouke, amusant par ses espièglerie, contribua pour beaucoup à la bonne fortune de ses parents. Son frère puîné, Ladislas, qui habite maintenant la Volhynie, est un respectable et digne citoyen.

On se disait à l'oreille que, pendant que sa septuagénaire maîtresse couvrait de ses faveurs le comte Platon Zubow, celui-ci adressait ses vœux à la princesse Élisabeth, femme du grand-duc Alexandre, âgée alors de seize ans. Cette orgueilleuse et chimérique prétention le couvrait de ridicule, on s'étonnait qu'il eût osé concevoir cette idée sous les yeux de Catherine. Quant à la jeune grande-duchesse, elle ne faisait nullement attention à lui. Il paraît que les accès de son amoureuse ardeur l'attaquaient principalement au sortir de table, à l'heure où nous venions lui rendre visite, car il ne faisait alors que soupirer, il s'étendait tout de son long sur les sofas, avait l'air triste et semblait succomber sous l'action d'un grand poids sur le cœur. Il ne se délectait qu'aux sons mélancoliques et voluptueux de la flûte; bref, il offrait tous les indices d'un homme sérieusement amoureux. Il paraît que quelques confidents possédaient son secret; au moins ayant l'air de ne pas deviner la cause de ses chagrins, leur étaient-ils sympathiques. Les hommes à son service prétendaient qu'au lever de la table il se rendait chez Catherine, qu'il en sortait accablé de lassitude et triste à faire pitié; il s'aspergeait alors de senteurs et recevait ses visiteurs intimes, avec cet air de tristesse et de fatigue qui frappait tout le

monde. Il refusait cependant de prendre du repos, prétendant que le sommeil nous prive d'une belle partie de l'existence.

La saison de l'été de 1795 se passa de la sorte. La cour, au retour de l'automne, se transporta au palais de la Tauride, et nos visites matinales chez le favori recommencèrent de plus belle, car le jour approchait où notre affaire devait enfin être décidée. Les Zubow répétaient toujours que leur bonne volonté ne suffisait pas, qu'ils ne pouvaient pas tout ce qu'ils voulaient. On ne pouvait augurer rien de bon de ces paroles. En attendant, la scène devenait de plus en plus animée, car, à côté de quelques-uns qui cherchaient à revendiquer leurs biens, il y en avait une foule d'autres qui mettaient tout en mouvement pour profiter des biens séquestrés. Depuis les plus haut placés jusqu'aux plus infimes, chacun voulait avoir sa part de la curée : car, sur l'immense quantité de fortunes privées, de domaines de l'État, de biens de l'Église, dont Catherine s'était emparée, elle n'avait encore rien prononcé concernant l'usage qu'elle en ferait.

C'était donc sur l'horizon moscovite un moment très-intéressant, attendu avec anxiété. Que de gens qui fondaient là-dessus leurs espérances d'agrandir leur domaine, et d'augmenter le chiffre de leurs serfs, le nombre d'âmes selon la langue du pays ! Aussi les courbettes et les bassesses prenaient-elles un nouvel essor, non-seulement dans les salons du favori, mais auprès de ses secrétaires eux-mêmes, qui, à l'instar de Gil Blas (comme je l'ai déjà marqué plus haut), singeaient jusqu'à ses ridicules réceptions du lever, pour exercer leur morgue envers la stupide

cohue entassée dans leurs antichambres. Parmi les spéculateurs qui, pareils aux pillards sur le champ de bataille, cherchaient à s'enrichir aux dépens des vaincus, il se trouvait malheureusement à côté des Russes plusieurs Polonais, indignes du nom qu'ils portaient. Au nom d'anciens services, au nom du titre de traîtres à la patrie, ils choisissaient leurs victimes parmi les convaincus et même parmi les soupçonnés de patriotisme. Plus ils en augmentaient le nombre, et plus ils se préparaient de chances de profiter du pillage.

Nos parents, tracassés par leurs créanciers, inquiets sur leur propre sort, l'étaient bien plus encore sur le nôtre, car, au moment où nous leur faisions part du bon accueil que nous avions trouvé à Pétersbourg, ma mère avait reçu une lettre anonyme, parfaitement écrite en français, par laquelle on l'informait, avec une exagération outrée, de l'effet que nous avions produit en société, et de la favorable réception à la cour; mais, ajoutait-on, ce qui constituait surtout notre mérite et ce qui devait particulièrement rendre heureuse notre mère, c'est que, insensibles à toutes les cajoleries et prestiges, nous restions, au fond, toujours fermes dans notre amour pour notre patrie, toujours animés de la même haine contre Catherine, etc. : on s'empressait donc d'en faire part à notre mère, si désireuse de sauvegarder notre façon de penser, etc.

On peut s'imaginer dans quelles transes se trouvait notre mère, d'autant qu'il était à la connaissance de tout le monde qu'on ouvrait toutes les lettres à la poste. Il était évident que la lettre anonyme n'avait été écrite que dans l'intention d'éveiller les soupçons de Catherine et d'an-

nuler le projet de restitution de nos biens. On se rappelle que, lors de notre séjour à Grodno, le prince Repnin nous avait montré l'autographe d'une apostille de l'Impératrice, au sujet du prétendu serment de haine contre la Russie et l'Impératrice, que j'aurais prêté entre les mains de ma mère. Ce conte avait dû être fabriqué aussi par un de nos compatriotes, comme s'il avait fallu recourir à un serment de parade pour nous inculquer une haine éternelle contre de tels ennemis.

Il ne nous restait, pour recouvrer les biens de nos parents, qu'à nous résigner à entrer au service. C'était le *sine qua non,* le complément de notre sacrifice, l'effet inévitable de notre voyage à Pétersbourg. Dans une de nos visites du soir à Tzarskoé-Sélo, le comte Zubow nous avait déclaré déjà que l'Impératrice avait le projet de nous placer dans ses gardes, en qualité d'officiers, que c'était le plus grand bonheur qui pût nous arriver, que de nous trouver compris dans cette glorieuse armée, à laquelle rien ne saurait résister, et qui saurait traverser l'univers sans obstacle. C'était en effet l'idée dominante parmi les officiers de l'armée russe, et ils ne pouvaient encore s'en désister. Quoique nous fussions préparés au coup, cependant notre cœur se serra au moment où l'on vint nous le proposer officiellement. Il n'y avait pas moyen de reculer; d'ailleurs, nous étant décidés une fois à nous livrer entre les mains des Russes, il nous importait fort peu quelle serait la forme du sacrifice. Service civil ou militaire, tel grade que ce fût, tout cela nous était indifférent. Nous regardions comme indigne de nous de proposer la moindre transaction, de montrer le moindre souci pour

obtenir quelque position plus élevée. Le grade le plus haut ou le plus bas nous était également insupportable; rien que d'en discuter, c'eût été leur accorder quelque valeur, tandis que nous ne leur en reconnaissions aucune.

C'est donc le front baissé, en véritables victimes, que nous étions prêts à accepter toute proposition, sans nous enquérir de ce qui devait nous arriver. Qu'un voyageur se trouve par quelque hasard transporté au Japon, à Bornéo, à Java, ou dans les régions de l'Afrique centrale, peut-il attacher la moindre importance aux formes, aux distinctions, aux honneurs en usage parmi ces barbares? C'était absolument notre cas. Et nous aussi, hors de notre sphère, poussés par le malheur, ne voyant partout que violence et contrainte, livrés à l'abattement, au dégoût, au désespoir, nous croyions ne devoir sanctionner aucun choix par notre volonté, cela n'en valait pas la peine.

Bientôt parut enfin cet ukase, si longtemps attendu, qui prononçait sur toutes les confiscations opérées par le gouvernement. Catherine distribua une masse de biens aux favoris, aux ministres, aux généraux, aux gouverneurs de province, voire même aux employés subalternes, ainsi qu'à quelques Polonais traîtres à la patrie. Elle ne restitua pas les biens confisqués à nos parents; mais, par un abus de tout droit, sans les mentionner, elle nous fit cadeau, à moi et à mon frère, de leur fortune, s'élevant à quarante-deux mille âmes (manière d'évaluer les propriétés chez les Russes, et qui ne comporte que les âmes mâles). Les starosties de Latyczew et de Kamieniec, possédées naguère par mon père, furent le lot du comte Markow. L'ukase ne faisait aucune mention de nos sœurs; mais cet acte arbi-

traire, illégal, ayant toujours été estimé au sein de ma famille comme non avenu, il resta sans effet sur le sort de nos sœurs, à plus forte raison sur celui de nos parents. C'était donc, en définitive, une vraie restitution; nous nous vîmes seulement obligés d'expédier à notre père des pleins pouvoirs illimités, pour le mettre à même de disposer de sa propre fortune.

On avait été si longtemps incertain sur le dernier mot de Catherine concernant notre affaire, que son arrêt définitif fut accueilli par la société avec une satisfaction générale. On nous disait que la perte de Latyczew et de Kamieniec devait être regardée comme une amende, et que nous n'avions pas lieu de nous plaindre. Nous allâmes remercier Catherine un genou en terre, selon la formule, et presque en même temps nous fûmes affublés, moi, de l'uniforme des gardes à cheval; mon frère, de celui des gardes à pied, régiment d'Ismaïlow.

Il ne convenait pas de couper court aux visites chez le favori. Gorski d'ailleurs avait trop d'usage du monde pour nous en laisser relâcher. Plusieurs fois aussi nous reçûmes des invitations pour assister aux concerts dans le palais de la Tauride, ce qui passait pour une faveur extraordinaire pour des officiers de la garde ne faisant point partie de la cour. C'étaient donc encore quelques signes de bienveillance de la part de l'Impératrice; mais toutes ces faveurs disparurent du moment où la cour se transporta au Palais d'hiver. Nous étions alors classés dans la catégorie des officiers des gardes, qui ne se rendent au château que le dimanche et les jours de fête, pour être placés près d'une porte, à côté du corps diplomatique, au passage de

l'Impératrice. Elle se contentait, en allant à la chapelle et en revenant, de nous gratifier d'un coup d'œil; les grands-ducs nous saluaient toujours avec beaucoup de grâce.

C'est, à ce qu'on dit, pour ces sortes de parades, répétées chaque dimanche et chaque jour de fête, que les braves et les galantins des casernes s'apprêtaient, se serraient, se pommadaient, se parfumaient, et, parés de leurs plus beaux habits, se mettaient en ligne dans l'espoir d'attirer les regards de l'Impératrice, de lui plaire par leur stature et leurs formes. On ajoute qu'il y en a eu qui avaient réussi quelquefois. Mais de notre temps Catherine était déjà trop âgée pour que ces scènes pussent se renouveler.

Le service militaire dans les régiments des gardes était, à cette époque, fort négligé. Il fallait cependant y satisfaire au moins une fois. Il se trouvait des officiers qui s'en acquittaient de bonne foi, mais c'était de leur propre impulsion, et ce zèle, aux yeux des jeunes gens comme il faut, était admiré et taxé plutôt de ridicule que d'un mérite réel. Nos généraux commandants ne nous poussaient nullement à la besogne. On montait rarement la garde du château, et notre tour n'était venu qu'une seule fois. Il ne m'arriva rien de particulier à cette occasion; je me trouvai sous les ordres de Khanikow, depuis ambassadeur à Dresde; au moment de rentrer avec mon peloton dans la caserne des gardes à cheval, j'y rencontrai le prince Trubetzkoy, général d'infanterie, aide de camp de l'Empereur actuel, qui alors montait aussi la garde pour la première fois. Quant à mon frère, officier d'infanterie, il se trouvait de poste avec un détachement de son régiment, qui

était toujours commandé pour la garde de nuit au château. L'Impératrice, l'ayant aperçu, lui dit qu'elle allait dormir tranquille, se trouvant sous sa garde.

Une aventure burlesque arriva à notre ami Gorski. L'ukase concernant la famille de mon père avait été publié; mais les ordres pour lever le séquestre, et pour remettre les biens entre nos mains, tardaient à paraître. Platon Zubow était bien chargé de communiquer ces ordres au gouverneur général Toutoulmine, présent alors à Pétersbourg, pour participer à l'acte de spoliation et de bénéfices illicites; mais Platon n'était pas pressé. Bon gré, mal gré, nous étions donc forcés d'assister à sa toilette. Un jour, le favori ayant sur les épaules un peignoir blanc comme neige, il avisa Gorski et lui fit signe de s'approcher : l'autre le fit à l'instant; mais prêtant toute son attention aux paroles de Zubow, il n'en prêta aucune aux soins de son nez, de sorte qu'une large tache de tabac descendit sur le virginal peignoir. Les spectateurs s'attendaient à un dénoûment tragique, mais Gorski, qui ne perdait jamais contenance, finit ce qu'il avait à dire, et d'un air vainqueur revint occuper sa place.

Au jour du nouvel an, nous fûmes nommés gentilshommes de la chambre. Les charges de la cour étaient à cette époque estimées bien autrement en Russie qu'elles ne le sont aujourd'hui. Les grades de cour, au niveau de ceux de l'armée, l'emportaient sur les grades civils; aussi les familles qui jouissaient d'un grand nom, ou d'une grande protection, s'empressaient-elles de placer leurs fils dans les gardes, et de leur obtenir, en même temps, une charge à la cour. Élevés ainsi dans la hiérarchie du *tchine,*

ils passaient ensuite au service civil ou militaire; c'était un moyen d'avancement.

Catherine voulait, de son vivant, marier le grand-duc Constantin. On s'occupait d'avance de la formation de sa maison; on intriguait pour son propre compte ou pour les siens; on formait des listes des gentilshommes de la chambre et des chambellans, les premiers ayant rang de brigadiers, les autres de généraux-majors.

Précisément la duchesse de Saxe-Cobourg, accompagnée de ses trois filles, apparut à Pétersbourg, et c'est de cette époque que date l'élévation de cette maison princière. Toutes les fois qu'on avait besoin d'une princesse à Moscou, un agent diplomatique parcourait les capitales des petits princes d'Allemagne ayant de jolies filles à marier, et faisait ensuite un rapport détaillé sur les prétendues qualités de ces princesses, sur le caractère moral et les liens de sang de leurs parents. Guidée par ces notices, l'Impératrice avait désigné les princesses qu'elle voulait voir à Pétersbourg pour faire son choix. Elle avait dans le temps subi elle-même un pareil examen, et ne croyait nullement, par cette conduite, manquer d'égards à ses pareilles. En effet, toutes les princesses allemandes se trouvaient fort heureuses quand leurs filles recevaient cet appel, et quand elles pouvaient se flatter que l'une d'elles serait mariée à un grand-duc. C'est qu'au siècle précédent, la Russie brillait peut-être plus par son prestige qu'aujourd'hui, en Allemagne surtout; les jeunes princesses qui y étaient destinées voyaient devant elles un avenir aventureux qui charmait singulièrement leurs vieilles mères. C'est ainsi que les belles Circassiennes ne rêvent que bonheur,

quand on les emmène esclaves pour peupler les harems des pachas turcs. Le cœur aimant des mères ne voyait dans l'éclatante fortune de Catherine que le présage, pour leurs filles, d'une route semée de fleurs et de joies sans fin. Elles ne s'arrêtaient pas à l'idée des sacrifices que cela pouvait coûter, ou bien n'y voyaient-elles que de simples difficultés, dont les jeunes grandes-duchesses sauraient se tirer à merveille, et auxquelles, par conséquent, il était inutile de s'arrêter. Ce fut M. de Budberg, cet agent diplomatique, depuis ministre des affaires étrangères, qui procura à la duchesse de Saxe-Cobourg le bonheur d'amener ses trois filles à Pétersbourg.

La duchesse de Cobourg était remplie d'esprit; ses filles, jolies toutes les trois. C'était pénible à voir cette mère présentant ses filles comme une marchandise à vendre, guettant sur laquelle des trois tomberaient le regard de l'Impératrice et le mouchoir du grand-duc Constantin. Il y avait quelque chose de si humiliant dans cette conduite, qu'il nous répugnait de le voir, en considérant surtout que les personnes qui s'y exposaient étaient d'ailleurs très-aimables et dignes de respect. Il courait, au sujet du grand-duc Constantin, des anecdotes qui étaient loin de confirmer l'espoir d'un bon ménage, et qui auraient dû dessiller les yeux des princesses et de leur mère sur leur avenir projeté; mais, arrivées de si loin, croyaient-elles peut-être toute réflexion tardive. Peut-être aussi leurs yeux, fascinés par l'éclat de la grandeur, ne leur permettaient-ils pas de voir juste.

Catherine avait reçu à bras ouverts la mère et les filles: elle s'en occupait sans relâche, et, pendant qu'elle s'entre-

tenait avec la mère, ses petits-fils avaient tout le temps de lier conversation avec les filles. Il y avait tous les jours fêtes, soirées, bals, promenades, de sorte qu'il ne manquait pas d'occasions de faire ample connaissance. Le grand-duc Constantin avait reçu l'ordre de sa grand'mère d'épouser l'une des princesses; on lui laissait seulement le choix de l'une entre les trois. Les ordres de l'Impératrice ne souffraient pas de refus. Constantin était alors âgé de dix-sept ans. Plus tard même, et tout le long de sa carrière, il a toujours prouvé par sa conduite qu'il n'avait ni jugement ni empire sur ses passions; qu'était-ce donc à cet âge? Il n'était donc pas probable qu'il eût, dans cette circonstance, consulté sa raison ou ses sentiments; il s'était borné tout simplement à remplir les ordres de sa toute-puissante grand'mère.

On prévoyait en ville (nous ne faisions pas encore partie de la cour) que le grand-duc choisirait pour épouse la plus jeune des trois sœurs. L'aînée avait su tirer son épingle du jeu, en déclarant tout franc que son cœur n'était plus libre. Ce fut la seule qui n'eut qu'à se louer de sa hardiesse. Elle avait distingué un jeune officier autrichien (depuis général); ses parents, ne voulant pas contrarier son inclination, finirent par donner leur consentement, et ce fut la seule qui se trouva heureuse de son choix. Toutes les autres épousèrent des princes et des ducs qu'elles n'aimaient pas, et deux d'entre elles principalement subirent un sort très-malheureux.

Au jour du nouvel an (1796), il y eut des promotions, des nominations sans nombre, tant à cause de la solennité du jour qu'à l'occasion du prochain mariage du grand-duc

Constantin, dont il fallait improviser le service; c'est alors précisément que nous fûmes promus du même coup au grade de gentilshommes de chambre de l'Impératrice.

C'était, comme je l'ai déjà mentionné plus haut, la règle établie pour donner de l'avancement aux jeunes gens pourvus d'une haute protection. Être nommé, d'ailleurs, officier des gardes et chambellan ou gentilhomme de chambre, c'était obtenir un brevet de fainéant. Convenons seulement que ce cumul du grade militaire dans les régiments des gardes (qui n'obligeait à rien), et du grade honorifique de cour, avait ses agréments; il fournissait à une jeunesse avide de plaisirs, ambitieuse et riche, une carrière d'aventures et d'émotions. Elle était admise aux jeux, danses, soirées, spectacles de la cour, dans l'intérieur de ce sanctuaire, au milieu duquel les gens voués à un service réel ne pouvaient pénétrer à moins d'arriver aux grades les plus élevés. Cela paraît vraiment étonnant : des gens sans aucun mérite personnel trouvaient toutes grandes ouvertes les portes du château, tandis que de vieux généraux, confondus dans la foule, se morfondaient dans les antichambres. Nous avions pour notre propre compte de quoi nous trouver satisfaits, en voyant le terrible gouverneur général de province disparaître dans la capitale, attirer sur lui à peine un regard du favori, et n'oser se montrer dans aucune société distinguée. C'était une petite vengeance douce à savourer; mais sauf le sentiment de la supériorité sociale, les autres rapports restaient les mêmes, car ce gouverneur traité avec dédain dans la capitale, rentré dans sa province, s'y livrait aux mêmes abus que par le passé : il rendait au triple aux pauvres habitants de province les mépris qu'il

venait d'avaler, et, sûr de son impunité, exerçait ses rapines et ses persécutions envers les gens de famille, qu'il n'osait pas aborder à Pétersbourg. Il était difficile, si ce n'est impossible, de trouver justice d'abus permanents d'un pouvoir discrétionnaire, pour peu que ces abus ne fussent pas trop révoltants, — révoltants dans un pays où rien ne choque! — pourvu qu'ils fussent couverts de quelques formes. Tout se faisait par les hommes des bureaux et les secrétaires, qui n'avaient point d'accès aux salons, à plus forte raison à la cour, et qui décidaient de toute affaire, sous le nom de leurs chefs, pour la plupart indolents ou stupides. Avoir pour soi les buralistes était un moyen sûr de réussir, car les oppresseurs et les pillards de province s'entendaient si bien avec le menu fretin du sénat et des ministères, que la vérité ne pouvait se faire jour nulle part.

Notre nomination comme chevaliers de cour nous initia aux habitudes privées de la cour, nous fit faire plus ample connaissance avec quelques hauts dignitaires, et avec quelques jeunes gens que nous rencontrions dans les salons et dont nous devînmes camarades : pour dernier résultat, elle nous rapprocha des jeunes grands-ducs.

Parlons d'abord des fêtes et cérémonies du mariage du grand-duc Constantin.

Son choix fut bientôt connu du public. La jeune princesse Julie, qui, future grande-duchesse, devait prendre le nom d'Anna, apprenait déjà le catéchisme grec sous la conduite des popes, et s'apprêtait à changer de culte. On prétend que les princesses allemandes ayant quelque chance d'épouser un prince russe, ne reçoivent, grâce à la prudence de leurs parents, aucune notion spéciale, ou au

moins point d'instruction profonde sur les dogmes qui marquent la ligne de séparation entre les confessions chrétiennes. Cette précaution prise, les princesses changent aisément de culte. Que cette assertion soit vraie ou non, la disposition à passer d'une religion à l'autre, constatée par tant de princesses, autorise la conjecture : elle ne peut faire, dans tous les cas, bien augurer en faveur de leurs principes religieux. Elles sont le plus souvent, ou d'une indifférence complète pour les dogmes de la religion, ou bien elles restent au fond ce qu'elles étaient avant leur révocation. Il y aurait matière à discuter longuement sur ce sujet. L'ambitieux calcul des parents peut l'emporter aisément sur les convictions de la jeunesse, mais le sentiment du devoir n'admet point de ces subtilités. Il est en effet humiliant de renier sa foi, fût-ce par soumission, à plus forte raison pour des intérêts mondains, en dépit de sa conscience et de ses convictions.

Arriva le jour de la révocation et du baptême, car, on a beau être chrétien, quand on embrasse la religion grecque, on est rebaptisé. La famille impériale et tous ceux de la cour, revêtus de costumes splendides, s'acheminèrent vers la chapelle, occupée déjà par les évêques et le clergé. On procéda aux chants et aux cérémonies du rite. Cela faisait peine de voir cette jeune princesse affublée d'une robe en drap d'or, surchargée de diamants, s'avancer, comme une victime couronnée de fleurs, pour prosterner son front devant les images qui n'avaient rien de sacré pour elle, pour se soumettre aux exigences des cérémonies qui n'étaient nullement appuyées par ses convictions ou ses sentiments. On le voyait bien; elle s'en acquittait par défé-

rence, en désespoir de cause, sans y attacher la moindre valeur.

Les cérémonies du culte grec surpassent les nôtres en apparat; elles rappellent visiblement le paganisme. En regardant les évêques et les popes, tous portant la barbe, on se rappelle sans le vouloir les grands-prêtres de l'antiquité. Dans ce rite, tout vise à la pompe extérieure, à frapper les sens; le culte intérieur, l'élévation de l'âme vers le Créateur qui demande le calme et le recueillement, y sont impossibles. La chaire est nulle; je n'ai jamais entendu, ni à la cour ni autre part, un bon sermon. On n'en entend d'ailleurs que dans les grandes solennités. Les prédicateurs, par habitude et par obligation, empruntent beaucoup à la langue et au style de l'Église primitive slave, ce qui rend leur éloquence toujours raffinée, ampoulée, jamais convaincante, instructive. Au surplus, les chants et le cérémonial occupent tout le temps, au détriment de la doctrine. C'est une représentation théâtrale, copiée tout cru de l'idolâtrie. Ces calices portés au sommet de la tête, — ces portes du sanctuaire tantôt ouvertes, tantôt fermées, — ces prosternations devant les images, — ces ornements, ces encensoirs toujours en mouvement rappellent constamment les sacrifices du paganisme. On y chercherait vainement la simplicité et l'instruction que le protestantisme cherche à s'attribuer, ou la dévotion et les tendres aspirations du catholicisme. C'est que ces derniers portent le cachet de la civilisation, tandis que le culte grec est tout asiatique et barbare. La dévotion elle-même y a quelque chose de singulier.

Ainsi, par exemple, jeunes ou vieux, élégants ou barbus,

tous sans exception, ils font leurs pâques. Nous autres, souvent, nous ne voulons ou n'osons pas approcher du saint sacrement, nous avons néanmoins plus de foi et plus de vraie dévotion; à notre abstention elle-même, toute blâmable qu'elle soit, se joint un respect pour notre culte, quelquefois même elle n'est que la suite de ce respect. En Russie, au contraire, on suit toutes les cérémonies sans la moindre aspiration de cœur, sans attention, tout simplement pour satisfaire à l'usage, et l'on s'en va ordinairement en se moquant des chants et des prières débités par les popes. La confession paraît ressembler à la nôtre; mais c'est le prêtre qui lit au pénitent ou aux pénitentes (car ils sont quelquefois plusieurs à la fois) la liste de tous les péchés, comme pour leur demander s'ils se trouvent dans le cas désigné; le pénitent ne répond rien ordinairement, ou bien, s'il se trouve coupable de quelque péché, il s'en explique dans son for intérieur avec le bon Dieu, et, après avoir murmuré de longues prières, presque sans attention, il s'approche de la sainte table.

Ces réflexions se pressaient à l'esprit, au moment où la jeune princesse, douée par la nature de charmes et de gaieté, acceptait le nouveau culte, sans prévoir son sort, — facile à deviner cependant; — ceux de sa famille qui s'y trouvaient présents semblaient rayonner de bonheur!

Quelques jours après, le mariage fut accompli, et la jeune princesse livrée à un jeune duc qui sortait à peine de l'enfance, dont le caractère violent et les goûts cruellement bizarres avaient déjà fourni plus d'un sujet de conversation.

Les dîners de cérémonie, les bals, les festins, les feux d'artifice continuèrent pendant quelques semaines; mais,

comme à l'ordinaire, tous ces divertissements si bruyants, si splendides, n'inspiraient point de gaieté. La cérémonie du mariage a toujours quelque chose d'attendrissant et de mélancolique; c'est un moment solennel qui décide de tout l'avenir des personnes qui s'unissent; on ne saurait en être témoin sans songer que le bonheur de ces deux individus se trouve en ce moment en jeu. Quant au mariage en question et aux fêtes qui le suivirent, il planait sur eux, au milieu même des distractions, un sinistre voile de tristesse. C'était un spectacle douloureux que la vue de cette princesse si belle, venue de si loin pour adopter sur un sol étranger un culte étranger, pour être livrée à la volonté capricieuse de l'homme qui, on pouvait parfaitement le prévoir, ne s'occuperait jamais de son bonheur. Ces funestes pressentiments furent en effet confirmés bientôt par les confidences du grand-duc lui-même. Ce qu'il racontait à ses intimes de son mois de miel était marqué au coin d'une indélicatesse sans pareille envers son épouse, et des caprices les plus bizarres. On remarqua que les deux grandes-duchesses s'étaient liées d'amitié. Allemandes toutes les deux, toutes les deux loin de leur famille, dans une position analogue, elles étaient portées naturellement à une confiance mutuelle, qui pouvait être leur consolation en cas d'adversité, et doubler leur bonheur en cas de succès. La grande-duchesse Élisabeth, destinée à un sort plus élevé, incomparablement plus heureuse vu les qualités de son époux, semblait être le soutien et la protectrice de sa belle-sœur, à laquelle elle allait tenir lieu de la mère et des sœurs, qui devaient s'en aller bientôt; l'inégalité dans leur position respective resserrait encore leurs liens.

Les festins achevés, le départ de la famille Cobourg effectué, la cour rentra dans sa vie normale. On organisa des promenades en traîneaux. Catherine voulait quelquefois faire cette promenade le matin ; les gentilshommes de chambre qui étaient de service étaient appelés alors pour l'accompagner dans leurs traîneaux. Dans un de ces cas, il m'arriva de voir Catherine en négligé du matin, et Zubow, quittant familièrement l'appartement de l'Impératrice en pelisse et bottes de maroquin, — ce qui ne déconcerta personne, pas plus les acteurs que les témoins.

Dans le *Palais d'hiver* (ainsi nommé parce que la cour l'habitait en cette saison), on se réunissait pour les soirées dans la salle dite *des Diamants,* parce que les bijoux de la couronne s'y trouvaient déposés dans des armoires à glace. Cette salle communiquait d'un côté avec la chambre à coucher, celle de la toilette et les cabinets de l'Impératrice, — de l'autre avec les salons destinés au service. La salle du trône, qui comptait encore pour une des pièces appartenant aux appartements privés, séparait les salons de service des salons extérieurs. A l'entrée de la salle du trône, se tenaient, pas debout, mais assis, les chevaliers-gardes. C'était un détachement composé d'officiers, distingués par leur mérite et leur taille. Ils descendaient en droite ligne de la fameuse compagnie des grenadiers, qui en un clin d'œil avait fait monter au trône l'impératrice Élisabeth. Or cette impératrice avait accordé à tous les soldats de cette compagnie le grade d'officiers, et en avait fait sa garde privée. Cette garde fut maintenue jusqu'à la mort de Catherine sur le même pied et conserva toujours son riche costume. « Passer derrière les chevaliers-gardes » voulait dire :

avoir une entrée libre dans les appartements privés. Sous le règne de Catherine, l'ameublement avait pu être sans doute changé, mais la distribution des appartements restait la même que du temps d'Anne et d'Élisabeth; Paul mit ensuite tout sens dessus dessous.

On m'a raconté souvent, ce dont je ne garantis nullement l'authenticité, que l'impératrice Anne aurait vu, dans la salle du trône, son propre fantôme, la couronne sur la tête et le sceptre dans la main. Éveillée dans la nuit, elle fit tirer sur ce fantôme, qui disparut aussitôt. C'était peu de temps avant sa mort.

C'est dans la salle *des Diamants* qu'avaient lieu les soirées ordinaires de la cour; on n'y voyait que la société intime et les chevaliers dont le service commandait la présence. L'Impératrice faisait sa partie avec Zubow et deux autres dignitaires. On remarquait que le favori faisait peu attention au jeu et à sa souveraine elle-même; au milieu de ses distractions continuelles, ses coups d'œil étaient dirigés vers la table à laquelle les deux grandes-duchesses jouaient avec leurs maris. On s'étonnait beaucoup que l'Impératrice ne vît rien à ces manœuvres qui frappaient tout le monde. Il y avait aussi d'autres tables de jeu. Partout ailleurs qu'au salon de l'Impératrice, ces soirées auraient paru assommantes; ici même on était bien aise de leur courte durée. L'Impératrice n'attendait pas le repas du soir, elle quittait le jeu de bonne heure et se retirait dans son appartement. Elle saluait avec dignité les princesses et la société; les deux battants de ses appartements s'ouvraient; les grands-ducs et les grandes-duchesses se retiraient de leur côté; alors Zubow, après

un salut semblable, prenait le chemin de l'appartement de l'Impératrice, et les deux battants se fermaient sur eux, ce qui paraissait à quelques-uns bien singulier.

On préparait quelquefois, à proximité du palais de la Tauride, deux montagnes de glace. Les princesses et tout le personnel de la cour s'y rendaient pour faire la descente en traîneaux selon la coutume russe. Une franche gaieté présidait à ces divertissements, où l'on avait pour partenaires de jeunes et jolies demoiselles admises à la cour. Il arriva qu'à l'une de ces parties, le jeune Strogonow donna un soufflet à l'officier de police qui voulait l'empêcher de passer. Strogonow reçut une réprimande à la russe, et tout fut dit. Les concerts exécutés chez la grande-duchesse étaient ce qu'il y avait de mieux. A l'Hermitage, la comédie française et l'opéra italien présentaient un double avantage : les pièces étaient admirablement jouées, et les spectateurs admirablement placés. Le comte de Cobentzel, ambassadeur d'Autriche, y faisait ordinairement la conversation de l'Impératrice ; il n'y avait d'ailleurs que les grands-ducs et duchesses, ainsi que les personnes de la cour, qui y assistaient. Ces spectacles avaient lieu deux fois par semaine, et tout s'y passait sans gêne ni contrainte, et de la manière la plus agréable. Je vois encore le parterre comme il se présentait alors. En face de la scène, l'Impératrice occupant double place par son ample rotondité ; à côté d'elle le comte de Cobentzel, avec ses yeux louches, son front dégarni et couvert d'une couche épaisse de poudre, approuvant chaque parole de son interlocutrice. Tout contre, des deux côtés, la famille impériale, composée de fraîches et jolies figures, celle du grand-duc Constantin

exceptée, — puis toute la société placée en amphithéâtre. On y représentait les meilleurs opéras, dont plusieurs morceaux me retentissaient à l'oreille bien longtemps après. L'Hermitage était en outre rempli de superbes tableaux; il a bien changé d'apparence sous Paul et sous Alexandre.

Satisfaite du mariage de son deuxième petit-fils, l'Impératrice semblait goûter avec délices les loisirs procurés par la politique. Tout lui souriait : les affaires de la malheureuse Pologne terminées à son gré, le roi de Prusse cédant la ville de Cracovie à l'Autriche d'après ses ordres; elle voyait toutes les monarchies courbées à ses pieds, approuvant et flattant tous ses désirs. C'est que l'Angleterre et l'Autriche cherchaient à se procurer son assistance active contre la France. Naples, Rome et la Sardaigne visaient au même but, tremblants qu'étaient ces États devant les républicains. Le roi de Prusse s'étudiait à ne l'offenser en rien.

Cependant Catherine, lançant les notes diplomatiques les plus véhémentes contre la révolution et la République française, fomentant toute l'Europe contre elles, se tenait prudemment à l'écart de la guerre, regardait les différentes vicissitudes de la fortune de ses alliés, en se gardant bien d'y faire intervenir ses troupes. Et pendant que les autres s'épuisaient en efforts dans une guerre sanglante, elle s'emparait honteusement à deux reprises de la Pologne et en distribuait des lambeaux; elle dominait tout le Nord, faisait trembler les Turcs, et, fière du tribut universel, tranquille chez elle, elle expédiait ses troupes en Perse sous les ordres de Valérien Zubow, car les instincts de femme se mêlaient toujours chez elle aux entreprises mâles, disons mieux, machiavéliques, de sa politique. C'étaient les der-

niers de ses beaux jours. Les victoires de Bonaparte en Italie, les procédés du jeune roi de Suède devaient bientôt remplir d'amertumes la dernière année de sa vie.

Les spectacles, les promenades, les bals à la cour nous rapprochèrent davantage, mon frère et moi, des jeunes grands-ducs, qui nous traitaient toujours avec une prévenance visible.

Je m'occupais alors du dessin. Le grand-duc Alexandre l'ayant appris, m'en fit apporter quelques-uns qu'il examina, ainsi que la grande-duchesse, avec beaucoup de bienveillance.

CHAPITRE IV

1796.

CONVERSATION DÉCISIVE. — SÉJOUR A TZARSKOÉ-SÉLO. — ENTENTE DU GRAND-DUC PAUL AVEC SES FILS.

Avant que la débâcle du Ladoga et les glaces de ce lac amenées par la Newa ramènent à Pétersbourg un froid très-vif, ce qui arrive ordinairement à la fin d'avril, on jouit dans cette capitale de quelques jours de beau temps, d'un soleil clair, d'un froid qui s'élève à peine à quelques degrés, et les quais alors sont remplis de promeneurs; toute la société s'y rend, les dames en toilette du matin soignée, les élégants de même.

Le grand-duc Alexandre s'y promenait souvent, quelquefois seul, quelquefois avec la grande-duchesse. — C'était un motif de plus pour y faire affluer la belle compagnie. — Nous étions aussi avec mon frère parmi les promeneurs, et toutes les fois que le grand-duc rencontrait l'un de nous, il s'arrêtait pour causer, et nous témoignait une bienveillance particulière.

Ces rencontres du matin faisaient en quelque sorte suite aux soirées de la cour; nos relations avec ce prince prenaient chaque jour le caractère d'une connaissance plus suivie. La cour se transporta au printemps, comme de coutume, au palais de la Tauride, où l'impératrice Catherine

prétendait être plus retirée et n'admettait le soir qu'une société choisie dont le commun des cavaliers de la cour ne faisait pas partie, excepté à l'occasion de concerts donnés à la cour où l'on se rendait par invitation spéciale. — Le grand-duc venait encore de temps à autre faire ses promenades sur le quai; m'ayant rencontré un jour, il me dit qu'il regrettait de me voir si rarement, et m'ordonna de venir le trouver au palais de la Tauride, que nous nous promènerions dans le jardin qu'il voulait me montrer. — Il m'assigna le jour et l'heure.

Le printemps était déjà établi, et, comme il arrive dans ce climat, la nature avait regagné le temps perdu, et la végétation en peu de jours s'était promptement développée; tout était vert et fleuri.

Je me rendis exactement au jour et à l'heure assignés au palais de la Tauride. Je regrette de n'avoir pas marqué la date précise de ce jour; il eut une influence décisive sur une grande partie de ma vie et sur les destinées de ma patrie. — C'est de ce jour et de la conversation dont je vais rendre compte que commença mon dévouement au grand-duc, je puis dire notre amitié, ses motifs et une suite d'événements heureux et malheureux, dont la chaîne dure encore et se fera apercevoir pendant de longues années.

Aussitôt que je fus entré, le grand-duc me prit par la main et me proposa d'aller au jardin, pour me faire juger, disait-il, de l'habileté du jardinier anglais qui avait su y introduire beaucoup de variété et ne jamais laisser apercevoir la fin de son terrain, quoiqu'il fût peu étendu.

Nous parcourûmes le jardin dans tous les sens pendant

plus de trois heures d'une conversation toujours soutenue et animée.

Le grand-duc me dit que notre conduite, de mon frère et de moi, notre résignation dans une existence qui devait nous être pénible, le calme et l'indifférence avec lesquels nous avions tout accepté sans y attacher de prix, ni repousser des faveurs à nos yeux déplaisantes, nous avaient gagné son estime et sa confiance ; qu'il sympathisait avec nos sentiments, qu'il les devinait et les approuvait; qu'il avait senti le besoin de nous mettre au fait de sa véritable manière de penser; qu'il ne pouvait supporter l'idée que nous le jugeassions autrement qu'il n'était réellement. — Il me dit alors qu'il ne partageait nullement les idées et les doctrines du cabinet et de la cour; qu'il était loin d'approuver la politique et la conduite de sa grand'mère; qu'il condamnait ses principes; qu'il avait fait des vœux pour la Pologne et pour sa lutte glorieuse, qu'il avait déploré sa chute, que Kosciuszko était à ses yeux un homme grand par ses vertus et par la cause qu'il avait défendue, qui était celle de l'humanité et de la justice. — Il m'avoua qu'il détestait le despotisme partout et de quelque manière qu'il s'exerçât; qu'il aimait la liberté, qu'elle était due également à tous les hommes; qu'il avait pris le plus vif intérêt à la Révolution française ; que tout en réprouvant ses terribles écarts, il souhaitait des succès à la république et s'en réjouissait. Il me parla avec vénération de son instituteur M. de la Harpe, comme d'un homme d'une haute vertu, d'une véritable sagesse, de principes sévères, d'un caractère énergique. C'était à lui qu'il devait tout ce qu'il avait de bon, tout ce qu'il savait ; qu'il lui devait surtout ces principes de

vérité et de justice qu'il était heureux de porter dans son cœur, et que M. de la Harpe lui avait inculqués.

Pendant que nous arpentions le jardin en long et en large, nous rencontrâmes plusieurs fois la grande-duchesse qui se promenait de son côté. Le grand-duc me dit que sa femme était la confidente de ses pensées, que seule elle connaissait et partageait ses sentiments, mais qu'excepté elle, j'étais la première et la seule personne, depuis le départ de son gouverneur, à qui il en avait osé parler; qu'il ne pouvait les confier à qui que ce soit, sans exception, car personne en Russie n'était capable encore de les partager ou même de les comprendre; que je devais donc sentir combien il lui serait doux d'avoir dorénavant quelqu'un avec qui il pourrait s'entretenir à cœur ouvert, et avec une entière confiance.

Cette conversation fut entremêlée, comme on peut se l'imaginer, d'épanchements d'amitié de sa part, d'étonnement, de reconnaissance et de protestations de dévouement de la mienne. — Il me congédia en me disant qu'il tâcherait de me voir aussi souvent que possible, et en me recommandant la plus grande circonspection et le secret le plus absolu, m'autorisant toutefois à confier à mon frère le sujet de notre conversation.

Je m'en allais, je l'avoue, hors de moi, profondément ému, ne sachant si c'était un rêve ou la réalité. Quoi! un prince de Russie, le successeur de Catherine, son petit-fils et son élève bien-aimé qu'elle aurait désiré, en écartant son fils, voir régner après elle, duquel on disait que ce serait lui qui continuerait Catherine, ce prince reniait et détestait les principes de sa grand'mère, repoussait l'odieuse

politique de la Russie; il aimait avec passion la justice et la liberté, il plaignait la Pologne, et aurait voulu la voir heureuse! — N'était-ce pas miraculeux que dans cette atmosphère, avec cet entourage, des pensées si nobles, de si hautes vertus pussent éclore?

J'étais jeune, plein d'idées et de sentiments exaltés; les choses extraordinaires ne m'étonnaient pas longtemps, je croyais volontiers à ce qui me semblait grand et vertueux. — Je fus subjugué par un charme aisé à concevoir : il y avait tant de candeur, d'innocence, de résolution qui semblait inébranlable, d'oubli de soi-même et d'élévation d'âme dans les paroles et la contenance de ce jeune prince, qu'il me parut un être privilégié que la Providence avait envoyé sur la terre pour le bonheur de l'humanité et de ma patrie. — Je lui vouai un attachement sans bornes, et le sentiment qu'il m'inspira dans ce premier moment a duré lors même que les illusions qui l'avaient fait naître s'évanouissaient successivement; il résista plus tard à toutes les atteintes qu'Alexandre y porta lui-même, et ne s'éteignit jamais malgré tant de causes et de tristes mécomptes qui auraient pu le détruire. — Je fis part à mon frère de la conversation qui venait d'avoir lieu, et, après avoir donné cours à notre surprise et à notre admiration, nous nous lançâmes ensemble dans les rêves d'un avenir radieux, qui semblait s'ouvrir devant nous. Il faut se rappeler qu'alors les opinions dites libérales étaient bien moins répandues qu'à présent, qu'elles n'avaient pas encore pénétré dans toutes les classes de la société et jusque dans les cabinets des souverains; que tout ce qui en avait le semblant était au contraire honni et anathématisé dans les cours, dans les

salons de la plupart des capitales de l'Europe, et surtout en Russie et à Pétersbourg, où toutes les convictions de l'ancien régime français poussées à l'extrême étaient entées sur le despotisme et sur la servilité russes.

Trouver au milieu de ces éléments un prince appelé à régner sur cette nation, à exercer une immense influence en Europe, avec des opinions si prononcées, si généreuses, si opposées à l'ordre existant, n'était-ce pas un incident de la plus haute et de la plus heureuse importance? Quand, après quarante années, on considère les événements qui se sont déroulés depuis cette conversation, on ne voit que trop combien peu ils ont répondu à ce que notre imagination s'en promettait. C'est qu'alors les idées libérales étaient encore pour nous entourées d'une auréole qui a pâli depuis leur essai, et que la pratique n'avait pas encore mené aux cruelles déceptions qui ne se sont que trop renouvelées. La République française, relevée de la terreur, semblait marcher invincible vers un avenir étonnant de prospérité et de gloire. C'était son plus beau moment en 1796 et 1797. Le cycle de l'Empire n'avait pas encore refroidi et dérouté les plus chauds partisans de la Révolution.

Qu'on se représente nos sentiments polonais, nos vœux, notre inexpérience, notre foi dans le succès final de la justice et de la liberté, et l'on comprendra que dans ce moment nous nous abandonnions avec bonheur aux illusions les plus séduisantes. Dans les jours qui suivirent cette conversation si remarquable, nous n'eûmes pas l'occasion d'entretenir le grand-duc; mais toutes les fois qu'il nous rencontra, des mots d'amitié, des signes d'intelligence furent échangés entre nous.

Bientôt la cour partit pour Tzarskoé-Sélo. Il était établi que tous les cavaliers s'y rendaient aux fêtes et dimanches, pour assister à la messe, au dîner et à la soirée; on venait y coucher et même demeurer soit dans le circuit des petits bâtiments qui entouraient la cour vis-à-vis le palais fort incommode à habiter, soit dans le bourg où l'on était tout aussi mal, mais un peu plus à l'aise dans des maisons qui n'avaient que des murs, des fenêtres et des portes, et rien de plus.

Le grand-duc nous engagea d'abord à venir souvent, puis à demeurer à Tzarskoé-Sélo, pour avoir, disait-il, l'occasion de passer plus de temps ensemble. Il se plaisait dans notre société et la désirait, car ce n'était qu'avec nous qu'il pouvait parler sans réticence et dire le fond de sa pensée.

Nous avions le droit de venir aux appartements lorsque l'Impératrice s'y rendait dans la soirée, de participer aux promenades et aux jeux de barres qui se répétaient à chaque belle journée, ou bien d'être du monde des courtisans qui se rendaient sous la colonnade, partie du château où l'Impératrice se plaisait le plus, et qui touchait l'intérieur de ses appartements. On ne dînait les jours ordinaires à la table de l'Impératrice que lorsqu'on était de service. Cela m'arriva une fois, et je fus placé vis-à-vis de Catherine et chargé de la servir, ce dont je m'acquittai assez maladroitement.

Nous revînmes souvent à Tzarskoé-Sélo, et bientôt nous nous y fixâmes presque sans désemparer pour la saison. Nos rapports avec le grand-duc ne pouvaient qu'attacher et inspirer le plus vif intérêt : c'était une espèce de franc-maçonnerie à laquelle la grande-duchesse n'était pas étrangère. Une intimité dont le but était alors si récent et si

ardemment discuté, fournissait à des conversations qu'on ne finissait jamais qu'on ne se promît de les reprendre. Ce qui, en fait d'opinions politiques, paraîtrait rebattu et lieux communs aujourd'hui, était alors tout palpitant de nouveauté, et le mystère qu'il fallait garder, l'idée que cela se passait sous les yeux de cette cour encroûtée des préventions de l'absolutisme, à la barbe de tous ces ministres si pleins de leur infaillibilité, ajoutaient encore de l'intérêt et du piquant à ces relations, qui devinrent de plus en plus fréquentes et intimes.

L'impératrice Catherine vit de bon œil la liaison qui s'établissait entre son petit-fils et nous deux; elle approuvait ce rapprochement sans deviner assurément quel en était le véritable motif, et quelles en seraient les suites. J'imagine que dans son esprit et d'après les anciennes notions sur l'éclat de l'aristocratie polonaise, elle crut qu'il était utile d'attacher à son petit-fils une famille influente. Elle ne se doutait guère que cette amitié le confirmerait dans des sentiments qu'elle détestait et craignait, que ce serait l'une des causes entre mille autres du progrès des idées de liberté en Europe, et de la réapparition, hélas! éphémère, sur la scène politique, de la Pologne qu'elle croyait avoir mise pour toujours au tombeau. L'approbation de l'Impératrice donnée à la préférence marquée que nous témoignait le grand-duc ferma la bouche à tous les censeurs, et nous encouragea à poursuivre nos relations, qui étaient d'ailleurs si attachantes.

Le grand-duc Constantin par esprit d'imitation, et voyant que cela plaisait à l'Impératrice, se prit aussitôt d'amitié pour mon frère, le fit venir chez lui, le força d'être de l'in-

timité de son ménage; mais il ne fut pas question dans ces relations de politique. Mon frère eut sous ce rapport le mauvais partage; aucun des motifs qui nous avaient liés à Alexandre n'existait pour Constantin, et son caractère capricieux, emporté, n'admettant aucune impression que celle de la peur, rendait toute intimité avec lui peu désirable; le grand-duc Alexandre demanda à mon frère de s'y prêter de bonne grâce, pourvu que ses confidences restassent inconnues à Constantin, pour lequel il avait cependant des sentiments fraternels.

Le grand-duc, au commencement du séjour de cette année, était logé dans le grand château et n'habitait pas encore le palais séparé et situé dans le parc que l'Impératrice lui avait fait construire et qui venait d'être terminé. Le visiter fut pendant quelque temps un but de promenade après dîner. Le grand-duc s'y transporta et fut alors beaucoup plus libre de nous voir. Il nous faisait souvent l'un ou l'autre dîner chez lui, et rarement la journée se passait sans que l'un de nous vînt souper avec lui, après que les appartements étaient terminés au château. Nous faisions aussi le matin des courses à pied qui étaient quelquefois de plusieurs lieues; le grand-duc aimait à marcher, à parcourir les villages d'alentour, et c'était alors surtout qu'il se livrait à ses discussions favorites. Il était sous le charme d'une jeunesse à peine commencée qui se crée des images et s'y complaît sans s'arrêter aux impossibilités, et qui bâtit des projets à perte de vue pour un avenir qui lui paraît n'avoir pas de fin.

Ses opinions étaient celles d'un élève de 89 qui voudrait voir des républiques partout et considère cette forme

de gouvernement comme la seule conforme aux vœux et aux droits de l'humanité. Quoique moi-même alors très-exalté, quoique né et élevé dans une république, où les principes de la Révolution française avaient été accueillis avec ardeur, cependant dans nos discussions c'était moi qui étais l'homme sensé, qui modérais les opinions extrêmes du grand-duc. Il soutenait entre autres que l'hérédité était une institution injuste et absurde, que l'autorité suprême devait être confiée non par le hasard de la naissance, mais par le vote de la nation, qui saurait choisir le plus capable de la gouverner. Je lui représentais ce qu'il y avait à dire contre cette opinion, la difficulté et les hasards d'une élection, ce que la Pologne en avait souffert, et combien la Russie était peu propre et peu préparée à une telle institution. J'ajoutais que pour cette fois du moins la Russie n'y gagnerait rien, puisqu'elle perdrait celui qui était le plus digne de se trouver au pouvoir, celui qui avait les intentions les plus bienfaisantes et les plus pures. C'étaient sur ce point entre nous des discussions qui se reproduisaient sans cesse. Quelquefois dans nos longues promenades la conversation tournait sur d'autres objets. Ce n'était plus la politique, c'était la nature; le jeune grand-duc était enthousiaste de ses beautés. Il fallait être bien disposé à ce genre de jouissances pour en trouver dans le pays que nous parcourions; mais enfin, comme tout n'est que relatif dans ce monde, le grand-duc s'extasiait sur une fleur, sur la verdure d'un arbre, sur une vue tant soit peu étendue qu'offrait une légère sinuosité de terrain, car il n'y a rien de moins pittoresque, de plus laid que les environs de Pétersbourg. Alexandre aimait les jardins et l'aspect de

la campagne, il aimait les agriculteurs et la beauté rustique des villageoises; les occupations, les travaux de la campagne, une vie simple, tranquille et retirée, dans quelque jolie ferme, dans un pays écarté et riant, tel était le roman qu'il aurait voulu réaliser et sur lequel il revenait toujours en soupirant.

Je sentais bien que ce n'était pas ce qui lui convenait; que pour une si haute destinée, et pour opérer d'heureux et de grands changements dans l'ordre social, il fallait plus d'élévation, de force, d'ardeur, de confiance en soi-même, que n'en laissait apercevoir le grand-duc; qu'à sa place il était blâmable d'avoir le désir de se débarrasser du poids énorme qui lui était réservé, et de soupirer après les loisirs d'une vie tranquille; qu'il ne suffisait pas de juger de la difficulté de sa position et de la redouter, mais qu'il aurait fallu s'enflammer du désir passionné de la surmonter. Ces réflexions ne se présentaient à mon esprit que de temps en temps, et, même lorsque j'en sentais la vérité, elles ne diminuaient pas les sentiments d'admiration et de dévouement pour le grand-duc; sa sincérité, sa droiture, son abandon aux belles illusions qui l'entraînaient, avaient un charme auquel il était impossible de résister. D'ailleurs, si jeune encore, il pouvait acquérir ce qui lui manquait; les circonstances, les nécessités pouvaient développer des facultés qui n'avaient pas eu le temps et les moyens de se montrer; mais ses vues, ses intentions restaient précieuses comme l'or le plus pur, et quoiqu'il ait bien changé depuis, il a pourtant conservé jusqu'à la fin de ses jours une partie des goûts et des opinions de sa jeunesse.

Beaucoup de gens, surtout mes compatriotes, m'ont reproché plus tard d'avoir attaché trop de confiance aux assurances d'Alexandre. J'ai souvent soutenu contre ses détracteurs que ses opinions étaient sincères et non jouées. L'impulsion produite par les premières années de nos relations ne pouvait s'effacer. Assurément, lorsque Alexandre, à dix-neuf ans, me parlait dans le plus grand mystère, avec une effusion qui le soulageait, de ses opinions et des sentiments qu'il cachait à tout le monde, c'était qu'il les éprouvait réellement, et qu'il avait le besoin de les confier à quelqu'un. Quel autre motif pouvait-il avoir alors? Qui aurait-il voulu tromper? Il suivait assurément le penchant de son cœur, et exprimait ses pensées véritables. J'aurai l'occasion de revenir là-dessus lorsqu'il me faudra parler des changements qu'a subis le caractère de ce prince.

Outre les divagations politiques, outre le sujet toujours bien accueilli des beautés de la nature, et le roman d'une vie tranquille et champêtre après que les destinées de la Russie libre auraient été assurées, le grand-duc avait encore un troisième objet auquel il se livrait avec ardeur, et qui ne cadrait pas du tout avec les précédents, qui semblait même leur être directement contraire : c'était le militaire, à la façon du grand-duc Paul, son père.

Ce prince demeurait en été dans sa maison de plaisance de Pawlowsk, située à une demi-lieue de Tzarskoé-Sélo. L'impératrice Catherine lui avait permis, pour son amusement, de rassembler quelques bataillons de marine. Il était grand amiral; cette charge honorifique lui donnait de certains priviléges. L'Impératrice eut l'air de ne pas s'apercevoir que Paul en usait trop largement, et qu'à

l'exemple de Pierre III, son malheureux père, il s'était créé une espèce de petite armée qu'il habillait et cherchait à exercer d'après ce qu'il avait vu en Prusse, du temps du grand Frédéric, lorsqu'il avait visité ce prince à Berlin. La troupe du grand-duc Paul au complet se composait, je crois, de douze bataillons d'une force très-modique, d'échantillons de cuirassiers, de dragons et de hussards, et de quelques pièces d'artillerie; le grand-duc expédiait des patentes et donnait des grades qui n'avaient de valeur que dans sa petite armée. La coupe des uniformes était tout à fait baroque, et contrastait avec celle des uniformes de l'armée russe; c'était la charge de l'ancien uniforme de Frédéric.

Plusieurs personnes de la société et de la cour avaient reçu la permission de porter cet uniforme; c'étaient les mécontents de la grande cour, qui s'attachaient de préférence à Paul, et c'étaient les seuls courtisans qu'il laissât venir faire leur service à ses maisons de campagne; de ce nombre était M. de Rostopchine, qui, sous le règne de Paul, joua un rôle important et plus tard encore fit tant parler de lui, lors de l'incendie de Moscou. On endossait cet uniforme, outre le service militaire, lorsqu'on se rendait à Pawlowsk ou à Gatchina, autre maison de campagne du grand-duc, ou même à ses soirées du Palais d'hiver, car le soir le grand-duc Paul ne venait jamais chez sa mère. Personne ne se produisait avec ce costume, excepté dans l'intérieur des appartements du grand-duc; partout ailleurs, tant que Catherine vécut, il fut de contrebande, et l'on s'en moquait sans contrainte.

Les deux jeunes grands-ducs eurent des commande-

ments dans ces troupes. Ils se vouèrent aux devoirs de leurs emplois avec le zèle infatigable de jeunes gens à qui l'on donne pour la première fois quelque chose à faire, et avec tout le sérieux d'une occupation importante; la cour et le public n'y voyaient qu'une caricature sans conséquence ni portée, dont le ridicule retombait sur ceux qui y prenaient part; les grands-ducs étaient surtout exposés à une censure moqueuse pour avoir donné tête baissée dans ce travers; on les comparait à des enfants qui s'amusaient à ranger des soldats de bois. Mais les jeunes grands-ducs, sans s'arrêter au blâme de l'opinion dominante, n'étaient occupés que du désir d'obéir aux volontés et même aux excentricités de leur père. Ils entraient dans les détails les plus minutieux du service militaire et les exécutaient avec une ardeur sans pareille.

Il y avait dans ce monde séparé des plaisanteries de corps, des propos cités, des amitiés contractées, des héros de service, dont aucun ne justifia ce titre plus tard dans le service véritable. — Il se passait aux parades et aux manœuvres de l'armée en miniature de graves événements, des défaites, des hauts et des bas de faveur, des malheurs ou des succès qui tantôt consternaient, tantôt causaient des joies indicibles. — J'en entendais les récits dans les entretiens des deux frères qui aimaient à raconter toutes les vicissitudes de la cour de Pawlowsk. — C'était cependant pour ces jeunes princes de la vie active, qui leur donnait de l'importance, dans un cercle à la vérité fort rétréci, mais où ils jouaient un rôle qui, en flattant leur amour-propre, contentait sans travail d'esprit leur activité juvénile, tandis que l'uniformité réglée de la cour de leur grand'-

mère, où ils n'avaient aucune occupation sérieuse, leur causait trop souvent de l'ennui. Leurs travaux de caporal, leurs fatigues corporelles, la nécessité d'éviter les regards de leur grand'mère, lorsqu'ils revenaient harassés des exercices, dans un accoutrement dont il fallait bien vite se dépouiller, tout, et jusqu'aux boutades de leur père dont ils avaient une crainte extrême, leur rendait attrayante cette carrière qui n'avait pas de relation avec celle que le public de Pétersbourg et les vues de Catherine auraient voulu leur faire suivre.

L'Impératrice n'avait pas su saisir l'imagination de ses petits-fils ni les occuper d'une manière active et variée. Leur père y réussit, et ce fut un grand mal qui eut des suites fâcheuses. Les jeunes grands-ducs se croyaient au fond du cœur, et étaient plus réellement de l'armée dite de Gatchina que de l'armée russe. — Gatchina était le château de prédilection de Paul, sa résidence pendant l'automne, où, se trouvant plus éloigné de Pétersbourg, il pouvait avec moins de contrainte encore se livrer à ses lubies. Les grands-ducs regrettaient de ne pouvoir s'y rendre, mais ils disaient avec complaisance en prenant les allures des troupiers de Paul, en parlant de ce qui se passait dans sa petite armée : « C'est à notre manière, à la manière de Gatchina. » (*Po naszemu po Gatczinski.*)

Je me rappelle que l'Impératrice eut un jour la pensée d'envoyer Alexandre avec le général Kutuzow inspecter les forteresses de la frontière de Suède. Le jeune prince reçut cette commission avec indifférence, ne témoigna aucun zèle à la remplir, et il n'en fut plus question.

Les minuties du service militaire et l'habitude d'y atta-

cher une extrême importance faussèrent l'esprit du grand-duc Alexandre; il y prit un goût dont il ne put se guérir, lors même que plus tard il en entrevit l'absurdité. Il fut atteint pendant tout son règne de la paradomanie, maladie épidémique des princes, qui fit perdre à Alexandre un temps précieux lorsqu'il fut sur le trône, et l'empêcha pendant sa jeunesse de travailler utilement et d'acquérir des connaissances indispensables.

La paradomanie, inoculée par Paul, fut aussi le nœud qui resserra l'union d'Alexandre avec Constantin, et donna souvent à ce dernier une trop grande influence sur son frère, car Constantin était maître passé dans l'art militaire, tant qu'il ne dépassait pas la perfection de parades, et son frère ne pouvait s'empêcher d'avoir une haute idée de lui sous ce rapport. C'était d'ailleurs le sujet continuel de leurs entretiens les plus animés.

L'impératrice Catherine vit l'entente du père et de ses fils avec déplaisir, sans en prévoir néanmoins toutes les conséquences, car dans ce cas elle l'aurait probablement défendue. Le grand-duc Alexandre me dit un jour en revenant de Pawlowsk : « On nous fait l'honneur de nous craindre », voulant faire entendre que Catherine commençait à avoir des inquiétudes sur la réunion des troupes et les exercices de Pawlowsk, et sur l'espèce de concert qui s'était établi entre le père et ses fils. Alexandre était flatté de ce qu'ils avaient fait éprouver quelque crainte à l'Impératrice; mais je doute qu'elle fût réelle, ou si des inquiétudes semblables se présentèrent à l'esprit de Catherine, elles furent du moins bien faibles et très-passagères. Catherine connaissait trop bien le manque de courage

personnel de son fils, le ridicule de ses troupes, le peu de faveur qu'elles avaient dans le public et dans le reste de l'armée, pour se donner la peine de les craindre. Elle dormait donc en paix sous la garde d'une seule compagnie de grenadiers, tandis que Paul manœuvrait avec sa petite armée à une demi-lieue de là.

L'impératrice Élisabeth en fit de même à Peterhow avec Pierre III qui résidait à Oranienbaum, entouré d'un corps de Holsteinois dévoués ; elle connaissait également l'extrême pusillanimité de son successeur et peut-être aussi son bon cœur. Des bruits divers ont couru sur la légitimité de Paul Ier; mais en observant l'extrême ressemblance de caractère et de conduite de ce prince avec Pierre III, on ne saurait douter qu'il ne fût réellement son fils.

Dans cette année arriva un événement qui eut des suites immenses pour l'Europe et terribles pour la Pologne. La grossesse de la grande-duchesse Marie fut déclarée; bientôt après elle donna le jour à un fils. La cérémonie du baptême eut lieu dans la chapelle de Tzarskoé-Sélo ; toute la cour y assista en grand costume dans la salle spacieuse qui précède la chapelle. La cérémonie fut, comme on peut s'y attendre, des plus somptueuses; les ambassadeurs y assistèrent; je ne sais lesquels tinrent l'enfant aux fonts de baptême pour leurs souverains : il fut nommé *Nicolas !* En le considérant alors sur ses langes, jetant quelques cris à cause des cérémonies du baptême fort longues chez les schismatiques, je ne prévoyais pas que cet être si faible et si gentil, comme l'est tout bel enfant, deviendrait un jour le fléau de ma patrie.

Entre les motifs de l'attrait qui attachait les jeunes

grands-ducs à leur père, il y en avait un plus noble et plus raisonnable que ceux mentionnés plus haut. Ils étaient frappés de l'excessive dureté de Catherine, qui ne permettait pas à son fils et à la grande-duchesse sa femme la jouissance de leurs enfants, même en bas âge. Dès que cette princesse relevait de couches, le nouveau-né lui était enlevé pour être soigné et recevoir son éducation avec ses frères et ses sœurs, sous les yeux de leur grand'mère. Aucun d'eux, tant que Catherine vécut, ne fut laissé à la tendresse de ses parents, et ne resta auprès d'eux. Tant d'injustice révoltait les jeunes grands-ducs et les éloignait de Catherine. D'ailleurs, la manière dont le grand-duc Alexandre envisageait la politique de sa grand'mère, le rendait peu disposé à suivre ses volontés quand il pouvait s'en dispenser. Il y trouvait toujours quelque chose à redire, et ne montrait ni zèle ni bonne volonté, ne témoignait que de l'ennui et de l'indifférence, quand il s'agissait de prendre la moindre part à un gouvernement qui n'était pas alors de son goût. Le grand-duc Constantin, qui ne partageait pas les opinions libérales de son frère, n'en était pas moins d'accord avec lui dans le jugement qu'il portait sur les mœurs et le caractère de l'impératrice Catherine. Je l'ai entendu plus d'une fois s'exprimer sur le compte de sa grand'mère, et plus tard sur sa mémoire, avec une rudesse sans mesure et dans les termes les plus inconvenables.

Le séjour de Tzarskoé-Sélo touchait à son terme, notre société intime le vit finir avec tristesse, chacun y perdait; nous regrettâmes nos rencontres faciles, nos conversations de tous les jours, nos longues promenades, soit dans les vastes jardins, soit dans la campagne; nous avions cueilli la

première fleur de l'amitié jeune et confiante, joui du rêve dont elle se berce. Ce sont des sensations qui, quoi qu'on fasse, ne se retrouvent plus dans la vie au même degré, avec la même fraîcheur et la même animation ; plus on avance dans la vie, et moins elles se reproduisent.

La cour, suivant sa règle, passa d'abord au palais de la Tauride pour la saison qui précède l'hiver. Le grand-duc y était visible plus rarement et ne pouvait nous faire venir aussi souvent à ses repas. Cependant nos relations, entravées à notre grand regret, continuèrent à être l'objet de nos préoccupations constantes et continuelles.

CHAPITRE V

1796

SORT DES PRISONNIERS. — RÉFLEXIONS SUR L'ÉDUCATION DU GRAND-DUC. — SÉJOUR DE LA COUR A LA TAURIDE. — ARRIVÉE DU ROI DE SUÈDE. — FIANÇAILLES MANQUÉES. — MORT DE CATHERINE II.

Nos relations avec le grand-duc n'avaient servi de rien pour adoucir le sort de nos compatriotes prisonniers en ville ou dans les souterrains de la forteresse. — Nous parlions souvent d'eux et de Kosciuszko; le grand-duc s'exprimait toujours avec un égal enthousiasme sur le dévouement et les actions de ces martyrs de l'amour de la patrie, et s'indignait de l'injuste tyrannie dont ils étaient les victimes. — Mais le grand-duc, lié par sa position et timide par le sentiment de sa jeunesse et de son inexpérience, ne prenait aucune part aux affaires de l'État, ne croyait même pas devoir chercher à s'en mêler. Il n'avait donc aucune influence, aucun contact avec la gestion des affaires.

Il est certes étonnant que l'impératrice Catherine, qui se complaisait à l'idée qu'Alexandre continuerait son règne et sa gloire, n'ait pas songé à le préparer à cette tâche en le familiarisant de bonne heure avec diverses branches du gouvernement. — Rien de semblable ne fut tenté. — Peut-être n'eût-il pas acquis des connaissances très-justes sur

beaucoup de choses, mais cela l'aurait sauvé du désœuvrement. Il paraît qu'une pensée aussi naturelle ne vint ni à l'Impératrice, ni à personne de son conseil, ou du moins l'Impératrice n'insista pas sur son exécution.

L'éducation du grand-duc resta inachevée à l'époque de son mariage, par le départ de M. de la Harpe, c'est-à-dire à dix-huit ans. Il fut laissé dès lors sans occupation réglée; aucun travail ne lui fut même conseillé, et en attendant qu'il fût chargé de quelque tâche plus pratique, on ne lui donna pas de plan de lectures qui auraient pu l'aider dans la carrière difficile à laquelle il était destiné. Je lui en ai parlé souvent alors et plus tard. Je lui ai proposé diverses lectures d'histoire, de législation, de politique. Il reconnaissait le bien qu'elles lui feraient et aurait désiré s'y livrer. Mais la vie de cour ôte la faculté d'une occupation suivie. Alexandre, pendant qu'il était grand-duc, n'a pas lu un seul livre sérieux instructif jusqu'au bout. Je ne crois pas qu'il ait pu le faire plus tard, une fois que tout le fardeau d'un gouvernement despotique fut retombé sur lui. La vie de cour est fatigante et désœuvrée. Elle fournit mille excuses à la paresse, on est sans cesse occupé à ne rien faire. Quand le grand-duc rentrait chez lui, c'était pour se reposer, et non pas pour travailler. Il lisait à bâtons rompus, sans fruit, sans ardeur. La passion d'acquérir et de savoir ne se montrait pas assez fortement en lui; marié trop jeune, le grand-duc ne s'était pas aperçu qu'il fallait la continuer. Il sentait pourtant l'importance des bonnes études et aurait voulu les entreprendre, mais sa volonté n'allait pas jusqu'à vaincre les obstacles journaliers qu'y mettaient ses devoirs et les ennuis de sa vie. Les cinq années de sa première

jeunesse se passèrent ainsi; il perdit un temps précieux, qui cependant ne lui manqua pas tant que Catherine vécut, et il aurait pu même en trouver sous l'empereur Paul.

Alexandre, grand-duc, tel que son éducation l'avait fait, et même pendant les premières années de son règne, était un homme différent de ce qu'il devint plus tard par lui-même. Il faut en conclure que la nature l'avait doué de qualités peu communes, puisque malgré l'éducation qu'il avait reçue, il devint le souverain le plus aimable de son siècle et l'adversaire devant lequel Napoléon le Grand succomba.

Après quelques années de règne, après l'acquis que donne la nécessité de s'occuper tout de suite d'affaires importantes, et le contact régulier d'hommes en place, on a été étonné de trouver l'empereur Alexandre non-seulement cavalier et homme de salon accompli, mais aussi habile politique, d'un esprit pénétrant et subtil, rédigeant lui-même parfaitement des lettres sur des affaires compliquées et difficiles, toujours séduisant jusque dans les conversations les plus sérieuses. Que serait-il devenu si son éducation avait été moins négligée, plus prévoyante et adaptée aux soins qui devaient remplir sa vie? M. de la Harpe fut le seul homme que l'on puisse citer avec éloge parmi ceux auxquels l'éducation des deux grands-ducs fut confiée. Je ne sais pas exactement quelles furent les personnes chargées par Catherine de faire un choix aussi important. Je suppose que ce furent quelques encyclopédistes affidés de la société de Grimm ou du baron d'Holbach.

Il ne paraît pas que M. de la Harpe ait fait faire au grand-duc des études sérieuses dans aucun genre; avec l'empire

qu'il avait acquis sur son esprit et sur son cœur, M. de la Harpe aurait, je crois, tout obtenu de lui. Le grand-duc n'eut de son instruction que des connaissances fort superficielles, peu approfondies, rien de positif et de complet. M. de la Harpe lui inspira l'amour de l'humanité, de la justice et même de l'égalité et de la liberté pour tout le monde; il empêcha que les préjugés, les exemples, les flatteries, les préventions contraires qui l'entouraient, n'étouffassent ses nobles instincts... Avoir inspiré, développé ces généreux sentiments à un grand-duc de Russie, fut le mérite de M. de la Harpe. Mais ils ne s'établirent dans l'esprit d'Alexandre qu'en phrases générales; il ne semble pas que M. de la Harpe l'ait fait assez réfléchir sur les immenses difficultés de l'exécution, et sur la science si difficile des moyens à employer pour obtenir des résultats possibles.

Le choix des autres personnes chargées de conduire l'éducation proprement dite d'Alexandre (car l'instruction seule avait été confiée à M. de la Harpe) était de nature à étonner tous ceux qui pouvaient en juger.

Le comte Nicolas Soltykow, qui, subalterne du temps de la guerre de Sept ans, n'avait plus servi activement depuis lors, ce qui ne l'avait pas empêché de parvenir au plus haut grade de l'armée, était le surintendant de l'éducation des deux grands-ducs. Petit de taille, avec une grosse tête, grimacier, nerveux, et d'une santé qui exigeait des attentions continuelles, et ne pouvant porter de bretelles, ce qui l'obligeait de relever sans cesse une certaine partie de son habillement, il passait pour le courtisan le plus délié de Russie. C'est lui qui, après la chute du favori Mamonow

(Catherine avait découvert que Mamonow était en relation avec une des demoiselles d'honneur; elle les fit venir en sa présence, les maria sur-le-champ, et leur ordonna de quitter la cour), sut présenter Platon Zubow à l'Impératrice et le lui faire agréer. Cette circonstance et la mort du prince Potemkin qui en fut irrité, et qui disait qu'il viendrait à Pétersbourg arracher cette dent (*Zoub* en russe veut dire une dent), affermirent le comte Soltykow dans le genre de crédit dont il jouissait.

Le comte N. Soltykow était non-seulement le canal par lequel les messages et les admonitions de l'impératrice Catherine passaient aux jeunes grands-ducs; mais c'était lui aussi qui portait la parole toutes les fois que Catherine avait quelque chose à faire dire au grand-duc Paul. Le comte Soltykow omettait ou adoucissait ce qu'il y avait quelquefois de désagréable ou de trop sévère dans les ordres ou les reproches de l'Impératrice à son fils; il faisait de même avec les réponses qu'il rapportait, il taisait la moitié des choses qu'on lui avait dites et modifiait le reste de manière que de part et d'autre on était satisfait, autant que la circonstance le comportait, de s'être réciproquement expliqué. Le rusé intermédiaire savait seul la vérité et se gardait bien de la dire. Il y avait peut-être du mérite à remplir ce rôle avec succès, mais il faut reconnaître qu'un homme des allures et du caractère du comte N. Soltykow était peu propre à diriger l'éducation du jeune héritier de l'empire, et à faire une impression salutaire sur son caractère.

Le comte N. Soltykow était le surintendant en chef de l'éducation des deux princes; mais en outre chacun d'eux

avait un directeur particulier et des menins pour l'accompagner. Le choix des deux directeurs était bien plus extraordinaire encore que celui du surintendant en chef.

La surveillance spéciale du grand-duc Alexandre fut donnée au comte Protasow, qui n'avait d'autre mérite que d'être le frère de la demoiselle à portrait, vieille favorite de l'Impératrice, bonne personne au fond, mais sur les fonctions de laquelle on se permettait mille anecdotes extraordinaires. L'éducation du grand-duc Constantin fut confiée au comte Saken. Ce dernier, avec peu d'esprit, ne sachant se faire respecter, était l'objet des quolibets et des sarcasmes continuels de son élève. Quant au comte Protasow, je ne crois pas lui faire tort en le taxant de complète imbécillité; le grand-duc, qui n'était pas moqueur, ne le tournait pas en ridicule, mais il n'avait jamais eu pour lui la moindre estime.

Quant aux menins, la faveur seule les avait choisis. On pourrait en excepter M. de Mouraview, qu'Alexandre, monté sur le trône, voulut faire son secrétaire pour les suppliques et les pétitions, et nomma plus tard curateur des écoles de l'arrondissement de Moscou. C'était un digne homme, instruit à ce qu'on disait, mais d'une timidité si extrême qu'elle le rendait incapable aux affaires. Je dois aussi nommer M. de Budberg, qui, quelques années plus tard, me remplaça au ministère des affaires étrangères.

Un entourage pareil ne pouvait donner que des défauts; et les qualités qu'a montrées Alexandre doivent d'autant plus étonner et sont d'autant plus dignes d'éloges qu'il les a développées malgré l'éducation qu'il a reçue et les exemples qu'il avait sous les yeux

Vers la fin du séjour à la Tauride, 1796, qui devait être le dernier qu'y faisait Catherine et sa cour, il ne fut question que de l'arrivée prochaine du jeune roi de Suède, qui venait épouser l'aînée des grandes-duchesses. L'Impératrice fit recommander aux grandes-duchesses et aux demoiselles d'honneur de se perfectionner dans la contredanse française, qui était le plus en usage à la cour de Stockholm. Ce fut l'occupation du jour pour tous ceux qui dansaient à la cour. Le roi de Suède fut reçu avec une politesse recherchée. Il arriva avec le régent son oncle, duc de Sudermanie, et avec une suite nombreuse. L'habit suédois, qui ressemblait à l'ancien habit espagnol, faisait un bel effet aux réceptions, aux bals, aux fêtes qu'on donna au jeune roi et à sa suite; il n'y en avait que pour eux, toutes les préférences, toutes les politesses leur étaient offertes. Les grandes-duchesses ne dansaient qu'avec des Suédois ; jamais une cour ne témoigna tant d'empressement à des étrangers.

Tandis que les fêtes continuaient au Palais d'hiver, et qu'à la Tauride, les bals, les concerts, les montagnes russes arrangées élégamment se répétaient chaque jour, le roi de Suède était admis chez la grande-duchesse Alexandra comme son prochain fiancé. Elle était d'une rare beauté et d'une douceur charmante; la connaître, c'était l'admirer, et ses entretiens journaliers ne pouvaient qu'ajouter à tous les motifs qui semblaient engager le roi de Suède à s'unir par des liens de famille avec la dynastie des Romanow. Le duc de Sudermanie abondait dans ce sens, et avait contribué à déterminer son neveu au voyage de Pétersbourg, ce qui ne laissait plus de doute sur les intentions du Roi.

Il ne s'agissait plus que de stipuler les formes, de convenir des articles du traité, qui semblait ne devoir plus donner lieu à aucune difficulté. Ce travail, car ce n'était plus, disait-on, une négociation, puisque les parties étaient d'accord, fut confié à M. de Marcow, que les Zubow poussaient en avant, pour pouvoir se passer du comte Bezborodko, qui n'avait pas voulu baisser la tête devant eux et malgré cela avait conservé sa place et son crédit auprès de l'Impératrice.

Au bout de quelques semaines passées fort joyeusement et brillamment, le jour des fiançailles fut fixé au ...; elles devaient avoir lieu le soir. Les archevêques de Pétersbourg et de Novogorod avec un clergé nombreux se rendirent à la chapelle où la cérémonie allait avoir lieu. Les dames à portrait, les demoiselles d'honneur, toute la cour, les ministres, le sénat, beaucoup de généraux, étaient réunis et rangés dans le salon d'attente. Tout le monde attendait depuis plusieurs heures, il se faisait tard; on remarqua des chuchotements parmi les personnes les plus à même d'être instruites, des allées et des venues de personnes qui se rendaient en hâte dans les appartements intérieurs de l'Impératrice, et qui en sortaient en courant; il y eut des moments d'agitation. Enfin, après quatre heures de mortelle attente, on nous fit savoir que la cérémonie n'aurait pas lieu; l'Impératrice envoya demander pardon aux archevêques de ce qu'on les avait fait venir inutilement *in pontificalibus,* aux dames en grands paniers et à tout ce monde et riche et grande tenue, qu'ils pouvaient s'en aller, que la cérémonie, à cause de quelques difficultés de détails inattendus, était remise.

Mais bientôt on sut que tout était rompu. Le comte Marcow, léger par suffisance, inattentif par orgueil et par dédain de ce qui n'était pas lui, était persuadé que tout était arrangé, sans s'embarrasser de le mettre clairement par écrit et de le faire signer. La difficulté surgit quand il fut question de signer. Le roi Gustave IV voulut réglementer la liberté qu'aurait la princesse de Russie, future reine de Suède, de suivre à Stockholm les rites de sa religion. Les Suédois, ardents protestants, avaient fait des objections à ce sujet; le comte Marcow, sans y faire trop d'attention, s'imagina qu'il fallait aller de l'avant, agir comme si tout était convenu, ne pas permettre d'hésitation aux Suédois, qui n'oseraient reculer dans une union où tout était si avancé; que la charmante figure de la grande-duchesse compléterait ce que l'habileté du ministre russe n'aurait pu faire. Mais les choses tournèrent autrement que la perspicacité de M. de Marcow ne l'avait prévu. Le jeune roi était le plus zélé protestant de son royaume. Il ne voulut jamais consentir que sa femme eût une chapelle publique à Stockholm. Ses ministres, ses conseillers, le régent lui-même, craignant les suites d'un affront fait à Catherine, le pressaient de céder à ses désirs, de chercher un terme moyen, mais en vain. Au lieu de se laisser entraîner du côté des demandes russes, Gustave IV, dans les conversations prolongées qu'il eut avec la jeune grande-duchesse, chercha à la convertir, et lui fit presque promettre qu'elle adopterait la religion de son mari et du pays où elle s'établirait.

Le Roi se buta à refuser toutes les propositions que faisait le comte Marcow pour concilier la difficulté; on eut beau lui dire qu'il s'exposerait à une guerre avec la Russie,

si après s'être avancé si loin il rompait cette union au moment même de sa conclusion. Tout fut inutile, la journée des fiançailles eut beau être désignée, l'Impératrice parée eut beau attendre; le clergé convoqué, et la cour réunie n'émurent pas Gustave IV.

Cette obstination du jeune prince en face de la Russie et de sa puissante souveraine inquiéta d'abord, effraya plus tard les Suédois, mais finit par leur plaire; ils tirèrent vanité de ce que leur roi montrait tant de caractère. Tout l'entrain que l'apparition des Suédois avec leur roi à Pétersbourg y avait produit, se changea le lendemain de cette soirée en un sombre silence de désappointement et de dépit. Ce lendemain était le jour de naissance d'une des petites grandes-duchesses (aujourd'hui la reine douairière de Hollande). Il y avait par conséquent bal à la cour. L'Impératrice y parut avec son sourire éternel sur les lèvres, mais dans son regard on voyait une expression sombre de tristesse et de fureur; on admira la fermeté impassible avec laquelle elle accueillit ses hôtes. Le roi de Suède, les Suédois, eurent l'air contraint, mais pas embarrassé; on était roide de part et d'autre, toute la compagnie partageait cette disposition. Le grand-duc Paul se disait fort irrité, quoique je soupçonne qu'il n'était pas fâché du lourd faux pas du cabinet. Le grand-duc Alexandre s'indignait de l'injure faite à sa sœur, mais faisait retomber le blâme sur le comte Marcow. L'Impératrice fut bien aise de voir son petit-fils partager son indignation.

Les manteaux et les plumes des Suédois ne flottaient plus avec la même grâce, et paraissaient participer de la contrainte générale; la vogue de ces messieurs était finie.

Quelques menuets furent dansés à ce bal, qui parurent encore plus graves que de coutume. Mon frère était l'un des danseurs, et il s'en acquittait très-bien. Le Roi avec sa suite partit deux jours après, et Pétersbourg devint morne et silencieux. On était tout ébahi de ce qui venait de se passer; on ne pouvait se persuader qu'un « petit roitelet » eût osé manquer de la sorte à la souveraine de toutes les Russies. — Que fera-t-elle maintenant? Il est impossible que Catherine II avale l'injure qui lui a été faite, et ne veuille pas en tirer vengeance. Voilà ce que l'on se disait!

C'était le sujet de toutes les causeries à demi-voix dans les salons de la ville. Il n'y avait pas de réunion à la cour, le grand-duc Paul était retourné à Gatchina, l'Impératrice ne paraissait pas et restait dans ses appartements, et l'on croyait que de cette retraite sortirait quelque résolution qui ferait repentir le roi de Suède de son opiniâtreté. Il n'en fut rien, ce fut l'Impératrice qui succomba.

Nous étions en novembre, le temps était brumeux et froid, et répondait à l'aspect qu'avaient pris la cour et le château d'hiver, après les fêtes qui les avaient naguère animés.

Le grand-duc Alexandre continuait ses promenades sur les quais. Un jour, c'était le.. novembre, il rencontra mon frère. Après avoir marché quelque temps, ils s'arrêtèrent à la porte du logement que nous occupions. Je venais de descendre, et nous étions à causer tous les trois, lorsqu'un coureur de la cour, qui cherchait le grand-duc, arriva et lui dit que le comte Soltykow le demandait en toute hâte. Le grand-duc le suivit aussitôt, sans pouvoir deviner ce qui était la cause de cet appel si pressant.

On sut bientôt que l'Impératrice avait été frappée d'un coup d'apoplexie. Elle avait depuis longtemps les pieds fortement enflés, et n'avait rien fait de ce que les médecins, auxquels elle ne croyait pas, lui prescrivaient. Elle s'était appliqué elle-même des remèdes de bonne femme dont ses chambrières lui faisaient l'éloge. L'humiliation que lui avait fait éprouver le roi de Suède fut un coup trop sensible pour un orgueil comme le sien; on peut dire que c'est Gustave IV qui a raccourci sa vie de plusieurs années. Elle se leva ce même jour, en apparence bien portante, entra dans sa garde-robe, y resta seule au delà du temps qu'elle y passait ordinairement; le valet de chambre de service, ne la voyant pas revenir, s'approcha de la porte, l'entr'ouvrit doucement, et vit avec effroi l'Impératrice renversée sans connaissance; à l'approche de son fidèle Zachar, elle leva les yeux, porta sa main sur son cœur avec l'expression d'une extrême douleur, et les referma pour ne plus les ouvrir. Ce fut le seul et le dernier signe de vie et de connaissance qu'elle donna. Les médecins accoururent, on lui prodigua pendant trois jours tous les soins que l'art pouvait fournir; mais ce fut inutilement.

Le lendemain de ce premier jour, la nouvelle de la maladie mortelle de l'Impératrice se répandit dans la ville.

Ceux qui avaient entrée à la cour s'y rendirent avec un empressement d'effroi, d'anxiété, de doute sur ce qui allait arriver. La ville et la cour étaient en émoi et en confusion. La plupart des assistants exprimaient une sincère douleur. Il y en avait beaucoup dont le visage blême et renversé trahissait la crainte de perdre les avantages dont ils jouissaient, et d'être obligés peut-être de rendre compte de

leur gestion. Nous fûmes avec mon frère, comme les autres, spectateurs de cette scène de regrets et de terreur. Le prince Platon, échevelé et consterné, attirait sur lui tous les regards. Il ne pouvait être que désespéré, ainsi que tous ceux dont il avait fait la fortune. Tantôt il était occupé à brûler des papiers qui auraient pu le compromettre ; tantôt il venait voir si les remèdes employés ne donneraient pas de l'espoir. Le désordre était grand à la cour, l'étiquette n'était plus observée.

Nous pénétrâmes jusqu'à la chambre où l'Impératrice était couchée par terre sur des matelas, sans vie, râlant comme une machine dont le mouvement cesse.

Lorsque le prince Zubow eut reçu des médecins la réponse qu'il n'y avait plus d'espoir ni de possibilité qu'elle se ranimât, après avoir détruit force papiers, le prince dépêcha le comte Nicolas son frère en courrier à Gatchina à l'empereur Paul pour l'informer de l'état dans lequel se trouvait l'Impératrice sa mère. Quoique Paul fût occupé depuis longtemps des chances qu'amènerait l'événement qu'on lui apprenait, il en fut cependant saisi, et arriva à Pétersbourg fort troublé, dans l'incertitude de ce qui l'attendait et doutant si sa mère ne se relèverait encore. Tant que son corps conserva du mouvement, quoiqu'elle eût perdu toute connaissance, Paul ne fit pas usage du pouvoir qu'il avait déjà, ne se montra pas et resta caché auprès du corps ou dans ses appartements. Il venait avec toute sa famille auprès de ce corps déjà inanimé, et répétait deux fois le jour cette lugubre visite.

CHAPITRE VI

1796. 1797. 1798.

AVÉNEMENT DE PAUL Ier. — ARRIVÉE DE STANISLAS-AUGUSTE. — 1797. COURONNEMENT. — RAPPORTS AVEC LE GRAND-DUC. — M. DE NOVOSILTZOW ET LE COMTE PAUL STROGONOW Y PRENNENT PART. — NOUS ALLONS VOIR NOS PARENTS PAR CONGÉ. — RETOUR A PÉTERSBOURG. — MORT DE STANISLAS-AUGUSTE. — 1798. VOYAGE DE CASAN. — CHANGEMENT COMPLET A LA COUR. — DISGRACE. — ÉTAT DE TERREUR ET D'INCERTITUDE. — MARIAGE DE LA GRANDE-DUCHESSE ALEXANDRA. — MON FRÈRE QUITTE PETERSBOURG. — JE SUIS ENVOYÉ AUPRÈS DU ROI DE SARDAIGNE.

Jamais il n'y eut, à la suite d'un coup de sifflet, de changement de décoration plus subit et plus complet que celui qui s'opéra lors de l'avénement de Paul Ier. Tout changea en moins d'un jour : costumes, frisures, mines, allures, occupations. On portait des cols assez fournis et qui entouraient peut-être trop le bas du visage; ils furent subitement abaissés et amoindris, et montrèrent des cous effilés et des mâchoires saillantes qu'on n'avait pas vus jusqu'alors.

On se frisait en pigeons fort élégants à la parisienne, on attachait longuement ses cheveux en arrière; on les porta plats et droits avec deux saucissons bien roides au-dessus de l'oreille à la prussienne, avec une queue attachée à la racine des cheveux, le tout bien pommadé et poudré comme un mur recrépi. Les élégants cherchaient jusqu'alors à donner aux uniformes une tournure plus gracieuse,

et se déboutonnaient volontiers. Maintenant la coupe prussienne du vieux Frédéric, déjà en usage dans l'armée de Gatchina, fut adoptée avec une rigueur inexorable. La parade devint l'occupation principale de chaque jour, où se passaient les événements les plus importants, qui rendaient l'Empereur satisfait ou mécontent, indulgent et prodigue de grâces, ou rigoureux et même effrayant pour le reste de la journée.

Bientôt l'armée en miniature de Gatchina fit son entrée solennelle à Pétersbourg. Elle devait servir de modèle aux gardes et à toute l'armée russe. Ce fut un jour d'agitation et d'inquiétude pour les deux grands-ducs. Ils eurent l'ordre de se mettre à la tête de ces troupes et de les conduire dans la capitale. Il s'agissait de paraître devant un public jusqu'alors mal disposé, et, ce qui était bien plus difficile, de satisfaire l'Empereur. Tout se passa heureusement.

Les Gatchinois, objet de la prédilection de Paul, se rangèrent en bataille sur la grande place du Palais d'hiver, au milieu d'une foule craintive, ébahie du spectacle qu'on lui donnait, de soldats tout différents de ceux qu'elle était accoutumée de voir. La troupe défila en bon ordre devant l'Empereur, qui témoigna à ses fils sa satisfaction de la manière dont ils avaient rempli cette première manifestation de son règne. Ils en furent transportés de joie. Les nouveaux venus furent d'abord logés chez les habitants, qui s'empressèrent de les bien traiter. On rencontrait dans les rues des grenadiers avec leurs bonnets pointus à la prussienne, à qui leurs hôtes n'avaient pas ménagé le vin et l'eau-de-vie, et qui tombaient ivres-morts dans le ruisseau.

Paul, pendant les longues années de sa retraite et de son attente, avait combiné tout ce qu'il se proposait de faire dès qu'il aurait le pouvoir en main. Aussi les changements, les nouvelles mesures se succédèrent-ils avec une rapidité incroyable. Les échantillons de Gatchina furent répartis dans les trois régiments des gardes, et dans le régiment des gardes à cheval; celui des chevaliers-gardes fut créé et reçut des casques et des cuirasses d'argent fabriqués à la hâte; cette armure défensive avait été mise de côté dans l'armée russe. Les officiers gatchinois montèrent subitement en grade, et l'on vit bientôt d'anciens militaires obligés de se retirer ou bien (de même que les élégants et les merveilleux de la cour) être forcés de subir le commandement de rustres mal appris dont on n'avait jamais connu ni prononcé le nom, à moins que ce ne fût quelquefois pour s'en moquer.

Au milieu de ce qui se mêlait de baroque, et même de risible à tous les premiers actes de ce règne, il y avait pourtant au fond un côté sérieux, juste et utile; ainsi l'Empereur ordonna que les jeunes gens de la cour choisissent une carrière quelconque et s'y vouassent. Il ne fut plus permis de servir dans les gardes en amateur. Dès lors ce service ne devint que trop sérieux, la plupart des jeunes gens adoptèrent la carrière civile.

A peine Paul eut-il saisi le pouvoir, que sa première pensée fut de rendre un hommage éclatant à la mémoire de son père, hommage qui fut en même temps une sorte de verdict lancé contre ceux qui avaient été coupables de sa mort.

Pendant les premiers jours après le décès de l'Impéra-

trice et le temps nécessaire pour embaumer son corps, tout ce qui comprenait la cour, dames, demoiselles, hauts fonctionnaires, cavaliers, avait eu ordre de veiller auprès du corps jour et nuit dans les appartements intérieurs. L'Empereur, l'Impératrice et toute la famille venaient deux fois par jour faire une méditation auprès du corps, et baiser la main de la morte.

Bientôt l'Empereur ordonna que les restes mortels de son père fussent exhumés et portés en cérémonie du couvent de Newski au château d'hiver, pour être déposés auprès du corps de l'impératrice Catherine. Il y avait encore trois ou quatre de ceux que l'on accusait d'avoir mis la main au meurtre de Pierre III. Ils étaient alors des soldats ou des sous-officiers aux gardes; maintenant c'étaient des grands seigneurs ayant des charges considérables.

C'étaient, entre autres, le maréchal de la cour, le prince Boriatynski, figure qu'on n'aimait pas parce qu'il était rustre, impoli et grondeur; l'autre, le général gouverneur de la Russie Blanche, Passeyk, aide de camp de l'Impératrice. Ce titre donnait sous le régime précédent un rang très-haut et de grandes prérogatives, il y en avait très-peu; quand l'aide de camp général était présent, il avait seul une canne à la main, commandait dans le château et veillait à la sûreté de la souveraine. Passeyk avait disparu le jour de la mort de Catherine, et le prince Boriatynski était anéanti et mourant de peur. Il fut obligé, ainsi que quelques autres de ses complices, de veiller auprès du cercueil de Pierre III et de marcher à une place assignée dans le cortége. Seul le comte Alexis Orlow, l'un des acteurs principaux de la révolution qui mit Pierre III au tombeau, marchait d'un

pas assuré et avec un visage qu'il s'efforçait de rendre tranquille.

L'empereur Paul fit mettre les deux cercueils ensemble sur un lit de parade, où ils furent exposés, celui de Catherine ouvert aux respects de la foule. Les grands fonctionnaires, les dames à portrait, les demoiselles d'honneur, les cavaliers de la cour continuèrent leur service auprès du lit de parade pendant six semaines jour et nuit, ce qui donna lieu à des rencontres singulières, et fit naître à des heures si inusitées des relations amicales entre des personnes qui ne s'étaient presque jamais vues, tandis que d'autres, après cette rencontre, après avoir passé vingt-quatre heures d'arrache-pied ensemble et s'être trouvées aimables ou bons compagnons, ne se revirent plus jamais.

Au bout de six semaines eut lieu l'enterrement de Catherine et de Pierre, qui furent menés ensemble et placés dans le même caveau à Newski. Toutes les troupes de la garnison de Pétersbourg et des environs accompagnèrent le convoi, et tout ce qui appartenait à la cour et au gouvernement marcha à pied sur deux rangs jusqu'au couvent de Newski, à l'autre bout de la ville. La poudre avait été bannie de la frisure des femmes et des hommes, qui d'ailleurs n'avaient pas changé de coiffure, ce qui enlaidissait tout le monde; les costumes de deuil étaient sévèrement prescrits et observés; le cortége funèbre fut d'une extrême longueur, la cérémonie dura toute une journée.

L'Empereur avait conservé au Château d'hiver les appartements qu'il occupait comme grand-duc. La salle d'attente était remplie par ceux qui avaient les entrées. On y passait des journées entières; on y allait comme à un spectacle

fort divertissant. C'étaient un mouvement, une agitation, des changements perpétuels : des valets de chambre, des aides de camp en bottes fortes qui couraient et se heurtaient, portant les uns des ordres de l'Empereur, d'autres allant chercher quelqu'un. Ceux qui étaient appelés arrivaient haletants, ne sachant ce qui les attendait ; ils entraient, et sortaient le moment d'après, pendant ces premiers jours, la plupart du temps, épanouis, avec un cordon rouge ou bleu à travers le corps. C'est ainsi que je vis sortir du cabinet le comte Nicolas Zubow, créé grand écuyer et avec le cordon bleu, pour avoir porté le premier à Paul la nouvelle positive de son avénement. C'étaient au reste de continuelles métamorphoses. Tout ce qui avait été grand et marquant sous Catherine, à peu d'exceptions près, tombait dans la nullité et l'abandon. De nouvelles figures surgissaient et faisaient en peu de jours un chemin inouï. Tous les ministres furent changés.

Le prince Platon, qui avait l'air d'un prince détrôné, s'en alla dans ses terres en Lithuanie, vastes domaines que Catherine lui avait donnés (dont l'appât fut une des causes des deux derniers partages de la Pologne), et qui fournirent amplement à défrayer ses voyages. Il visita plusieurs villes d'Allemagne. Des femmes d'un esprit et d'une vertu faciles parvinrent à le remanier, à le façonner de manière à lui faire perdre les airs de dignité langoureuse qui avaient été sa contenance ordinaire. Il sentit les avantages d'une existence indépendante, jusqu'à ce que son ambition et sa vanité, lui faisant croire qu'il était destiné à jouer encore un grand rôle, le ramenèrent à Pétersbourg, et le rendirent plus coupable et plus malheurenx qu'il n'avait jamais été.

Entre les anciens ministres de Catherine, Paul ne distingua que le comte Besborodko, à cause de ses talents supérieurs, de la haute réputation dont il jouissait, et surtout peut-être à cause du peu d'attention qu'il témoigna aux Zubow lors de leur plus grande faveur. Paul sentit qu'il en avait besoin au début de son règne. Il le combla de faveurs. Il le fit prince, le consulta toujours lorsqu'il s'agissait de rendre viables ses lubies, doubla ses richesses par des terres et par le don de sommes considérables.

Au reste, un motif spécial dominant dans son esprit dirigeait surtout les choix de l'Empereur. C'était la pensée de s'entourer de serviteurs sur lesquels il pût entièrement compter, car dès son avénement il pressentait et craignait une révolution de palais. Il éleva aux premières places les personnes les plus infimes, souvent les moins propres à gérer leurs nouveaux emplois. Il les prit parmi ceux qu'il avait employés à Gatchina. Il les déterra parmi ceux qui avaient jadis donné des preuves de fidélité à son père ou parmi leurs descendants ou leurs parents. Il poursuivit et chassa ceux qui avaient joui des préférences de sa mère, qui, pour cela seul, lui étaient suspects. La crainte de quelque trahison fut le motif incessant, mais toujours mobile, de ses faveurs et de ses actions pendant tout son règne. Il se trompa dans le choix et surtout dans la mesure des moyens qu'il employa pour garantir sa vie et son pouvoir, et qui précipitèrent au contraire sa fin déplorable.

Parmi les hommes qui lui semblaient suspects, il persécuta quelques-uns avec une rigueur implacable, et pour ceux qu'il conserva en place ou qu'il rappela, il voulut s'assurer de leur fidélité à force de largesses, et n'en fit que

des ingrats. Jamais souverain ne fut plus terrible dans ses rigueurs, ni plus donnant lorsqu'il était dans une veine de générosité. Mais il n'y avait aucune certitude dans ses faveurs. Un mot dans une conversation, échappé par hasard ou dit avec intention, une ombre de soupçon suffisait pour lui faire changer en persécution la faveur qu'il venait d'accorder. Les plus favorisés aujourd'hui tremblaient d'être chassés de la cour le lendemain et exilés au loin. Tel fut l'état du pays durant tout son règne. L'Empereur cependant voulait être juste. Il avait dans son âme, à côté de ses emportements capricieux et désordonnés, un sentiment profond d'équité, qui lui fit faire souvent des actions dignes d'éloge.

Il arriva plusieurs fois qu'après avoir chassé quelqu'un avec une augmentation de rigueur progressive, il le faisait revenir, l'embrassait, lui demandait presque pardon, lui avouait qu'il s'était trompé, qu'il l'avait soupçonné injustement, et lui faisait de nouvelles largesses pour réparer ses torts. Les terreurs que souvent il éprouvait lui-même, il les inspirait à tous les employés de son empire, et cette crainte universelle eut des effets salutaires. Pendant qu'à Pétersbourg et au centre du gouvernement l'incertitude du lendemain tourmentait et agitait tous les esprits, dans les provinces les gouverneurs civils, les gouverneurs généraux et tous les militaires, frappés de la crainte que les abus qu'ils se permettaient ne parvinssent à la connaissance de l'Empereur, et qu'un beau matin et sans autre forme de procès, ils ne soient destitués et relégués dans quelque ville de la Sibérie, firent plus d'attention à leurs devoirs, changèrent de ton avec leurs administrés, évitèrent de se permettre

des abus trop criants. Surtout dans les provinces polonaises, les habitants purent s'apercevoir de ce changement, et l'on cite encore à présent dans nos provinces le règne de Paul comme le temps où les abus, les injustices, les oppressions de détail qui accompagnent de nécessité toute domination étrangère, s'y firent le moins sentir.

Une des premières pensées de Paul, après être monté sur le trône, et sans doute une des plus généreuses, fut de rendre la liberté aux prisonniers polonais.

Comme son père lorsqu'il visita Iwan dans sa prison, il se rendit lui-même chez Kosciuszko, le combla de soins et de prévenances; il lui dit que s'il avait été sur le trône, il n'aurait pas consenti au partage de la Pologne; qu'il regrettait que cet acte injuste et impolitique ait eu lieu, mais qu'étant accompli, il n'était pas en son pouvoir de le rétracter, et qu'il était obligé de le maintenir.

L'Empereur, à la prière de Kosciuszko, rendit successivement la liberté à tous les autres prisonniers, en exigeant qu'ils prêtassent serment de fidélité.

Le comte Ignace Potocki fut seul excepté; et l'on exigea avant de lui rendre la liberté que tous les Polonais présents à Pétersbourg se fissent garants de sa conduite.

L'Empereur, chaque fois qu'il ne cédait pas aux sollicitations de Kosciuszko en faveur de ses concitoyens, s'excusait devant lui, et lui donnait pour raison qu'il était forcé d'avoir égard aux représentations de ses ministres, qui l'empêchaient de suivre le désir de son cœur. Kosciuszko, accablé de tristesse, couvert de blessures qui n'étaient pas encore guéries, affaibli, portant alors sur son visage l'expression d'un espoir perdu, d'une touchante résignation, presque

du remords de vivre encore puisqu'il n'avait pas su sauver sa patrie, ne pouvait dans cet état qu'intéresser l'Empereur, lui convenir et ne lui inspirer aucune crainte, aucun soupçon. Il visitait souvent Kosciuszko, accompagné de toute la famille impériale, qui témoignait au général un intérêt, je dirais presque une tendresse véritable.

Le grand-duc Alexandre éprouvait sans doute plus qu'aucun autre ces sentiments généreux, mais ses occupations de service l'absorbaient alors entièrement, de sorte que dans ces premiers temps je ne pouvais presque pas l'approcher. Depuis le nouveau règne nos relations étaient plus rares et plus difficiles, et l'extrême terreur de son père l'empêcha de témoigner séparément à Kosciuszko ce qu'il sentait depuis longtemps pour lui.

Nous fûmes convoqués au château pour signer chacun séparément une assurance comme quoi le maréchal Potocki n'entreprendrait rien contre l'État, et nous devions nous engager d'en être garants à nos risques et périls. Cette obligation devait être exprimée dans l'écrit de chacun en termes clairs et précis. La réunion fut nombreuse. Le prince Kourakin, nommé vice-chancelier, était présent et avait pour mission de surveiller que les écrits exprimassent clairement les obligations dont on se chargeait. Nous signâmes, mon frère et moi, sans hésiter; nous avions depuis longtemps trop d'estime et d'attachement de famille pour le comte Ignace pour hésiter à donner cette assurance commune, qui seule pouvait lui rendre la liberté. Il y en eut qui firent des difficultés. Il y en eut qui tournèrent sur les talons, aussitôt qu'ils apprirent quel était l'objet de la réunion; de ce nombre fut le comte Irénée Chreptowicz (fils du

chancelier de ce nom qui avait le plus contribué à faire accéder le roi Stanislas-Auguste à la confédération de Targowica), et qui bientôt devint complétement Russe. Cependant le nombre des signatures fut assez considérable pour décider l'Empereur à ne plus retenir Ignace.

On peut se figurer combien furent heureux les prisonniers de se revoir enfin après une si longue et douloureuse réclusion, bonheur mêlé de regrets et de larmes.

Les plus illustres membres de la grande Diète de 1788-92 étaient là réunis : le comte Potocki, le comte Thadée Mostowski, l'illustre Julien Niemcewicz, Zakrzewski, maire de Varsovie, connu par son intégrité, son patriotisme et son grand courage ; le général Sokolnicki, qui s'était volontairement enfermé avec lui pour ne pas le quitter ; MM. Kilinski et Kapostasz, dignes citoyens de Varsovie, le premier maître cordonnier, le second changeur ou banquier, qui exercèrent une influence méritée sur le peuple de Varsovie. Nous les vîmes journellement. Tous, bientôt après le bonheur d'être délivrés de prison et de se revoir, eurent la douleur de se séparer.

L'Empereur accabla de ses dons le général Kosciuszko, pour le rendre indépendant, et celui-ci fut obligé de les accepter. Ces dons lui pesaient, il les renvoya d'Amérique avec une lettre dans laquelle il aurait dû ne pas cesser d'exprimer la reconnaissance personnelle que tous les prisonniers et surtout lui avaient l'obligation de conserver envers l'empereur Paul.

Le jour des Rois, une des fêtes les plus solennelles de l'Église grecque, et instituée pour la bénédiction des eaux, il y eut une grande parade militaire à la russe. L'Empereur

voulut qu'elle fût célébrée avec toute la pompe possible. Les gardes et tous les régiments à portée furent rangés sur le bord de la Newa, entre le Palais d'hiver et l'amirauté. La famille impériale y descendit. La cour eut l'ordre de s'y trouver en grande tenue. L'Empereur commandait l'armée en personne; il aimait à se produire dans ces occasions. Il défila à la tête des troupes, ainsi que les grands-ducs, devant l'Impératrice et les princesses. Je crus que ce défilé ne finirait jamais; il faisait un froid au delà de 17 degrés Réaumur. Nous étions en bas de soie, habit brodé, etc., chapeau bas; on avait bien tâché de s'habiller chaudement par-dessous, mais rien n'aida : j'éprouvai ce jour-là le martyre de ceux qui gèlent. Je ne sentais plus ni mes bras ni mes jambes; en vain je trépignais, je me démenais, comme plusieurs autres qui sentaient la même souffrance, et qui comme moi ne prenaient plus garde au décorum et aux convenances, parce qu'il y avait presque péril de la vie, un froid glacial nous gagnait de plus en plus; il me semblait que la moitié de mon corps était déjà gelée. Enfin, ne pouvant plus soutenir ce martyre, je m'en allai chez moi, où je me réchauffai à peine au bout de quelques heures. J'ai gardé un souvenir de cette journée aux doigts des deux mains, qui, ayant été gelés, perdent souvent toute sensibilité au moindre froid.

J'ai déjà dit qu'avant d'arriver à Saint-Pétersbourg, nous avions avec mon frère passé environ six mois à Grodno, où avait été retenu et où était gardé notre roi Stanislas-Auguste. Pendant ce séjour nous avions été chez lui dîner, et le soir il nous avait témoigné l'amitié d'un oncle.

L'empereur Paul, qui aimait à tout faire autrement que

sa mère, dès qu'il fut monté sur le trône, invita le roi de Pologne à se rendre à Pétersbourg. Paul, encore grand-duc, et la grande-duchesse Marie sa femme, lors du voyage qu'ils firent à l'étranger, je crois en 1785, avaient passé par le sud de la Pologne. Le roi Stanislas-Auguste était parti de Varsovie pour les rencontrer sur leur chemin et les recevoir dans son royaume. La principale réception avait eu lieu dans le château de Wisniowiec, qui appartenait au comte Mniszek, grand maréchal de la couronne, mari d'une des nièces du Roi, fille du palatin de Podolie, Zamoyski, qui plus tard demeura longtemps avec ses enfants à Paris et s'y fit remarquer par son peu de tact et ses continuels quipropos. Ce château de Wisniowiec, habitation princière, avait appartenu à la famille des Wiszniowiecki, éteinte maintenant, dont la dernière héritière avait épousé un Mniszek, descendant de celui dont la fille s'assit pendant quelque temps sur le trône des tzars de Russie. Les appartements du château étaient remplis de précieux portraits historiques ; on y voyait entre autres celui de la fameuse Marine et de Dimitri, ainsi que des tableaux représentant leur sacre à Moscou.

C'est dans cette belle habitation que le roi de Pologne avait fêté la bienvenue du grand-duc de Russie dans son royaume. Stanislas-Auguste savait être aimable, il gagna la bienveillance de Paul ; il sut se rendre agréable à la grande-duchesse Marie. Il y eut entre eux des entretiens confidentiels, peut-être des promesses, au moins des espérances qui ne se réalisèrent jamais, données pour le temps où Paul, parvenu au pouvoir, pourrait rendre au centuple à son hôte la réception splendide et amicale qu'il avait reçue en Pologne.

On dit que le maréchal Mniszek conçut alors l'espoir que la bienveillance du successeur de Catherine pourrait un jour le mener jusqu'au trône électif, où il croyait peut-être pouvoir prétendre, comme héritier des Wiszniowiecki et descendant du père de la célèbre tzarine. On racontait même que dans une conversation familière la grande-duchesse, en montrant ses diamants, pour faire mieux remarquer la beauté d'un diadème en pierres précieuses, l'avait placé sur la tête de la nièce du Roi et puis sur celle du grand maréchal. « J'en accepte l'augure », aurait dit celui-ci, séduit par un mouvement de naïveté ou de niaiserie vaniteuse qu'il regretta probablement le moment d'après.

Paul, monté sur le trône, se rappela les relations d'amitié qu'il avait contractées avec Stanislas-Auguste, et voulut le lui témoigner. L'impératrice Marie s'empressa d'applaudir à ses dispositions. L'Empereur invita le Roi prisonnier à quitter Grodno et à venir à sa cour. Paul fut bien aise d'avoir une nouvelle occasion de se montrer plus généreux que sa mère. Le roi de Pologne fut reçu à Pétersbourg avec tous les honneurs dus aux têtes couronnées. A son approche de la capitale, on lui dépêcha des chambellans et des grands dignitaires pour le complimenter de la part de l'Empereur et des membres de la famille impériale.

L'Empereur offrit au roi de Pologne l'un de ses palais, le défraya magnifiquement, voulut lui rendre le séjour de Pétersbourg agréable. Il y eut des réceptions et des banquets réciproques, et pendant les premiers temps aucun nuage n'obscurcit la bonne intelligence qui semblait être une continuation des relations amicales de Wiszniowiec; mais il ne fut jamais question du retour du Roi dans son

royaume, excepté peut-être de la manière dont l'Empereur avait parlé au général Kosciuszko, en jetant les torts sur l'impératrice Catherine et se retranchant dans l'impossibilité de revenir sur un fait accompli.

Les premiers temps du règne de Paul eurent un caractère particulier de confusion; c'était une suite d'incidents continuels et émouvants, de scènes singulières, risibles, qui semblaient annoncer le renversement d'une manière d'être dans l'État, et l'établissement d'un nouvel ordre de choses, non pas dans leur fondement, mais à la surface et dans tout ce qui était apparence. Les hommes en place, les généraux étaient changés avec une rapidité incroyable; il y avait une foule de congés pris et imposés. Des figures inconnues surgissaient continuellement. L'avancement dans l'armée était sans mesure, sans qu'on s'enquît de la capacité de ceux que l'ancienneté appelait à des fonctions auxquelles ils n'avaient jamais espéré atteindre.

L'Empereur n'avait dans ses décisions aucune autre considération que celle de voir sa volonté, quelle qu'elle fût, émise de premier mouvement et sans autre réflexion, immédiatement exécutée. La terreur qu'il inspirait faisait qu'on se soumettait tête baissée et avec tremblement à ses ordres les plus inattendus et les plus bizarres. Les parades donnaient lieu chaque jour à des scènes fâcheuses ou singulières. Des officiers supérieurs, des généraux, pour des riens, y rencontraient des disgrâces ou des distinctions que des fautes impardonnables ou de grands services rendus à l'État auraient pu à peine leur mériter.

L'Empereur avait interdit les chapeaux ronds, qu'il croyait être un signe de libéralisme. Si quelque manant,

avec un vieux chapeau rond sur la tête, se montrait dans la foule qui venait assister aux parades, les aides de camp se mettaient aussitôt à la poursuite du coupable, qui s'enfuyait à toutes jambes, pour éviter de recevoir la bastonnade au premier corps de garde où il serait conduit. C'était une chasse qui se prolongeait dans les rues, et parmi les spectateurs qui s'en amusaient et faisaient des vœux pour que le malheureux poursuivi parvînt à s'échapper.

Lord Whithort, ambassadeur d'Angleterre, fut obligé de se faire construire un bonnet de forme particulière, avec lequel il pût se promener les matinées sans contrevenir aux ordres de l'Empereur.

L'Empereur parcourait chaque jour la ville en traîneau ou en calèche, accompagné d'un aide de camp général. Quand une voiture le rencontrait, elle s'arrêtait : cocher, postillon, laquais, étaient obligés d'ôter leur bonnet; les maîtres devaient se précipiter hors de la voiture et faire une profonde révérence à l'Empereur, qui observait si elle était assez respectueuse. On a vu des femmes, avec leurs enfants transis de frayeur, entrer dans la neige pendant une forte gelée ou bien dans la boue pendant le dégel pour accomplir toutes tremblantes cette profonde salutation. L'Empereur croyait toujours qu'on voulait lui manquer comme lorsqu'il était grand-duc ; il aimait à rencontrer continuellement et partout des marques de soumission et de crainte, et croyait ne pouvoir jamais en inspirer assez. Aussi, quand on sortait dans les rues à pied ou en voiture, chacun avait grand soin d'éviter la terrible rencontre du maître; on fuyait à son approche, en prenant par des rues de traverse ou en se cachant dans des portes cochères. Il y avait encore

une autre rencontre dangereuse à faire, c'était celle du terrible Archarow, grand maître de police, qui se promenait aussi de son côté par la ville, pour surveiller si tout s'y passait d'après les ordres. La course trop rapide des traîneaux, qui était dans le goût et les mœurs russes, avait été probibée.

Lorsque le grand maître de police apercevait un équipage qui lui paraissait enfreindre cette défense, il faisait sur-le-champ saisir l'équipage, et, après avoir bâtonné le cocher, se servait de lui et des chevaux pendant un temps plus ou moins long. Le maître s'en allait à pied chez lui. Mon frère éprouva une fois cette justice expéditive. Il était sorti en traîneau et eut le malheur de se croiser avec l'Empereur; il n'eut que le temps de sauter à bas de son traîneau. En passant, l'Empereur lui cria : « Vous auriez pu vous casser la tête. » A peine rentré chez lui, M. Archarow, le terrible maître de la police, envoya chercher par ordre de l'Empereur ses chevaux et son traîneau, et s'en servit pour ses courses pendant toute une semaine, après quoi il les lui renvoya.

A la cour comme à la parade, l'Empereur voulut établir une exactitude rigoureuse dans le cérémonial, dans la manière dont on s'approchait de lui et de l'Impératrice, dans le nombre et le genre de salutations que l'on devait faire.

Le grand maître des cérémonies, Xatoujew, rudoyait les courtisans comme des recrues qui ne savaient pas encore faire l'exercice, ni de quel pied et dans quel ordre elles devaient marcher. Dans le baisemain qui se répétait continuellement à chaque occasion et à toutes les fêtes et di-

manches, il fallait, après avoir salué profondément, mettre un genou en terre, et dans cette posture appliquer un gros baiser bien positif sur la main de l'Empereur (ce qui était fort recommandé) tandis qu'il vous baisait sur la joue, s'approcher ensuite avec la même génuflexion de l'Impératrice, puis se retirer en arrière sans tourner le dos, ce qui faisait marcher sur les pieds à ceux qui s'avançaient, et ce qui donnait lieu à de la confusion malgré les efforts du grand maître des cérémonies, et jusqu'à ce que la cour se fût mieux exercée dans cette manœuvre, et que l'Empereur, satisfait de la soumission et de la crainte qu'il voyait sur tous les visages, eût lui-même diminué de sa rigueur.

Dans le premier temps de son avénement au trône, nous éprouvâmes avec mon frère les effets de cette rigueur non encore adoucie. L'Empereur avec l'Impératrice voulait tenir aux fonts de baptême un enfant dans la chapelle du palais. Le service, dont nous étions ce jour-là, composé de deux chambellans et de deux gentilshommes de la chambre, devait être prêt pour précéder Leurs Majestés au sortir de leur appartement. Nous nous attardâmes et nous ne nous trouvâmes pas à notre poste. L'Empereur en sortant, ne voyant pas le service qui devait l'accompagner, entra dans une colère terrible. Nous arrivâmes tout haletants et trouvâmes les courtisans réunis auprès de la porte fermée de la chapelle, fort effrayés de ce qui allait nous arriver, nous témoignant leur inquiétude extrême sur le sort qui nous attendait. Nous nous plaçâmes tout contrits à la porte de la chapelle, qui s'ouvrit bientôt. L'Empereur sortit, passa devant nous, en nous lançant des regards menaçants, faisant des mines furieuses et en soufflant avec force, comme

c'était son usage lorsqu'il était en colère et qu'il voulait frapper de terreur. Nous reçûmes tous les quatre une punition légère, les arrêts dans nos chambres avec ordre de n'en pas sortir.

Le grand-duc Alexandre s'entremit en notre faveur, expliqua que nous n'avions pas été avertis à temps, et plaida si bien notre cause, aidé par M. Koutajszow, alors barbier de l'Empereur, qu'au bout d'une quinzaine de jours nos arrêts furent levés, et que bientôt après nous passâmes dans l'armée, d'après la règle générale qui statuait que les cavaliers de la cour devaient choisir une carrière.

Nous reçûmes dans l'armée le grade de brigadiers, qui était celui des gentilshommes de la chambre. Et par grâce spéciale accordée à la préférence que nous témoignaient les deux grands-ducs, je fus nommé aide de camp d'Alexandre, et mon frère aide de camp de Constantin. Cette nomination nous causa de la joie, parce qu'elle nous attachait de plus près aux grands-ducs, et parce qu'elle nous débarrassait des devoirs de la cour, pour lesquels nous n'avions aucune vocation. Nos nouvelles fonctions n'étaient pas bien difficiles à remplir. Elles consistaient à suivre les grands-ducs aux parades, à nous placer derrière eux lorsque l'Empereur, descendu dans la grande place du palais, longeait la ligne des officiers, disait le bonjour à ses fils en les appelant « Messeigneurs », et revenait se poster au milieu de cette ligne pour faire commencer les exercices qui précédaient ordinairement la parade proprement dite.

Comme aides de camp, nous avions les entrées chez les grands-ducs. Tous les deux étaient absorbés par leurs obligations de cour, de famille, de service militaire, et par une

infinité de détails dont ils devaient s'occuper comme chefs de deux régiments des gardes. La matinée jusqu'au dîner était prise par ces occupations, où il y avait plus de fatigue de corps que de travail d'esprit, quoiqu'il fallût une grande attention pour ne pas manquer aux détails les plus minutieux du service.

Le grand-duc dînait presque toujours avec l'Empereur; l'après-dînée était le seul moment où l'on pouvait lui parler plus librement; mais il était la plupart du temps rendu de fatigue par ses courses du matin. Il avait besoin de prendre quelque repos, et bientôt le moment de se rendre à la soirée chez l'Impératrice arrivait. Il y avait donc lieu de regretter les loisirs de Tzarskoé-Sélo, qui, comme je l'avais prévu, ne se renouvelèrent plus.

A l'approche du printemps de 1797, l'Empereur se rendit à Moscou pour son couronnement. Tout Pétersbourg se mit en mouvement dans la même direction. L'hiver tirait à sa fin, mais le froid était encore intense. Les habitués des salons de Pétersbourg, enveloppés de fourrures et couchés dans des traîneaux, se rencontraient et se dépassaient les uns les autres sur le chemin de Moscou : c'était à qui arriverait plus tôt dans cette ancienne capitale de l'Empire. Elle avait alors un singulier aspect, qui doit avoir changé depuis qu'elle a été incendiée et rebâtie sur un plan nouveau.

C'était plutôt un assemblage de villes qu'une seule cité, car entre les divers quartiers il y avait non-seulement des jardins ou des parcs, mais de vastes champs, les uns labourés, d'autres en friche. Quand on allait rendre des visites, il fallait souvent rouler plus d'une heure pour arriver dans un autre quartier. On voyait partout, à côté de laides

masures, des palais somptueux dans lesquels vivaient des Galitzin, des Dolgorouki et autres noms historiques, grands seigneurs qui se consolaient dans leur existence aristocratique des dégoûts ou des désappointements qu'ils avaient éprouvés à la cour. Au milieu de la vaste cité s'élevait le Kremlin, espèce de château fort, entouré d'un mur crénelé, au dehors duquel les marchands avaient leurs principales boutiques dans une continuité de bazars. L'ancienne résidence des grands-ducs moscovites, pleine de vieux souvenirs, était le lieu où devaient se passer les solennités du couronnement. L'Empereur et la famille impériale, pendant ces jours, durent s'y loger fort à l'étroit.

Les cérémonies du couronnement durèrent plusieurs jours. L'Empereur et sa famille s'étaient arrêtés pour une nuit en dehors des barrières de la ville, et ils firent leur entrée solennelle au Kremlin le jour d'après, avec un cortége immense jusqu'à l'église où Platon, archevêque de Moscou, tenu pour le prélat le plus spirituel et le plus savant de l'Église russe, complimenta l'Empereur en langage biblique; puis le couronnement proprement dit, le retour au palais avec la même solennité, enfin le banquet impérial, où les souverains et leur famille, sur une estrade et sous un dais magnifique, furent servis par les grands officiers de la couronne. Diverses cérémonies de détail que je me rappelle imparfaitement, eurent lieu pendant ces quelques jours. L'Empereur les multipliait; il les aimait passionnément, il croyait y paraître avec avantage pour sa figure et sa bonne grâce. Dès qu'il paraissait en public, il marchait à pas cadencés, comme s'il avait chaussé le cothurne; il s'efforçait de rehausser sa petite stature, et on le voyait,

lorsqu'il entrait dans ses appartements, reprendre une manière de marcher bourgeoise qui trahissait la fatigue que lui laissaient les efforts de haute dignité et de bonne grâce qu'il venait de faire. Les diverses cérémonies furent précédées de répétitions générales, pour que chacun sût où il devait se placer et ce qu'il avait à faire. Nous y assistâmes avec mon frère en qualité d'aides de camp des grands-ducs. L'Empereur, je dirais comme un impresario, actif, et pensant à tout, s'occupa lui-même de la mise en scène; Paul mettait de la coquetterie à paraître devant les dames. Il voulut une fois se montrer à la tête du bataillon favori de sa garde, avec une hallebarde à la main, pour rendre lui-même les honneurs dus à l'Impératrice couronnée de sa main.

L'Empereur ordonna que le roi de Pologne le suivît à Moscou. Il exigea sa présence à toutes les solennités du couronnement. On le traîna à la suite du cortége brillant qui entourait l'Empereur et sa famille. Stanislas-Auguste y joua un triste rôle. Lors du service divin et des cérémonies qui précédèrent le couronnement et qui furent d'une longueur démesurée, Stanislas-Auguste, n'en pouvant plus des fatigues de la journée, s'était assis dans la tribune qu'on lui avait assignée. L'Empereur, s'en étant aperçu, lui envoya dire qu'il devait se lever et se tenir debout, tant qu'on resterait à l'église, à quoi le pauvre roi s'empressa de se soumettre.

Les cérémonies du couronnement terminées, l'Empereur et la famille impériale quittèrent le Kremlin pour aller habiter un palais plus spacieux situé dans un autre quartier de la ville, nommé palais Petrowski. L'Empereur consacra

le reste des jours passés à Moscou aux fêtes, aux parades, aux exercices. Il y eut des feux d'artifice et des banquets populaires pareils à ceux de Pétersbourg. La noblesse donna à l'Empereur un bal dans un vaste local où elle se rassemblait habituellement. Ces fêtes n'eurent aucun caractère de gaieté et de satisfaction réciproques. Elles sont partout plus fatigantes qu'agréables, et l'on est toujours plus content de les voir finir que de s'y trouver.

De nombreuses députations envoyées de toutes les provinces de l'empire eurent l'ordre de venir saluer l'Empereur et de faire acte de soumission. Les députés des provinces polonaises avaient un air bien contraint et abattu. Tous avaient été citoyens d'une Pologne indépendante, tous avaient marqué dans leurs palatinats, plusieurs s'étaient distingués à la dernière diète, ou avaient occupé des charges de l'État. Ils voyaient leur roi relégué tristement dans une tribune et passaient à côté pour aller s'agenouiller et faire acte de sujétion à un prince étranger, dominateur de leur patrie. Je revis avec tristesse plusieurs connaissances sans pouvoir éprouver du plaisir à les revoir. Je fus frappé du changement qui s'était opéré dans leurs personnes. On y voyait empreints la gêne, la crainte, une sorte de dépérissement moral, et l'humiliation de paraître à cette cérémonie.

Je rencontrai parmi les députés de Lithuanie M. Bukaty, qui avait occupé pendant plusieurs années le poste d'envoyé du Roi et de la République auprès du gouvernement anglais. C'était un homme simple dans ses manières et de beaucoup de bon sens. Il s'était acquis l'estime des Anglais et de leur gouvernement. Plusieurs de ses amis en Angleterre, pour lui prouver leur affection, avaient, à la manière

du pays, donné son nom au baptême de leurs enfants. J'avais dîné souvent chez lui à Londres avec ma mère. Il était alors gros et bien portant ; le porter lui avait procuré une santé florissante ; il était d'une humeur joviale. Je le retrouvai amaigri, avec des joues pâles et décharnées ; ses habits, qui pouvaient à peine contenir son ampleur et qui dataient apparemment encore de l'Angleterre, ou qui en avaient conservé la coupe, tombaient en plis sur son corps amoindri ; il marchait en vacillant avec la tête baissée ; c'était la portraiture de ce qu'était devenue la Pologne. Aucune parole satisfaite ou consolante ne sortait de sa bouche. Nous nous serrâmes la main en nous disant adieu, et il mourut bientôt après être revenu de Moscou, dans sa province, à Minsk.

La mort de Catherine, l'avénement de l'empereur Paul qui rapprochait du trône le grand-duc Alexandre, n'avaient jusqu'alors en rien changé les sentiments politiques de ce prince ; au contraire, tout ce qui s'était passé depuis ces événements semblait le confirmer dans ses opinions, dans ses souhaits personnels, et dans les résolutions qu'il s'imaginait pouvoir exécuter. Quand il lui restait quelques moments libres après les fatigues militaires, auxquelles il se livrait avec ardeur, par goût, et par le désir de remplir de son mieux la volonté de son père, qui lui inspirait une crainte continuelle, il me parlait toujours de ses projets et de l'avenir qu'il voulait préparer à la Russie. Le despotisme tantôt bizarre, tantôt effrayant et même quelquefois cruel de son père, ses effets immédiats et ceux qui étaient à redouter par la suite, produisirent une vive et pénible impression sur l'esprit généreux du grand-duc, rempli

d'idées de liberté et de justice. Il était en même temps consterné par la grandeur des difficultés qui l'attendaient, et qui s'étaient avancées vers lui d'un grand pas. Les cérémonies du couronnement par lesquelles il aurait un jour à passer, et qui contrariaient singulièrement ses principes d'alors et ses goûts naturels, contribuèrent à l'exalter dans un sens opposé.

Nous avions, mon frère et moi, obtenu un congé de trois mois, et nous allions partir de Moscou pour nous rendre directement en Pologne auprès de nos parents. Le grand-duc fut attristé, et très-inquiet de rester sans personne qui le comprît, et à qui il pût se confier. Son inquiétude s'accrut à mesure que le moment du départ et de notre séparation pour quelques mois approchait. Il me demanda enfin de lui laisser un projet de proclamation qui devait faire connaître ses résolutions au moment où le pouvoir souverain lui serait dévolu. J'eus beau m'en défendre, il ne me laissa ni paix ni repos avant que j'eusse formulé sur le papier les idées dont il était incessamment occupé. Il fallut pour le tranquilliser complaire à sa volonté de plus en plus inquiète et pressante. Je rédigeai donc à la hâte, de mon mieux, ce projet de proclamation. C'était une série de considérants dans lesquels j'exposais les inconvénients du régime sous lequel la Russie avait existé jusqu'à présent, et tous les avantages de celui qu'Alexandre voulait lui donner; les bienfaits de la liberté et de la justice dont elle allait jouir, après que les entraves qui empêchaient sa prospérité auraient été levées; enfin sa résolution, après avoir accompli cette tâche suprême, de se démettre de son pouvoir, pour que celui qui serait trouvé le plus digne de l'exercer

pût être appelé à consolider et perfectionner la grande œuvre qu'il aurait inaugurée.

Je n'ai pas besoin de dire combien tous ces beaux raisonnements, ces phrases que je tâchais de lier aussi bien que possible étaient peu applicables à la réalité des choses. Alexandre fut enchanté de mon ouvrage, qui contentait sa fantaisie du moment, très-noble, mais au fond très-égoïste, puisque tout en voulant faire le bonheur de sa patrie tel qu'il le voyait alors, il voulait en même temps avoir la liberté de se débarrasser d'un pouvoir et d'une situation qu'il redoutait et qui lui déplaisait, pour aller vivre tranquille dans une douce retraite où il jouirait de loin, pendant ses loisirs, du bien qu'il aurait fait. Alexandre mit le papier dans sa poche avec une grande satisfaction; il me remercia avec effusion de mon travail. Cela le tranquillisa sur son avenir. Il lui sembla, avec ce papier dans son bureau, être préparé aux événements que le sort pouvait amener inopinément : étrange et presque incroyable effet des illusions, des rêves dont se berce la jeunesse, même dans les conditions où l'expérience refroidit l'âme le plus tôt! Je ne sais ce que ce papier est devenu. Je crois qu'Alexandre ne l'a montré à personne, il ne m'en a jamais reparlé. J'espère qu'il l'aura brûlé, ayant compris la déraison de l'écrit qu'il avait exigé de moi, ce dont, tout en le rédigeant, je n'avais pas douté un seul instant.

Tandis que ces rêvasseries se passaient entre nous deux, un incident nouveau allait donner aux intentions du grand-duc un caractère plus pratique. Depuis mon arrivée à Pétersbourg je fréquentais surtout la maison du comte de Strogonow. J'y étais devenu pour ainsi dire de la famille.

L'amitié, l'affection que me témoignait le vieux comte, m'a laissé un souvenir qui me sera toujours cher, et que je me rappelle avec une vive reconnaissance. J'étais intimement lié, ainsi que cela se passe entre jeunes gens à peu près du même âge, avec son fils le comte Paul de Strogonow et avec son ami M. de Novosiltzow, élève et protégé de la famille, et qui était censé leur parent éloigné. La jeune comtesse était une personne extrêmement distinguée, bonne, aimable, spirituelle; sans être précisément belle, elle avait mieux que la beauté, elle avait le don de plaire, de charmer tous ceux qui l'approchaient.

Le vieux comte de Strogonow avait longtemps habité Paris sous Louis XV; il voulut, comme la plupart des seigneurs russes, que son fils fût élevé par un Français. Il l'envoya même en France avec son précepteur, M. Romme, homme d'esprit et même de cœur, à ce qu'on m'a assuré, mais enthousiaste de Jean-Jacques, et qui se proposa de faire de son élève un Émile. Ce plan ne déplut pas au vieux comte, qui, avec des propensions généreuses et un cœur aimant, avait penché vers quelques-unes des doctrines du philosophe de Genève. Le comte Paul fut donc livré à M. Romme, qui lui fit faire des voyages à pied et qui s'efforça de lui donner une éducation où les préceptes de Rousseau étaient suivis avec une imitation probablement par trop exacte. Lorsque la révolution française éclata, qui elle-même se glorifiait d'être une suite des enseignements du même maître, M. Romme y donna en plein, et voulut combiner ce qu'il croyait ses devoirs de citoyen avec ceux qu'il avait contractés avec son élève. De fréquentes occasions se présentaient de lui montrer en action les prin-

cipes qu'il lui avait inculqués en théorie. Il s'empressa de lui faire prendre part aux représentations, aux scènes révolutionnaires qui se succédaient alors en France avec une précipitation alarmante. Le gouverneur et l'élève s'affilièrent bientôt au club des Jacobins et assistèrent régulièrement à ses séances. Le comte de Strogonow en fut averti par l'ambassade russe, qui n'avait pas encore quitté Paris, et, je crois, par les lettres de M. Romme lui-même, qui s'imaginait ne pouvoir mieux terminer l'éducation dont il s'était chargé, qu'en faisant participer son disciple à un cours pratique de ses doctrines.

M. de Novosiltzow fut envoyé en France pour tirer son jeune ami des mains d'un précepteur dont le zèle était devenu si dangereux. M. de Novosiltzow s'acquitta de sa commission avec beaucoup d'adresse. Il sut surmonter l'opposition de M. Romme et ses regrets de ce que l'on séparait, disait-il, deux amis qui s'entendaient si bien. Il arracha le jeune comte à l'attachement que lui avait inspiré son gouverneur, et le ramena à son père. Une fois revenu à Pétersbourg, le jeune comte comprit à quel danger il avait été exposé. Ses opinions se modifièrent entièrement; il conserva pourtant toujours dans son caractère et dans sa morale quelques traits de sa première éducation.

Le ton de la maison Strogonow avait toujours été, pour ainsi dire, libéral et un peu frondeur; on y glosait volontiers sur ce qui se passait à la cour. Le vieux comte était pourtant bien vu par l'impératrice Catherine. Elle aimait en lui un homme qui avait fréquenté ses anciens amis les encyclopédistes, et qui n'était étranger à aucun des incidents et des dictons de cette secte. Cela lui permettait

quelquefois d'avoir son franc parler même vis-à-vis d'elle, et en sa présence. Il m'a raconté souvent qu'ayant les entrées à la toilette de l'Impératrice, où étaient admis, d'après l'ancien usage, les seigneurs les plus distingués de la cour, il s'y trouva le jour où cette princesse s'apprêtait à donner audience à la députation de la confédération de Targowica pour la remercier des « bienfaits signalés » qu'elle venait de répandre sur la Pologne (en la privant de la constitution du 3 mai, en lui imposant d'anciennes lois anarchiques, et bientôt après en lui ravissant ses plus belles provinces par le second partage). Lorsqu'on annonça que la députation était arrivée et que l'Impératrice se disposait à se rendre dans la salle du trône pour écouter les harangues (contraires à toute vérité) qui allaient lui être adressées, le comte de Strogonow se mit à rire, et lui dit : « Votre Majesté ne sera pas embarrassée de la réponse qu'elle aura à faire aux remercîments éloquents de ces messieurs; c'est bien le cas de leur dire : « Vraiment, il n'y a pas de quoi! » Cette plaisanterie ne fut pas goûtée par l'Impératrice. Elle garda un froid silence et sortit pour recevoir des hommages dont elle sentait probablement l'absurdité. Les souverains devraient bien épargner à ceux qu'ils oppriment la nécessité de leur débiter des mensonges qui ne trompent personne.

Le service que M. de Novosiltzow avait rendu à la famille en ramenant en Russie le jeune comte, avait renforcé encore les sentiments que lui portaient déjà le père et le fils; c'était le conseiller, presque le directeur de la famille en toute circonstance; il se faisait une gloire d'avoir un caractère indépendant, d'agir selon des principes arrêtés, de ne

jamais s'en départir, et de ne souffrir aucune contrainte injuste. Il avait été donné comme aide de camp au prince de Nassau lorsque celui-ci fut chargé du commandement de la flottille russe contre les Suédois, et l'avait aussi accompagné au siége de Varsovie en 1794. Il crut avoir mérité la croix militaire, et rejeta avec indignation la croix civile de Vladimir dont l'Impératrice avait voulu le décorer. Il s'obstina à la renvoyer, et ce ne fut qu'à grand'peine qu'on parvint à le calmer, en lui représentant les dangers qu'il courait par une démarche aussi provocante. Il consentit enfin à porter sa croix de Vladimir, lorsqu'un nœud du même ruban y fut ajouté, qui signifiait qu'elle était la récompense d'une prouesse militaire.

M. de Novosiltzow avait de l'esprit, de la pénétration, une grande aptitude au travail, qui n'était paralysée que par un amour extrême des plaisirs et des jouissances sensuelles, ce qui ne l'avait pas empêché de beaucoup lire, de faire des progrès dans les sciences appliquées à l'industrie, et d'acquérir une instruction réelle dans l'étude du droit, de la législation et dans l'économie politique. Cette instruction était accompagnée d'une philosophie facile sur beaucoup de sujets, qui voulait être libre de tout préjugé, mais qui semblait ne rien ôter à la netteté des qualités de son caractère. Elles se réfléchissaient avec avantage comme dans un miroir dans le jeune comte Strogonow. Leurs opinions, leurs sentiments avaient une teinte de justice, de sincérité, de lumières européennes, introuvables alors en Russie, auxquelles je ne résistai pas, et qui avaient établi entre nous l'amitié intime dont j'ai déjà parlé, et une confiance réciproque. Ils me questionnaient souvent sur le grand-duc;

je crus que tout en gardant une certaine réserve, je pouvais sans inconvénient leur confier une partie des aveux que le grand-duc m'avait faits, et ses généreuses dispositions. Ils sentirent l'extrême importance de ce que je leur contais.

Je parlai au grand-duc de mes deux amis; il avait déjà distingué le comte Paul; je lui appris que leurs convictions se rapprochaient des siennes, qu'on pouvait compter sur leurs sentiments et sur leur discrétion, qu'ils désiraient le voir en particulier, lui offrir leurs services et s'éclairer sur ce qu'il y aurait un jour à faire pour répondre à sa noble impulsion. Le grand-duc consentit à les admettre dans son secret et à les associer à ses desseins.

Cela commença à Pétersbourg après l'avénement de Paul, mais ne reçut son exécution qu'à Moscou pendant le couronnement. Il fut convenu qu'on se réunirait un certain jour à une heure désignée dans un endroit écarté, et que le grand-duc y viendrait.

M. de Novosiltzow s'était préparé pour la conférence. Il avait traduit en russe un fragment d'un ouvrage français dont le titre ne me revient pas à la mémoire, où il était précisément question de conseils donnés à un jeune prince qui allait monter sur le trône, qui voulait faire le bien de son pays, et désirait savoir comment s'y prendre.

L'écrit de M. de Novosiltzow n'était encore qu'une introduction où l'ensemble du sujet était présent, sans qu'aucune des branches spéciales de tout gouvernement y fût traitée plus à fond et avec détails. Un second travail devait suivre et compléter l'ouvrage; il ne fut jamais fait. Cependant ce tableau général et succinct des obligations

du chef d'un État et des travaux qui doivent l'occuper, fut écouté par le grand-duc avec beaucoup d'attention et de satisfaction. C'étaient des aperçus bien choisis et des déductions générales sur ce qui peut fonder la prospérité des nations, avec le plan d'un ensemble de mesures. L'auteur y avait introduit des passages éloquents, adressés au cœur généreux et patriotique du jeune prince. M. de Novosiltzow écrivait le russe avec élégance; son style était clair et me sembla harmonieux. Le grand-duc le combla d'éloges, et l'assura, ainsi que le comte Paul, qu'il adoptait les principes exprimés dans l'écrit, et que c'étaient les siens. Il engagea M. de Novosiltzow à travailler à son ouvrage, à le terminer et à le lui rendre pour qu'il pût mieux méditer son contenu et en mettre un jour la théorie en pratique. Depuis ce jour le jeune comte et M. de Novosiltzow participèrent à la confiance que le grand-duc m'avait accordée, et furent admis à notre entente longtemps secrète, ce qui eut plus tard des résultats sérieux.

Ces résultats, et même déjà l'admission aux projets du grand-duc de deux zélés patriotes russes, devaient effeuiller successivement les illusions de nos premiers rêves si séduisants pour moi, en ce qui regardait l'indépendance de ma patrie, pour le grand-duc en lui faisant croire à la possibilité d'une retraite éloignée et paisible. Ces rêves ne furent pourtant pas sur-le-champ abandonnés, ils se soutinrent contre la réalité, qui goutte à goutte les anéantissait. Le grand-duc y revenait toujours, y cherchait des consolations contre un avenir prochain dont il sentait l'approche et la pesanteur. Il ne pouvait se résoudre à perdre l'espoir d'un avenir plus éloigné et plus conforme

à ses vœux; son imagination le lui présentait sous des couleurs si attrayantes que ce fut même après la conversation dont je viens de rendre compte, qu'il insista pour avoir la déclaration extraordinaire citée plus haut.

Les deux nouveaux amis s'aperçurent de la pente du jeune prince pour une vie tranquille, déchargée des soins qu'allait lui imposer la couronne; ils dirent avec raison que ce n'était le compte ni de sa gloire, ni du pays dont le bonheur lui serait confié et qui devait être son but unique. Ils combattirent en toute occasion ce penchant égoïste, tout en n'ayant pas l'air d'en être instruits, tandis que moi, j'écoutais les vœux du grand-duc, car je les comprenais; je ne pouvais les condamner entièrement, mais en ne lui cachant pas tout ce que j'y voyais d'impraticable. Il en résulta une confiance plus entière de sa part pour moi, qui se prolongea, avec diverses vicissitudes, longtemps par le souvenir de notre première liaison, et ne cessa qu'après que j'eus quitté Pétersbourg.

A la conférence tenue lors du couronnement, il fut décidé que M. de Novosiltzow, qui était mal noté à cause des opinions qu'on lui supposait et de la conduite trop indépendante par laquelle il s'était fait connaître, quitterait la Russie, pendant le règne de l'empereur Paul ou jusqu'à la possibilité de le faire revenir, et qu'il irait passer ce temps en Angleterre. Le grand-duc lui obtint un passe-port par M. de Rostopchine, chargé alors du portefeuille militaire, dont le crédit auprès de l'Empereur commençait à monter.

M. de Rostopchine avait été l'un des assidus à Gatschina et à Pawlowsk avant l'avénement de Paul Ier. C'était, je crois, le seul homme d'esprit qui se fût attaché à sa per-

sonne avant qu'il fût monté sur le trône. Le grand-duc Alexandre, dévoué à son père pendant le règne de Catherine, avait distingué le comte Rostopchine et s'était lié avec lui d'estime et d'amitié; des intrigues de cour changèrent plus tard ces rapports en froideur et opposition; mais alors ils existaient encore, et M. de Rostopchine était aussi en bonnes relations avec M. de Novosiltzow, car tous deux avaient été frondeurs, et à la demande du grand-duc il avait promis de lui faire avoir un passe-port. Cependant, lorsqu'à la fin du séjour de Moscou je vins, de la part du grand-duc, lui rappeler sa promesse, il me témoigna de l'impatience et des soupçons sur l'importance, disait-il, politique, qu'on semblait attacher à ce voyage. Néanmoins, M. de Novosiltzow reçut enfin son passe-port et partit pour Pétersbourg, où il s'embarqua pour l'Angleterre. Pendant son séjour dans ce pays, qui dura tout le règne de Paul, il se perfectionna dans les connaissances qu'il avait déjà acquises, et, bien reçu par le comte Vorontzow, ambassadeur de Russie à Londres, il y contracta des relations qui bientôt lui furent fort utiles.

Un congé de trois mois nous ayant été accordé, nous partîmes, mon frère et moi, avec le bon Gorski pour Pulawy, où nos parents nous attendaient impatiemment après une absence de deux ans, qui leur avait coûté tant d'inquiétudes et de soucis. Ce furent des moments bien doux, ceux que nous passâmes auprès d'eux, et dans l'endroit où une heureuse jeunesse s'était écoulée. Cependant la perspective d'un prochain départ ôtait du charme à notre bonheur, et nos préoccupations de Pétersbourg nous empêchaient d'en jouir complétement. Nous avions la tête remplie des

qualités du jeune grand-duc, des espérances que nos relations avec lui nous donnaient. Nos parents écoutaient nos confidences, nos récits radieux, avec étonnement, avec inquiétude et doute sur nos espérances flatteuses. Je reçus à Pulawy plusieurs lettres du grand-duc pleines d'expressions amicales, expédiées par diverses occasions, entre autres par l'archiduc palatin qui venait d'épouser la grande-duchesse Alexandra : ce qui me procura bien plus tard, en 1812, lorsque je passai par Pesth, un accueil favorable de sa part.

Mon père comparait nos récits avec ce qu'était Pétersbourg, lorsqu'il visita cette cour du temps d'Élisabeth et de Pierre III, encore grand-duc, ou bien lors des premières années de Catherine II. Ma mère était inquiète pour notre sûreté. Elle craignait qu'on ne nous dénonçât, qu'on ne découvrît l'objet de nos relations avec le grand-duc. C'était le sujet de toutes nos conversations. Pendant notre séjour à Pulawy, des bruits favorables à la Pologne circulèrent plusieurs fois : ils ne pouvaient se soutenir que quelques jours, à cause de leur improbabilité; accueillis chaque fois avec avidité par le public polonais, ils étaient suivis d'une extrême tristesse et de découragement.

Le gouverneur de la Galicie, Ermoïn comte Erdoedy, vint dans ce temps rendre visite à mon père [1]. Hongrois de naissance, il était préoccupé d'une pensée dont il parlait continuellement. Il voulait prouver aux Polonais que ce qui pouvait leur arriver de plus heureux était d'être réunis à la Hongrie; car, disait-il, l'empereur d'Autriche n'avait fait

[1] Pulawy était alors enclavé dans les États autrichiens, de même que Lublin, Sandomir et Cracovie.

valoir ses prétendus droits sur la Galicie que comme roi de Hongrie. Ce langage de la part d'un haut fonctionnaire autrichien prouvait combien le madgiarisme avait conservé de force. L'annexion à la Hongrie, si elle avait été possible, aurait sans doute procuré de grands avantages matériels à la Galicie, l'aurait fait jouir d'un régime de liberté, l'aurait surtout garantie de beaucoup de maux, pendant les cinquante années qui s'écoulèrent jusqu'en 1848. Qu'aurait produit l'annexion à cette époque? Il serait difficile de le deviner. En tout cas, les Polonais auraient facilement fraternisé avec les Hongrois, et cependant l'opinion publique et l'esprit national polonais se seraient probablement opposés à cette mesure, qui d'ailleurs n'aurait jamais aussi, à ce que je crois, obtenu l'assentiment du gouvernement autrichien.

Pulawy sortait alors d'un double pillage effectué pendant la guerre de Kosciuszko : le premier, sous le commandement du comte Bibikow, dont les habitants du bourg s'étaient surtout ressentis; le second, qui avait pour objet principal le château, par l'avant-garde d'un corps sous les ordres du comte Valérien Zubow. Ce dernier pillage fut complet. On cassa, brisa tout ce qui était ornements intérieurs. Des tableaux précieux furent coupés en bandes; les livres de la bibliothèque, pillés et dispersés; une salle principale du château fut seule épargnée, parce que des lambris dorés et des dessus de portes peints par Boucher firent croire aux Cosaques que c'était une chapelle. Les provisions de la maison, huiles, vins, sucre, café, spiritueux, citrons, viandes fumées, etc., etc., etc., furent jetées pêle-mêle dans un bassin qui orne le milieu de la cour, et les Cosaques s'y baignèrent.

A notre arrivée, on était encore occupé à déblayer les ruines, à reconstruire des murs ou des parois endommagés, à recommencer la bibliothèque. Au milieu de la vaste cour d'entrée, il y avait un monticule, une espèce en petit de *monte Testacio,* composé de différents débris déjà recouverts d'une couche de terre. Nos parents, en retournant dans leur habitation, avaient eu de la difficulté à trouver quelques chambres logeables. Lorsque nous repartîmes de Pulawy, les travaux de déblayement et de restauration étaient encore loin d'être finis.

Nous perdîmes dans ce temps le bon Gorski, qui mourut d'un coup d'apoplexie. Je le trouvai un matin, la tête prise et la langue embarrassée; un chirurgien bon médecin fut appelé, qui le saigna; on coucha le malade, le docteur Goltz était absent, il accourut et ne put le sauver; Gorski ne revint plus entièrement à lui, il ne cessa de parler sans suite et se plaignait seulement de sa tête; il me reconnaissait et me souriait : je me rappelle avec reconnaissance ce sourire. Je ne le quittai pas, il expira le même jour, tard dans la soirée, et s'affaissa sans douleur, comme un soufflet dont on fait sortir l'air.

Je l'ai beaucoup regretté. — C'était un vrai honnête homme, qui n'avait que justice et droiture dans le cœur. J'en ai déjà parlé, et j'ai dit quelles obligations nous lui devions. — Une vie courte et bonne était le souhait qu'il répétait souvent, et qui ne fut que trop accompli.

Le terme des trois mois de congé nous obligeait de revenir à Pétersbourg. Nous partîmes, le cœur gros de quitter nos parents et nos foyers, mais pourtant intéressés de retrouver le grand-duc et de reprendre nos relations

avec lui. Les lettres que j'avais reçues de lui pendant notre séjour à Pulawy me prouvaient, si j'avais pu en douter, qu'il ne pensait pas à changer. En effet, nous le retrouvâmes toujours le même, et pour ses sentiments et pour ses opinions.

Vers la fin de l'année 1797, les saccades et l'étrangeté des mesures qui avaient agité le palais et la cour de Paul Ier, avaient pris une apparence de calme, qui paraissait promettre quelque durée.

L'empereur Paul, comme grand-duc, pendant les séjours de Pawlowsk et de Gatschina, avait été épris de mademoiselle Nelidow, demoiselle d'honneur de la grande-duchesse sa femme. Ce sentiment tout platonique n'avait pas cessé depuis son avénement au trône. Mademoiselle Nelidow, avec un esprit peu commun et un très-bon cœur, avait fini par captiver les affections et la confiance de l'impératrice Marie, d'autant que les agréments extérieurs de cette demoiselle n'avaient rien qui pût alarmer l'Impératrice, qui était grande, blanche et de belle apparence, tandis que sa rivale supposée n'avait ni taille, ni teint, ni visage fort avenant; un regard riant et une conversation vive étaient ses seuls attraits. Ces deux femmes s'étaient donné la main et s'entendirent sur toutes choses. Il en résulta dans les actions et dans la conduite de l'Empereur, dans ses choix et dans sa politique moins de changements inattendus et de confusion, plus de suite et d'unité qu'il n'en avait montré jusqu'alors. Malheureusement, l'empereur Paul ne souffrit pas longtemps cette influence salutaire.

A son retour du couronnement, la cour s'était rendue à

Gatschina, où l'empereur Paul aimait à passer les automnes. Ce séjour ajoutait à la tristesse de la saison, qui est réellement accablante en Russie, car on y vit sous un ciel toujours brumeux; le soleil se montre à peine pendant trois mois; il pleut continuellement, et le froid est plus vif et saisissant, plus désagréable qu'en hiver. L'amitié et l'extrême confiance que nous témoignait le grand-duc Alexandre, et la familiarité dont les deux frères nous permettaient d'user envers eux, devaient nous revaloir amplement l'ennui et la tristesse de ce séjour, et ne nous permettaient pas de nous en plaindre.

Je me rappelle avoir eu avec le grand-duc Constantin des disputes très-vives, où je ne lui cédais ni en paroles ni en gestes, et m'être un jour renversé et chamaillé avec lui par terre. Je pense avoir dû à ces souvenirs l'espèce de ménagement que le grand-duc m'a toujours témoigné, dans des moments où, tout-puissant en Pologne, il semblait fort irrité contre moi. Ce furent pour lui comme pour d'autres des souvenirs de collége qui me garantirent des effets plus sérieux de sa violence. Le grand-duc Constantin, en imitant son frère aîné, je crois l'avoir déjà dit, avait voulu s'attacher mon frère. C'était une position semblable, mais, à cause du caractère insupportable de Constantin, beaucoup moins agréable que la mienne, qui nous donnait néanmoins l'avantage d'être toujours ensemble. Pendant ce séjour à Gatschina, nous nous liâmes avec le baron de Wintzingerode, jeune officier plein de cœur, protégé des princes de Saxe-Cobourg, et que le grand-duc Constantin avait fait son aide de camp. Cette amitié sincère n'a jamais varié, et a duré jusqu'à sa mort.

A la fin de l'automne, la cour revint à Pétersbourg, pour y passer l'hiver de 1797 à 1798. Durant les années que j'ai passées en Russie, la cour a été le seul spectacle curieux que j'eusse devant les yeux, et c'est toujours de la cour que je suis obligé de parler.

Notre roi Stanislas-Auguste, revenu de Moscou, avait été établi avec sa suite, si je ne me trompe, au palais appelé de marbre, et entretenu fort grandement aux frais du gouvernement. Sa nièce, la comtesse Mniszek, avec son mari, étaient auprès de lui. Il avait ses chambellans, parmi lesquels on remarquait M. Trembecki, si connu chez nous par ses belles poésies. La fonction de maréchal de la cour était provisoirement remplie par le colonel Wicki, ci-devant capitaine dans la garde de Lithuanie et fidèle ami de notre famille, et le docteur Bekler, qui m'avait sauvé la vie dans mon enfance et était médecin du Roi. Nous allions souvent présenter nos devoirs au Roi, qui nous recevait à toute heure avec plaisir. Je l'ai vu plusieurs fois le matin, lorsque, les cheveux épars et en robe de chambre, il était, disait-on, occupé à écrire ses mémoires. Je n'ai jamais pu découvrir ce que ces mémoires, qui devaient être très-volumineux, étaient devenus; je n'en ai recueilli qu'un premier volume, qui ne contenait que son ambassade en Russie, du temps d'Auguste III; les autres volumes, d'un intérêt bien plus grand, furent si bien cachés ou détruits qu'aucune trace, à moi connue, n'en a transpiré.

Ce malheureux prince me parut prendre trop facilement en patience sa position. Il cherchait à se rendre agréable à ses maîtres qui l'avaient dépossédé. Il s'efforçait

de deviner la volonté capricieuse de l'Empereur, qui, assez souvent, avec la famille impériale, venait dîner chez lui. Sa table était exquise et parfaitement servie, grâce à l'habileté de son fameux maître d'hôtel, Frémeau, qui seul rappelait son existence passée. Le Roi avec sa suite, pour varier les agréments qu'il pourrait offrir à Leurs Majestés Impériales, était occupé à préparer une soirée et un spectacle de société, lorsqu'il fut frappé d'une attaque d'apoplexie, le 2 février 1793. La nouvelle s'en répandit sur-le-champ dans toute la ville. Nous accourûmes au palais de marbre. Le docteur Bekler avait saigné le malade, et employé tous les secours de son art dans des cas pareils, mais inutilement. Le Roi était couché sur son lit sans connaissance. Sa suite éplorée l'entourait. Trembecki étant survenu fit un geste de désespoir, et s'enfuit se renfermer dans sa chambre. L'Empereur arriva avec la famille impériale. Baciarelli a peint cette triste scène dans un tableau où il a saisi avec un talent remarquable la ressemblance de tous ceux qui s'y trouvaient. Le Roi était mort. Il fut enterré avec une pompe convenable dans l'église catholique des Dominicains, à Pétersbourg.

Stanislas-Auguste ne fut réellement pleuré que par ceux dont l'existence dépendait de la sienne; lui-même n'avait aucune raison de regretter la vie. Les événements de sa vie et sa conduite avaient produit un tel effet que par sentiment on ne voyait pas en lui le représentant de notre patrie. Kosciuszko seul l'était bien davantage. La fin de Stanislas-Auguste ne changeait rien aux destinées de la Pologne, ni aux espérances qu'elle pouvait encore avoir. Il y eut des gens, qui considérant l'embarras et les frais considérables

qu'il causait au trésor impérial, crurent que, par raison d'État, on avait aidé à sa mort : c'est possible; cependant aucune des circonstances de sa maladie ne semble confirmer ces soupçons, qui, malheureusement pour ce pays, à la mort de chaque personnage illustre, renaissent dans l'opinion publique.

L'aspect des choses semblait consolidé pour longtemps. Les lubies de l'Empereur avaient diminué sous l'influence combinée de l'Impératrice et de son amie; le public aussi s'était un peu accoutumé à ce que la conduite de Paul avait d'étrange, de saccadé. La vie que nous menions à Gatschina ou en ville aurait été très-propre à l'étude, si nous avions su en profiter. Les heures étaient réglées; il n'y avait tous les jours qu'une seule occupation indispensable, c'était la parade; après y avoir passé une ou deux heures chaque matin, nous avions toute la journée libre, excepté les dimanches et fêtes, où l'on était astreint à certaines corvées de cour. La cour, d'ailleurs, était considérée comme une chose de telle importance, qu'elle libérait de toutes les nécessités et convenances de société : de sorte qu'on pouvait avoir du temps de reste pour les occupations qu'on aurait voulu entreprendre. Malheureusement, je n'ai pas su mettre à profit ce temps qui s'offrait à moi; je l'ai perdu en grande partie.

On remet toujours des travaux utiles à d'autres temps que l'on espère plus propices, jusqu'à ce qu'enfin toute la vie s'écoule en beaux projets jamais accomplis.

Attaché à la personne du grand-duc en qualité d'aide de camp général, mon service m'obligeait de le suivre à la parade, et je me rendais chez lui toutes les après-dînées

pour prendre ses ordres : c'était le moment des causeries intimes. Le grand-duc avait un second aide de camp, le capitaine Ratkow, très-bon homme, mais Gatschinois s'il en fut, c'est-à-dire, dans le langage d'alors, bon à rien et un peu stupide. C'est aussi de ces temps-là que date ma connaissance avec le prince Pierre Volkonski, aide de camp du régiment des gardes Semenofski, dont le grand-duc était colonel; cette circonstance rendit le prince Pierre familier auprès du grand-duc. C'est le même qui depuis a été son aide de camp général, et même pendant un temps major général auprès de l'empereur Alexandre, puis grand maître de la cour, ce qu'il a continué d'être sous l'empereur Nicolas. Sans avoir des facultés brillantes et fort supérieures, il eut le talent de mettre beaucoup de suite et d'attention à son service, de le remplir à la satisfaction de l'Empereur, d'acquérir même des connaissances indispensables au métier militaire considéré de plus haut; il était d'une humeur égale, et ses avis étaient toujours sensés; il les disait quand même ils déplaisaient au grand-duc, il rendait volontiers service quand il le pouvait. Nous avons passé beaucoup de moments ensemble, et je n'ai reçu de sa part que des preuves de bon vouloir, auxquelles j'aime à rendre témoignage après plus d'un demi-siècle d'intervalle, et quand notre connaissance a été interrompue par quarante années d'éloignement et par toutes les révolutions et les événements qui nous ont séparés.

Sa femme, la princesse Sophie, d'une autre branche des Volkonski plus favorisée de la fortune, dont il fut heureux d'obtenir la main, d'un caractère plus vif et d'un cœur plus généreux, me témoigna de l'amitié en maintes occa-

sions, même depuis ma séparation totale avec la Russie, et je lui en conserve une sincère reconnaissance. Elle n'a jamais pu pardonner à l'empereur Nicolas d'avoir enterré pendant trente ans son jeune frère dans les mines de la Sibérie; il y a vieilli et n'a été rendu à sa sœur et à sa famille qu'au couronnement d'Alexandre II. Cette douleur avait séparé la princesse Sophie de la cour de Russie et de Pétersbourg pendant tout le règne de Nicolas.

Parmi les jeunes gens de la cour, un seul approchait davantage le grand-duc et était reçu dans son intérieur. C'était le prince Alexandre Galitzin, l'un de ses gentilshommes de la chambre. On le nommait le petit Galitzin, car il était petit de taille. Il avait su plaire au grand-duc; sa conversation était fort amusante, il savait les commérages de la ville, et contrefaisait tout le monde d'une manière étonnante, en prenant le visage, le parler, les phrases d'un chacun. Entre autres, quand nous étions seuls sans le grand-duc, il contrefaisait l'empereur Paul à faire trembler. Le prince Galitzin avait été un admirateur passionné de l'impératrice Catherine, et, malgré l'âge de cette princesse, il aurait été heureux d'être pour un instant l'un de ses préférés.

Le petit Galitzin était, lorsque nous nous sommes connus, un épicurien consommé, s'accordant avec calcul et réflexion toutes les jouissances possibles en tout genre, et même avec des variations fort extraordinaires.

Après l'avénement d'Alexandre, le prince Galitzin ne voulut pas rester sans carrière sérieuse, et, encouragé par l'Empereur, devint procureur au Sénat dirigeant; plus tard encore, probablement inspiré par la piété d'Alexandre, il

devint fort religieux, eut des visions avec M. de Kochelew et fut enfin nommé ministre de l'instruction publique, place que je n'aurais jamais supposé qu'il pût remplir convenablement. Sa nomination, dont j'aurai peut-être encore occasion de parler, n'eut lieu, je crois, qu'en l'année 1822; j'étais encore alors curateur de Vilna; en me rappelant le petit Galitzin tel que je l'avais connu, je ne pus me le figurer ministre dirigeant l'instruction publique de l'Empire, et ne lui ai connu d'autre talent propre que celui d'amuser et de faire rire; il était du reste sans fiel, sans méchanceté personnelle, ce qui n'empêcha pas que sous son ministère des injustices criantes n'aient été commises dans l'arrondissement de Vilna, qui me forcèrent de me démettre de la place de curateur.

Il y avait quelquefois à la cour des bals d'une société moins nombreuse où l'on était censé être plus à son aise. L'Empereur y parut une fois en frac, costume qu'il ne portait jamais; ce frac était, si je ne me trompe, de velours rouge foncé et d'une coupe surannée. Il dansa ce jour-là avec mademoiselle Nelidow une contredanse qu'on appelait alors une anglaise, dans laquelle les paires se plaçaient en colonne, que l'on descendait successivement en exécutant les figures. On peut s'imaginer combien les autres paires qui durent se placer dans cette colonne s'y sentirent mal à l'aise. Ce fut un spectacle curieux, qui m'est resté dans la mémoire, que de voir l'empereur Paul, petit de stature, avec des souliers bien ronds et larges, se mettant à la troisième position, arrondissant les bras, et faisant des pliés comme les maîtres de danse les enseignaient jadis, et ayant pour vis-à-vis sa danseuse, d'une stature égale-

ment très-petite, et qui se croyait obligée de répondre aux grâces et aux mouvements cadencés de son danseur.

Au mois de mai de l'année 1798, la cour se rendit à Pawlowsk, qui devait être dorénavant son séjour d'été. Tzarskoé-Sélo, endroit favori de Catherine, était abandonné pour Pawlowsk, propriété et création de l'impératrice Marie, et qui, pour les environs de Pétersbourg, était un endroit agréable et gai. Les bâtiments et les jardins y avaient été agrandis par les soins de l'impératrice Marie. Elle voulait faire les honneurs de ce séjour, et avait ordonné que dans les après-dînées il y eût une lecture, à laquelle l'Empereur n'assistait pas. Ce projet ne réussit pas; chacun tâchait d'esquiver cette lecture ennuyeuse et somnifère. Le choix du livre qu'on lisait était peu propre à réveiller les assistants : c'était une traduction française des *Saisons* de Thompson.

Les deux grands-ducs habitaient à Pawlowsk une maison séparée du château, bâtie à la hâte en bois. Ils occupaient chacun un bout de ce bâtiment, assez vaste, qui donnait dans un jardin que le grand chemin séparait du parc. Cette demeure séparée permettait de voir les grands-ducs plus souvent.

L'empereur Paul voulut cette année parcourir une partie de son empire. Les grands-ducs furent du voyage, et mon frère et moi, nous les accompagnâmes. L'Empereur visita le canal qui joint le Volga à la Newa, et par conséquent établit la communication de la Caspienne avec la Baltique. Cette œuvre de Pierre I^er^, qui fait le plus grand honneur à son génie et à son activité, avive en diagonale tout l'intérieur de ce vaste empire. L'Empereur alla voir les bateaux

réunis en grand nombre, dont les uns partirent pour Pétersbourg, les autres pour Astrakan. M. de Sivers, fameux par la manière odieuse dont il conduisit l'œuvre infernale du deuxième partage de la Pologne, était chargé du département des voies et communications. En course pour inspecter soi-disant les travaux, il vint à la rencontre de l'Empereur. Il me parut vieux, maigre, pâle, défait, sans aucune énergie ni distinction. L'accueil très-froid que lui fit l'Empereur lui prédisait qu'il ne resterait pas longtemps en place.

Nous passâmes par Twer, et, en revenant, par Jaroslaw et Wladymir. Ces gouvernements sont riches et peuplés, ont un air d'abondance et de bien-être qui frappe quand on les parcourt. Cet intérieur de la Russie est sa véritable force; bien administré par un gouvernement concentré dans ses véritables limites, ce pays, par ses ressources et sa prospérité, devrait dégoûter les Russes d'être les tourmenteurs et les geôliers des pays voisins.

A Moscou, où l'Empereur se rendit d'abord, il y avait un rassemblement considérable de troupes, qu'il passa en revue et voulut faire manœuvrer. C'étaient des régiments de ligne, qui n'étaient pas exercés comme les gardes et qui n'avaient pas eu le temps de s'instruire dans le nouveau règlement. L'infanterie fut partagée en deux lignes qui marchaient en deux colonnes. Les deux grands-ducs furent mis à la tête de chacune d'elles. A un signal donné, elles durent se déployer. Je me rappelle avec plaisir l'activité que nous mîmes à faire exécuter ce mouvement, qui réussit au delà de nos espérances, sans encombre et sans laisser d'intervalle dans les lignes, dont chacune était

composée, autant qu'il m'en souvient, de douze à quinze bataillons qui se trouvèrent immédiatement développés et alignés, et marchèrent en bon ordre en avant, à la grande satisfaction de l'Empereur et d'un public nombreux. Il en résulta diverses récompenses et point de punition ni de colère souveraine que l'on redoutait.

De Moscou le voyage continua, par Nijni-Novgorod, jusqu'à Casan. Ce pays est beau, et pourrait être riche à cause de la fertilité du sol et des rivières navigables qui le traversent en tous sens, mais il est peu peuplé. Il est encore en partie habité par des peuplades à demi sauvages, de race à ce qu'il semble finnoise, par des Chouvasch, des Tscheremis qui ont conservé leur costume bizarre. J'avais dessiné ces costumes, et j'en ai donné une collection à mon ancien ami M. Wiesolowski; je regrette beaucoup de m'en être dessaisi, car je ne sais ce qu'ils sont devenus.

A Casan, il y a encore beaucoup de Tartares qui ont également conservé leur costume et leurs mœurs; je doute cependant qu'ils aient conservé un esprit national bien décidé, pas plus que nos Tartares de Lithuanie. Cet esprit ne se fait sentir que plus loin, parmi les Nogaïs et dans la population qui avoisine les steppes de la Grande Tartarie ou bien les versants du Caucase, et qui ont gardé des allures belliqueuses. Il y eut à Casan un rassemblement de troupes moins considérable que celui de Moscou, et des manœuvres qui se terminèrent également à la satisfaction de l'Empereur.

Ce voyage se fit avec une promptitude qui lui ôtait toute l'utilité que l'œil du maître aurait pu procurer aux provinces s'il avait été fait d'une autre manière. Nous revînmes sans passer par Moscou, et la dernière étape fut à Schluselbourg,

forteresse fameuse par la catastrophe de l'infortuné Iwan. L'Empereur s'embarqua sur le lac Ladoga. Pendant que nous étions sur le bateau, l'Empereur nous fit appeler subitement, mon frère et moi, et nous mit au col l'ordre de Sainte-Anne de la deuxième classe, comme récompense de nos services pendant le voyage; ce fut le seul signe honorifique que j'aie reçu en Russie. Le baron de Wintzingerode, aide de camp de Constantin, reçut alors l'épée de Sainte-Anne.

Au retour du voyage de Casan, le reste de l'été se passa à Pawlowsk, qui sans contredit était alors le château impérial le plus agréable à habiter depuis que Tzarskoé-Sélo était en disgrâce. A l'approche de l'automne, il fallut se transporter à Gatschina. L'empereur Paul avait choisi pour la saison la plus triste en Russie le séjour le plus triste que l'on pût s'imaginer. Il voulait apparemment qu'on y vînt uniquement par obéissance à ses volontés.

Le château de Gatschina, composé de plusieurs grandes cours entourées de bâtiments, augmentés dernièrement, avait l'air d'une prison. Il était situé dans une plaine sans accidents, sans arbres ni prairies. Les embellissements introduits dans le parc avaient un air sombre et morose; le soleil n'y luisait que rarement et à courts intervalles; rien n'engageait à s'y promener, au froid et à la pluie presque continuels.

Les parades, quelquefois des manœuvres, étaient l'incident du matin; le soir, le spectacle français ou italien venait faire diversion aux impressions de tristesse et d'ennui que l'aspect seul des lieux produisait sur ceux qui étaient obligés d'y habiter.

Ce triste séjour de Gatschina et l'hiver de 1798 à 1799 amenèrent bien du trouble et des changements inattendus et fâcheux dans la situation et l'existence des personnes qui composaient la cour de Russie.

Un enfant turc, lors de la prise de Koutajsk et du massacre de ses habitants, resté en vie, et qui, à cause de sa ville natale, fut nommé Koutajszow, était tombé en partage au grand-duc Paul, qui l'avait fait élever et l'avait attaché à sa personne d'abord en qualité de barbier, puis comme premier valet de chambre. Au commencement du règne de Paul, j'ai vu encore M. Koutajszow, à la maison d'exercice (*Exeruerhaus*) où l'infanterie et la cavalerie s'exerçaient pendant l'hiver, porter et présenter à son maître un bouillon. Le valet de chambre était en costume de service du matin. Il était d'une taille moyenne, un peu gros, mais alerte et ingambe, très-brun, souriant toujours, avec des yeux et une physionomie orientale, où on lisait de la jovialité sensuelle. Il me semblait, dans son costume du matin, avoir quelque chose de Figaro; mais il était déjà alors l'objet des salutations obséquieuses et des poignées de main de la plupart des généraux et des personnages qui assistaient aux exercices et qui s'empressaient de l'accoster. Bientôt son influence auprès de son maître en fit un homme important, un dignitaire de l'Empire, un favori tout-puissant. En moins d'un an cette métamorphose s'accomplit par la baguette absolue du tzarisme; en moins d'un an M. Koutajszow, de simple barbier valet de chambre, devint grand écuyer (place vacante par la mort du vieux Naryschkin, parent de la famille impériale par la mère de Pierre I^er^, et qui ne fut pas donnée à son fils, jouissant cependant de la faveur de l'Empereur, et remplis-

sant les fonctions de maréchal de la cour). Il étonna successivement le monde russe en paraissant décoré des ordres de Sainte-Anne, de Saint-Alexandre, enfin de celui de Saint-André, et fut le dispensateur de la faveur et des grâces de l'Empereur.

Le comte Koutajszow ne parvint pas tout de suite à tous ces honneurs, accompagnés de dons considérables en terres et en argent, qui à la fin s'accumulèrent sur lui avec une vitesse progressive. Il n'aurait même pu y parvenir en si peu de temps, si l'Impératrice et mademoiselle Nelidow avaient continué à garder leur pouvoir sur les sentiments de l'Empereur. Cette impossibilité ou difficulté de parvenir tant que durerait l'influence prépondérante de l'Impératrice et de son amie, fut la cause principale de l'échec qu'elles éprouvèrent. D'autres ambitieux se réunirent au valet de chambre favori pour le diriger, et profiter de la force, je pense, magnétique, qu'il savait exercer sur son maître. Le comte de Rostopchine fut, à ce qu'il paraît, l'instigateur et l'âme de ce complot. Il avait été éloigné de la direction de la guerre auprès de l'Empereur et remplacé par M. Nelidow, neveu de la demoiselle à portrait. (Cette décoration donne en Russie le grade de feld-maréchal; en fait de demoiselles, il n'y eut que mademoiselle Protasow, sous Catherine, mademoiselle Nelidow, sous Paul, et mademoiselle Orlow, sous Nicolas, qui aient obtenu ce grade.)

M. de Rostopchine avait été même renvoyé à Moscou, car Paul ne restait jamais mesuré, il dépassait toujours les avis à peine indiqués et allait dans chaque chose le plus vite et le plus loin possible. M. de Rostopchine n'était pas homme à pardonner de pareilles offenses; il voulut avoir

sa revanche sur ceux qui avaient causé sa chute, et se lia avec Koutajszow. Il fallait arracher Paul à son attrait pour mademoiselle Nelidow et le brouiller avec sa femme. A cet effet, on fit sentir à l'Empereur qu'il était en tutelle, que ces deux femmes régnaient en son nom, que tout le monde en était convaincu. On lui présenta une personne plus jeune et plus jolie que mademoiselle Nelidow, et qui n'aurait pas la prétention de le gouverner ; tous ces moyens réussirent. Paul devint épris de la fille de M. Lapoukhine, qui avait été maître de police à Moscou sous Catherine ; il devint prince et cordon bleu, en ne s'opposant pas aux vues de l'Empereur sur sa fille. M. de Rostopchine fut rappelé, et reçut le portefeuille des affaires étrangères.

Toutes les personnes en place, et qui appartenaient au parti de l'Impératrice, les princes Kourakin et leurs parents, le vieux prince Repnin en tête, perdirent leurs emplois et furent bannis à Moscou. Le naufrage du parti fut complet. Il suffisait que l'Empereur soupçonnât que quelqu'un avait été ou était protégé et bien vu par l'Impératrice pour qu'il le destituât et l'exilât loin de la cour. Paul fut dès lors poursuivi de mille soupçons ; il croyait que ses fils ne lui étaient pas assez dévoués, que sa femme voulait régner à sa place. On avait trop bien réussi à lui inspirer de la méfiance contre elle et contre ses anciens serviteurs. Alors commença pour tous ceux qui approchaient de la cour une existence de crainte et d'incertitudes continuelles. Chacun était exposé à être exilé, apostrophé en pleine cour de quelque appellation injurieuse de la part de l'Empereur, qui chargeait ordinairement de cette commission désagréable le maréchal de la cour. C'était une espèce de règne de la

Terreur. Les bals et les fêtes de cour étaient des arènes où l'on risquait de perdre sa position et sa liberté. L'Empereur s'imaginait qu'on n'était pas assez respectueux pour la personne qu'il distinguait, ou pour quelque dame de ses parentes ou liée avec elle, et que c'était un effet de la cabale de l'Impératrice; cela suffisait pour qu'il ordonnât sur-le-champ le renvoi du prétendu coupable de la cour. C'était pour une révérence pas assez respectueuse, ou pour avoir tourné le dos impoliment dans une contredanse, ou pour quelque autre méfait de ce genre, que les bals ou autres réunions de la cour, le soir, comme les parades le matin, produisaient des événements tout aussi malheureux pour les individus qui encouraient les soupçons et le déplaisir de l'Empereur. Ses colères et ses décisions étaient instantanées et recevaient leur exécution sur-le-champ.

D'autres souverains, après un premier accès de colère et de rigueur extrême, se calment quelquefois et veulent ordinairement adoucir les effets de leur première sévérité. Cela n'était pas le cas avec Paul; le plus souvent, après avoir donné un ordre sévère à l'égard de l'homme qui lui avait déplu, au bout de quelque temps, et par réflexion, la première punition ne lui paraissait pas suffisante; de moment en moment il ajoutait à ses rigueurs, il changeait l'ordre de s'éloigner en défense de jamais paraître, en exil au loin, en Sibérie, etc., etc.

Tout ce qui composait la cour ou paraissait devant l'Empereur était dans un état de crainte continuelle; personne n'était sûr s'il serait encore à sa place à la fin du jour; en se couchant, on était incertain si la nuit ou le matin d'après un *feldjäger* ne viendrait vous mettre dans

un *kibitka*. C'était un propos habituel qui était devenu la plaisanterie de tous les jours. Cet état de choses commença lors de la disgrâce de mademoiselle Nelidow, et continua en s'aggravant le reste du règne de Paul. Mademoiselle Nelidow se conduisit lors de sa disgrâce avec beaucoup de dignité et de fierté. Elle quitta la cour, ne montra aucun désir d'y rester, ne fit rien pour y rentrer. Elle disait à qui voulait l'entendre, et avec un dédain marqué, que rien n'était plus ennuyeux que la vie de la cour, et qu'elle était heureuse d'en être enfin quitte.

Une nouvelle lubie s'empara de l'esprit de Paul, qui parfois servit à le distraire de ses soupçons et des rigueurs qui en étaient la suite. Il eut envie tout à coup de devenir grand maître de Malte. La politique, probablement, avait contribué à faire naître cette envie, car de tous les possesseurs ou protecteurs qu'on pouvait désirer à cette île, les Anglais, qui s'en étaient emparés, étaient ceux qui plaisaient le moins à l'Europe. Les relations encore intimes de Paul avec l'Angleterre, le besoin qu'avait cette puissance d'engager le souverain de la Russie à continuer sa coopération active contre la France, faisaient supposer que peut-être elle ne refuserait pas de lui remettre une possession qu'elle n'avait occupée qu'en attendant, en s'obligeant formellement à la rendre à l'Ordre de Saint-Jean auquel elle appartenait, sous la protection d'une puissance que l'Europe désignerait.

Paul s'enflamma à l'idée d'être lui-même grand maître de Malte et de réunir dans sa personne, et ce titre glorieux dans l'histoire, et la force nécessaire pour protéger l'indépendance d'un poste aussi important dans la Méditerranée.

Quant à lui, un calcul politique avait moins de part à sa résolution que la passion dont il était alors possédé de se parer, aux yeux surtout de la princesse Lapoukhine, d'un héroïsme chevaleresque. Chef suprême et défenseur de l'Église schismatique, il ne vit aucune difficulté de se mettre à la tête de l'Ordre le plus catholique romain, et de déclarer qu'il voulait le relever. Les cabinets coalisés, excepté l'Angleterre, se gardèrent bien de le contredire dans ce projet. Le bailli comte de Litta, et son frère, nonce du Pape auprès de l'Empereur, et plus tard cardinal, se prêtèrent avec empressement aux volontés de l'Empereur et les encouragèrent. Il y avait eu une langue polonaise dans l'Ordre de Malte. Depuis que le prince Poninski, maréchal, honni et réprouvé de la diète du premier partage, avait mis la main dans les affaires et trafiqué des biens de cet Ordre, il était mal vu chez nous; cependant des commanderies existaient encore en Pologne. Elles furent recherchées et rétablies. Paul en créa parmi les Russes, sans s'embarrasser de la différence des croyances. Le bailli de Litta arrangea, d'après les anciens rites, le cérémonial d'un grand chapitre, dans lequel le nouveau grand maître prendrait possession de sa dignité. L'Empereur parut plusieurs fois sur son trône, en costume de grand maître, avec la croix du grand maître de la Valette sur le col, que Rome s'était empressée de lui envoyer. Paul aimait passionnément les cérémonies, il voulait qu'on y figurât avec un sérieux imperturbable et qu'on y attachât une extrême importance. Nous fûmes créés avec mon frère commandeurs et obligés d'endosser l'ancien costume de l'Ordre : de longs manteaux de velours noir, avec des ceintures et des croix brodées. Il

y avait eu des chapitres préparatoires pour offrir la grande maîtrise à l'Empereur. Tout cela ne pouvait se débarrasser d'un air de mascarade théâtrale qui faisait sourire les spectateurs et les acteurs eux-mêmes, excepté l'Empereur, qui seul était identifié avec son rôle. Nous eûmes pour secrétaire du chapitre une ancienne connaissance, M. de Maisonneuve, Français, qui dans sa jeunesse avait cherché fortune en Pologne, y avait eu des succès auprès des dames, et par elles avait obtenu un grade dans l'armée et une croix de Malte. Dans sa vieillesse il vint en Russie réparer sa fortune qu'il avait mangée deux fois. Le bailli de Litta le prit pour secrétaire. Il maniait bien la plume et sut préparer les matières à traiter dans les séances du chapitre, et possédait, à la satisfaction de tous les membres, la phraséologie des protocoles.

Cette lubie de l'empereur Paul contribua à le brouiller avec l'Angleterre, qui, sans donner de réponse définitive, refusa sous plusieurs prétextes de se dessaisir de l'île de Malte. Nos séances magistrales eurent enfin pour tout dénoûment le mariage du bailli de Litta, qui fut relevé de ses vœux par le Pape, et qui épousa la comtesse Skowronsky, la nièce préférée du prince Potemkin, encore très-jolie femme, et qui procura à son mari sous l'empereur Alexandre une riche fortune et une grande position en Russie, où il a fini ses jours comme grand chambellan. La princesse Bagration était sa belle-fille, dont il a administré les revenus avec beaucoup de régularité et de zèle.

Dans ce temps de revirements continuels, des intrigues subalternes et honteuses, comme il arrive souvent, se mêlèrent aux événements du jour. Pendant que l'Empereur

croyait rompre les chaînes dont il prétendait avoir été entouré, M. de Koutajszow était entré en liaison avec madame Chevalier, belle femme, et charmante actrice engagée au théâtre de la cour, dont M. Bignon, ministre de France à Cassel, avait été fort épris, mais qui l'abandonna pour les offres plus somptueuses du valet de chambre de Paul. Ces intrigues amoureuses donnaient lieu à des confidences réciproques, qui rendaient plus piquants les moments que le maître passait avec le valet et augmentaient l'influence de celui-ci.

La politique avait augmenté l'agitation nerveuse de l'Empereur. L'Autriche obtint l'alliance et les secours de la Russie. Le comte de Rostopchine, depuis qu'il était rappelé à la cour, avait imprimé une direction précise au département des affaires étrangères, qu'il gérait avec beaucoup d'activité et avec l'esprit qui lui était propre. Tout l'honneur de la nouvelle coalition et de ses premiers succès lui fut attribué, et ses amis répétaient complaisamment que Pitt et Rostopchine étaient les deux grands hommes du siècle.

Le maréchal Souvarow fut rappelé. Il avait, depuis l'avénement de Paul, été en disgrâce, exilé sur ses terres, surveillé de près, comme partisan de Catherine. On citait de lui des propos fort méchants, sur le gouvernement de Paul, sur le nouveau règlement et le costume de l'armée, sur laquelle il se permettait des plaisanteries fort peu mesurées. Dès que l'Empereur eut besoin de lui, il le combla d'honneurs et de flatteries. Souvarow partit et eut des succès surprenants contre l'armée française, qui n'avait plus Bonaparte pour chef. Nous avions joui dans l'année 1796

et les suivantes des succès inouïs de Bonaparte; on y voyait poindre l'espoir de la reconstruction de la Pologne. Nous l'appelions l'*ami* par excellence, pour ne pas nous compromettre en prononçant son nom. Maintenant, chaque victoire remportée sur les Français nous semblait un coup de poignard que recevait notre patrie. La cour était à Pawlowsk lorsqu'on apprit les premiers succès de Souwarow.

Le vieux Cosaque général Denisow s'y trouvait; il avait été battu par Kosciuszko à Raclawice. Il prenait un malin plaisir à examiner nos physionomies, à chaque victoire dont la nouvelle était apportée par les courriers d'Italie. Il nous répétait : « Je vous l'avais bien dit, que les Français seraient battus : cela ne pouvait pas être autrement. La Russie toujours et partout battra ses ennemis. Elle est invincible. » Conviction précieuse tant qu'elle dure pour le gouvernement de ce pays! Des *Te Deum* étaient continuellement chantés. L'Empereur mêlait la galanterie à la politique, à la guerre, à la dévotion. Il mettait les trophées des victoires remportées par ses armées aux pieds de la dame de ses pensées. Elle loua, un jour, cette couleur indécise qu'on appelle le chamois, — pour lui plaire il fallut que tout en fût couvert. Il faisait jouer des pièces de théâtre chevaleresques, et il lui semblait que c'était lui qu'on représentait; il était tantôt Bayard, tantôt Nemours. Il fit publier dans les journaux un défi aux souverains qui ne voudraient pas se réunir à lui pour vider leur différend en champ clos. (Cela était à l'adresse du roi de Prusse, qui refusait de se réunir aux coalisés.) Paul aurait été fort embarrassé si son défi avait été accepté, car il n'était pas

très-brave de sa personne, il était fort timide à cheval; c'est ce qui apparaissait à chaque exercice de cavalerie et paralysait souvent la manœuvre, parce que l'Empereur était devant le front et arrêtait chaque mouvement, et ne laissait pas compléter les charges, comme elles devaient se faire.

Nous eûmes aussi avec mon frère notre part des bourrasques et des tempêtes auxquelles tout le monde était exposé. Notre qualité de Polonais, et les antécédents de notre famille, peut-être des dénonciations ou des mots indifférents dits avec ou sans intention, avaient fait naître dans l'esprit de Paul la supposition que nous étions des libéraux et même des jacobins cachés. Il nous avait pourtant traités avec une certaine bonté dans diverses occasions, à des réunions de cour où l'on se trouvait proche de lui et où il pouvait nous montrer un visage bienveillant ou sévère. Mon frère surtout semblait lui plaire. Il lui adressait quelquefois un mot plaisant. L'Empereur, lorsqu'il se trouvait de bonne humeur, ne tarissait pas en saillies qu'il croyait spirituelles. La faveur de mon frère alla au point qu'il le chargea un jour de dire une grosse injure à l'un des personnages présents. Mon frère s'en défendit, mais il dut exécuter l'ordre de l'Empereur sévèrement répété.

Une autre fois, je ne sais si ce n'était pas après son aventure du traîneau, en le rencontrant, il lui tira la langue. Pendant l'un des séjours à Péterhow, Paul, pendant un de ses accès de galanterie amoureuse, rencontra mon frère qui se promenait dans une des allées du jardin de Péterhow qui conduisait à l'un des pavillons où demeurait la comtesse Schouvalow, grande maîtresse de la grande-duchesse Élisabeth; l'Empereur le prit par les épaules, le retourna

et lui dit de s'éloigner, ajoutant : « Ce perroquet n'est pas pour vous, retournez là d'où vous êtes venu. » Il se trouvait que la comtesse Schouvalow avait une femme de chambre fort jolie. Une autre fois, il lui dit : « Voyons, contez-moi vos aventures, faites-moi votre confident, je ne vous trahirai pas et je vous aiderai. »

Le grand-duc Constantin avait été nommé gouverneur de Péterhow et répondait de l'ordre qui devait régner dans le service militaire. Un ministre de Bavière sortit des barrières sans que l'officier qui commandait les postes eût fait son rapport; l'Empereur en fut informé et ordonna à mon frère de porter à cet officier le compliment d'usage dans ces occasions, c'est-à-dire de lui annoncer de la part de l'Empereur qu'il était un animal. Le grand-duc fut consterné et effrayé de cet incident, qui n'eut pas d'autres suites, excepté d'obliger mon frère à remplir cette désagréable commission. Le jeune officier qui en était l'objet répondit à mon frère que cela lui était parfaitement indifférent, puisque cela venait de la part d'un homme privé de son bon sens. On peut juger par là des sentiments que l'empereur Paul avait su déjà inspirer.

L'expression plutôt bienveillante du visage de l'Empereur à notre égard avait cessé depuis quelque temps. L'Empereur était impatient de nous voir si rapprochés de ses fils; il aurait voulu nous éloigner et nous employer à quelque chose.

Le prince Besborodko vivait encore; tant qu'il vécut, il fut une espèce de contre-fort qui arrêtait beaucoup d'extravagances. Sa mort subite le sauva peut-être d'une disgrâce à laquelle il n'aurait pas échappé. Paul le vit mourir sans

regret; c'était un censeur, un obstacle incommode de moins pour agir sans contrôle et selon son bon plaisir. Le prince Besborodko avait conseillé à l'Empereur de nous envoyer à l'armée autrichienne, chargés de la correspondance que les cours alliées entretenaient réciproquement à leurs armées. Ce projet n'eut pas de suite.

L'Empereur, poussé par ses soupçons contre nous, commença un jour à les exprimer devant le général Levaschow, père du général actuel. Le vieux général avait été, dans sa jeunesse, joueur et complaisant du prince Potemkin, mais il avait son franc parler toujours assaisonné d'un mot pour rire; animé d'une bienveillance générale, il aimait à rendre service. Il nous connaissait à peine et prit notre défense. L'Empereur lui dit tout à coup : « Me répondez-vous d'eux? — Oui, Sire. — Sur votre tête? Pensez-y bien. » Il s'arrêta un moment; hésiter, c'était infailliblement nous perdre. Enfin il se décida à dire : « Oui, je réponds d'eux sur ma tête. » Cela tranquillisa l'Empereur sur notre compte pour quelque temps. C'est le général Levaschow qui nous l'a conté lui-même.

Notre tour d'avancement par ancienneté au grade de lieutenant général étant arrivé, et ce grade ne pouvant se combiner avec la place d'aide de camp du grand-duc, l'Empereur décida de me faire maître de la cour de la grande-duchesse Hélène, qui épousa bientôt après le grand-duc de Mecklembourg, et mon frère, écuyer de la grande-duchesse Marie, fiancée au prince héréditaire de Weimar. Ces places nous donnaient les rangs effectifs de lieutenants généraux. Je regrettai de ne plus être attaché de droit au grand-duc Alexandre, et de ne pas pouvoir l'accompagner

dans son service militaire. Ce changement n'altéra cependant en rien nos relations.

Les deux grandes-duchesses auxquelles nous étions censés appartenir furent très-gracieuses. Les deux princes qu'elles allaient épouser étaient des personnages peu distingués. Les fêtes d'usage eurent lieu à l'occasion de leurs mariages.

Bientôt après, nous dûmes avec mon frère nous séparer. Nos parents s'étaient fixés en Galicie et réclamaient un de nous; il fallait que l'un choisît la domination autrichienne, l'autre resterait encore en Russie. Le devoir du retour, convenu en famille, échut à mon frère. Il adressa à l'Empereur une lettre, fort respectueuse, où il exposait que pour satisfaire aux exigences du gouvernement autrichien, et appelé par nos parents, il était obligé de les assister et se voyait dans la nécessité de demander la permission de se rendre en Galicie auprès d'eux. Paul fut indigné de cette démarche très-simple, parfaitement naturelle et motivée; son irritation fut peut-être plus grande parce qu'il avait témoigné quelques bontés particulières à mon frère. Il s'emporta au point de vouloir envoyer mon frère en Sibérie, et d'en donner immédiatement l'ordre. Heureusement M. Koutajszow, qui voulait du bien à mon frère, et inspiré par le grand-duc Alexandre, parvint à calmer la colère de l'Empereur, qui fit venir mon frère, lui accorda son congé, la permission de partir, et lui donna le cordon de Sainte-Anne de première classe.

Après le départ de mon frère, je me trouvai bien seul, et livré à de tristes réflexions. Un courrier était arrivé de l'armée, à qui l'on demanda des détails sur le costume, les

toilettes des officiers français ; il raconta entre autres choses qu'ils portaient de grands favoris. L'Empereur, ayant entendu ce récit, ordonna que tous les favoris fussent sur-le-champ rasés ; une heure après, l'ordre fut exécuté. Au bal du soir, on vit des visages pour ainsi dire nouveaux, nus où ils étaient couverts, avec des taches blanches sur les joues en place de favoris. On riait en se rencontrant et en s'examinant. Le maréchal de la cour Naryschkin avait porté l'ordre et assisté lui-même à son exécution immédiate.

La cour était à Pawlowsk. Il y avait les après-dînées des cavalcades où les grandes-duchesses maniaient leurs chevaux avec beaucoup de grâce et de dextérité. L'Impératrice, à laquelle l'exercice du cheval était ordonné par les médecins, montait à califourchon et n'allait qu'au pas. L'été était plus beau que de coutume. J'étais logé dans une maison solitaire, au bout du parc de Pawlowsk, à l'entrée d'un bois ; j'y étais plus isolé et plus disposé à remplir ma journée par quelque occupation utile, lorsqu'un matin je reçus une lettre du comte de Rostopchine, dans laquelle il me disait que j'avais été nommé ministre de l'Empereur auprès du roi de Sardaigne, que je devais incontinent me rendre à Pétersbourg pour y prendre connaissance de mes instructions et partir dans huit jours pour l'Italie. C'était une disgrâce qui avait l'air d'une faveur. J'avais été desservi à nouveaux frais auprès de l'Empereur. Cet ordre inopiné auquel je ne m'attendais nullement me contraria et m'attrista ; il m'était pénible de me séparer du grand-duc, auquel je m'étais sincèrement attaché, et de plusieurs amis qui par leur affection m'avaient adouci le séjour de la Russie.

Il fallut obéir et quitter Pawlowsk dès le lendemain. Le grand-duc me témoigna son chagrin de mon départ. Lorsque je reviens sur ce moment, je me rappelle qu'il ne fut plus alors tel que je l'avais vu quand nous nous séparâmes après le couronnement de son père à Moscou. Il avait déjà vu de plus près la réalité des choses, et elle avait commencé à produire son effet. Une partie de ses rêves, ceux surtout qui le regardaient personnellement et dont nous n'avions plus reparlé depuis longtemps, s'était évanouie. D'ailleurs, le grand-duc n'avait pu résister complétement aux exemples qui l'entouraient, et il avait aussi cherché à se distraire en faisant la cour aux dames les plus élégantes du moment. En me disant un adieu où se montrait son bon cœur, il promit de m'écrire dès qu'il le pourrait. Je demandai en vain au ministre de pouvoir chemin faisant m'arrêter quelques jours chez mes parents, dont la demeure était sur ma route. Cela me fut refusé. Je partis cependant avec l'espoir, en passant si près d'eux, de réussir à les rencontrer et à les voir au moins pendant quelques instants.

CHAPITRE VII

1798-1799

ARRIVÉE ET SÉJOUR A VIENNE. — DÉPART POUR L'ITALIE. — SÉJOUR A FLORENCE — A ROME — A NAPLES.

Je venais de m'installer tout au bout de Pawlowsk, à l'entrée de la forêt, dans une habitation solitaire qui me convenait sous tous les rapports. Le service de quelques heures achevé, je pouvais chaque jour m'y retirer, sans être exposé aux visites inopportunes, pour m'y livrer, selon mes désirs et mes goûts, aux travaux utiles ou agréables. J'étais précisément en veine d'une création d'esprit. Ce sont des moments de douces illusions. On s'imagine qu'on peut créer quelque chose; ce n'est que lorsqu'on s'est mis à l'œuvre qu'on acquiert la conviction peu flatteuse qu'il faut un long travail et plus de connaissances diverses pour mener à bonne fin sa pensée favorite, et que le talent et la persévérance nous font souvent défaut.

C'est donc à mon grand regret que je reçus l'ordre subit de m'arracher à mes rêveries, de me rendre, avant vingt-quatre heures, à Pétersbourg, pour m'y mettre au courant de dépêches concernant la légation de Piémont, dont on me chargeait. La correspondance antérieure que je trouvai dans les archives du ministère ne donnait qu'une idée géné-

rale des devoirs attachés à ce poste; quant à ma mission spéciale, on me laissa sans me communiquer les moindres instructions.

Après huit jours consacrés aux préparatifs du voyage, je quittai Pétersbourg, désapointé par le refus officiel de me laisser arrêter à Pulawy. Mierzdznec se trouvait heureusement sur mon chemin. Ma sœur aînée, avertie du jour de mon passage, y accourut pour me donner des nouvelles de nos parents. Nous passâmes une partie de la nuit et la matinée à des épanchements de nos joies et de nos chagrins. La prudence ne me permit pas de m'arrêter plus longtemps, ni d'aller voir mes parents. Nous nous quittâmes dans l'espoir de nous rejoindre à Vienne, où ma jeune sœur Zamoyska se trouvait déjà, et où l'aînée arriva bientôt.

Il y avait quatre ans que nous avions quitté Vienne, mon frère et moi; ma position était toute différente. Je partais alors pour solliciter du gouvernement russe une grâce qui n'était qu'une justice : la restitution de nos biens. Maintenant, je revenais à Vienne, en qualité de chargé de pouvoirs du même gouvernement. Ce changement de situation produisait une impression immense sur toute la société de Vienne, et principalement sur les employés de l'administration autrichienne. Les quelques mois d'hiver de 1798-1799, passés en compagnie de mes sœurs, à Vienne, comptent parmi les plus heureux de ma vie. Depuis quelques années, ma tante, la maréchale Lubomirska, y passait l'hiver. Elle possédait un hôtel aux Bastei (sur le boulevard) et recevait chez elle tout ce qu'il y avait de plus marquant dans la société viennoise, composée des femmes les plus renommées pour leur beauté et leur esprit, et de

voyageurs étrangers qui arrivaient en foule dans la capitale autrichienne, vu que la France et Paris, fermés pour l'Europe, étaient dans ce moment en exécration à toutes les classes supérieures.

Vienne était, pour ainsi dire, la capitale du continent ligué avec l'Angleterre contre les horreurs de la Révolution française. Au milieu de cette société d'élite, — moins autrichienne qu'européenne, — mes deux sœurs recevaient l'accueil le plus favorable, le plus flatteur. Ma sœur cadette était alors à l'apogée de sa beauté vraiment incomparable. Ma sœur aînée, belle aussi, brillait particulièrement par son esprit. Une circonstance fortuite doubla encore le prestige qu'elles exerçaient à Vienne. Par ordre de l'empereur Paul, le grand-duc Constantin se rendit à l'armée de Souwarow, pour lors victorieuse en Italie, et devait en passant s'arrêter à Vienne. Ma sœur, la princesse de Wurtemberg, qui venait de divorcer avec l'oncle du grand-duc, se trouvait dans une position embarrassante. Elle vivait en intimité avec la comtesse Razumowska, femme de l'ambassadeur russe, comtesse Thun de naissance, et aînée de trois sœurs qui par leur beauté, leurs grâces, leur esprit et leurs nobles sentiments, faisaient l'ornement de la société de Vienne. La plus jeune d'entre elles, depuis lady Guilford, aurait désiré épouser le prince Joseph Poniatowski, et lui gardait toujours un attachement fraternel. La comtesse Razumowska, bien qu'épouse de l'ambassadeur russe, détestait tout autant que ses deux sœurs les Russes en général. Mais l'ambassadeur, ne sachant comment le grand-duc traiterait ma sœur, commençait déjà à l'éviter, n'osait lui donner aucun conseil et cessa de lui prodiguer ses décla-

rations d'amitié. Le jour de l'arrivée de Constantin, on se rassembla à l'hôtel de l'ambassade, et ma sœur, ne jugeant pas à propos de ne pas se montrer dans une assemblée qu'elle fréquentait journellement (d'autant plus que j'étais alors à Pétersbourg), s'y présenta aussi; mais reçue avec des signes visibles d'inquiétude, elle se tenait à l'écart, et personne n'osait l'approcher. Enfin le grand-duc arrive, et après les premiers compliments, quand le comte Razumowski se met en devoir de lui présenter les dames venues pour le saluer, il demande où était ma sœur; il s'approche d'elle à l'instant, l'appelle sa tante, et se met à faire avec elle une conversation très-longue et très-affable : le sujet fut abondant, car il lui parlait de ses deux frères qu'il voyait tous les jours à Pétersbourg.

Dès que le grand-duc eut quitté l'ambassade pour se rendre chez lui, tous ceux qui, tout à l'heure, se tenaient loin de ma sœur, accoururent vers elle avec des protestations de joie et de tendresse. Le lendemain, le grand-duc, l'ayant fait prévenir, vint lui rendre visite. Le prince Esterhazy, ainsi que plusieurs généraux autrichiens, furent obligés de faire antichambre. Ma sœur, qui en était vraiment peinée, le supplia de les faire entrer; mais il se fit un plaisir de les torturer pendant plus d'une heure. Il parlait, il riait, il n'en finissait pas. Il s'amusait à les faire enrager, et c'est ainsi qu'il agissait, non-seulement en Autriche, mais partout ailleurs. Il taquinait, il molestait partout (quelquefois même d'une manière plus grossière) les étrangers qui voulaient lui faire fête.

C'est du temps de mon séjour à Vienne, cette année, que date ma connaissance avec M. Pozzo di Borgo, et c'est

cette connaissance qui lui a valu plus tard une haute position et une fortune immense. Pozzo était alors un jeune homme, qui, à tort ou à raison, s'imaginait être martyr de la bonne cause. Le général Paoli, célèbre dans le dernier siècle pour avoir défendu l'indépendance de la Corse contre les armées de Louis XV, avait été forcé de se réfugier en Angleterre. (Je l'y rencontrais souvent en 1790, chez la belle madame Convay, artiste peintre qui recevait la société la plus distinguée.) En 1790, les Anglais s'étant emparés de la Corse, y avaient établi le vieux Paoli en qualité de chef de gouvernement, et celui-ci avait nommé Pozzo secrétaire d'État sous ses ordres. Cela prouve qu'il était déjà distingué pour ses capacités; seulement, zélé d'abord pour les changements révolutionnaires en France, il se trouvait maintenant dans le parti opposé en Corse. La prépondérance anglaise n'eut pas de durée. A la suite de la prise de Toulon, le parti français républicain, révolutionnaire, prit le dessus; il chassa les Anglais et leur gouvernement, et s'empara de l'île. De sorte que Pozzo devint émigré; mais en vrai Corse, passionné, vindicatif, il ne rêvait que haine contre la France et les Bonaparte. Il recevait une pension du gouvernement anglais, à titre d'étranger, pas autrement, — sans aucun emploi ni mission, — et, chose très-énigmatique, il n'a jamais su inspirer la moindre confiance au ministère britannique, qui, après l'avoir gratifié d'une pension, l'avait mis complétement de côté.

Pozzo, brûlant d'envie de se frayer un chemin, se jetait donc à droite et à gauche, et ne négligeait aucune occasion pour satisfaire son ambition, qui ne le laissait pas dormir. En qualité de protégé de lord Minto, ambassadeur anglais,

père de l'ex-ministre, connu par son voyage diplomatique à travers l'Italie, en 1848, Pozzo était reçu dans les salons de mes sœurs et de madame Lanekoronska, une dame universellement respectée, et faisait ainsi partie de la coterie polonaise, la plus réputée pour lors à Vienne; ce qui lui donnait entrée dans les principales maisons, et lui assurait la protection des dames et des salons. Cependant, tout favorisé qu'il était de la société, et assez jeune encore, il avait toujours quelque chose d'incertain, d'en dessous, de caché dans son maintien, quelque chose qui couvait le mystère et qui empêchait toute relation intime, tout épanchement d'ami. C'était au moins l'impression qu'il m'avait faite dès le commencement de notre connaissance. Son esprit, d'ailleurs, était cultivé; quelquefois il avait des velléités de poétiser sa vie, de travailler à des œuvres historiques, morales et politiques; mais dans tous ses entretiens son regard montrait que ses paroles n'étaient pas d'accord avec ses idées; cette expression de visage, il la conserva toujours, et quant à ses idées, elles n'étaient autre chose que le constant désir de s'élever et de s'enrichir. Aussi, bien que les circonstances d'alors le forçassent quelquefois d'entrer dans la sphère de sentiment, il ne s'oubliait jamais au point de se laisser entraîner par quelque distraction au delà de son idée dominante. Il fut néanmoins considéré à Vienne comme un homme intéressant, sincère et digne d'une amitié réelle. Les éloges qu'on lui prodiguait universellement avaient étouffé en moi-même toutes préventions contre lui.

Au moment de mon départ de Vienne, en 1790, Kaunitz vivait encore. Sa place était maintenant occupée par Thuguth,

que j'avais connu en 1793 à Bruxelles; il était à présent tout-puissant. Il se disait, dans le temps, ami de mon père. Alors ambassadeur à Varsovie, il savait tenir tête contre les procédés et les prétentions, offensant le Roi lui-même. D'une naissance obscure, il était parvenu, chose étonnante en Autriche, à être placé par l'empereur François II à la tête du gouvernement. Inébranlable partisan de la guerre, il n'a quitté son portefeuille qu'après la bataille de Hohenlinden, au grand regret de l'Empereur, dont il possédait toute la confiance. Il avait des qualités extraordinaires, surtout une fermeté de caractère, une persévérance et une facilité de travail peu communes. Tant qu'il était aux affaires, il ne sortait presque pas; pour ménager sa santé, il se nourrissait de légumes et de poisson; il s'abstenait de viande. Je l'ai revu plus tard, en 1820, alors que son occupation unique était de fréquenter tous les soirs le spectacle de *Kasperlé,* et son fidèle ami, le comte Ossolinski, était le seul qui ne l'abandonnait pas.

Après avoir reculé le plus possible mon départ de Vienne, me séparant avec regret de mes sœurs, je ne quittai l'Autriche que vers l'automne, pour aller remplir ma mission auprès du roi de Sardaigne.

La vue des premiers bourgs d'Italie m'a frappé toutes les fois qu'elle s'est renouvelée devant moi; elle me frappa alors particulièrement, parce que le pays présentait un aspect misérable, qui ne changeait qu'en approchant de Vérone. Je traversai en hâte Vérone, Venise, Mantoue, et c'est tout au plus si je pus visiter les principaux monuments de ces villes célèbres, et me livrer, pour quelques

instants, à ces méditations qu'ils ne manquent jamais de provoquer.

Pour peu qu'on ne soit pas tout à fait étranger aux arts, à la littérature ancienne, il est impossible de ne pas en subir l'influence. Aussi je me rappelle qu'en parcourant Vérone, Mantoue, Venise, et leurs alentours, et leurs champs festonnés par des ceps de vigne, comme par des guirlandes à la veille d'une fête, je ne rêvais que Virgile et Shakespeare, qu'Othello, Roméo et Juliette.

L'état du pays était désolant : il avait été le théâtre de la guerre; des mains d'un vainqueur il passait dans celles d'un autre. Ses habitants, naguère citoyens de la république cisalpine, habitués aux prodiges de la valeur française, y comptaient sans restriction; maintenant, témoins de la défaite des Français, ils ne savaient plus de quel côté se tourner. La saison était triste, la route impraticable. A la première station au delà de Mantoue, ma voiture fut embourbée, et c'est traîné par des bœufs que j'arrivai à Benedetto. Un bourgeois m'y offrit l'hospitalité et une collation, en m'affirmant qu'il avait eu la bonne fortune d'abattre un oiseau inconnu dans ces parages. Je remarquai que mon bourgeois, image de tous ses compatriotes, se plaignait de la dureté des temps et me fixait attentivement, pour apprendre ce que je pensais, de quel parti j'étais et quelle opinion il devait avouer. On me servit du bouillon que je trouvai excellent; quant à l'oiseau, sa maigreur, la couleur noire de la chair, l'énormité de la tête et du bec me surprirent : c'était tout simplement un corbeau ou une corneille. Les vingt-quatre heures passées sous ce toit, l'aspect intérieur de la maison d'un bour-

geois lombard, qui dans le for de son âme sympathisait avec les Français, mais qui avait peur des Autrichiens, restèrent si bien gravés dans ma mémoire que je n'ai pu me dispenser d'en faire ici mention.

En 1799, époque dont il s'agit, le roi de Sardaigne, expulsé de ses États de terre ferme par les Français, forcé de se réfugier dans l'île de Sardaigne (dont la civilisation, à présent même, se trouve très-arriérée), avait profité des victoires de Souvarow pour revenir sur le continent et s'établir à Florence : il y était d'ailleurs encouragé par la cour de Pétersbourg, dont il était le protégé. Il ne pouvait encore s'aventurer jusqu'en Piémont, où les armées se trouvaient en présence ; c'était, il est vrai, le moment de la bataille de Novi, mais Bonaparte revenait déjà d'Égypte, et Masséna s'était enfermé à Gênes. Ajoutons-y aussi que la cour de Vienne faisait de son mieux pour empêcher le roi de Sardaigne de rentrer dans ses États. Elle craignait d'abord que sa présence ne mît des entraves à ses projets et opérations militaires et politiques; et puis il y a longtemps que ces deux cours ne s'aiment pas. L'Autriche surtout n'a jamais aimé qu'elle-même. Cet égoïsme est certainement commun à toutes les cours ainsi qu'aux individus, mais l'Autriche s'aime plus passionnément et plus ostensiblement que les autres, et ce sentiment exclusif détruit en elle tout élan généreux, tout procédé affectueux, sincère, disons même honnête, envers les autres.

Je m'étais donc rendu à Florence, et j'y étais arrivé dans l'hiver de 1798-1799. Malgré la saison si avancée, il éclata, la nuit de mon arrivée, un orage terrible, accom-

pagné d'éclairs et de tonnerre, qui me rappela d'autres orages pareils dans quelques graves instants de ma vie.

Mes occupations diplomatiques, comme ministre de la cour de Saint-Pétersbourg près du roi Emmanuel entouré de quelques partisans fidèles, se réduisaient à peu de chose. Je devais m'appliquer à relever le moral de ce malheureux prince, par l'assurance des sentiments et de la protection de l'empereur Paul, et communiquer au cabinet, au moins une fois par mois, les nouvelles du jour qu'il était difficile de rendre très-intéressantes, attendu que d'autres ministres étaient plus rapprochés des lieux où se passaient les grands événements. Je devais ne pas sortir d'un certain cercle de renseignements, et néanmoins leur donner de l'intérêt. Cela m'était d'autant plus difficile que, depuis mon arrivée en Russie, ce qui du reste soutenait ma fermeté au milieu de diverses circonstances, agissant sous le poids de force majeure, je n'éprouvais que de l'indifférence pour tout ce qu'on exigeait de moi. Cette indifférence m'était surtout indispensable dans mon nouvel emploi, attendu qu'il fallait regarder comme succès ce que je ne pouvais envisager autrement que comme calamité; il fallait entretenir une correspondance avec Souvarow et oublier le massacre de Praga; il fallait signer en m'adressant à l'Empereur « Votre fidèle sujet et esclave » (*rab*), d'après la formule exigée alors.

Le roi de Sardaigne, l'érudition théologique exceptée, rappelait beaucoup Jacques I^er^ d'Angleterre, tel que l'histoire et principalement Walter Scott nous l'ont dépeint. La branche de Savoie, issue d'une princesse anglaise, de la fille

même de Jacques Ier, si je ne me trompe, était même l'aînée de la branche de Hanovre. Le Roi n'aimait pas à s'occuper d'affaires, et, tout dévot qu'il était, il excellait dans la narration d'anecdotes joviales; car, ainsi que son prédécesseur Jacques, il était enclin à la bouffonnerie. Sa femme, la reine Clotilde (si toutefois ma mémoire ne me trahit), était une des sœurs de Louis XVI; on l'appelait à Versailles *le gros Madame,* à cause de son énorme embonpoint; elle était cependant d'une extrême maigreur à l'époque où je lui fus présenté. Ses yeux étaient toujours très-beaux; sa figure, le son de sa voix, avaient une expression de douceur et de mélancolie.

Le corps diplomatique dont je faisais partie se composait en tout de moi et de M. Wyndham, frère de lord Wyndham, membre célèbre de la Chambre haute; ce n'était qu'un gros Anglais, qui avait plutôt l'air d'un brasseur ou d'un boucher que d'un diplomate. Nous allions donc tous les deux, chaque dimanche ou jour de fête, à la résidence du Roi. Il occupait un des palais du grand-duc de Toscane, situé en dehors de la ville, qui devait par la suite devenir une des plus splendides résidences. Nous étions toujours introduits à l'audience par le comte Chalembert, soi-disant ministre des affaires étrangères. Il nous présentait au Roi et à la Reine; la conversation roulait ordinairement sur des sujets insignifiants et ne dépassait pas vingt minutes; après quelques propos plaisants, le Roi nous saluait, en contrefaisant quelquefois la personne dont il venait de parler, et cela d'une manière fort comique; quant à la Reine, elle nous saluait avec un triste sourire.

Il s'y trouvait aussi une espèce de diplomate en sous-

ordre, affamé, qui n'allait pas à la cour ; c'était un nommé Winterhalter, chargé d'affaires pour la Prusse. Ce pauvre diable était si mal payé, qu'il avait à peine de quoi vivre; mais bien que son habit montrât la corde, il se démenait, il se faufilait partout, il bavardait sans fin, et pour ne pas perdre son misérable traitement, il remplissait sans doute journellement son courrier d'un tas de griffonnages. Tout dénué cependant qu'il était, il portait un gros abdomen, une large figure de pleine lune, et ne manquait pas de sens politique.

En fait de société, il n'y avait que quelques familles piémontaises qui avaient suivi leur prince; ceux du pays vivaient complétement isolés, ne voyant et ne recevant personne. M. Bailly de Saint-Germain, ancien gouverneur du Roi, était censé maître de la cour. On ne le voyait pas, et l'on ne traitait point d'affaires avec lui. Il avait une fois donné à dîner, et ce fut le seul acte attestant son ministère. M. Dunoyer, le bras droit du comte de Chalembert, et M. de Lamarmora (à ce que je crois, oncle des généraux de ce nom), appartenaient à la cour. M. le comte de la Tour, gouverneur du Piémont au nom du Roi, lors de l'occupation par les Autrichiens, qui vint un jour de Turin, ainsi qu'un gentilhomme de Sardaigne représentant pour lors ce pays auprès du Roi, complétaient, à cette époque, le nombre des représentants du Piémont.

Parmi les Florentins, il n'y avait que le marquis de Corsi qui fréquentait les Piémontais et venait me rendre visite. Une autre maison aussi faisant exception à la règle était celle de madame d'Albany, divorcée avec le prétendant, et pour lors épouse du comte Alfieri. Madame d'Al-

bany donnait fréquemment des dîners auxquels tous les étrangers étaient invités. Le peintre Fabre était le commensal de la maison. Je l'ai connu longtemps après dans son pays natal, à Montpellier, où il avait fondé un musée de tableaux et de curiosités, ramassés par Alfieri, légués par ce dernier à la comtesse d'Albany, qui les a donnés à Fabre, auquel, si je ne me trompe, elle a aussi donné sa main.

Le personnage principal à Florence était en ce moment le général autrichien Sommariva. Je me rappelle qu'un soir, un improvisateur de la société, brodant sur le texte que j'avais proposé, et qui consistait dans les amours d'Antoine et de Cléopâtre, se mit à chanter d'abord les louanges du général autrichien, et lui dédia ses rimes, à l'instar du Tasse qui avait dédié son poëme de *Jérusalem* à Alphonse de Ferrare.

Lors de mon séjour à Florence, le comte Alfieri jouissait d'une santé robuste. Ses longues promenades occupaient une grande partie de son temps. Il y scandait les vers de ses tragédies à haute voix, sans faire la moindre attention aux passants, ni aux objets qui l'entouraient. Il avait l'air fatigué, exténué, tous les soirs, et se mettait tout de suite aux échecs. Sa jeunesse avait été très-orageuse, comme il le dit lui-même dans ses Mémoires. Madame d'Albany, à laquelle il était fortement attaché, l'avait poussé vers les travaux littéraires qui lui ont valu, même de son vivant, une très-grande réputation. Quelques années avant mon séjour à Florence, je l'avais rencontré à Paris. Il s'était d'abord passionnément épris des principes de la Révolution française; mais bientôt dégoûté par ses excès, il prit

la France en horreur, et voua tout son zèle et tous ses sentiments au roi Emmanuel, en se reprochant de ne pas lui avoir été constamment fidèle. Quand bien des années plus tard une maladie subite l'eut privé de moyens de continuer ses promenades habituelles, il en conclut que sa fin approchait; effectivement, en peu de jours il cessa de vivre. C'était un homme d'un grand mérite, qui envisageait les événements d'une sphère vraiment élevée; mais, dominé par une imagination exaltée, il était sujet aux illusions.

M. Wyndham, dont il a été déjà mention, avait pour amie une dame italienne dont le nom ne me revient pas, qui était vraiment jolie et qui s'était rendue célèbre en se plaçant à la tête de l'insurrection d'Arezzo, pour combattre les Français, et entra avec son détachement en Toscane.

Ce calme, cette inertie dans lesquels la cour de Sardaigne et la société de Florence se trouvaient plongées, étaient trop monotones pour être intéressants; les jours se suivaient sans amener rien de nouveau. Je me décidai donc à me rendre à Pise, auprès de M. François Rzewuski, ancien maréchal de la cour en Pologne. C'était un ami de mes parents, et, lors de notre séjour à Paris, ma mère et moi nous avions demeuré dans sa maison. Il me reçut le plus cordialement possible, tout souffrant qu'il était; il était déjà attaqué de la maladie qui a fini par l'emporter. Il était très-impatient pour la douleur, et avait toujours recours à l'opium. Un médecin, professeur de l'Université de Pise, approuvait cette hygiène, qui ne manqua pas de le mettre au tombeau, après lui avoir fait éprouver d'horribles souffrances.

Nous étions encore enfants dans notre famille, que nous aimions déjà M. Rzewuski. Il avait toujours quelques friandises pour nous. De notre camp de Powonski, nous allions souvent à Marimont, où il s'était arrangé une maison de campagne avec beaucoup de goût et de luxe. C'était un homme rempli de qualités, affable, bienfaisant, scrupuleusement honnête, mais aimant trop ses aises; d'ailleurs, généreux et grand seigneur en tout, de la nature de ceux dont la race se trouve éteinte. Il lui arrivait de ne pas se montrer du tout. Ainsi j'étais traité chez lui avec les plus grands soins; la table était la plus exquise, le service le plus soigneux, les prévenances les plus raffinées; seulement, de temps à autre le maître ne paraissait pas. Quand il se portait bien, il participait volontiers aux repas et aimait la conversation qu'il rendait très-intéressante en racontant force anecdotes. Je me rappelle entre autres l'anecdote qui se rapporte à son séjour à Pétersbourg. Il y avait été envoyé par le Roi après son avénement au trône, et s'était fort lié avec le comte Panin, chancelier de l'Empire et gouverneur du grand-duc Paul. Se trouvant un jour chez ce ministre, il tenait sur ses genoux le petit prince, quand celui-ci tomba en convulsions. — Je n'ai de ma vie été si effrayé, disait-il; je me gardai désormais de jouer avec cet enfant débile, maladif, et qui aurait pu mourir entre mes bras.

Rzewuski savait par cœur toute la chronique scandaleuse de Varsovie et de Pétersbourg. Il était très-attaché au Roi longtemps son ministre, il abandonna sa cour dès qu'il s'aperçut qu'il n'était pas fidèle à ses engagements.

A mon passage par Livourne, j'éprouvai plus qu'ailleurs

es effets énervants du *siroco,* qui y arrive en droite ligne les brûlants déserts de l'Afrique.

Je mis à profit le temps que j'avais à passer à Florence en visitant les chefs-d'œuvre et les curiosités rassemblés dans les galeries de la ville; je m'adonnai aussi à l'étude de la langue italienne, je relisais les poëmes de Dante, avec un prêtre dont je ne me rappelle pas le nom, mais qui se distinguait par son intarissable poltronnerie, et qui répétait à tout propos ces mots : *Ho paura!* qu'on n'avait pas honte de prononcer alors. Il est juste d'ajouter que les Italiens ont complétement changé depuis.

Cette existence tranquille et monotone me dura tout l'hiver; mais tout à coup, au printemps, les figures s'allongèrent, on se mit à chuchoter, et les signes d'une grande inquiétude remplacèrent la placide sécurité de tantôt. Tout le monde apprit enfin la descente des Alpes, la bataille de Marengo, et ses résultats. Sommariva disparut, ses troupes aussi, tandis que le roi de Sardaigne et tout son entourage (j'étais aussi du nombre), nous fîmes nos paquets à la hâte, pour nous rendre à Rome.

L'impression causée par la vue de Rome, quand on y arrive pour la première fois, est indéfinissable. On ramasse tous ses souvenirs, on cherche à se rappeler tout ce qu'on avait appris, tout ce qu'on avait lu, tout ce qu'on avait entendu de cette antique capitale du monde. On essaye de grouper tous les échos de l'âme pour les rendre plus sonores, pour jouir de ses réminiscences. On a peine à se faire à l'idée qu'on se trouve réellement à l'endroit même où se sont passés de si grands événements, qu'on foule le sol foulé jadis par de si grands hommes. A l'âge surtout

où l'on sort à peine de ses études classiques, qui vous retracent tout ce qui s'y est passé, qui vous redisent les noms de tous ceux qui y ont vécu, la vue de Rome vous jette dans la rêverie. En vous trouvant sur ces lieux, vous ne voyez pas les choses telles qu'elles se présentent actuellement à vos regards ; — par un effet magique, vous les voyez telles qu'elles étaient jadis; l'actualité revêt les pompes et les couleurs du passé.

En descendant de ma voiture, je n'eus rien de plus pressé que de courir au Capitole, au mont Palatin. Je ne pus maîtriser mon impatience, — je ne pus rassasier mes yeux, mon imagination, de la vue de ces lieux témoins de tant de grandes actions. — Est-ce possible? me disais-je ; comment ! c'est ici que vivaient les Scipions, les Catons, les Gracques, les Césars ! c'est ici que tonnait Cicéron ! c'est ici que chantait Horace ! Et je repassais dans ma mémoire tout ce qui faisait depuis mon enfance l'objet de mon admiration et de mes sympathies, tout ce que l'histoire et les poëtes m'en ont appris. Je regrette beaucoup qu'à l'époque dont je parle, les antiquités chrétiennes de cette célèbre cité ne m'intéressaient pas encore autant qu'aujourd'hui; je ne songeais alors qu'à la Rome héroïque, mais païenne.

Pénétré que j'étais de ces grandeurs passées, je ne faisais qu'y rêver tout le temps de mon séjour à Rome. Je résolus de visiter, sans en excepter une seule, jusqu'à la moindre trace de son antiquité ; à force d'examiner les ruines, d'étudier les auteurs, de comparer tout ce qu'ils ont écrit sur les constructions, la grandeur et la direction des rues et des monuments de l'antique Rome, — je voulus la reconstruire à ses diverses époques et la représenter non-

seulement dans un plan général, mais encore par une série de dessins dans tous ses détails, tels que le Tibre, les sept collines, les édifices et les bâtiments qui les occupaient, comme notre imagination les fait concevoir, à dater de la première fondation sur le mont Palatin et le Capitole, puis sous les rois et dans les différentes phases de la République, d'abord quand Rome était encore bâtie en briques, puis sous Auguste, quand elle se transforma en une cité de marbre. Chacun de ces dessins devait, à mon choix, représenter quelque trait particulier consacré par l'histoire et analogue à l'époque. Cette idée, nouvelle seulement pour moi, avait déjà été conçue par d'autres; elle n'a malheureusement jamais été parfaitement exécutée; aujourd'hui le travail présenterait moins de difficultés et plus de certitude, car les fouilles opérées depuis cinquante ans peuvent, en plus d'un endroit, montrer les fondements de l'ancienne Rome.

Le projet du plan et des dessins représentant les places, les temples, les forts de la ville de Rome partagée en dix-sept quartiers (*regioni*), m'occupa donc tout le temps de mon séjour à Rome. Je tenais à ce que mon ouvrage fût exact et consciencieux. Cette entreprise demandait beaucoup de temps, de frais et de recherches. Il fallait consulter une multitude d'auteurs; il fallait les confronter avec les ruines et les recoins; il fallait diriger l'antiquaire, l'architecte et le dessinateur. Je ne réussis pas à terminer ma besogne, je ne fis que l'entamer. Pour base de mon travail, je me procurai un plan de la ville, très-bien exécuté, et deux dessins : l'un représentait le *forum* des temps de la République; vis-à-vis le mont Palatin on y

voyait les masses du peuple, comme c'était dans les temps orageux; dessus les rostres, un orateur; puis la *via Sacra* et l'édifice où l'on allait voter. L'autre aquarelle, d'une grande dimension, représentait aussi le forum, mais vu du côté opposé au Capitole. C'était le triomphe de *Germanicus* sous l'empire de Tibère. On y distinguait tous les temples élevés sur le penchant du Capitole; de l'un d'eux sortait Tibère enflammé de haine et de colère, suivi des membres du Sénat. Une troisième aquarelle, faite en mon absence, devait représenter la première époque après la fondation de Rome, les grottes sur le Tibre près du mont Palatin. Elle ne répondit nullement à mon attente ni à mon idée. Ces dessins sont les seuls monuments de ma résidence à Rome.

Mon absence forcée du pays, mon éloignement de ma famille, du centre de mes amis, une position qui ne me convenait nullement et qui n'offrait aucun but à atteindre, tout cela me plongea dans une espèce de léthargie dont j'avais été accablé lors de mon arrivée à Pétersbourg, ainsi que je l'ai raconté plus haut. Les événements les plus graves et les plus imprévus ne purent me tirer de cette prostration, de cette indifférence somnolente. C'est que ma vie durant, le seul motif de mes actions a toujours été un sentiment exclusif, dominant, l'amour de la patrie. Ce qui ne servait en rien au bien de ma patrie ou de mes compatriotes n'avait pour moi aucune valeur. Je me suis fait dès mon bas âge à n'estimer, à n'aimer que ce qui avait un rapport direct ou indirect avec mon pays. Les choses les plus futiles, dès qu'elles touchent à la Pologne, éveillent tout mon intérêt. J'en ai eu la preuve à Varsovie. Il y avait un théâtre fran-

çais très-passable, il m'ennuyait; le théâtre polonais au contraire, bien que médiocre, m'attirait de préférence.

L'époque de mon séjour à Rome fut cependant assez fertile en événements. C'est en ce temps que Pie VI, élu à Venise, fit son entrée dans la ville sainte, toute palpitante encore des excès commis par les troupes françaises. Je me rappelle que Mgr Consalvi, promu au cardinalat, recevait un jour tous les nationaux et les étrangers, et que le consul russe, dans un compliment maladroit, lui prédisait la tiare; la prédiction, du reste, ne se réalisa point, et Consalvi s'en défendait très-sincèrement. Je dirai, en passant, que je ne ménageais pas les Français dans mes rapports officiels : cela semblait étonner beaucoup M. Karpow, premier secrétaire de la légation, vieux buraliste russe, à qui l'on avait probablement enjoint de surveiller mes démarches; prévenu qu'il était de l'attachement général de tous les Polonais envers les Français, il me reprochait presque la sévérité de mon opinion. — « Pourquoi, lui dis-je, les Français se conduisent-ils si mal? C'est leur faute à eux si l'on ne peut en dire du bien. » — Le fait est que tous les hommes, Français ou non, vus de près, perdent beaucoup du prestige et de l'enthousiasme qu'ils éveillent de loin. On pourrait peut-être en dire autant des grands hommes eux-mêmes. Il se peut aussi que vu de Pétersbourg, tout me paraissait si beau, sous des couleurs si brillantes, que rapproché du spectacle, je devais être fortement désappointé.

Un autre grand événement de l'époque, la bonne harmonie qui avait existé entre l'empereur Paul et l'Autriche, commença à se gâter. Il y avait plusieurs raisons; j'en citerai quelques-unes qui ne sont pas généralement connues.

La grande-duchesse Alexandra, l'aînée des filles de l'empereur Paul, destinée par Catherine au roi de Suède, fut, après mon départ de Pétersbourg, mariée à l'archiduc Joseph, prince palatin de Hongrie. Cette union fut contractée à l'époque de la meilleure intelligence entre les cours de Pétersbourg et de Vienne, et lors des succès de Souvarow. L'archiduc amena tout de suite sa belle épouse dans la capitale de l'Autriche.

Je veux marquer ici que le grand-duc Alexandre avait confié à son beau-frère une lettre pour moi qui me parvint en Italie, et qui était la seule que j'aie eue pendant les deux années de ma mission à la cour de Sardaigne. J'eus l'occasion de rencontrer l'archiduc en 1812 à Ofen. Il se rappelait probablement cette circonstance, et il me reçut alors de la manière la plus cordiale. L'archiduchesse palatine était vraiment d'une beauté peu commune. Les traits de son visage ressemblaient à ceux d'Alexandre, son frère, et tout en elle était grâces; de plus, elle possédait toutes les qualités morales qui sont le plus bel ornement du beau sexe. A son apparition à Vienne, elle inspira l'admiration, le respect et l'enthousiasme général, sans les rechercher nullement. Cette impression s'étendant dans toutes les classes de la société, à partir de la cour et des salons aristocratiques jusqu'au Prater, Graben et les rues populeuses de Vienne, ne plaisait pas à la napolitaine épouse de François II; elle suscita toutes sortes de désagréments à sa belle-sœur, et celle-ci soupirait déjà après les siens; ne trouvant dans sa nouvelle famille ni cœur qui répondît au sien, ni paix, ennuyée, tracassée, vexée à tout moment, elle finit par quitter Vienne avec son mari pour se rendre à Ofen, où

elle mourut bientôt dans la fleur de son âge. Or, cette fille était l'enfant chérie de Paul. Dès qu'il avait appris la manière indigne dont elle était traitée dans sa nouvelle famille, Paul, irrité, avait réclamé sa fille et menaça même d'une déclaration de guerre.

La mort de la princesse rendit la guerre inutile, mais elle plongea Paul et tout Pétersbourg dans un deuil profond, tandis que l'Autriche, ayant reconstitué ses affaires en Italie, commençait à traiter le cabinet russe avec moins de déférence. Les Autrichiens avaient congédié Souvarow avec très-peu d'égards; se croyant déjà maîtres du pays, ils étaient contents de s'être débarrassés d'un allié incommode et hautain. Survinrent les défaites des Russes en Hollande et en Suisse. Toutes ces circonstances avaient refroidi Paul dans ses liaisons avec l'Autriche. Profitant de ces dispositions, Bonaparte se hâta de renvoyer à Paul tous les prisonniers de guerre habillés à neuf et largement pourvus. Cette attention du premier consul gagna le cœur de l'Empereur; il déclara lui-même à son conseil, et chercha à prouver à ses ministres et à ses intimes qu'on avait déjà assez fait, assez prodigué d'argent et de sang pour la cause de l'Autriche, qui ne payait que d'ingratitude. Il releva le noble procédé de Bonaparte, il y vit la preuve qu'il désirait sincèrement l'alliance russe, que d'ailleurs il avait comprimé l'anarchie et la démagogie, et que, par conséquent, il n'y avait pas de bonnes raisons pour ne pas s'entendre avec lui. Cette bonne entente ne tarda pas effectivement à venir. Le général Levaschow fut envoyé à Naples en qualité de médiateur entre le gouvernement français et celui des Deux-Siciles. En traversant Rome, il me remit une lettre du

comte Rostopchine, président du département des affaires étrangères. C'était la première lettre adressée par ce ministre que j'eusse reçue. Il m'y recommandait le général Levaschow, et m'engageait à lui être utile. Je le fis de très-bon cœur, car le général n'était pas seulement bon camarade, mais il me témoignait beaucoup d'amitié. Bientôt après, je reçus une seconde missive du comte Rostopchine, par laquelle il m'annonçait que l'Empereur, n'étant pas satisfait de la conduite de la cour de Sardaigne, désirait que je m'en éloignasse en prétextant l'envie de visiter Naples.

J'étais ravi de l'ordre que j'avais reçu. Je partis pour Naples. La cour ne s'y trouvait pas; il n'y avait que le chevalier Acton, ministre tout-puissant, qui venait de quitter la Sicile pour gouverner le royaume. Grâce à son soleil et à sa position, Naples est toujours belle; elle avait cependant un aspect bien triste pour le moment. M. Italinski, depuis envoyé à Constantinople, et plus tard à Rome, d'origine petite russienne, ancien médecin ou chirurgien, y exerçait depuis plusieurs années une mission diplomatique. C'était un savant, ou au moins il cherchait à l'être. Il étudiait l'archéologie et la physique (en sa qualité de médecin); sachant faire ses affaires, il passait pour savoir faire toutes celles qui lui seraient confiées. Pour lui rendre justice, il faut dire qu'effectivement il s'acquittait très-bien des affaires ordinaires; mais pour les grandes il ne montra jamais une haute aptitude, soit qu'il n'en eût pas, soit que le bonheur ne le favorisât point. Il dut sa faveur auprès de Catherine à des lettres sur les éruptions du Vésuve qui furent phénoménales à cette époque. Il ne man-

quait jamais, en terminant ses dépêches, d'observer que les cendres qui, dix-huit siècles plus tôt, avaient englouti Pompeia, couvraient son papier. Ce qui l'aidait aussi dans sa carrière, c'était l'état de sa santé : il se disait mourant; c'était, à ce qu'il paraît, une espèce d'anévrysme qui le forçait à une vie très-régulière, renfermée; mais cet anévrysme dura de longues années.

La cour de Naples chercha à profiter des bons rapports qui venaient de s'établir entre Paul et Bonaparte. Elle sollicita l'intervention de l'Empereur contre les envahissements des Français, qu'on prévoyait bien ne plus devoir s'arrêter, à la suite de Marengo, qu'à l'extrême point de la Péninsule. Italinski, s'étant laissé gagner par le chevalier Acton, se rendit à Florence, auprès de Murat, afin d'obtenir quelques conditions favorables pour Naples; mais cette démarche fut faite en pure perte. C'était encore avant mon départ de Rome, et M. Karpow, mon premier secrétaire, pour se venger des sarcasmes d'Italinski et mû par jalousie, appelait cet infructueux voyage « pèlerinage d'Italinski » allant à Florence sans douter du succès, s'en revenant avec un pied de nez.

A mon arrivée à Naples, je me fis présenter par M. Italinski au chevalier Acton. Nous le trouvâmes à côté d'une table couverte de paperasses. C'était un homme maigre, malingre, d'une figure creuse et basanée, avec des yeux noirs. On voyait sur toute sa personne les ravages du temps; il se tenait voûté, et ne faisait que gémir sous le poids des travaux et des adversités.

Il passait pour être l'amant favori de la reine Caroline, qui était maîtresse absolue de son mari et du royaume.

Rien ne s'y faisait que d'après ses volontés; et les lettres officielles elles-mêmes portaient sa signature à côté de celle du Roi, prouvant par leur contenu qu'ils gouvernaient ensemble. Elle avait toute l'activité de son frère, l'empereur Joseph; d'ailleurs, ses yeux, son maintien, ses mouvements, jusqu'à sa voix criarde, le prouvaient suffisamment. Je la vis à Livourne, au moment où elle débarquait sur le continent, accompagnée de ses filles, dont l'une, la princesse Amélie, épousa plus tard Louis-Philippe. Bien avant que de marier Caroline au roi Ferdinand, Marie-Thérèse avait formé l'esprit de sa fille à la domination. Cette habitude de gouverner était devenue par la suite sa passion; elle en avait une autre, celle des favoris. Née avec un tempérament de feu, que le climat de Naples n'avait fait qu'attiser, elle se donnait cependant le mérite de n'avoir jamais donné la vie à un enfant qui ne fût réellement de Ferdinand. Il y avait effectivement une malheureuse ressemblance entre eux et leur père, non-seulement quant au physique, qui n'était rien moins qu'attrayant, mais aussi sous le rapport du caractère et des facultés morales. La reine Amélie a été la seule dont les rares qualités aient fait exception.

Le corps d'armée russe qui occupait alors Naples était commandé par le général Borozdin, l'aîné des trois frères. Il fut question un instant de pousser les forces combinées jusqu'à Rome, pour disputer aux Français la conquête de Naples. Le général Borozdin s'était même à cet effet rendu personnellement à Rome; mais n'ayant pu s'entendre avec le général Roger de Damas, commandant en chef les troupes napolitaines, pour décider lequel des deux aurait le commandement général, le projet n'eut pas de suite. Cette

mésintelligence les sauva tous les deux d'une défaite inévitable. Le général Borozdin était un élégant de l'époque de Catherine; il était très-aimable en société, mais j'ai conservé quelques doutes sur ses talents militaires. Sous le climat le plus voluptueux, jouissant des avantages pécuniaires fournis par le gouvernement qui comptait plus sur les troupes russes que sur les siennes, Borozdin était au comble de ce que peut désirer un Russe, savoir : représenter et jouir. Pour compléter ses plaisirs, la fortune lui avait mis encore entre les mains la conquête qu'il estimait le plus.

Un bonhomme de consul d'Angleterre qui venait de se marier avec une personne jeune et charmante se crut en devoir de décamper de Naples, dès qu'il eut appris la défaite des Autrichiens à Marengo et la marche victorieuse des Français vers Florence et Naples. Pour ne pas exposer aux dangers d'un voyage précipité sa jeune femme, il n'eut rien de plus pressé que de la confier aux soins du général russe, avec lequel il s'était intimement lié. Il s'imaginait, le brave Anglais, avoir déposé son trésor entre les mains les plus sûres; mais cet ami ne sut vaincre la plus forte des séductions; il y avait succombé peut-être avant même d'avoir été chargé du dépôt. Il est vrai de dire que c'était le plus joli bouton de rose, et Borozdin, autorisé par le mari, pour mieux veiller sur sa jeune protégée, l'établit dans la maison qu'il habitait. Les communications étaient donc faciles, la séduction pressante; cet abus de confiance, tout couvert de fleurs, n'en est pas moins une tache à l'honneur; c'est le culte de la matière au mépris de l'esprit, c'est la ruine de tout sentiment de dignité. Dès que la panique de l'invasion française eut passé, le consul revint, reprit sa

femme, et ne sut assez remercier son ami du service qu'il lui avait rendu. Je le vis alors; c'était un homme d'une figure débonnaire, qui ne brillait nullement par l'intelligence. Bientôt après, quand je quittai Naples pour retourner à Rome, le général m'accompagna. Il était fort gai, et ne pensait plus à la femme du consul, qu'il avait bientôt oubliée sans doute.

Le temps ne me durait pas à Naples, et je ne me pressais pas trop pour visiter les curiosités locales, naturelles ou artistiques; ces dernières, d'ailleurs, se trouvaient dans un état de décadence depuis que la révolution y avait éclaté.

Tout à coup, — pareille à l'éclat du tonnerre par un ciel d'été, — la nouvelle de la mort de Paul tomba sur nous. Le premier effet de cette nouvelle inattendue fut de l'étonnement, accompagné d'une certaine espèce de frayeur; ces sentiments firent bientôt place à la joie qui leur succéda. L'empereur Paul n'avait jamais été aimé, pas même de ceux auxquels il avait fait quelque bien, ou de ceux qui en avaient besoin. Il était trop fantasque, et personne n'avait jamais pu compter sur lui. Le courrier qui apporta cette grande nouvelle à la légation avait l'air d'un sourd-muet; il ne répondait à aucune question, et ne proférait que des sons incompris. Il était sous l'impression de la terreur et de l'ordre exprès du silence. Il me remit quelques mots du nouvel empereur Alexandre, qui m'enjoignait de revenir à Pétersbourg sans perte de temps.

Je conviens volontiers que cet ordre me fit un plaisir immense. L'Italie est, sans aucun doute, un pays délicieux, et sous tous les rapports curieux à étudier pour tous ceux surtout qui y viennent à loisir. Les guerres qui avaient

ravagé ce beau pays lui avaient ôté, à cette époque, une partie de ses charmes; cependant ces ravages mêmes étaient curieux à suivre. Mais je m'y trouvais loin de mon pays, loin de ma famille, loin de tous ceux que j'aimais; j'étais solitaire et triste. Je n'ai jamais été prompt à lier connaissance, et tel je suis resté. Il m'a toujours fallu beaucoup de temps et de circonstances particulières pour faire fondre les glaces qui me séparent de telle personne même que je vois souvent. Autant mes anciennes liaisons (peu nombreuses, il est vrai) me sont chères, autant je me sens peu porté à en contracter de nouvelles. C'était donc avec un indicible plaisir que je me mis à faire mes préparatifs de départ, pressé que j'étais par le sentiment de la curiosité. Je ne pouvais cependant quitter Naples sans avoir visité le Vésuve, Pompeia, Herculanum, Portici, etc.; je me vis forcé de les parcourir à la hâte.

Me trouvant sur le Vésuve, le pied me manqua, et je commençai à glisser vers le cratère, quand le guide accourut, me tendit la main, enfonça de l'autre son bâton ferré dans le sable mouvant, y fit un sillon dans lequel je pus appuyer mon pied, et me sauva la vie. L'idée de la mort m'était bien pénible dans ce moment : j'allais rentrer au milieu des miens, j'allais finir une existence passive, pour en commencer une active; les événements semblaient s'annoncer sous les plus heureux auspices; je sentais doux d'aimer la vie alors plus que jamais, car l'espérance infaillible, — pas encore flétrie par l'expérience, — se présentait toute rayonnante devant mes yeux. Je pense que chacun a eu un moment pareil dans sa vie.

Le lendemain du jour où la nouvelle de la mort de

l'empereur Paul nous fut communiquée, arriva le courrier expédié de Pétersbourg par l'ambassadeur de Naples, qui nous apporta la description réelle de la tragique catastrophe. Je n'en étais pas étonné pour ma part, car j'avais vu avant mon départ de Pétersbourg que toute la cour tramait une conspiration contre l'Empereur. L'attentat lui-même était diversement envisagé à Naples ; on se perdait dans les conjectures ; mais l'impression générale était une joie qui passait même les bornes de la décence. Le surlendemain de l'arrivée du courrier, le général Borozdin donna un bal auquel il invita toute la haute société. On y dansa toute la nuit, et le général encourageait par son exemple les démonstrations publiques d'une inconvenante gaieté. La femme du consul anglais, parée d'une robe couleur de rose, brillait plus que jamais dans cette fête d'allégresse.

Quelques jours avant mon départ, invité à déjeuner par M. Italinski, j'y trouvai le fameux compositeur Paësiello. Il tenait le piano, on exécuta plusieurs de ses morceaux qui étaient inappréciables. Les bontés précédentes, la récente lettre autographe de l'empereur Alexandre, par laquelle il m'invitait à me rendre le plus tôt possible auprès de lui, me gagnèrent la plus grande attention de tout le monde. Tels sont les hommes toujours et partout, à quelques rares exceptions près.

Vint le moment du départ. Je l'ai dit, je fis le voyage de Naples à Rome en compagnie du général Borozdin. Je garde encore l'impression de l'impatience qu'il me causait en arrêtant à tout moment la voiture, pour tirer les oiseaux qu'il n'attrapait jamais. A la suite de la victoire de Marengo,

l'armée française s'était toujours avancée vers la partie méridionale de l'Italie. Cela me fournit l'occasion de rencontrer quelques-uns de mes compatriotes et de mes anciennes connaissances. Le général Jablonowski vint entre autres me visiter à Rome; il me rappelait comment il avait été reçu à Pulawy. Mes paroles l'étonnaient : ce n'était pas ce qu'il avait entendu à Pulawy. Notre position, quelle que soit la force de nos principes, exerce toujours sur nous une certaine influence, de sorte que, si ce n'est au fond de notre âme, au moins par le dehors, nous paraissons subir un changement que de nouvelles circonstances doivent modifier encore.

De Rome à Florence ce fut le général Levaschow qui fut mon camarade de voyage; celui-ci était un compagnon des plus aimables, inépuisable en anecdotes. Il avait été envoyé à Naples dans l'intention secrète de négocier un armistice entre les partis belligérants. L'empereur Paul, qui s'était détaché de la coalition, voulait par ce moyen éviter tout reproche. Le général Levaschow, expédié aussitôt après les défaites en Hollande et en Suisse, était censé voyager pour son agrément, pour visiter l'Italie. Les instructions dont il était porteur émanaient du comte Rostopchine, pour lors ministre en activité, et qui bientôt après, privé de son portefeuille, se retira à Moscou, quand Paul non-seulement rompit avec l'Autriche, mais déclara encore la guerre à l'Angleterre, et pensa se lier avec Bonaparte de la manière la plus cordiale. Tout cela s'était fait pendant mon absence; je ne pus jamais apprendre positivement les détails, tant sur la mission de Levaschow que sur le renvoi de Rostopchine, malgré son intimité avec

Koutayszow. Quoi qu'il en soit, le général Levaschow ne réussit pas dans la mission qui lui avait été confirmée par le cabinet après la mort de Paul. Les négociateurs français se doutèrent tout de suite que le jeune Alexandre n'était pas si facile à manier que le fantastique Paul. Il est à présumer que c'était l'opinion de Murat; avant même qu'il eût reçu des instructions de Paris, il avait déjà occupé toute la Toscane et poussait toujours en avant. Mais plus il était méfiant, et plus il affectait de confiance dans l'entente cordiale entre la France et la Russie. Il occupait le palais du duc de Toscane, où il nous régala, le général Levaschow et moi, d'un dîner splendide auquel furent invités tous les généraux présents et les sommités de Florence; en tout, une soixantaine de personnes. Nous fûmes assis tous les deux à côté de madame Murat, qui était très-svelte et très-jolie. Murat, placé vis-à-vis, s'occupait de nous sans cesse et faisait l'aimable pour sa femme. Il porta un toast « à l'empereur de Russie », et but après à la santé de chacun de nous deux. Comme le général était allé le voir dans sa loge au spectacle, il sentit voltiger quelque chose au-dessus de sa tête, et s'aperçut alors que c'étaient les bouts des drapeaux russe et français croisés en son honneur.

Avant de quitter l'Italie, j'allai faire mes adieux au maréchal Rzewuski à Livourne. Je le trouvai très-souffrant. J'y rencontrai quelques compatriotes, entre autres Sokolnicki, officier du génie, très-actif, que j'avais connu lors de notre campagne de 1793, en Lithuanie, et Rozniecki, avec lequel nous nous étions trouvés au camp de Golomb et à la rencontre de Granné. Tous les deux me ser-

rèrent amicalement la main, en me rappelant avec émotion les temps passés, et les événements dont nous avions été témoins. Roznieckí me dit avoir introduit dans le service des légions le règlement pratiqué à Golomb, qui, pour la rapidité des mouvements, donnait une supériorité à la cavalerie des légions sur le reste de la cavalerie française. Ils étaient tous les deux adjudants-commandants, grade qui prouvait qu'on les avait reconnus pour d'habiles officiers.

C'est le cœur serré que je quittai Rzewuski. Effectivement, cet homme illustre, cet ami éprouvé, ce digne citoyen, cet homme excellent cessa bientôt de vivre. Il est enterré au Campo-Santo, à Pise. Sa famille se proposait d'élever un monument à sa mémoire; je crois cependant qu'on a tout simplement marqué la place où ce monument devait être posé.

Je partis enfin. Je n'eus que deux jours à passer à Vienne, où je ne trouvai d'autres personnes de ma famille que les deux petits garçons de ma sœur Zamoyska (Ladislas et Jean), qui me reçurent très-mal. Mon seul temps d'arrêt fut à Pulawy, où je trouvai toute ma famille réunie. Je n'y pouvais cependant séjourner longtemps. Bien qu'à contre-cœur, mes parents et mes sœurs m'engageaient eux-mêmes à hâter mon départ. Sans m'arrêter nulle part, je courus nuit et jour jusqu'à Pétersbourg, où mon frère vint bientôt me rejoindre.

CHAPITRE VIII

1800

EN ÉTÉ. — MORT DE L'EMPEREUR PAUL. — COMMENCEMENT DU RÈGNE DE L'EMPEREUR ALEXANDRE.

Plus j'approchais de Pétersbourg, et moins je pouvais me défendre de sentiments opposés, heureux et impatient de revoir des personnes auxquelles j'étais attaché, incertain sur les changements que le temps et leur position nouvelle devaient avoir produits.

Un feldjäger vint au-devant de moi et m'atteignit près de Riga; il me portait un billet amical de l'Empereur et un *podorozna* avec des ordres aux postes pour accélérer mon voyage; l'adresse sur la lettre était de la main de l'Empereur et me qualifiait de conseiller intime actuel, ce qui donne le grade de général en chef; je fus étonné qu'Alexandre eût osé si vite m'avancer à ce grade, bien décidé à ne pas l'accepter. A mon arrivée, je lui remis l'enveloppe de la lettre; il l'avait, en effet, écrite par distraction, mais, en Russie, on pouvait prendre le souverain au mot et se prévaloir de sa signature. Je n'y pensai pas, et je ne reçus jamais en Russie aucun grade ni distinction honorifique que celle dont l'empereur Paul m'avait déjà gratifié.

Je revis enfin Alexandre, et la première impression qu'il me laissa fut une confirmation assez positive de mes pressentiments inquiets. L'Empereur revenait de la parade ou de l'exercice comme si Paul vivait encore. Il était pâle et fatigué. Il me reçut avec beaucoup d'amitié, mais avec un air triste et abattu, sans l'explosion d'une joie cordiale comme pourrait la ressentir un homme qui n'a pas de raison de se surveiller ou de se contraindre. A présent qu'il était le maître, je crus voir en lui, peut-être à tort, une teinte de retenue et de gêne qui me serra le cœur. Il me prit dans son cabinet. « C'est bien que vous soyez arrivé, me dit-il, les nôtres vous attendent avec impatience », voulant parler des quelques personnes qui lui paraissaient plus éclairées et surtout plus libérales, qu'il regardait comme ses amis particuliers et dans lesquelles il avait une confiance plus entière. « Si vous aviez été ici, ajouta-t-il, rien de tout cela ne serait arrivé; vous ayant auprès de moi, jamais je n'aurais été entraîné de la sorte. » Alors il me parla de la mort de son père avec une expression de douleur et de remords inexprimable.

Ce triste et funeste événement fut entre nous pendant quelque temps un sujet fréquent de conversation; l'Empereur voulut, quoique cela le fît souffrir, m'en détailler les circonstances; je les rapporterai plus bas, en les réunissant aux renseignements que me donnèrent d'autres acteurs de cette scène horrible.

Pour ce qui est de tant d'autres matières qui nous avaient jadis occupés et sur lesquelles je désirais sonder ses dispositions actuelles et m'assurer des modifications qu'un si grand changement de situation avait dû nécessai-

rement y produire, je le trouvai, en général, tel à peu près que je m'y étais attendu, pas entièrement réveillé de ses rêves passés, vers lesquels il retournait toujours ses regards, mais déjà saisi par la main de fer de la réalité : cédant à la force, ne dominant rien alors, ne connaissant pas encore l'étendue de son pouvoir et ne sachant pas en faire usage.

Pétersbourg, à mon arrivée, avait l'aspect d'une mer qui, après une forte tempête, est encore agitée, et ne redevient calme que peu à peu.

L'Empereur venait de renvoyer le comte Pahlen. Ce général, possédant l'entière confiance de feu l'empereur Paul, avait été, de concert avec le comte Panin, le premier promoteur et l'âme de la conspiration qui fit périr ce monarque, et qui n'aurait pu réussir si le comte Pahlen, avec le pouvoir et les moyens dont il disposait comme gouverneur général de Pétersbourg, ne s'était mis pour ainsi dire à sa tête. Le coup porté, le comte Pahlen se crut puissant par ses propres forces. C'est lui, en effet, qui prit les mesures extérieures et intérieures devenues pressantes par l'apparition probable, après l'affaire sanglante de Copenhague, de la flotte anglaise dans les eaux de Riga, de Revel et de Cronstadt. Nelson avait triomphé à Copenhague, la veille du jour où l'empereur Paul périssait à Pétersbourg. La nouvelle n'y parvint que le surlendemain de la mort de ce prince. Dans le trouble et la confusion des premiers jours qui suivirent la catastrophe, le général de cavalerie comte Pahlen prétendit saisir les rênes flottantes de l'État. Il voulut ajouter aux importantes fonctions de gouverneur général de Pétersbourg celles de secrétaire d'État des affaires étrangères. Sa signature figure

dans les proclamations de ces premiers moments. Rien ne devait se passer ni s'effectuer que de son consentement et par lui; il affectait des airs de protecteur du jeune empereur, et lui faisait des scènes quand il ne consentait pas sur-le-champ à ce qu'il désirait ou plutôt à ce qu'il lui imposait. On disait déjà qu'il voulait prendre le poste de maire du palais. L'empereur Alexandre, désespéré, accablé de tristesse avec toute sa famille dans l'intérieur du palais, paraissait être au pouvoir des conjurés. Il se croyait dans la nécessité de les ménager et de plier sa volonté à la leur.

Cependant la place importante de procureur général, qui réunissait alors la direction de toutes les affaires administratives de l'empire : intérieur, justice, police et trésor, était vacante, par le renvoi de l'un des favoris de Paul qui l'occupait. Alexandre, heureusement inspiré, fit choix pour le remplacer du général Bekleschew, qui se trouva sous sa main, appelé à Pétersbourg par Paul, peut-être dans le même but. C'était un vieux Russe, de formes brusques et grossières, qui ne savait pas le français ou le comprenait à peine, mais, qui, sous une écorce très-rude, avait un cœur droit, ferme et compatissant aux peines d'autrui. Sa réputation de galant homme était généralement établie. Il avait su la conserver même en étant gouverneur général des provinces polonaises du Midi. Il s'y était montré équitable envers ses gouvernés, sévère envers ses subordonnés. Il avait empêché autant que possible les vols, les abus, les prévarications. Il n'avait pas souffert que ses affidés missent la justice à l'enchère. Il était sorti pur et intact de cette épreuve, entouré de la reconnaissance des habitants

de la province. C'est l'épreuve la plus difficile qu'un haut employé russe puisse traverser, et il ne serait pas aisé de citer beaucoup de pareils exemples. Le général Bekleschew ne savait absolument rien de ce qui se passait au delà des frontières de la Russie, mais il était parfaitement au fait des ukases et de la routine du gouvernement russe. Il savait s'en servir avec rigueur et exercer toute la justice qu'elle pouvait comporter. Il avait été absent et entièrement étranger à la conspiration. Alexandre se plaignit à lui avec confiance de sa position pénible vis-à-vis de Pahlen. Bekleschew, avec sa brusquerie ordinaire, lui témoigna son étonnement de ce qu'un autocrate de Russie pouvait se plaindre et ne pas faire sa volonté. « Quand j'ai des mouches, dit-il, qui me bourdonnent autour du nez, je les chasse. » L'Empereur signa un ordre qui prescrivait à Pahlen de quitter sur-le-champ Pétersbourg et de se rendre sur ses terres. Bekleschew, lié jadis avec ce général et encore son ami, se chargea, comme procureur général, de lui porter cet ordre et de le faire partir dans les vingt-quatre heures. Le lendemain, de grand matin, Pahlen fut réveillé par Bekleschew, qui lui intima la volonté de l'Empereur ; il obéit. Alexandre fit un premier essai du pouvoir souverain, qui n'a pas de bornes en Russie, tant qu'il agit.

Cet événement fit beaucoup de bruit. On accusa Alexandre de duplicité, de dissimulation. La veille du jour où Pahlen devait perdre ses places et être exilé, Alexandre reçut son rapport du soir assez tard, comme de coutume, sans changer avec lui de manière d'être et en le traitant comme d'habitude. Pouvait-il faire autrement ? Le premier

acte de souveraineté absolue du jeune empereur déplut et alarma les chefs de la conspiration.

J'avais été, sous Catherine, en relations fort différentes avec les Zubow ; leur intercession, alors toute-puissante, avait contribué à nous réintégrer dans la possession de la plus grande partie des biens de mon père. Sous Paul, pendant que tout le monde s'éloignait des Zubow et craignait de les approcher, j'avais pu leur obtenir des audiences du grand-duc Alexandre.

Quelques jours après mon retour à Pétersbourg, le comte Valérien Zubow me demanda un entretien. Il me parla longuement de la révolution qui venait de s'opérer et de l'état des esprits. Il se plaignit que l'Empereur ne se prononçait pas pour ses vrais amis, pour ceux qui l'avaient placé sur le trône, qui n'avaient craint aucun danger pour le servir. — Ce n'était pas ainsi, dit-il, qu'en avait agi l'impératrice Catherine ; elle avait soutenu hautement ceux qui, pour la délivrer, s'étaient exposés à tous les hasards. Elle n'avait pas balancé à s'entourer de leur appui. Par cette conduite, disait-il, aussi sage que prévoyante, elle avait pu compter pour toujours sur leur dévouement. En donnant, dès qu'elle parvint au trône, cette garantie qu'elle saurait ne pas oublier les services rendus, elle s'était assurée de la fidélité et de l'amour de toute la Russie. Voilà, continua le comte Valérien, ce qui procura à son règne de la sécurité et tant de gloire, parce que personne ne balançait à se sacrifier pour elle, sachant bien qu'il en serait récompensé; mais l'Empereur, par une conduite douteuse et vacillante, s'expose aux plus fâcheuses conséquences, il décourage et refroidit ses vrais amis, ceux qui ne deman-

dent qu'à se dévouer pour lui. Le comte ajouta que l'impératrice Catherine leur avait formellement enjoint, à son frère Platon et à lui, de considérer Alexandre comme leur seul souverain légitime, et de le servir, et nul autre, avec un zèle et une fidélité à toute épreuve. C'est ce qu'ils avaient fait; et quelle était maintenant leur récompense? — Ces paroles étaient dites pour les disculper aux yeux du jeune empereur de l'attentat commis sur la personne de son père, et pour lui prouver que leur action n'avait été que le résultat nécessaire des engagements que Catherine leur avait fait prendre envers son petit-fils. Mais ils ne savaient pas qu'Alexandre, et même son frère Constantin, n'avaient pas du tout pour la mémoire de leur aïeule la vénération et l'attachement qu'ils leur supposaient.

Pendant le cours de la conversation, qui dura plus d'une heure, j'interrompis plusieurs fois le comte pour tâcher d'expliquer la conduite du jeune empereur, sans entrer d'ailleurs en discussion, ce qui me fut aisé, puisque j'avais été absent et étranger à tout ce qui s'était passé. Le comte Valérien avait désiré me voir et me tint tout ce discours évidemment pour que j'en fisse part à l'Empereur. Je n'en pris pas l'engagement formel. Je ne manquai pas néanmoins de m'acquitter au plus tôt de ce devoir. Alexandre fut peu impressionné des paroles du comte Zubow, dont je lui rendis un compte fidèle. Elles montraient cependant que les conjurés et surtout leurs chefs se glorifiaient encore, et très-hautement, de leur action; qu'en menant à sa fin la conjuration, ils étaient persuadés d'avoir bien mérité de la Russie, d'avoir droit à la reconnaissance, aux bienfaits, à la confiance du jeune empereur, et qu'ils se croyaient

nécessaires à la sécurité et à la prospérité d'un règne nouveau. Ils laissaient même sous-entendre que leur éloignement et leur mécontentement pouvaient lui devenir dangereux, que par conséquent la reconnaissance aussi bien que l'intérêt exigeaient de l'empereur Alexandre qu'il s'entourât de ceux qui l'avaient élevé au trône plus tôt qu'il ne devait s'y attendre, et qu'il les considérât comme son appui le plus assuré. Cette argumentation était assez plausible et naturelle en Russie, pays des révolutions de palais; mais elle n'avait aucune prise sur l'empereur Alexandre. Comment imaginer et supposer qu'il pût jamais s'affectionner aux meurtriers de son père (qu'il aimait malgré ses défauts), et qu'il s'abandonnât volontairement entre leurs mains?

La conduite d'Alexandre était le résultat de son caractère, de ses sentiments, de sa position, et ne pouvait changer. D'ailleurs, il avait déjà éloigné Pahlen, le seul peut-être des chefs conjurés qui, par son habileté, ses relations, ses places, sa hardiesse et son ambition, pouvait inspirer quelques craintes sérieuses, et devenir réellement dangereux. Alexandre exila, éloigna de même successivement les autres chefs qui n'étaient pas dangereux, mais dont la vue lui était souverainement odieuse et désagréable. Le seul comte Valérien resta à Pétersbourg, et fut membre du conseil de l'Empire. Son extérieur aimable, ouvert et franc, plaisait à l'empereur Alexandre et lui inspirait de la confiance; elle était confirmée par l'attachement, je crois sincère, que le comte professait pour la personne de l'Empereur, aussi bien que par sa paresse, son insouciance pour les places qui auraient exigé du travail, et

surtout par son extrême faiblesse pour le beau sexe dont il était presque uniquement occupé.

Je vais maintenant retracer sur la conspiration et sur ses suites immédiates ce que j'en ai vu moi-même, en y ajoutant les renseignements qui m'ont appris plus tard comment la trame avait été ourdie, et comment on procéda à l'exécution du complot. Je consignerai mes souvenirs comme ils me viendront, ou comme les faits sont parvenus alors à ma connaissance, plutôt qu'avec l'intention de mettre dans mon récit l'ordre qu'exigerait une narration régulière. On y verra toutefois combien les plus habiles se trompent souvent, parce qu'ils se fondent sur une fausse appréciation de leurs devoirs et de leurs moyens, et sur une connaissance inexacte du caractère de ceux dont dépendent finalement le succès de leur action et l'accomplissement de leurs vœux.

Immédiatement après le coup porté, la joie des conjurés fut insultante, déhontée, sans mesure ni décence. C'était une démence, un enivrement général, non-seulement moral, mais très-matériel; car les caves du palais avaient été défoncées, on buvait à flots à la santé du nouvel empereur et des héros de la conspiration. Pendant les premiers jours qui suivirent, ce fut la mode d'avoir participé au complot, chacun voulait y avoir marqué, chacun se mettait en avant, racontait ses prouesses, prétendait avoir été de telle ou de telle bande, avoir marché l'un des premiers, avoir été présent à la fatale catastrophe.

Au milieu de ce dévergondage de gaieté indécente et tapageuse, l'Empereur, et la famille impériale renfermée dans le palais, consternée et en larmes, ne paraissaient pas.

A mesure que la première effervescence se calmait, on s'aperçut que la grande joie que l'on montrait n'était pas le moyen de réussir à la cour, que ce genre de forfanterie était odieux, ne prouvait ni du bon sens ni un bon cœur, et que, quoique la mort de Paul eût épargné à l'Empire de grands malheurs, il valait mieux et il était fort désirable pour chacun de n'y avoir pas pris part. Les chefs cependant de la conspiration s'attachaient à la raison d'État, au salut de la Russie, qui, disaient-ils, avait été l'unique motif de leur action. Ils s'efforçaient d'en déduire pour eux-mêmes une source de réputation, d'avancement et de crédit.

Le jeune empereur, revenu de son premier et terrible saisissement, de son abattement, avait senti une aversion croissante, invincible, pour les chefs de la conspiration, surtout pour ceux dont les représentations avaient réussi à lui persuader qu'en accédant à leur dessein, il ne mettait nullement en danger la vie de son père, et qu'il s'agissait uniquement, pour sauver la Russie, de le déposer, de l'engager lui-même à se démettre du fardeau de l'autorité souveraine en faveur de son fils, comme plusieurs monarques en Europe en avaient déjà donné l'exemple.

L'empereur Alexandre m'a conté que ce fut le comte Panin qui lui en parla le premier, et jamais il ne le lui a pardonné. Ce personnage semblait destiné plus que tout autre à jouer un rôle important dans les affaires de l'Empire ; il avait pour cela tout ce qu'il fallait : un nom célèbre en Russie, des talents peu communs et beaucoup d'ambition. Encore jeune, il avait déjà fait une carrière brillante. Nommé ministre de la Russie à Berlin, il fut rappelé de ce

poste par l'empereur Paul, pour être placé comme membre du collége des affaires étrangères sous les ordres du prince Alexandre Kourakin, son oncle maternel, le fidèle ami de Paul, son compagnon d'enfance et de jeunesse, qui seul entre toutes les personnes marquantes de l'Empire avait pu échapper aux caprices de son maître, et conserver auprès de ce prince une sorte de faveur constante. Le comte Panin, qui entrait alors en scène, était fils du général de ce nom, dont la mémoire était fort honorée, et neveu du ministre qui avait été gouverneur du jeune grand-duc Paul, et qui, pendant les premières années de Catherine II, retint, tant qu'il vécut, toutes ses places, et ne perdit rien de son influence. Le jeune comte Panin ne pouvait manquer de tirer parti de ces antécédents et d'acquérir de bonne heure de l'aplomb et de l'importance. C'était un homme long, froid, qui maniait à merveille la langue française : ses dépêches, qu'il m'est arrivé de lire au dépôt, étaient sous tous les rapports parfaites, et pour leur contenu, et par le style. Il jouissait généralement parmi les Russes de la réputation d'un homme de beaucoup de talent, d'énergie et de sens, mais d'un caractère sec, impérieux et peu liant.

Au bout de quelques mois de ses fonctions au département des affaires étrangères, il déplut à l'empereur Paul, qui lui ôta sa place et le renvoya à Moscou. Mais, comme on le verra plus bas, le comte avait su profiter de ce court espace de temps, et influer d'une manière décisive sur les destinées de son pays. Il apprit la nouvelle de la mort de l'empereur Paul avec une joie extrême qu'il ne put contenir, et accourut aussitôt à Pétersbourg, plein des plus flat-

teuses espérances. Il fut, en effet, nommé immédiatement ministre des affaires étrangères. Pendant mon séjour précédent à Pétersbourg, je n'avais jamais rencontré le comte Panin, car, lancé de bonne heure dans la carrière diplomatique, il n'y venait que très-rarement. Sa femme, une comtesse Orlow, ne l'avait pas suivi à l'étranger. C'était une personne douce, bonne, aimable, d'un cœur bienveillant, qui m'avait témoigné de l'amitié. A mon retour à Pétersbourg, elle voulut absolument me rapprocher de son mari, et se donna beaucoup de peine pour nous lier; mais ses soins, quelque aimables qu'ils fussent, ne pouvaient réussir. Si d'autres raisons n'avaient été un obstacle à cette intimité, l'extérieur seul du comte aurait, je crois, suffi pour la rendre presque impossible. J'ai souvent été frappé de l'expression glaciale du comte, dont le visage impassible, sur un corps droit comme un piquet, dans un salon rempli de monde, dominait de loin toutes les têtes, et n'engageait pas en vérité à l'accoster. Au reste, n'ayant vu le comte que peu de temps, sans jamais avoir avec lui de rapports suivis, mon jugement sur son véritable caractère peut avoir été fort erroné et même injuste. J'ai appris depuis qu'il m'avait surnommé *le Sarmate;* et comme je n'étais mêlé alors à aucune affaire officielle, il demandait sans cesse et répétait la question : *Mais que fait donc le Sarmate ?*

Le comte Panin et le comte Pahlen, les promoteurs de la conspiration effective, étaient assurément dans ce temps les deux plus fortes têtes de l'empire, du gouvernement et de la cour. Leurs regards voyaient plus juste et plus loin que ceux des autres membres du conseil de Paul, dont

tous les deux faisaient alors partie. Ils se concertèrent et entreprirent de faire entrer le grand-duc Alexandre dans leur dessein. En effet, avant de s'être assuré de l'assentiment de l'héritier de la couronne, avant d'avoir obtenu son approbation, rien ne pouvait être tenté par des gens prudents, qui pensaient au résultat final d'une entreprise si dangereuse et voulaient y trouver leur propre sécurité. Des écervelés, des enthousiastes audacieux et dévoués auraient peut-être agi autrement. En ne mêlant pas le fils au détrônement de son père, en se sacrifiant eux-mêmes, en s'exposant à une mort certaine, ils eussent sans doute mieux servi, et la Russie, et celui qui, appelé à la gouverner, devait être libre même de l'apparence d'une culpabilité si fréquente en Russie; mais l'entreprise conduite d'une telle manière devenait presque inexécutable, et exigeait une audace folle ou une vertu antique poussée jusqu'à l'excès, ce qui, parmi les hommes, se rencontre bien rarement.

Le général Pahlen, qui, comme militaire et gouverneur de Pétersbourg, pouvait facilement approcher le grand-duc, obtint de lui une audience secrète pour le comte Panin; leur première entrevue eut lieu dans un bain. Panin fit au jeune grand-duc le tableau des malheurs de la Russie et de ceux qui allaient encore l'accabler si l'empereur Paul continuait à régner. Il chercha à lui prouver que son devoir le plus sacré était envers sa patrie, qu'il ne lui était pas permis de sacrifier des millions de sujets aux caprices extravagants, à la malheureuse démence d'un seul homme, fût-il même son père. Il lui représenta que la vie, tout au moins la liberté de l'Impératrice sa mère, la sienne, celle de toute sa famille, était menacée par l'aversion incroyable

que l'empereur Paul avait conçue pour sa femme, dont il s'était entièrement séparé, — qu'il ne dissimulait plus, qui s'augmentait chaque jour, et qui pouvait d'un moment à l'autre le porter aux actes les plus inouïs et les plus rigoureux; qu'il ne s'agissait que de le déposer, de l'empêcher d'amener de plus grandes calamités sur le pays et sur sa famille, et de le faire jouir lui-même d'un sort plus tranquille et plus heureux, où il pourrait avoir tous les agréments, toutes les jouissances de la vie, sans craindre les dangers qui l'entouraient maintenant; qu'enfin, le salut de la Russie était entre les mains du grand-duc, mais qu'il fallait qu'il se décidât à prêter son appui à ceux qui voulaient sauver à tout prix l'empire et la dynastie. Ce premier discours de Panin ébranla le jeune grand-duc, mais ne le décida pas. Il fallut plus de six mois pour que ses tentateurs parvinssent à lui arracher un consentement à ce qu'ils allaient entreprendre contre son père. Pahlen, qui avait habilement d'abord fait parler le comte Panin, comme le plus discret et le plus capable de faire une harangue qui établît au fond de l'âme du jeune prince tous les arguments spécieux qui pouvaient être mis en avant pour le décider à une action si fort contraire à tous ses sentiments; Pahlen, dis-je, après le renvoi du comte Panin à Moscou, prit sur lui de retravailler continuellement la conscience et les convictions du grand-duc Alexandre, par des demi-mots, par des allusions, par des traits compris seulement d'Alexandre et lancés sous forme de franchise militaire, qui formaient l'éloquence particulière de ce général [1].

[1] Il passait pour l'homme le plus fin et le plus retors que l'on connût. Il était, disait-on, d'une habileté sans pareille pour se tirer des plus grandes

Panin, comme je l'ai dit, fut renvoyé de Pétersbourg à Moscou, non qu'on eût pénétré son secret, mais par un de ces caprices soupçonneux, fréquents, inattendus, qui caractérisaient Paul Ier. Pahlen resta seul à son poste et à sa besogne, et finit par arracher à Alexandre le fatal consentement à l'entreprise projetée!

Ah! qu'il eût été désirable que ce prince, qui ne voulait que le bien, et qui avait tant de qualités pour l'accomplir, eût pu rester entièrement étranger à la catastrophe horrible et presque inévitable qui allait mettre fin aux jours de l'Empereur son père!

Il est vrai que la Russie souffrait considérablement d'être gouvernée par une espèce de maniaque; il est vrai que, dans ce pays, un souverain fou ne peut être contenu ni renfermé; mais, de telle manière que l'on soit sorti de ces difficultés, Alexandre porta, sentit, s'exagéra à lui-même toute sa vie, le sombre reflet de l'attentat commis sur son père, qui était retombé sur lui, et dont il crut, à ses propres yeux, ne pouvoir jamais se laver. Cette tache ineffaçable, qui pourtant ne prouvait que son extrême inexpérience, son ignorance innocente et totale des hommes et des choses de son pays, prouvée par les réformes impossibles qu'il avait imaginées pour la Russie et par ses projets de retraite pour lui-même, s'attacha comme un vautour à

difficultés, et pour pousser, quoi qu'il arrive, sa barque en avant; elle chavira pourtant au moment où sa course paraissait n'avoir plus rien à redouter, tellement le sort se joue des joueurs le mieux initiés à ses chances. En Livonie, qui était sa province et où les classes supérieures sont allemandes, on disait de lui : *Er hat die Fiffologie studiert* — de *fiffig*, rusé, retors, qui dupe les autres et n'est jamais dupé; et lui-même il avait adopté cette phrase quand il voulait faire l'éloge d'un protégé.

sa conscience, paralysant, au début de son règne, ses plus belles, ses meilleurs facultés, et le plongea, à la fin de sa vie, dans un profond abattement, dans un mysticisme qui dégénérait quelquefois en superstition.

Il faut cependant l'avouer, l'empereur Paul menait son empire grand train à des pertes incalculables, à une détérioration, à une désorganisation complète des forces du pays et de la machine gouvernementale telles qu'elles avaient existé jusqu'alors en Russie. J'en ai parlé précédemment. L'empereur Paul gouvernait par boutades et saccades, par accès sans suite, sans s'embarrasser du tout des conséquences, comme un homme qui ne se donne jamais la peine de réfléchir, de peser le pour et le contre, qui ordonne et prétend exécuter immédiatement chaque fantaisie qui lui vient à l'esprit. Tout le monde, c'est-à-dire les classes supérieures, les hauts fonctionnaires, les généraux, les officiers, les employés supérieurs, ce qui en Russie veut dire toute la nation pensante et agissante, était plus ou moins généralement convaincu que l'Empereur était sujet à des moments d'aliénation. Son règne devint enfin le véritable règne de la terreur. Il fut haï même pour ses bonnes qualités, car au fond il voulait la justice, quand il s'en souvenait dans ses emportements, et il lui arrivait quelquefois de frapper juste; c'est pourquoi, pendant son règne, les employés russes étaient moins abusifs, plus polis, plus en garde contre leurs mauvais penchants, moins voleurs, moins arrogants, même dans les provinces polonaises; mais cette justice de l'Empereur, vraiment aveugle, frappait à tort et à travers; toujours passionnée, souvent capricieuse et atroce, elle était sans cesse suspendue sur

la tête des généraux, des officiers de l'armée, des employés civils, et leur faisait détester en secret l'homme qui les glaçait de terreur, qui les tenait dans une incertitude continuelle de leur sort.

La conspiration était donc depuis quelque temps généralement préparée : tout le monde, pour ainsi dire, en était, par sentiment, par souhait, par crainte et conviction. On était rendu, fatigué de terreurs et d'alarmes incessantes. Cet état d'anxiété, de souffrances individuelles, sans aucun instant de répit et de sécurité, devint à la fin insupportable et devait finir par amener des catastrophes. Un souverain ou bien son gouvernement peuvent commettre des fautes graves, attirer des maux sur le pays, faire décliner ses richesses et sa puissance, sans que leur existence à l'intérieur soit encore menacée. Elle l'est bien davantage, et d'un danger plus imminent et plus proche, lorsque l'autorité souveraine pèse à tout moment sur chaque individu, et trouble, agite jour et nuit, comme une fièvre continue, la tranquillité des familles dans les incidents les plus communs de la vie.

La Russie éprouva cet état de fièvre, d'angoisse, de crainte générale, dès la première année du règne de Paul Ier. Loin de calmer ses effets, il ne fit que les accroître successivement et à l'excès. Ce fut la véritable cause de l'attentat qui lui ôta la vie. On a prétendu que l'argent de l'Angleterre y avait contribué. Je ne le pense pas. Car, en refusant même à son gouvernement toute moralité, ce que je suis, de sincère conviction, bien loin d'admettre, c'eût été une dépense parfaitement gratuite. Les effets ont suivi d'eux-mêmes leur cause naturelle. Il y avait en

Russie, depuis l'avénement de Paul, le pressentiment vague, mais unanime, d'un changement probable, désiré, inévitable, dont on parlait à demi-mot, que l'on attendait sans cesse, sans savoir quand il arriverait. Déjà, avant mon départ de Pétersbourg, il était de mode et de bon ton parmi les jeunes gens de la cour de tenir entre eux à ce sujet les propos les plus hasardés, de s'amuser à faire des épigrammes de moquerie et d'aversion sur les ridicules et les injustices de l'empereur Paul, d'imaginer les moyens les plus baroques pour se défaire de sa domination. Cette aversion qu'on témoignait imprudemment à chaque occasion, souvent sans prendre la peine de la cacher, était un secret d'État confié à tout le monde, aux femmes, aux élégants de la société : secret que personne ne trahissait, sous le souverain le plus redouté, le plus soupçonneux, qui encourageait l'espionnage, les dénonciations, n'épargnait aucun moyen pour se les procurer, pour être exactement informé non-seulement des actions, mais des intentions et des pensées de ses sujets. Rien cependant d'une tendance, d'un désir aussi général ne parvint à sa connaissance. Ce fait très-remarquable prouve combien la conspiration en souhaits, en théorie, s'étendait déjà sur tout le pays.

Elle était d'autant plus en permanence dans les esprits et dans les cœurs, que l'on s'approchait davantage de la capitale et de la cour. De fait, cependant, elle n'existait pas encore et ne prit corps qu'au moment presque de son exécution. Malgré l'extrême faveur dont cette entreprise fut accueillie dans les classes plus relevées et signifiantes de tout le pays, elle n'aurait pu s'accomplir, elle aurait été probablement découverte, si la place de gouverneur général

de Pétersbourg, qui disposait de la garnison et de tous les moyens de la police, n'avait été entre les mains d'un homme fort habile, qui lui-même était le promoteur et le chef du complot.

Un jour, l'Empereur, en fixant Pahlen d'un regard scrutateur, lui dit : « J'ai reçu l'avis qu'une conspiration se trame contre moi. » — « C'est absolument impossible, Sire, lui répondit le général, en souriant d'un air de bonhomie et de franchise qui lui était particulier, il faudrait donc que j'en fusse. » Cette réponse tranquillisa Paul. On dit cependant que ses soupçons avaient été éveillés par des avis anonymes, et que la veille de sa mort, il avait envoyé chercher le général Arakhtschéew, pour lui confier la place de gouverneur général de Pétersbourg et renvoyer Pahlen. Si Arakhtschéew était arrivé à temps, Pétersbourg serait devenu le théâtre des scènes les plus tragiques; c'était un homme doué d'un esprit d'ordre, de conduite, de détail, avec une énergie qui devenait quelquefois de la férocité. Son retour aurait probablement été suivi de celui du comte Rostopchine, et l'empereur Paul aurait pu être sauvé. A force de renvoyer tout le monde, il n'était alors entouré que d'idiots, auxquels il avait donné les premières places du gouvernement. Le prince Kourakin, avec beaucoup de bonté et peu d'esprit, dirigeait encore la politique extérieure; un certain Obalianinow, dans lequel on ne distinguait aucune trace de connaissances ou de talent, occupait la place importante de procureur général, était à la tête de la police générale et de l'administration de l'empire, uniquement parce qu'il avait été jadis régisseur de la terre de Gatschina.

L'homme qui jouissait de l'entière confiance de Paul et du plus grand crédit était le comte Kutayszow, ci-devant barbier de l'Empereur, et alors grand écuyer et cordon bleu, bon homme et bon vivant, dans la poche duquel, quand on vint l'arrêter le lendemain de la mort de son maître, on trouva des lettres qui dénonçaient la conspiration, le moment de son exécution et les noms des conjurés. Mais le comte Kutayszow n'ouvrit pas les lettres, en disant : *A demain les affaires;* il les mit dans sa poche sans penser à les lire, pour ne pas interrompre ses plaisirs de la soirée et de la nuit.

L'empereur Paul venait de terminer, avec des frais immenses, le palais de Saint-Michel [1]. C'était sa conception : la masse de bâtiments la plus lourde qu'on pût voir, une espèce de château fort, où l'Empereur avait cru prendre des précautions de défense qui le mettraient à l'abri de tout danger. « Je n'ai jamais été aussi content, je ne « me suis jamais senti plus à l'aise et aussi heureux », disait-il d'un air satisfait à ses affidés, après s'être établi dans son nouveau palais à peine achevé. Là il s'imaginait être parfaitement en sûreté; aussi ne fut-il jamais plus arbitraire et plus déraisonnable. Là, il s'accorda la jouissance la plus désordonnée, la plus complète de la toute-puissance qu'il croyait posséder et qui allait lui être ravie.

La conspiration, comme je l'ai dit, était universelle,

[1] Jamais dans aucune bâtisse il n'y eut de voleries plus éhontées. L'architecte en chef était un nommé B..., maître maçon italien, que le comte Stanislas Potocki avait fait venir d'Italie, et qui passa de Varsovie à Gatschina au service du grand-duc Paul. B... sut énormément gagner à toutes les bâtisses qu'il dirigea, et laissa une fortune considérable au mari de sa fille et à leurs enfants, devenus diplomates russes.

mais n'avait pas encore pris corps. Ce fut par l'approbation arrachée au grand-duc Alexandre qu'elle reçut le souffle qui devait l'animer et la rendre réelle. Pendant que le comte Panin était relégué à Moscou, le germe de l'entreprise se trouvait déposé entre les mains de Pahlen et des Zubow, qui, seuls, étaient informés du véritable secret. Ces derniers avaient été rappelés depuis peu de temps de leur exil par l'empereur Paul, qui les comblait de prévenances et de grâces, croyant dans son nouveau castel n'avoir plus à les craindre ni à se défier d'eux, et voulant les gagner par des bienfaits.

Le comte Pahlen et les Zubow engagèrent, sous différents prétextes, des généraux et des officiers de leurs amis à se rendre à Pétersbourg. Le gouverneur de la capitale avait été peu sévère pour des démissionnaires qui y vinrent aussi sans permission. L'empereur Paul lui-même avait appelé beaucoup de hauts fonctionnaires et de généraux, pour assister à des fêtes qu'il voulait donner à l'approche du mariage de l'une de ses filles.

Pahlen et les Zubow n'eurent besoin que de sonder les plus marquants, pour être sûrs de leurs dispositions, sans rien encore découvrir de positif. Cependant, cette situation de choses ne pouvait durer. Toute dénonciation, même sans preuves suffisantes, et la moindre imprudence pouvaient mettre l'Empereur sur la voie. Ombrageux à l'excès, il laissait déjà apercevoir (du moins on le croyait) dans les paroles qui lui échappaient et dans sa manière d'être des signes alarmants de méfiance et d'inquiétude, qui, d'un moment à l'autre, pouvaient lui faire prendre les résolutions les plus effrayantes. On ne savait pas s'il n'avait pas

déjà envoyé chercher Arakhtschéew, et si le comte Rostopchine n'était pas rappelé. Le premier demeurait dans une campagne peu éloignée de Pétersbourg et pouvait arriver dans les vingt-quatre heures. Si ces deux hommes s'étaient trouvés auprès de l'empereur Paul, il aurait pu pendant quelque temps en toute sécurité continuer encore ses extravagances, qu'ils auraient cherché à modérer et à diminuer; mais probablement leur influence se serait montrée vaine, pour arrêter les rigueurs qu'il aurait voulu exercer contre plusieurs membres de la famille impériale. Tout retard, toute vacillation plus longue devenait trop dangereuse, et pouvait amener des calamités et des maux incalculables.

Le moment où l'on porterait le coup fut donc arrêté et fixé à la nuit du 25 mars 1801.

Le soir, le prince Zubow donna un grand souper, où furent invités tous les généraux et les officiers supérieurs, dont on connaissait à peu près les dispositions. Ce ne fut qu'à ce repas que la plupart apprirent clairement de quoi il s'agissait, et quelle entreprise, au sortir de table et dans peu d'heures, ils étaient appelés à exécuter. Cette manière de mener une conspiration est sans doute la plus habile : la mûrir entre deux ou trois chefs seulement, et ne la faire connaître aux nombreux acteurs du drame qu'au moment de l'exécution, est le seul moyen qui puisse rendre son succès plus possible et ne pas l'exposer aux dénonciations, aux hasards, aux mécomptes qui la menacent toujours avant qu'elle éclate.

Le prince Zubow exposa à ses convives l'état déplorable où se trouvait la Russie, par suite de la démence du souve-

rain actuel; il leur peignit les dangers que couraient, et l'État, et chaque particulier; il représenta qu'on devait s'attendre à toute heure à de nouvelles extravagances; que la folle rupture avec l'Angleterre, contraire aux intérêts essentiels de la nation russe, tarissait les sources de sa richesse, exposait aux plus grands désastres les ports de la Baltique et la capitale elle-même; qu'enfin aucun de ceux auxquels il s'adressait n'était sûr du sort que le lendemain lui préparait. Il s'étendit sur les vertus du grand-duc Alexandre, sur les destinées brillantes de la Russie sous le sceptre d'un jeune prince de tant d'espérances, que l'impératrice Catherine, de glorieuse mémoire, considérait comme son véritable successeur, auquel elle aurait voulu remettre l'empire, intention que sa mort subite ne lui avait pas permis d'effectuer. Le prince Zubow termina sa harangue en déclarant que le grand-duc Alexandre, désespéré des malheurs de la patrie, s'était décidé à la sauver; que, par conséquent, il ne s'agissait que de déposer l'empereur Paul, de l'obliger à signer un acte d'abdication, et, en proclamant Alexandre, d'empêcher dorénavant son père de se perdre lui-même et de compléter la ruine de l'empire. Les Zubow et Pahlen répétèrent à l'assemblée et l'assurèrent que le plan avait l'assentiment du grand-duc. Ils se gardèrent d'ajouter combien il avait fallu de temps pour l'obtenir, et avec quelle extrême difficulté, avec quelles restrictions et modifications il y avait enfin consenti. Ce dernier point fut laissé dans le vague, chacun se l'expliqua probablement à sa manière, sans trop chercher à se l'éclaircir ou bien en gardant sa pensée pour lui-même.

Bref, du moment que l'on se persuada que c'était

Alexandre qui agissait, il n'y eut plus d'hésitation. En attendant, les bouteilles de champagne circulaient et se vidaient; les têtes se montaient. Pahlen, qui s'était momentanément absenté pour remplir ses fonctions de gouverneur général, revint de la cour, et annonça que la soirée et le souper s'y étaient bien passés, que l'Empereur semblait ne se douter de rien, et qu'il avait congédié l'Impératrice et les grands-ducs comme de coutume. Les personnes qui avaient été à ce souper du château prétendirent se rappeler plus tard qu'Alexandre (et ce fut cité comme l'une des preuves frappantes de l'extrême dissimulation dont on s'est plu souvent à l'accuser), qu'Alexandre, dis-je, pendant la soirée, à table, en prenant congé de son père, n'avait pas changé de contenance, ni trahi par aucun signe extérieur l'approche de la scène qu'il savait se préparer pour cette nuit. Personne peut-être n'y prit garde alors, car il m'a conté souvent combien il fut alors agité, pénétré de tristesse et d'angoisse, et certes il devait l'être tout au moins en pensant aux dangers qu'il courait et à quel sort lui, sa mère, sa famille et beaucoup d'autres eussent été exposés, si l'entreprise qui allait se tenter n'avait pas réussi. D'ailleurs, les grands-ducs étaient obligés de se tenir toujours, vis-à-vis de leur père, dans une réserve dont ils n'osaient jamais sortir, et cette habitude constante de renfermer ses émotions et ses pensées, cette impassibilité forcée, cette crainte de les épancher, explique pourquoi personne dans ce grave et dernier moment n'aperçut dans la contenance retenue d'Alexandre tout ce qui se passait dans son âme.

Chez les Zubow, au milieu d'une gaieté excitée par le vin, et que chacun tâchait de se donner et d'inspirer à son

voisin, les heures, pour quelques-uns des convives, ne s'écoulèrent que trop vite. Le moment désigné pour l'exécution arriva. Ce fut à minuit qu'on se mit en marche. Les chefs avaient tâché d'être sobres et de conserver toute leur présence d'esprit, mais la plus grande partie des convives avaient une pointe, quelques-uns même chancelaient sur leurs jambes.

On se partagea en deux bandes, composées chacune d'une soixantaine de généraux et officiers. Les deux Zubow, Platon et Nicolas, et le général Beningsen, se mirent à la tête de la première, destinée à se rendre directement au palais Saint-Michel. L'autre bande fut dirigée sur le jardin d'été pour pénétrer de ce côté dans le château. Pahlen en prit le commandement. L'adjudant de place, qui connaissait tous les passages, corridors et portes du château où ses fonctions l'appelaient journellement, conduisit, une lanterne sourde à la main, la première colonne, et la fit monter jusqu'à l'entrée des cabinets de toilette de l'Empereur, attenants à sa chambre à coucher. Un jeune valet de chambre qui était de service ne voulut pas laisser entrer les conjurés : il cria au meurtre, à la rébellion. Blessé en se défendant, il fut mis hors de combat. Ses cris avaient réveillé l'empereur Paul. Il se jeta à bas de son lit et courut à une porte de communication avec l'appartement de l'Impératrice, devant laquelle il y avait une large portière.

Malheureusement pour lui, dans un accès d'aversion pour sa femme, il avait fait fermer et barricader cette porte; la clef même n'y était plus, soit que Paul lui-même l'eût fait ôter, ou que ses favoris d'alors, opposés à l'Impé-

ratrice, s'en fussent emparés, dans la criante, funeste pour eux et pour lui, qu'il ne lui prît un jour la fantaisie de retourner auprès d'elle. Dans ce même moment, les cris qu'avait poussés le fidèle serviteur, l'unique défenseur qu'eût au moment d'un danger suprême ce souverain qui croyait plus que jamais à sa toute-puissance, et qui pour la garantir venait de s'entourer d'un triple rang de murs et de gardes, les cris, dis-je, de ce défenseur unique suffirent pour jeter la terreur et le trouble parmi les conjurés. Ils s'arrêtèrent en confusion dans les escaliers et tinrent conseil. Le prince Zubow, chef de la colonne, manqua de cœur; troublé, déconcerté, il proposa de se retirer au plus tôt; mais le général Beningsen, de qui je tiens une partie de cette relation, le saisit par le bras et s'éleva contre un avis aussi dangereux. « Quoi, dit-il, vous nous avez amenés jusqu'ici, et vous voulez maintenant rétrograder? Nous sommes trop avancés pour suivre votre conseil qui nous perdrait tous. Le vin est tiré, il faut le boire, marchons. »

Le Hanovrien Beningsen décida alors de l'événement et des suites qu'il aurait pour la Russie et pour l'Europe; il était l'un de ceux qui n'avaient été instruits de la conjuration que le soir même. Il se met à la tête de la colonne : les plus courageux ou les plus acharnés contre Paul sont les premiers à le suivre. Ils pénètrent dans la chambre à coucher de l'Empereur et vont droit à son lit, il n'y était plus : nouvelle alarme pour les conjurés. On le cherche avec une lumière à la main, et bientôt on trouve le malheureux Empereur, blotti dans les plis de la portière sous laquelle il tâchait de se dérober à leur vue. On le tire de

là en chemise, et plus mort que vif; c'était bien lui rendre avec une cruelle usure toutes les terreurs qu'il avait jamais inspirées. La frayeur lui avait glacé les sens, lui avait ôté la parole; il tremblait de tout son corps; on le plaça sur une chaise devant son bureau. La longue, maigre, pâle et anguleuse figure du général Beningsen, le chapeau en tête et l'épée nue à la main, dut lui apparaître comme un spectre terrible [1]. « Sire, lui dit le général, vous êtes mon prisonnier, et vous avez cessé de régner; renoncez à la couronne, écrivez et signez sur-le-champ un acte d'abdication en faveur du grand-duc Alexandre. » L'Empereur n'était pas en état de répondre, on lui mit une plume dans la main. On avait probablement préparé une minute de l'abdication, pour la lui faire copier; tremblant et presque sans connaissance, il allait obéir, lorsque quelques cris se firent de nouveau entendre.

Le général Beningsen, après avoir imposé au souverain détrôné la signature qu'on exigeait de lui, sortit, à ce qu'il m'a souvent répété, pour s'assurer quels étaient ces cris que l'on entendait, pour rétablir l'ordre et prendre les mesures nécessaires à la sûreté du château et de la famille impériale; mais Beningsen n'eut pas plutôt passé le seuil de la porte, qu'une scène horrible commença. Le malheureux Paul resta seul avec des hommes animés contre lui d'une haine personnelle et furieuse, pour des injustices, des persécutions, ou seulement pour des refus éprouvés de sa part. Il devint d'abord l'objet de leurs insultes et d'indignes outrages. Il paraît que sa mort avait été par avance décidée

[1] L'expression ordinaire de ses traits était, au contraire, plutôt douce et bienveillante.

entre plusieurs des plus furieux conjurés, peut-être à l'insu des chefs ou du moins sans leur assentiment formel. Cette horrible catastrophe, presque inévitable en Russie en pareil cas, fut sans doute précipitée, hâtée par les cris qui avaient fait sortir le général Beningsen et qui remplissaient les conjurés, restés dans l'appartement, d'alarmes et de craintes pour eux-mêmes. Le comte Nicolas Zubow, homme de formes athlétiques (et que pour sa figure on surnomma l'Alexis Orlow de la famille des Zubow), fut le premier, dit-on, qui mit la main sur son souverain. Une fois cette limite transgressée, rien n'arrêta plus les conjurés. Ils ne voient plus dans Paul qu'un monstre, un tyran, qu'un ennemi implacable : son anéantissement, son entière soumission ne désarment personne, et le rendent à leurs yeux méprisable et ridicule, autant qu'odieux.

On le frappe; l'un des conjurés, dont le nom connu plus tard m'échappe maintenant, détache son écharpe de service et entoure le col de l'Empereur. Il se débat; un danger extrême, l'approche de la mort lui rendent la parole et quelque force; il s'écrie, en mettant l'une de ses mains qu'il est parvenu à arracher à ses assassins, entre son col et l'écharpe fatale : « De l'air! de l'air! » Dans ce moment, il aperçoit un uniforme rouge que portaient alors les officiers des gardes à cheval; il croit que c'est son fils Constantin, colonel de ce régiment, qui est occupé à lui donner la mort. « Grâce, monseigneur, s'écrie-t-il, grâce! Par pitié, de l'air, de l'air!... » Les conjurés s'emparent de la main avec laquelle il cherchait à prolonger sa vie; l'écharpe est tirée par les deux bouts avec une fureur atroce; le malheureux empereur a déjà exhalé son dernier soupir, qu'on

se pend encore à l'écharpe; on traîne le cadavre, on le frappe de la main et du pied; alors les poltrons de l'entreprise viennent se joindre à ceux qui avaient porté le coup, et les surpassent en atrocité. Le général Beningsen rentre : je ne sais s'il fut sincèrement consterné de ce qui s'était passé en son absence, à quoi il n'avait pris aucune part. Il se contenta de mettre fin à l'affreux désordre de la scène.

En attendant, le cri : *Paul n'existe plus !* est entendu par tous les conjurés retardataires, et les enivre d'une joie qui les prive de tout sentiment de décence et de dignité. Ils se répandent en tumulte dans les corridors et les salles du château, se racontent leurs prétendues prouesses; beaucoup d'entre eux trouvent moyen de compléter l'ivresse commencée au souper, en pénétrant dans les caves de la cour et en buvant à la mort de celui qui n'existait plus.

Pahlen, à la tête de la seconde colonne, égaré, à ce qu'il paraît, dans les allées du jardin d'été, arrive au château avec sa bande au moment où l'attentat venait d'être consommé. On dit, je ne saurais l'affirmer, qu'il avait tardé exprès, afin que si les conjurés manquaient leur coup, il pût avoir l'air d'accourir pour les arrêter et faire accroire à l'empereur Paul qu'il était son sauveur. Quoi qu'il en soit, dès qu'il arriva sur les lieux de l'action, il sut se donner tous les airs d'une grande activité, la déployer en effet, multiplier les ordres nécessaires pendant le reste des événements de la nuit, en un mot, ne rien omettre pour que le premier mérite et le prix du commandement de l'entreprise, celui d'un zèle et d'une habileté décisifs ne pussent lui échapper.

On a pu juger combien, pendant l'exécution même de

l'entreprise et malgré toutes les précautions prises pour qu'elle réussît, il n'avait tenu qu'à des hasards de la faire échouer. Les circonstances suivantes le prouveront encore mieux.

La conjuration était à la vérité presque unanime parmi les classes supérieures et parmi la plupart des officiers; mais il n'en était pas de même des soldats. Les sévérités, les fureurs insensées de l'empereur Paul, tombaient ordinairement sur les fonctionnaires, sur les généraux et les officiers supérieurs. Plus on était haut en rang, et plus on y était exposé; ce n'était que rarement que sa bizarre sévérité atteignait les soldats. Bien plus, ils recevaient continuellement pour une parade ou un exercice des distributions de pain, de viande, d'eau-de-vie et de roubles. Les terreurs des officiers et les punitions auxquelles ils étaient journellement exposés n'avaient donc rien de fort désagréable pour le simple soldat; au contraire, c'était une espèce de satisfaction qu'il recevait pour les coups de bâton et les mauvais traitements qu'ils lui faisaient sans cesse endurer. D'ailleurs, leur fierté était flattée de leur grande importance, car qu'y avait-il de plus important sous Paul qu'une parade, un exercice, un pied levé trop tôt, un bouton mal boutonné? Cela amusait et plaisait aux soldats de voir que leur empereur, leur grand appréciateur, faisait pleuvoir les punitions et les sévérités sur l'officier, tandis qu'à toute occasion il comblait la troupe d'amples compensations pour les travaux, les veilles et la gêne auxquels ils étaient assujettis.

En un mot, le soldat, — et surtout celui des gardes, dont beaucoup étaient mariés, vivant même avec leurs familles dans une sorte d'opulence, — se trouvait à l'aise, était con-

tent sous Paul, et lui était attaché. Le général Falyzin, l'un des principaux conjurés et fort aimé de sa troupe, s'était chargé d'amener au château l'un des bataillons du premier régiment des gardes qu'il commandait. Il le rassembla au sortir du souper des Zubow et voulut annoncer aux soldats que les fatigues et les sévérités de leur service allaient cesser; qu'ils étaient au moment d'avoir un souverain indulgent, doux, bienfaisant, dont ils n'auraient à attendre aucune des rigueurs actuelles. Il s'aperçut bientôt que ses paroles n'étaient pas écoutées avec faveur; les soldats gardaient un morne silence; les visages prirent une expression sombre, des murmures se firent entendre. Le général ne pensa plus à être éloquent; il se hâta de terminer sa harangue en prononçant du ton bref et avec l'accent habituel les mots de commandement : *Demi-tour, à droite, marche,* — et la troupe, redevenue machine, se tourna, marcha, et se laissa conduire au château Saint-Michel, dont elle occupa toutes les avenues.

Le comte Valérien Zubow, privé d'une jambe qu'il avait perdue dans la guerre de Pologne, ne pouvait appartenir à aucune des deux colonnes des conjurés. Il entra au château bientôt après que la mort de l'empereur Paul fut connue, et crut devoir se rendre à la salle des gardes à pied, pour se convaincre de leurs dispositions. En passant, il s'adressa aux soldats et leur dit qu'il les félicitait d'avoir un nouveau et jeune empereur; mais ce compliment fut mal accueilli, et le comte Zubow se vit obligé de hâter sa sortie pour ne pas s'exposer à des manifestations fort désagréables.

Ces détails prouvent de reste combien il eût été facile à l'empereur Paul d'écraser les conspirateurs; s'il eût pu

leur échapper pour un seul moment, s'il se fût montré à la garde qui était dans la cour du château, s'il eût eu un seul homme à lui envoyer, les conjurés étaient perdus. Ils ne pouvaient réussir que par un prompt coup de main. Cela prouve aussi combien était illusoire, impossible même à exécuter, le projet qu'Alexandre avait formé de tenir son père en tutelle. Si l'Empereur était resté en vie, le sang aurait coulé sur les échafauds, la Sibérie se serait peuplée, et probablement sa vengeance terrible se serait étendue sur plusieurs membres de sa famille.

Disons maintenant ce qui s'était passé durant cette affreuse nuit dans la partie du palais habitée par la famille impériale.

Le grand-duc Alexandre savait qu'il touchait au moment où, cette nuit même, on devait proposer à son père d'abdiquer, de se démettre du pouvoir. Agité d'inquiétude, de doutes, de mille angoisses confuses qui se combattaient dans son âme, il s'était jeté tout habillé sur son lit. Vers une heure, on frappa à sa porte, et il vit entrer le comte Nicolas Zubow, la figure échevelée, enluminée de vin et du meurtre à peine consommé, et ses vêtements en désordre. Il s'approcha du grand-duc qui s'était mis sur son séant, et lui dit de sa voix rauque : « Tout est fait. » — Qu'est-ce qui est fait? demanda le grand-duc consterné. Il avait l'ouïe dure, et peut-être craignait-il de comprendre ce qu'on allait lui dire, tandis que le comte Zubow, de son côté, craignait de décliner nettement ce qui avait été fait. Cela prolongea quelque peu l'entretien ; la mort de son père était si loin de la pensée du grand-duc, qu'il n'en admettait pas la possibilité. Enfin il s'aperçut que le comte, sans s'expliquer

clairement, lui disait toujours *Sire* et *Votre Majesté;* le grand-duc ne pensait être que régent. Cette circonstance ne lui permit pas longtemps de rester dans le doute. Le grand-duc s'abandonna à la plus grande douleur, au plus poignant désespoir.

Faut-il s'en étonner? Les ambitieux mêmes ne peuvent commettre un crime ou même s'en croire la cause sans frémir, et le grand-duc n'était alors nullement ambitieux, il ne l'était pas et ne l'a jamais été par caractère : l'idée d'avoir causé la mort de son père lui fut horrible, il sentit un glaive s'enfoncer dans sa conscience, et qu'une tache noire qu'il croyait ineffaçable s'attachait pour toujours à sa réputation.

Pendant ce temps, le bruit de la rébellion et d'un attentat à la vie de l'Empereur était parvenu jusqu'à l'appartement de l'Impératrice; elle s'était réveillée en sursaut et habillée à la hâte. La nouvelle du crime consommé l'avait mise dans une agitation impossible à décrire, en la remplissant d'étonnement, de crainte, d'horreur, de regret pour son époux, d'inquiétude pour elle-même. Rarement les impératrices, les princesses étrangères, ou même celles de la famille, que leur destinée fixe en Russie, ont pu et peuvent s'abstenir de songer parfois à la possibilité d'y régner par quelque revirement inattendu du sort, et dans le plus secret de leur pensée ne pas rêver momentanément à cette chance si fréquente, si conforme aux traditions, aux idées, au penchant même et à l'attrait du pays.

L'impératrice Marie se montra aux conjurés hors d'elle, désespérée, furieuse. Elle avait rempli l'antichambre et les corridors attenant à son appartement de ses cris. Aperce-

vant des grenadiers, elle s'adressa à eux et leur dit à plusieurs reprises : « Eh bien ! s'il n'y a plus d'empereur, et puisqu'il est tombé victime des traîtres, eh bien ! c'est moi qui suis votre impératrice, moi seule, je suis votre légitime souveraine, défendez-moi, suivez-moi. » Le général Beningsen et le comte Pahlen, qui venaient d'amener au château, pour y faire cesser le désordre, un détachement choisi, sur lequel ils pouvaient compter, essayèrent de la calmer et parvinrent avec difficulté et de force à la conduire dans son appartement. A peine rentrée, elle voulut en sortir, malgré les factionnaires placés à sa porte. Elle semblait décidée dans ces premiers moments à tout oser pour s'emparer des rênes du gouvernement et pour venger le meurtre de son époux. Mais l'impératrice Marie n'avait dans son extérieur, dans sa nature, rien de ce qui entraîne, de ce qui inspire l'enthousiasme et le dévouement spontané. Généralement considérée et honorée, elle n'avait pas de prise sur les sentiments qui entraînent d'impulsion et sans calcul. Ses paroles, ses apostrophes réitérées ne produisirent aucun effet sur les soldats. Son accent étranger, allemand, qu'elle avait conservé en parlant le russe, y contribua peut-être. Les factionnaires croisèrent leurs armes. Elle se retira confondue, désespérée, et le dépit d'une ambition dévoilée inutilement, sans le moindre succès, dut augmenter toutes les douleurs qu'elle éprouvait.

Je n'ai jamais rien su de la première entrevue de la mère et du fils après l'attentat consommé. Que se dirent-ils ? Quelles explications pouvaient-ils se donner sur ce qui venait de se passer ? Plus tard ils se comprirent et se rendirent justice ; mais dans ces premiers et terribles moments,

l'empereur Alexandre, anéanti de remords et de désespoir, semblait hors d'état de proférer une parole ou de penser à quoi que ce soit. D'autre part, l'Impératrice sa mère était dans une exaltation de regrets et d'animosité qui la privait de toute mesure et de toute réflexion. — Parmi les membres de la famille impériale, au milieu de l'horrible confusion qui régnait dans tout le château, la jeune impératrice fut, au dire de tout le monde, la seule qui conserva de la présence d'esprit. L'empereur Alexandre le répétait souvent. Elle s'efforça de le consoler, de lui rendre du courage et de l'aplomb. Elle ne l'avait pas quitté de la nuit, et ne s'absentait par instants d'auprès de lui que pour aller par ses soins calmer autant que possible sa belle-mère, la retenir dans l'intérieur de ses appartements, la faire renoncer à des emportements qui auraient pu devenir dangereux, tandis que les conjurés, ivres de succès et qui savaient combien ils avaient à redouter de ses vengeances, étaient maîtres du château. En un mot, dans cette nuit de trouble et d'horreur, où chacun, chaque acteur était diversement agité, les uns se glorifiant de leur triomphe, les autres plongés dans la douleur et le désespoir, l'impératrice Élisabeth fut en quelque sorte le seul pouvoir qui, en exerçant une influence intermédiaire accueillie par tous, devint un véritable médiateur de consolation, de trêve ou de paix entre son époux, sa belle-mère et les conjurés.

L'empereur Alexandre se trouva pendant les premiers temps de son règne vis-à-vis des meurtriers de son père dans une position difficile, fausse et des plus pénibles. Durant quelques mois il se crut à leur discrétion et hors de la possibilité d'agir librement. Cependant, ce fut princi-

palement sa conscience, un sentiment d'équité naturelle, qui toujours plus tard rendit sa conduite incertaine envers les conjurés et l'empêcha de livrer les plus coupables à l'action de la justice. Alexandre savait que d'intention, à dater presque de l'avénement de l'empereur Paul, la conjuration existait pour ainsi dire dans tous les esprits, mais que ceux qui avaient participé personnellement à son exécution ne s'y étaient décidés qu'après qu'on les avait assurés qu'il y avait donné son assentiment. Comment donc sévir contre eux, puisque cet assentiment, sous quelque forme et avec quelque restriction qu'il fût donné, avait été en effet obtenu? Comment devant la justice séparer les plus coupables de ceux qui l'étaient moins? Ceux-ci comprenaient toutes les notabilités de l'armée et des salons des deux capitales, tous les officiers supérieurs des gardes. Personne de la société de Pétersbourg n'y aurait échappé. Comment devant la loi établir la différence du délit des coupables qui frappèrent le coup de ceux qui voulurent seulement déposer leur souverain? Le forcer d'abdiquer, n'était-ce pas porter la main sur sa personne, et, en cas de résistance et de lutte, n'était-ce pas s'exposer aux chances, à la nécessité d'attenter même à sa vie? Si les meurtriers seuls avaient été traduits devant les tribunaux, ils auraient provoqué et fait comparaître les autres conspirateurs, et, comme moyen de défense, ils n'auraient pas manqué de s'appuyer sur le consentement donné par le grand-duc.

Que d'inconvénients graves étaient attachés à cette marche! Pouvait-on prétendre qu'Alexandre s'y exposât? C'est donc à tort qu'on lui a reproché de n'avoir pas puni sur-le-champ et livré à la rigueur des lois les meurtriers pro-

prement dits de son père, ceux qui avaient commis le crime contre sa volonté la plus expresse. D'ailleurs, longtemps il ne connut pas leurs noms, on était intéressé à les lui cacher. Personne des autres conjurés ne voulut les dénoncer, car tous sentaient leur propre danger et la solidarité de leur cause. Alexandre n'apprit que plusieurs années plus tard et successivement le nom des meurtriers. Ils s'exilèrent volontairement ou furent exilés au Caucase par le concours même de la nombreuse catégorie des conjurés restés en possession de leurs places, et qui se hâtèrent de les éloigner. Tous périrent misérablement, à commencer par le comte Nicolas Zubow, qui, bientôt après l'avénement d'Alexandre, n'osant se montrer à la cour, mourut dans une retraite forcée, rongé de maladie, de remords et d'ambition désappointée.

En considérant donc l'ensemble de ces circonstances, on restera convaincu que l'empereur Alexandre dans sa position ne pouvait agir autrement qu'il ne le fit, quoique sa mère ne cessât de le lui demander. Dans l'impossibilité de faire prendre à cette fatale et odieuse affaire une marche avouée, publique et légale, il suivit l'impulsion de ses sentiments personnels. Il prit en horreur ceux qui l'avaient engagé les premiers à donner son assentiment, même le plus conditionnel, à la conjuration. Il ne cessa de rechercher les véritables meurtriers de son père, et se contenta de leur mort misérable et ignorée sur la ligne du Caucase ou dans quelque corps éloigné de l'armée. Le ciel même sembla vouloir satisfaire à sa vindicte en précipitant leur fin. Alexandre fit droit aux instances continuelles de l'Impératrice sa mère, dont les rigueurs ne cessaient de poursui-

vre ceux qui avaient marqué dans l'exécution du complot.

Le général Beningsen ne parut jamais à la cour. Il perdit sa place de gouverneur général de la Lithuanie, qui fut donnée au général Kutuzow. Ce ne fut que vers la fin de l'année 1806 que la réputation militaire de Beningsen le tira de sa retraite et obligea Alexandre à le placer à la tête de l'armée qui combattit à Eylau et à Friedland. Le prince Platon Zubow, chef apparent de la conspiration, malgré tout le mouvement qu'il se donna, n'obtint aucun emploi, et sentant combien sa vue était désagréable à l'Empereur, il alla s'enfermer dans ses terres, cherchant, par un mariage tardif avec une jolie Polonaise, à retrouver une existence qui lui convînt; il erra à l'étranger, et, ne rencontrant nulle part de la considération, mourut bientôt sans être regretté de personne. J'ai dit de quelle manière le général Pahlen avait été renvoyé. Il en fut de même du comte Panin. Au bout de quelques mois, avant de partir pour le couronnement, l'Empereur lui retira le portefeuille des affaires étrangères. Ces deux premiers fauteurs de la conspiration, placés sous la surveillance de la haute police, reçurent l'ordre non-seulement de ne pas paraître à la cour, mais de ne jamais se trouver nulle part où il serait, de rester toujours à une certaine distance de l'endroit où viendrait l'Empereur. Leur carrière fut brisée, anéantie. Ils durent renoncer pour toujours aux affaires publiques, qui étaient leur élément, et traîner leur vie dans un isolement et un oubli dont ils ne sont plus sortis.

Il faut reconnaître que la punition subie par ces personnages et par plusieurs autres fut précisément la plus douloureuse, je dirai la plus dure qu'on ait pu leur infliger.

Mais, entre tous, c'est l'empereur Alexandre qui s'est puni lui-même avec le plus de rigueur. On ne saurait assez dire combien sa douleur, ses regrets, les remords qu'il cherchait sans cesse à faire revivre, étaient profonds et touchants.

Le moment fixé pour le couronnement approchait. La cour et tout Pétersbourg se rendirent à Moscou vers la fin d'août 1801. Au milieu du faste des grandeurs, des fêtes variées et superbes qui entouraient le jeune empereur, et des témoignages d'amour et d'enthousiasme qu'on lui prodiguait, j'ai pu juger avec certitude de ce qui se passait dans son âme. Les fêtes, les réceptions, les cérémonies du couronnement lui rappelèrent sans doute plus vivement son père traversant ces mêmes lieux, montant avec la même pompe ces mêmes degrés du trône, qui devait être souillé de son sang et de son corps défiguré. Le brillant étalage du pouvoir suprême, au lieu de réveiller l'ambition d'Alexandre, au lieu de flatter sa vanité ou de le distraire, aggravèrent, au contraire, à l'excès son tourment intérieur. Il ne fut jamais, je crois, plus malheureux. Il restait des heures entières seul en silence, les yeux fixes et hagards. Ces heures revenaient tous les jours, il ne voulait alors personne auprès de lui.

J'étais celui avec qui il était le plus à l'aise et qui le gênait le moins, auquel depuis longtemps il avait confié ses pensées secrètes et ses peines; il m'était donc plutôt permis qu'à tout autre d'entrer dans son cabinet quand il se livrait à ce douloureux anéantissement, à ces remords désespérants; je rompais quelquefois la consigne quand la terrible méditation se prolongeait trop longtemps. Je m'ef-

forçais de l'en tirer, de lui rappeler ses devoirs, les travaux auxquels il était appelé. Alexandre les considérait comme une tâche pénible qu'il fallait subir, mais la force, l'excès de ses remords, sa sévérité envers lui-même, lui ôtaient toute énergie. A mes exhortations, aux paroles d'encouragement et d'espoir que je lui adressais, il répondait : « Non, c'est impossible, il n'y a pas de remède à cela ; je dois souffrir ; comment voulez-vous que je cesse de souffrir? Cela ne peut changer. »

Tous ceux qui l'approchaient craignirent à plusieurs reprises que sa raison ne s'altérât entièrement, et, comme j'étais le seul qui alors pouvais lui parler avec abandon, on m'y engageait continuellement, et je crois que mes soins ne furent pas inutiles pour empêcher le jeune empereur de succomber sous le poids de la terrible pensée qui le poursuivait. Quelques années plus tard, les grands événements auxquels l'empereur Alexandre eut une part de plus en plus marquante et si glorieuse, lui donnèrent des consolations et pendant quelques années absorbèrent peut-être toutes ses facultés ; mais je suis persuadé que plus tard encore, ce fut cette même terrible pensée qui, en reprenant son empire, lui donna vers la fin de ses jours tant d'abattement, tant de dégoût de la vie et de dévotion peut-être exagérée, seul soutien toutefois possible et réel offert à tout homme dans ses peines les plus poignantes. Quand la conversation était parfois ramenée sur ce triste sujet, l'empereur Alexandre me répétait encore souvent les détails du projet qu'il avait formé d'établir son père dans le palais Saint-Michel, et de lui procurer ensuite, selon les possibilités, la jouissance des résidences impériales à la

campagne. « Mais, disait-il, le palais Saint-Michel était son habitation favorite, il s'y serait bien trouvé. Il aurait eu tout le jardin d'hiver à sa disposition pour s'y promener, y monter à cheval. » Alexandre voulait y faire construire un manége et un théâtre; il s'imaginait que dans cette enceinte il aurait pu rassembler tous les agréments de la vie, tout ce qui amusait son père, qu'il s'en serait contenté et aurait été heureux. Il le jugeait d'après lui-même.

Alexandre eut toujours dans son noble caractère quelque chose de féminin, avec les aimables, les bonnes et fâcheuses conséquences qui en résultent. Il lui arrivait souvent d'arranger dans son imagination des projets qui lui plaisaient et qui ne pouvaient se combiner avec la réalité. Sur ce fondement idéal il élevait à sa fantaisie des structures complètes qu'il ne manquait pas de perfectionner avec tout le soin possible. Rien au reste n'était pratiquement plus impossible que le roman qu'Alexandre avait imaginé sur la manière dont il voulait rendre son père heureux, tout en le privant de sa couronne et de la possibilité de tourmenter et de ruiner le pays. En Russie, c'était encore plus impraticable que partout ailleurs. Alexandre était alors non-seulement jeune et sans expérience, il avait presque encore l'inexpérience confiante et aveugle de l'enfance, et ces traits de son premier caractère ne se sont effacés qu'après plusieurs années de vie réelle.

J'ai cru convenable de ne rien taire sur la catastrophe du début de son règne, car c'était la meilleure manière de rendre justice à l'empereur Alexandre, sur lequel on a fait planer mille bruits injurieux qui noircissent sa mémoire. La vérité tout entière, présentée sans restrictions,

le lave jusqu'à un certain point d'une accusation odieuse, explique comment il fut entraîné à une action qui était l'opposé de ses pensées, de tous ses penchants, et pourquoi il a pu paraître ne pas punir assez rigoureusement des hommes dont il avait horreur.

Pour sauver la mémoire de l'empereur Alexandre d'une tache odieuse et terrible, je n'ai voulu que dépeindre avec une scrupuleuse véracité son extrême inexpérience, l'absence d'ambition qui le caractérisait et qui lui faisait désirer de fuir le trône plutôt que d'y monter, les motifs puissants si plausibles, honorables même, dont on se servit, que l'on sut faire valoir pour le déterminer enfin à participer à une action dont il ne prévoyait pas le dénoûment, qui, une fois accomplie, lui causa tant de tourments et dont il a gémi toute sa vie. En se rendant compte de ces diverses circonstances, on reste convaincu qu'en toute justice on peut plaindre Alexandre, mais qu'on peut aussi hésiter à le condamner.

NOTE

APRÈS LA LECTURE DE QUELQUES MÉMOIRES ET DE L'*HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE*, DE M. THIERS.

Le mémoire de M. de Langeron sur la mort de l'empereur Paul est la vérité. Pour qu'il soit *toute la vérité*, il faudrait y ajouter les arguments et les moyens dont Panin et Pahlen ont fait usage pour engager le grand-duc Alexandre à consentir à l'abdication forcée de son père.

Ce consentement a été arraché avec la plus grande difficulté et après les promesses les plus solennelles qu'il ne

serait fait aucun mal à l'empereur Paul. Il faudrait peindre l'extrême désespoir d'Alexandre lorsqu'il apprit la mort de son père.

Ce désespoir a duré pendant plusieurs années et a fait craindre pour la santé de l'empereur Alexandre. Le remords dont il était poursuivi a été plus tard la cause de son penchant pour le mysticisme.

L'empereur Alexandre n'a pu pardonner à Panin et à Pahlen de l'avoir entraîné à une action qu'il considérait comme le malheur de sa vie. Ces deux personnages ont été à jamais bannis de la cour et de la présence de leur souverain.

Il n'a pas puni d'autres personnes qui avaient été du complot, parce qu'il les regardait comme de bonne foi, n'ayant eu en vue que la déchéance, et, par conséquent, il se sentait aussi coupable qu'eux, et ne se croyait pas le droit de les punir. Pour ce qui est des assassins proprement dits, ils lui furent longtemps soigneusement cachés par les conspirateurs. Ce ne fut qu'au bout de quelques années que l'empereur Alexandre parvint à les connaître tous; plusieurs étaient déjà morts, tels que le comte Nicolas Zubow; les autres furent envoyés à l'armée du Caucase et y périrent.

On ne doit pas s'étonner de tout ce que contient l'écrit de M. de La Roche-Aymon.

Lorsque l'on sut que Paul était bien tué, tous ceux qui avaient été de la conspiration, et dont la plupart avaient bu pour se donner du courage, se répandirent dans le château et dans la ville, et racontèrent beaucoup de faussetés pour se donner du relief. Ce fut un grand scandale.

CHAPITRE IX

1801-1802

RÈGNE ET CARACTÈRE D'ALEXANDRE. — CONSEIL INTIME ET COMBINAISONS MINISTÉRIELLES. — RÉFORMES. — RELATIONS AVEC LA FRANCE. — ENTREVUE AVEC LE ROI DE PRUSSE A MEMEL. — RÉORGANISATION. — DIPLOMATIE.

Les opinions et les sentiments d'Alexandre qui m'avaient paru si admirables dans un grand-duc de Russie n'avaient pas changé; mais rapproché du pouvoir du temps de l'empereur Paul et maintenant exerçant lui-même l'autorité souveraine la plus absolue, ses opinions avaient dû se modifier. Cependant elles étaient toujours au fond de son cœur. Ce fut pendant de longues années comme une passion secrète qu'on n'ose avouer devant un monde incapable de la comprendre, mais qui ne cesse de nous dominer et qui entraîne dès que la possibilité d'y céder se présente. J'aurai souvent l'occasion de revenir sur ce sujet si important pour expliquer le caractère d'Alexandre, car dans d'autres moments de sa vie l'Empereur, pénétré de sa puissance et des obligations qu'elle lui imposait, aurait pu aussi être comparé à un homme qui se complaît à s'amuser avec les joujoux de son enfance et quitte avec regret une récréation favorite pour rentrer dans les occupations obligées de la vie réelle.

Il n'était plus question des anciennes rêveries libérales poussées à l'excès; l'Empereur ne me parla plus de son projet de quitter le trône, ni de l'écrit qu'il m'obligea de rédiger et qu'il reçut avec tant de satisfaction : je ne sais ce qu'il sera devenu. Cependant, tout ce qui touchait à des idées pratiques, à la justice, à l'émancipation des masses, à des réformes équitables, à des institutions libérales, il ne cessait d'y penser et de s'en occuper : c'était son délassement intime. Il avait compris les obstacles souvent insurmontables que les réformes même les plus élémentaires rencontreraient en Russie; mais il tenait à prouver à ses intimes que les sentiments qu'il leur avait jadis témoignés étaient les mêmes, malgré le changement de sa position. Il fallait toutefois ne pas les dévoiler et encore moins s'en parer devant un public qui alors était si peu préparé à les apprécier, et qui les aurait considérés avec autant de surprise que d'effroi. En attendant, la machine gouvernementale continuait à fonctionner selon son ancienne routine, et l'Empereur était obligé d'y prendre part. Pour remédier à cette pénible contradiction avec lui-même, l'Empereur réunit une espèce de conseil secret, composé de personnes qu'il nommait ses amis personnels et qu'il croyait animées de sentiments et d'opinions conformes aux siens. Le jeune comte Paul de Strogonow, M. de Novosiltzow et moi en furent le premier noyau.

Nous étions liés d'ancienne date. Nos relations devinrent à présent plus sérieuses. La nécessité de se grouper autour de l'Empereur et de ne pas le laisser seul, en proie à ses désirs de réforme, nous unissait davantage. Nous fûmes considérés pendant quelques années comme des modèles

d'intime et constante amitié à toute épreuve. Se montrer supérieur à tout intérêt personnel, n'en accepter ni distinctions, ni gratifications, fut la devise de notre pacte d'union. Cette devise ne pouvait guère s'acclimater dans ce pays, mais elle cadrait avec les idées de jeunesse de l'Empereur et lui inspirait une estime spéciale pour ses amis. Je fus le seul véritable promoteur de cette devise, qui à la vérité convenait surtout à ma position particulière. Elle ne fut pas toujours du goût de mes compagnons, et l'Empereur lui-même finit plus tard par être fatigué d'avoir des serviteurs qui voulaient se distinguer en refusant d'accepter des récompenses dont tout le monde était si avide.

On a pu voir comment, au couronnement de l'empereur Paul, à Moscou, cette entente avait déjà été préparée; nous étions d'ailleurs depuis longtemps intimement liés, nous réunissant journellement chez le vieux comte Strogonow. Le quatrième membre admis par l'Empereur au conseil secret fut le comte de Kotchoubey; je crois avoir déjà dit qu'il avait été la première relation du grand-duc Alexandre. Neveu du comte Bezborodko, ministre très-estimé de Catherine, il avait été placé de bonne heure au service et envoyé très-jeune encore au poste de Constantinople; rappelé du temps de Paul pour faire place à M. Tamara, dont je parlerai autre part, il avait su s'y conduire à la satisfaction du gouvernement de Pétersbourg. M. de Kotchoubey, que j'avais entrevu à Vienne quelques années auparavant, lorsqu'il se rendait en Orient, fut peut-être le seul Russe bien traité dans cette capitale; c'était du temps de notre grande diète et pendant le règne de Léopold, alors que les Russes étaient exposés dans les salons à recevoir

un accueil très-peu flatteur des dames. Je me rappelle que la comtesse Caroline, plus tard lady Guilford, interrogée par le comte Czernichew, au fond bien vu, qui pour payer un gage lui demanda de lui dire une injure, lui répondit : « Vous êtes un Russe ! » — Revenons au comte Kotchoubey; il avait un certain acquis européen et de belles manières qui lui attiraient facilement l'estime et la bienveillance. La vanité, défaut presque général parmi les hommes, mais surtout défaut national des Russes et de tous les Slaves, exposait le comte Kotchoubey à des critiques que lui lançaient les vanités d'autrui, et qu'il ne relevait pas, car il avait beaucoup de douceur de caractère. Il avait aussi la pratique des affaires, mais les connaissances étendues et réelles lui manquaient ; il avait un esprit droit, mais sans profondeur, de la douceur de caractère et plus de bonté et de sincérité qu'on n'en trouve communément en Russie.

Toutes ces qualités n'empêchaient pas qu'il ne conservât au fond certaines faiblesses et une manière de voir tout à fait russes, c'est-à-dire un grand désir et un besoin de places, de distinctions et surtout de fortune pour suffire à sa dépense et à celle de sa famille, qui devint très-nombreuse. On remarquait aussi en lui une extrême facilité à se plier aux opinions en vogue, à se mettre à la suite et à l'unisson de tout système que lui imposait une volonté supérieure ou bien l'entourage où il se trouvait. Avec nous il se laissait aller à des manifestations libérales, quoique toujours avec une sorte de réticence, car des sentiments de ce genre ne pouvaient se concilier avec ses propres opinions. A ces faiblesses il faut encore ajouter une vanité qui se trahissait tout en voulant se cacher, et qui

l'exposait aux sarcasmes de mes deux collègues, auxquels je m'associais le moins possible, à cause des qualités que je lui reconnaissais et de l'amitié qu'il me témoignait, et dont il m'a encore donné des preuves longtemps après.

Nous avions alors le privilége de venir dîner chez l'Empereur sans invitation préalable; nos conciliabules avaient lieu deux ou trois fois par semaine. Après le café et un moment de conversation, l'Empereur se retirait, et, tandis que les autres invités s'en allaient, les quatre affiliés entraient par un corridor dans un petit cabinet de toilette qui communiquait directement avec les chambres intérieures de Leurs Majestés, et où l'Empereur se rendait de son côté. Là se débattaient divers plans de réforme. Il n'y avait pas de sujet qui n'y fût mis en discussion; chacun apportait ses idées, quelquefois son travail et les informations qu'il avait recueillies sur ce qui se passait dans la marche actuelle du gouvernement et des abus qu'on y avait remarqués. L'Empereur y découvrait avec l'abandon le plus entier ses pensées et ses véritables sentiments. Et quoique ces réunions ne fussent pendant longtemps qu'un simple passe-temps et des discussions à perte de vue, sans aucun résultat pratique, il est vrai de dire qu'il n'a été question en Russie d'aucune amélioration intérieure, d'aucune réforme utile tentée ou accomplie pendant le règne d'Alexandre, qui n'ait pris naissance dans ces conciliabules. En attendant, le véritable conseil, c'est-à-dire le Sénat et les ministres, gouvernait et faisait aller les affaires à sa manière; l'Empereur, une fois sorti du petit cabinet de toilette, se trouvait sous l'influence des vieux ministres et ne pouvait rien faire de ce qu'on avait résolu en conseil

secret; on eût dit une loge maçonnique dont on sortait pour rentrer dans le monde.

La réunion mystérieuse, qui ne parvint pas à se dérober entièrement aux soupçons et bientôt à la connaissance de la cour, et qu'on désignait sous le nom de *parti des jeunes gens,* s'impatientait et jetait les hauts cris de n'être rien et de n'obtenir aucun résultat; elle pressait l'Empereur de donner suite aux opinions qu'il montrait devant nous et de faire exécuter les propositions qu'il trouvait bonnes et nécessaires. On voulut une ou deux fois l'engager à prendre des résolutions énergiques, à ordonner, à se faire obéir, à renvoyer certains personnages surannés qui étaient un obstacle continuel à toute amélioration, et à mettre les jeunes gens à leur place. Mais cela ne réussissait pas, car l'Empereur, dont le caractère, du reste, le portait à arriver à son but par des ménagements et des concessions, ne se croyait pas encore assez maître de la position pour risquer des mesures qui lui paraissaient trop violentes. Dans notre réunion, Strogonow était le plus ardent, Novosiltzow le plus avisé, Kotchoubey le plus temporiseur et franchement désireux de prendre part aux affaires, moi le plus désintéressé et cherchant toujours à calmer les trop grandes impatiences.

Ceux qui engageaient l'Empereur à une mesure immédiate et de vigueur ne le connaissaient pas. Une proposition de ce genre le faisait toujours reculer, elle était maladroite et pouvait diminuer la confiance du maître. Cependant, comme il se plaignait de ses ministres et qu'il n'en aimait aucun, avant de le déterminer à les changer, on s'occupa en conseil secret à sortir de la sphère des rêves

pour prendre pied sur terre ferme et entrer dans la région des affaires pratiques. Strogonow se décida à devenir procureur du premier département du Sénat dirigeant; Novosiltzow fut nommé l'un des secrétaires de l'Empereur, place qui lui donnait plus d'un avantage, car tout écrit adressé au souverain pouvait passer par ses mains, et il était en droit d'annoncer les ukases de l'Empereur. Mais au commencement il eut pour département spécial les faiseurs de projets, gens quelquefois de talent, plus souvent aventuriers d'honnêteté fort suspecte, qui de l'étranger affluent en Russie à chaque nouveau règne. C'était une place qui convenait à ses connaissances variées en finance et en industrie, et en même temps une école qui contribua probablement à le rendre tel que nous l'avons vu plus tard. Il y avait encore un cinquième membre du conseil secret, c'était M. de La Harpe, l'instituteur d'Alexandre qui était venu visiter sur le trône son ancien élève, et que je trouvai à Pétersbourg.

M. de La Harpe n'assistait pas aux réunions de l'après-dînée, mais il avait des conversations avec l'Empereur et lui remettait continuellement des écrits qui passaient en revue toutes les parties de l'administration et qu'on lisait d'abord aux séances secrètes, et qui furent ensuite passés de main en main à cause de leur interminable longueur, pour être lus à loisir. M. de La Harpe avait alors environ quarante et quelques années; il avait été membre du directoire helvétique et portait toujours l'uniforme de cette place, avec un grand sabre attaché à un ceinturon brodé par-dessus l'habit. Il nous parut (je dis nous, car c'était un jugement porté en commun) fort au-

dessous de sa réputation et de l'idée que l'Empereur s'en était formée. Il était de cette génération d'hommes nourris des illusions de la fin du dix-huitième siècle, qui croyaient qu'avec leur doctrine, nouvelle pierre philosophale, remède universel, tout était expliqué, et que des phrases sacramentelles suffisaient pour faire disparaître toutes les difficultés si diverses dans la pratique. M. de La Harpe avait sa panacée pour la Russie, qu'il délayait dans des écrits si diffus que l'Empereur lui-même n'avait pas le courage de les lire. Je me rappelle entre autres qu'il était tombé sur la phrase *d'organisation réglementaire* à laquelle il attachait une grande importance, non sans raison, mais qu'il répétait sans cesse et avec tant d'insistance que cette phrase lui fut attachée comme un sobriquet.

L'Empereur, sans peut-être se l'avouer à lui-même, sentait diminuer la haute opinion qu'il avait conçue de son ci-devant gouverneur; il cherchait toujours néanmoins des motifs pour relever son habileté à nos yeux : quant à son caractère, il ne varia jamais dans l'idée qu'il s'en était formée. L'Empereur n'aimait pas qu'on se permît des plaisanteries sur la nullité des écrits que lui présentait M. de La Harpe, et c'était lui faire grand plaisir que de lui louer quelques-unes des propositions du directeur helvétique ; il aimait pouvoir lui dire que ses idées avaient été admises, et qu'elles recevraient leur application à la première occasion dans laquelle les réformes projetées seraient entamées. Le fait est que le séjour que fit M. de La Harpe à Pétersbourg, au commencement du règne de l'Empereur, fut très-insignifiant, et qu'il n'eut que peu ou point d'influence sur les réformes qu'Alexandre accomplit plus tard.

Il avait eu le bon esprit de ne pas vouloir assister à nos réunions, et l'Empereur l'avait aussi préféré afin d'échapper, je suppose, aux caquetages qu'aurait fait naître un directeur helvétique et un révolutionnaire reconnu, dirigeant les réformes de l'Empire. On lui disait cependant toujours qu'il était un de nos collègues, et qu'à nos réunions il y avait toujours une chaise qui l'attendait; aussi en partant il nous assura qu'en esprit il prendrait toujours part à nos délibérations.

Aussitôt après l'avénement de l'Empereur, la margrave de Baden, mère de l'impératrice Élisabeth, s'était hâtée de venir à Pétersbourg, heureuse et impatiente de revoir une fille chérie dont elle avait été séparée depuis sept ans. Elle était accompagnée du margrave de Baden, son époux, fils du vieux grand-duc encore régnant et de la princesse Amélie, l'aînée de leurs enfants. — C'était une influence pour ainsi dire tout opposée au principe que représentait en ce moment M. de La Harpe à Saint-Pétersbourg. — La margrave était la sœur de la première femme de l'empereur Paul [1], qui mourut en Russie, jeune et belle, regrettée de l'impératrice Catherine, de sa famille et de toute la cour plus que de son époux, lequel apprit après sa mort, par des lettres imprudemment conservées, que son cœur ne lui avait pas été uniquement dévoué [2].

[1] Une troisième sœur était mariée au grand-duc de Saxe-Weimar; elle eut une fille mariée au duc de Mecklembourg, et qui fut la mère de la duchesse d'Orléans. Je me rappelle qu'à l'arrivée de la duchesse d'Orléans à Paris, je fus frappé de la ressemblance qu'elle avait gardée avec les membres de sa famille que j'avais connus en Russie.

[2] Ce fut le comte André Razumowsky, jeune alors et brillant, qui attira l'attention de la grande-duchesse Nathalie Petrowna. Le comte André fut renvoyé de Pétersbourg pour ses succès auprès des dames, et nommé

La margrave avait une taille au-dessus de la moyenne, un grand air, beaucoup de dignité dans tous ses mouvements, et l'on ne pouvait douter en la voyant, déjà sur le retour, que dans sa jeunesse elle n'eût eu une figure aussi belle que distinguée. Cette princesse avait acquis en Allemagne à juste titre une haute réputation de sagesse, de prudence et d'esprit, qui la plaçait fort au-dessus du commun des princesses ses égales. La présence de la margrave semblait devoir amener à la cour une influence opposée aux principes que représentait M. de La Harpe, ce qui aurait dû satisfaire l'Impératrice mère, mais le contraire arriva; l'impératrice Marie en conçut de l'ombrage. Ces deux princesses étaient trop dissemblables pour pouvoir se convenir. Madame la margrave avait réussi à marier sa fille cadette au roi de Suède, qui avait refusé la grande-duchesse Alexandra; ce mariage, qui semblait alors le plus brillant en Europe, fut un triomphe dont madame la margrave ne put s'empêcher de se glorifier, et qui ne contribua pas à calmer la froideur ou la jalousie de l'Impératrice mère, d'autant que l'aînée des filles de la maison de Baden, sœur jumelle de la princesse Amélie, avait épousé l'Électeur, bientôt après roi de Bavière, tandis qu'aucune des grandes-duchesses de Russie n'avait trouvé d'établissement aussi élevé.

D'un autre côté, madame la margrave voyait avec chagrin que l'impératrice Marie conservait tous les avan-

ambassadeur à Stockholm, puis à Naples, où il sut plaire à la reine Caroline. Cette princesse, tout en s'accordant des amants, s'appliquait avec une grande conscience à n'avoir jamais que des enfants légitimes, genre de vertu qui ne tourna pas à l'avantage des facultés et de la beauté de plusieurs rejetons de cette branche de la maison de Bourbon.

tages d'une impératrice régnante et n'en avait cédé aucun à sa belle-fille. L'Empereur en montant sur le trône, désireux surtout de calmer les regrets toujours renaissants de sa mère, depuis la catastrophe qui avait terminé les jours de Paul, laissa à l'impératrice Marie la dotation d'un million de roubles que Paul, au commencement de son règne, lui avait assignée, et n'ajouta rien à la pension modique dont sa femme jouissait comme grande-duchesse. L'impératrice Élisabeth se soumit avec empressement et de bonne grâce à cet arrangement, qui plus tard la mit dans une position pénible et la priva des moyens de satisfaire aux demandes de secours qu'on lui adressait de toutes parts.

L'Impératrice mère continua aussi de régir seule les divers établissements de bienfaisance, d'éducation et même d'industrie dont elle avait été chargée sous le règne précédent. Madame la margrave aurait voulu que sa fille pût déployer plus d'activité et qu'elle fût mise en état de répandre des largesses et des bienfaits qu'on est en droit d'attendre et d'exiger de la femme du souverain.

Je fus accueilli par madame la margrave avec beaucoup de bienveillance, et plus tard, pendant maintes années, elle m'a honoré des marques de sa bonté. Elle me parla à plusieurs reprises uniquement de l'Empereur avec le plus vif intérêt. Elle craignait que les réformes qu'il méditait ne fussent intempestives, nuisibles et dangereuses, elle désirait qu'on l'en dissuadât; elle n'approuvait pas sa tendance à diminuer le cérémonial et la splendeur de la cour, et surtout la simplicité qu'il affectait dans ses manières, qui, disait-elle, mettait trop à l'aise ceux qui l'approchaient

et qui devaient lui obéir, ce qui donnait à sa cour une apparence peu convenable à la souveraine grandeur. Elle faisait un parallèle entre lui et le premier consul, qui, au contraire, connaissant mieux les hommes et ce qu'il faut pour s'en faire respecter, obéir et admirer, s'entourait d'éclat et ne négligeait rien de ce qui pouvait augmenter le prestige sans lequel une autorité suprême ne peut se soutenir.

La margrave aurait voulu réveiller l'ambition de son gendre et le faire profiter des leçons que donnait alors au monde un aussi puissant génie; elle aurait voulu, sans les brouiller, qu'Alexandre devînt, dès lors, l'émule de Napoléon, et que les actes de son gouvernement, comme ceux du premier consul, fussent des preuves continuelles de grandeur, de force, de volonté et de décision. Les Russes, disait-elle, en avaient besoin tout autant que les Français. Je ne manquai pas de faire part à l'Empereur de ces conversations, où il y avait des aperçus dont la justesse et la vérité pouvaient lui être utiles et devaient le frapper. Mais de pareils conseils n'avaient pas de prise sur Alexandre; il admirait Napoléon, mais ne se jugeait pas capable de le prendre pour modèle. C'étaient deux natures opposées, leurs routes étaient différentes. Ce ne fut que bien des années plus tard qu'un danger suprême, l'ambition sans bornes du dominateur de la France et ses fautes incroyables donnèrent à Alexandre l'occasion de montrer des qualités grandes, mais toujours défensives, et qui le rendirent néanmoins vainqueur de son rival.

La famille des princes de Baden, après quelques mois de séjour, quitta Pétersbourg pour aller à Stockholm visiter la reine de Suède, sœur cadette de l'impératrice Élisabeth.

Ce voyage lui attira un grand malheur. Le margrave y mourut à la suite d'un accident de voiture, ce qui priva madame la margrave de la possibilité de régner sur le grand-duché et eut des suites funestes pour cette noble famille.

Pendant l'été de 1801, le conseil secret continuait à se rassembler. Une seule mesure, avant le voyage de Moscou pour le couronnement, sortit enfin de ses délibérations; ce fut le renvoi du comte Panin. L'Empereur avait une grande envie de s'en débarrasser, il le gênait, lui était odieux et suspect. Après Pahlen, c'était Panin qui devait à son tour être éloigné. L'Empereur n'était indécis que sur la manière et le moment; la chose fut débattue longuement. Il fut enfin décidé que le comte Panin recevrait son congé du portefeuille des affaires étrangères, et qu'il serait remplacé par le comte Kotchoubey. Cette fois l'Empereur tint parole : ce choix lui plaisait, et il était justifié par les antécédents de Kotchubey. Il fut convenu provisoirement que Panin aurait la permission de rester à Pétersbourg. L'Empereur ne fit semblant de rien jusqu'au dernier moment, et il ne pouvait guère agir autrement, voulant éviter des scènes désagréables. Cependant, dans cette occasion, il fut accusé de nouveau de duplicité par ceux qui étaient bien aises de lui trouver des torts. Le comte Panin se soumit à la volonté souveraine, qui lui fut déclarée par écrit, et Kotchoubey entra en fonction à la grande satisfaction de l'Empereur et de notre comité.

Tant que le comte Panin resta à Pétersbourg, il fut entouré d'espions qui ne le perdaient pas de vue. L'Empereur recevait, chaque jour et à plusieurs reprises,

des bulletins de la police secrète qui détaillaient depuis le matin jusqu'au soir tout ce que Panin avait fait, où il avait été, avec qui il s'était arrêté dans la rue, combien d'heures il avait passées dans telle ou telle maison, qui avait été chez lui, et autant que possible ce qu'il avait dit. Ces bulletins, lus dans le conseil intime, étaient rédigés dans le style mystérieux de la police secrète, que ses agents manient fort bien pour se rendre nécessaires et donner un certain intérêt aux rapports les plus insignifiants. Au fond, ils ne contenaient absolument rien de remarquable; mais l'Empereur était excessivement inquiet et tourmenté de la présence du comte Panin, et supposait toujours des trames de sa part. Il n'eut ni paix ni repos qu'après son départ. Poursuivi par des espions qui étaient continuellement à ses trousses, et averti de l'effet que sa vue produisait sur le souverain, le comte Panin prit le parti de s'éloigner de Pétersbourg. Bientôt après il reçut l'ordre positif de ne se jamais trouver dans l'endroit où serait l'Empereur. Cet ordre ne fut plus révoqué, et Panin se retira à Moscou et à la campagne, où il vécut depuis lors fort retiré.

De cette manière trois des *nôtres,* comme les appelait l'Empereur, se trouvaient placés dans la sphère pratique des affaires et avaient l'expérience des entraves et des difficultés qui se rencontrent aussitôt que l'on entre dans le mécanisme gouvernemental et que l'on en devient l'une des roues. Quant à moi, qui n'avais aucune ambition russe, qui ne me trouvais là que par occasion, comme une plante exotique et souvent déplacée sur cette terre étrangère, avec des sentiments dont la portée et la netteté avaient toujours quelque chose qui ne pouvait se combiner

entièrement, même avec les opinions intimes des amis que des circonstances fortuites et tout à fait extraordinaires m'avaient donnés, je restai seul membre du conseil secret en dehors des affaires réelles, et fort satisfait de n'y pas entrer. J'étais souvent ennuyé et fatigué de ma position, je soupirais après mon pays et mes parents; j'étais poursuivi du désir si juste de me retrouver au milieu d'eux et de ne plus rester éloigné de ce bonheur dont j'éprouvais plus que jamais le besoin.

Mon attachement personnel à l'Empereur et l'espoir de pouvoir servir ma patrie me retenaient seuls. Mais cet espoir paraissait souvent s'évanouir entièrement. Les rêves de la première jeunesse s'étaient dissipés comme les vapeurs du matin aux rayons du grand jour; c'est ce qui arrive à la plupart des hommes. A qui s'en prendre? Est-ce au monde? Pourquoi prétendre de lui plus qu'il ne peut, plus qu'il ne sait donner? La faute de tant de désappointements cruels est à ceux dont les prétentions et les folles espérances excèdent les réalités et les possibilités des moments si courts que nous passons dans ce monde; mais, quand on s'est trompé dans ses rêves, on voudrait du moins ne pas être privé du bonheur possible, et c'est ce qui m'arrivait sous plus d'un rapport. Aussi étais-je bien fatigué de ma position, et je couvais continuellement le projet de quitter Pétersbourg. L'Empereur me parlait encore de la Pologne, par intervalles de plus en plus prolongés; quand il me voyait découragé et soucieux, il revenait sur ce sujet, mais ce n'était plus de la même manière. Il me consolait vaguement ou gardait le silence sur une matière devenue de plus en plus difficile à traiter, et pour-

tant le seul véritable nœud qui nous avait liés. Cependant, tout en évitant des explications précises, il voulait que je crusse toujours que, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, il n'avait pas changé d'intention et de sentiment. Mais dans sa position que pouvait-il faire? que pouvais-je raisonnablement exiger?

A mon retour à Pétersbourg je n'y avais plus trouvé l'aide de camp du premier consul, Duroc, qui était venu, accompagné d'un autre officier, complimenter l'Empereur sur son avénement au trône. La mort de Paul avait été un coup de foudre pour le premier consul, qui fondait de grandes espérances sur ce prince d'un caractère absolu, qui ne croyait rien d'impossible lorsqu'il l'avait une fois ordonné. Le bonheur avait favorisé Bonaparte dans les essais qu'il avait faits pour captiver la bienveillance de Paul Ier. La nouvelle des prisonniers habillés et rendus par la France, et celle d'autres coquetteries faites avec adresse à la Russie, étaient parvenues à Pétersbourg au moment d'une violente humeur de Paul contre l'Autriche et contre l'Angleterre, causée d'une part par la défaite des armées russes en Suisse et en Hollande, que Paul attribuait à la mauvaise volonté des alliés, de l'autre par la prise de l'île de Malte, que Bonaparte lui avait habilement offerte et que les Anglais, maintenant maîtres de l'île, refusaient de lui rendre, quoiqu'il se fût déjà nommé grand maître de l'ordre.

Ce prince, toujours passionné dans ses décisions et toujours disposé à changer par saccades d'un extrême à l'autre et à pousser ses décisions, une fois qu'il les avait prises, à leur dernier terme, jusqu'à ce qu'un nouveau

changement vînt les renverser, s'éprit de Napoléon et du gouvernement français qu'il avait détestés, et détesta les alliés pour lesquels il avait montré tant d'affection et de zèle. Ses résolutions allèrent *crescendo,* comme c'était son habitude. Après son défi chevaleresque dont nous avons parlé, il conclut une alliance maritime avec le Danemark et la Suède, qui avait pour but de fermer l'entrée de la Baltique aux Anglais et de maintenir l'inviolabilité du pavillon neutre. La France, l'Espagne et la Hollande devaient réunir leurs flottes à celles des puissances du Nord pour combattre le despotisme maritime des Anglais. Paul avait donné ordre à toute la nation des Cosaques du Don de monter à cheval et de marcher immédiatement aux Indes sous la conduite de leur attaman Platow. L'ordre avait été reçu, et, quoiqu'il eût répandu la consternation dans toute la nation cosaque, et que son chef ne sût comment l'exécuter, il se préparait néanmoins à obéir.

L'Empereur aimait tendrement sa fille aînée, mariée à l'archiduc Joseph, palatin de Hongrie; elle avait éprouvé des désagréments à Vienne, où elle ne fut pas accueillie comme elle le méritait. Cela contribua à augmenter l'animosité croissante de Paul contre l'Autriche et sa cour. L'archiduc, comme prince autrichien, lui était devenu odieux, et il avait décidé de rappeler sa fille, et lui avait écrit de revenir en Russie. Cette princesse mourut presque en même temps que son père, sans avoir été mise en demeure d'obéir à ses ordres. Elle était très-belle et très-aimable; sa figure et sa bonté lui avaient gagné le cœur des Hongrois. Les bruits sinistres qui ne manquent jamais de circuler après la mort précoce de chaque personne illustre se répan-

dirent cette fois aussi; on prétendit qu'alarmée des succès de la jeune archiduchesse et du pouvoir qu'elle gagnait sur les esprits en Hongrie, une influence occulte avait réussi à faire négliger et omettre les soins qui auraient pu la rendre à la santé. On disait pis encore.

Le fait est que la grande-duchesse, épouse du Palatin, avait été reçue à Vienne très-froidement, que sa beauté et son amabilité avaient fait ombrage et déplu à l'Impératrice, seconde femme de François, qui eut toujours beaucoup d'empire sur son époux. Cette princesse, Napolitaine, était par caractère envieuse et bizarre; ses habitudes étaient extraordinaires. Elle avait du goût pour les monstres et peuplait ses jardins de statues baroques et défigurées. Il y avait dans ses manières quelque chose de caché et de sournois; elle regardait toujours en dessous. Elle vivait avec des personnages en sous-ordre attachés à sa personne; ce n'était que dans cette société qu'elle était sûre de n'être pas éclipsée en beauté et en esprit : là seulement elle se sentait à l'aise; elle y donnait des banquets bizarres et des spectacles de société où elle jouait elle-même. François, dont l'esprit n'était pas non plus très-brillant ni propre à un monde plus relevé et plus distingué, s'accommodait aussi fort bien de cet intérieur de bas étage, sur lequel on contait à Vienne d'étranges particularités. Quoi qu'il en soit, le caractère et les manières de la princesse napolitaine avaient pu donner quelque ombre de vraisemblance à ce que l'on disait sur la mort de l'archiduchesse palatine.

Paul perdit la vie avant d'apprendre la fin inopinée de sa fille chérie, qu'il s'attendait à revoir bientôt et qui mourut en même temps que lui. Ce dernier chagrin lui fut

épargné; s'il l'avait éprouvé, son inimitié pour l'Autriche en aurait augmenté, et, dans son exaspération, il lui aurait, on n'en doutait pas, déclaré la guerre.

Il n'est pas facile, dans un coup d'œil rétrospectif, de se rendre compte de tout ce qui aurait pu arriver si Paul avait continué de régner. L'expédition de Nelson à Copenhague avait à la vérité entravé l'exécution des plans de l'alliance maritime. Mais Nelson ne s'était tiré du mauvais pas et de la position hasardeuse où il s'était placé qu'à force d'audace et de bonne fortune. Si les Danois avaient eu le courage de persévérer, on ne peut savoir à quoi aurait abouti une entreprise aussi téméraire. Quoi qu'il en soit, le Danemark avait déclaré maintenir l'alliance, tant était grande la terreur que Paul répandait. Il avait ordonné de mettre ses côtes et ses ports en défense, et je doute que la flotte anglaise, arrangée comme elle l'était, eût pu, avant de recevoir des renforts considérables, tenter une attaque contre Cronstadt ou Revel; on aurait eu un temps de répit pendant lequel l'alliance maritime se serait rattachée et raffermie.

La mort subite de Paul fit évanouir d'un seul coup tous ces embarras de la coalition, et par contre en créa au premier consul. Le sort lui avait fait acquérir, contre toute attente, un ami puissant, et le sort le lui ôtait. Paul, dans sa lubie d'affection pour Napoléon, croyait pouvoir ne plus se soucier de la légitimité de celui qui régnerait en France, pourvu qu'il eût le pouvoir de se faire obéir. D'une part, il faisait sortir de ses États Louis XVIII, lequel n'y rentra que sous Alexandre; de l'autre, il encourageait Napoléon, et, certes, c'était de quoi cimenter leur amitié et l'encou-

rager à s'emparer au plus tôt du pouvoir souverain. Il stimulait son ambition et promettait de le soutenir. Par sa mort tout changea. L'alliance maritime perdit sa force et sa valeur, les côtes et les ports n'eurent plus besoin d'être armés, le commerce, qui avait été suspendu en Russie au grand détriment des propriétaires de mines et de terres, reprit son cours; les Cosaques du Don firent des signes de croix en action de grâces, en descendant de leurs chevaux sur lesquels ils avaient déjà fait une journée de marche vers le Caucase, et un deuil de cour fut la seule suite de la mort de la grande-duchesse palatine, qui dans d'autres circonstances aurait augmenté les embarras de l'Europe.

Le premier consul, comme je l'ai dit, se hâta d'envoyer son aide de camp Duroc, accompagné d'un officier, pour complimenter Alexandre. Un arrangement de la Russie avec l'Angleterre avait été le résultat immédiat de la mort de Paul. L'état de guerre avec cette puissance, depuis longtemps le chaland le plus riche du fer, des grains, des bois de construction, du soufre et du chanvre russes, était l'un des griefs principaux que l'opinion du pays avait contre l'Empereur. Il fallait nécessairement, à sa mort, le faire disparaître. On bâcla, tant bien que mal, un arrangement qui se ressentit de la hâte que l'on avait de s'arranger à tout prix. Les intérêts des alliés maritimes ne furent pas assez soignés, et des points capitaux sur le pavillon neutre furent passés sous silence ou laissés dans le doute. La cessation des hostilités était tout ce que l'on voulait obtenir au plus tôt.

L'empereur Alexandre, au fond, n'avait pas alors une grande sympathie pour l'Angleterre; au contraire, son éducation l'avait nourri de pensées et de penchants tout

différents de ceux que suivait la politique anglaise dirigée par Pitt. Duroc et son compagnon furent donc accueillis par l'Empereur avec plus de prévenance et de cordialité sincère qu'on ne devait s'y attendre dans un moment de réaction contre les récents engouements de Paul pour Bonaparte. Mais l'accueil fait à Duroc était l'effet des sentiments secrets et personnels d'Alexandre pour les principes de 89, qui lui avaient été inspirés par M. de La Harpe.

Alexandre fut alors enchanté de voir enfin des Français de la fameuse révolution, et qu'il croyait encore des républicains; il les considérait avec curiosité et intérêt : il en avait tant entendu parler, il y avait tant pensé! Il eut le grand plaisir, avec le grand-duc Constantin, de leur donner, en leur parlant, le titre de *citoyen,* titre dont Alexandre croyait bonnement qu'ils se glorifiaient. Mais cela ne fut pas du tout du goût des deux envoyés de Bonaparte, et ils durent protester à plusieurs reprises qu'il n'était plus d'usage en France de s'appeler citoyens, avant qu'Alexandre et son frère cessassent de le faire.

Le principal motif qu'avait eu le premier consul en envoyant à Pétersbourg son aide de camp de confiance avait été de sonder les dispositions du jeune empereur et de pressentir ce que l'Europe et la France avaient à attendre de son règne. Duroc, dit-on, écrivit à Bonaparte qu'il n'y avait rien à espérer et rien à craindre : mot parfaitement juste alors, fondé sur une connaissance exacte du caractère d'Alexandre au début de son règne, et qui pourtant, plus tard, se trouva parfaitement inexact, et fut contredit par les événements.

Le comte Panin, alors encore en fonction, avait conclu

avec Duroc une convention qui ne faisait mention d'aucune des difficultés qui avaient pendant longtemps semé la discorde et empêché la paix entre les deux pays. Dans l'arrangement signé à Pétersbourg, il n'y avait qu'un seul article remarquable, et il était contre les Polonais et la Pologne. La Russie et la France s'y promettaient réciproquement de ne protéger aucun émigré politique et de ne pas les aider dans leurs efforts contre l'ordre établi dans leurs pays. Cet article était dirigé contre les légitimistes et l'était aussi contre les Polonais. Ainsi, le premier acte d'Alexandre se trouvait être un abandon des sentiments qui nous avaient liés.

Cet article, dont l'Empereur ne m'avait rien dit, était sans doute fort naturel entre deux pays qui voulaient vivre en bonne intelligence; c'était la suite nécessaire d'un accord entre la Russie et la France, toujours funeste aux Polonais. J'en fis tristement l'observation à l'Empereur, qui me répondit avec quelque embarras que cela ne signifiait rien; qu'on n'avait pu échapper à cet article, proposé par les Français et accueilli par le comte Panin; que c'était une chose de forme qui ne devait pas m'inquiéter, et que les destinées de la Pologne lui tenaient toujours également à cœur. Au reste, que peut faire l'homme, même le plus puissant et le mieux intentionné, tant que les circonstances ne viennent pas à son aide et ne lui montrent pas la possibilité d'agir et de remplir ses promesses? On peut pourtant affirmer que, parmi les souverains, il n'y avait alors qu'Alexandre qui, sans le proclamer ni l'avouer, se souvint et s'occupât encore d'une manière quelconque du sort futur de la Pologne.

L'Europe entière et la France en tête avaient dans ce

moment complétement oublié la Pologne. En France, depuis le traité de Lunéville, il n'y avait plus de corps polonais, les légions allaient être licenciées ou envoyées à Saint-Domingue pour n'en plus revenir. Nos véritables patriotes, n'ayant plus d'espoir pour leur patrie, se retiraient du service français. La chute glorieuse de Kosciuszko et le massacre de Praga étaient effacés par les malheurs et les chutes qui avaient eu lieu dans d'autres pays. Personne ne pensait plus à nous. Était-il étonnant que cet oubli général influât aussi sur les dispositions d'Alexandre?

Sans envie de marquer dans les affaires de Russie, et perdant souvent l'espoir qui me soutenait de pouvoir servir mon pays, je retombais continuellement dans un profond abattement, et je ne cachai pas mon triste ennui, mon désir d'aller retrouver mes parents. L'Empereur, de son propre et généreux mouvement, pour commencer à s'acquitter de ses anciennes promesses et pour me prouver qu'il n'avait pas changé de dispositions, que ses principes de justice ne variaient pas, voulut du moins faire du bien aux Polonais comme individus, et donner aux habitants des provinces qu'il gouvernait des preuves de ses dispositions bienveillantes. Cela me remontait pendant des instants et me consolait de mes dégoûts et de l'impossibilité de réaliser des espérances plus flatteuses dont le désappointement devait être le regret et le tourment de toute ma vie.

J'eus le bonheur, dès les deux premières années du règne d'Alexandre, de rendre service à beaucoup de mes compatriotes envoyés en Sibérie soit par Catherine, soit plus tard par Paul, et oubliés dans leur exil; ils furent rendus à la liberté et à leurs familles par Alexandre. Leurs procès

furent annulés, les biens confisqués leur furent rendus, et, si ces biens avaient été donnés, l'Empereur voulut que les propriétaires dépouillés reçussent une compensation; les émigrés qui avaient servi en France et dans les légions rentrèrent sans difficulté. Chacun put vivre chez lui et jouir de sa fortune. L'Empereur étendit à l'étranger sa sollicitude pour les Polonais; il s'intéressa à ceux qui gémissaient dans les cachots du Spielberg et dans d'autres prisons autrichiennes. Kotchoubey se prêta avec beaucoup d'empressement à remplir à cet égard les désirs de l'Empereur. L'abbé Kollontay, considéré comme le plus révolutionnaire des Polonais, fut rendu à la liberté, et vint vivre et mourir dans la partie de la Pologne qu'Alexandre gouvernait. Le comte Oginski et plusieurs autres furent invités à rentrer; reçus avec distinction, ils retrouvèrent des fortunes considérables. Le temps des persécutions, des procès et des enquêtes politiques, des séquestrations, des confiscations, des méfiances, des précautions soupçonneuses, était passé. Celui du repos, de la confiance, de la quiétude, était arrivé; on put en jouir pendant quelque temps; j'aurai occasion d'en parler encore.

L'Empereur voulut aussi améliorer l'administration et régulariser le cours de la justice dans nos provinces. Il chercha parmi les Polonais des personnes capables de gérer les principales places dans les goubernies polonaises, ce que ses prédécesseurs avaient soigneusement évité par défiance et pour ne pas priver les Russes de places lucratives. Les procès furent plus promptement terminés et avec plus d'équité, tant sur les lieux qu'au troisième département du Sénat de Pétersbourg chargé de la régie des pro-

vinces polonaises et leur tribunal de dernière instance. L'Empereur y fit siéger quelques Polonais. Tout cela était de belles et bonnes actions, qui méritaient la reconnaissance des Polonais, mais qui ne pouvaient valoir une existence nationale détruite et perdue, et qui étaient loin de répondre à ce qui avait fait le sujet de nos entretiens de jeunesse.

Consolé momentanément par ces avantages accordés à mes compatriotes, je ne voyais plus le moment d'après ce que je pourrais obtenir de plus pour mon pays. C'était une existence pénible de combats continuels entre la consolation d'avoir fait quelque bien et le regret, le reproche même de ne pouvoir jamais toucher au but que l'on s'était proposé d'atteindre, jamais voir réalisé l'objet de toutes mes espérances. L'espoir que j'avais fondé sur les nobles sentiments d'Alexandre pour mon pays me semblait, sinon perdu, du moins remis à un terme indéfini. Alors le découragement me gagnait, et je succombais sous un dégoût invincible pour cette cour et tout ce monde. Quoique intimement lié avec mes collègues du conseil secret, je ne pouvais me confier à eux avec un entier abandon; leurs sentiments et leur manière de penser entièrement russes, qui perçaient souvent, étaient trop en désaccord avec ce qui était au fond de mon âme. C'était donc à l'Empereur seul que je pouvais découvrir, sans en rien cacher, ma tristesse et sa cause. En effet, notre ancienne intimité, quoique dans des formes plus compassées, n'avait pas cessé. A côté de mon insignifiance dans les affaires courantes, je possédais encore, plus que tout autre, la confiance de l'Empereur; il était avec moi plus à l'aise, il se fiait à moi plus qu'aux

autres; je pouvais mieux comprendre sa pensée et lui dire plus facilement la vérité sur les hommes, sur les choses et sur lui-même.

Le voyage du couronnement interrompit les conciliabules secrets, jusqu'alors assez peu efficaces. La cour, les ministres, tout le monde se rendit à Moscou. Le souvenir de ce temps, dont j'ai déjà parlé, m'a laissé une impression pénible. Je ne connais rien de plus désagréable que ces temps où tout sort de son ordre accoutumé. Les fêtes laissent d'ordinaire du vide, de l'ennui et de la tristesse; c'est quelque chose d'enflé, d'exagéré, qui fatigue et représente le mieux toute la vanité des choses humaines. La gaieté qui naîtrait naturellement s'y perd, parce qu'elle y est de commande et d'obligation. On est fatigué de longues attentes pendant lesquelles on a tout le temps de penser à la nullité de ces plaisirs; on est rassasié de désœuvrement sans être capable de s'occuper de rien. Ces fêtes sont somptueuses en Russie, on s'y entend en mascarades innombrables, en bals de cour, banquets, illuminations, feux d'artifice, repas au peuple, aux troupes, mâts de cocagne, fontaines de vin, etc.

J'en ai tant vu que maintenant il m'en est resté une véritable aversion, et quand j'entends annoncer de grandes fêtes, ou que je passe à côté, j'éprouve une joie extrême de ne pas y prendre part.

Il y avait une sorte de mélancolie répandue sur les commencements de ce règne, qui contrastait avec l'éclat qu'on voulut lui donner aux fêtes du couronnement. La mort tragique du père, les remords du fils, ôtaient à tout ce qui se passait l'entrain, le ressort, la fraîcheur que ces fêtes

auraient dû avoir. Les premières joies éprouvées en se sentant délivré de la tyrannie fantasque de Paul furent suivies de l'affaissement qu'amènent les attentes trompées, comme il arrive ordinairement au moment d'un nouveau règne, lorsque toutes les classes s'imaginent qu'elles vont voir réaliser leurs diverses espérances, toujours exagérées et par conséquent toujours déçues.

Le jeune et beau couple qu'on allait couronner n'avait pas l'apparence du bonheur et ne pouvait inspirer la joie ni répandre la satisfaction qu'il ne semblait pas éprouver, ni entraîner les esprits à l'oubli de leurs divers désappointements, pour ne penser qu'aux plaisirs qui leur étaient offerts.

Alexandre n'eut pas l'art de dominer, d'entraîner et de satisfaire les esprits qu'il désirait gagner; il manqua de cette faculté si nécessaire aux souverains, surtout au début de leur règne. Les fêtes du couronnement furent pour lui une source de tristesse redoublée; jamais il ne fut plus préoccupé des remords qu'il ressentait pour avoir, contre sa volonté, contribué à la mort de son père.

Il avait des heures d'anéantissement, au point que l'on craignait pour sa raison. Jouissant alors de sa confiance plus qu'aucun de ses affidés, je pouvais pénétrer dans son cabinet lorsqu'il s'y était renfermé, et je m'évertuais à adoucir l'amertume des reproches qu'il ne cessait de se faire. Je tâchais de le raccommoder avec lui-même, avec la grande tâche qu'il avait devant lui et qui lui imposait le devoir de ne négliger aucun effort pour ne pas se rendre incapable. Mes exhortations n'obtenaient qu'imparfaitement leur effet; elles contribuèrent pourtant à l'engager

à prendre assez d'empire sur lui-même pour que le public ne pût trop lire dans son âme. Mais le ver rongeur y resta toujours. Le souvenir de ce temps est l'un des plus tristes de ma vie, et je ne puis m'en rappeler les circonstances sans une émotion pénible et sans un serrement de cœur.

La cour revint à Pétersbourg pour l'hiver, et tout rentra dans l'ordre accoutumé. Les conciliabules dans les après-dînées, chez l'Empereur, reprirent leur cours et acquirent bientôt plus d'importance. Ils furent cependant encore interrompus par un voyage que fit l'Empereur, au printemps de 1802, dans un but politique.

Le comte Kotchoubey dirigeait la diplomatie de la Russie. L'Empereur lui-même s'en occupait déjà alors d'une manière spéciale. Le comte Kotchoubey avait adopté un système qu'il croyait entièrement conforme aux opinions et aux vues de l'Empereur, et en même temps d'accord avec ses propres sentiments. C'était de se tenir à l'écart des affaires de l'Europe, de s'en mêler le moins possible, d'être bien avec tout le monde, afin de pouvoir consacrer tout son temps et son attention aux améliorations intérieures. C'était bien l'avis et le désir de l'Empereur, et celui de ses intimes ; mais personne ne l'avait adopté avec plus de conviction et ne le soutenait avec plus d'insistance, personne n'était décidé à le suivre avec une constance plus inébranlable que le comte Kotchoubey. — La Russie, disait-il, est suffisamment grande et puissante par son étendue, sa population et sa position ; elle n'a rien à craindre d'aucun côté, pourvu qu'elle laisse les autres en repos ; elle s'est trop mêlée à tout propos des affaires qui ne la regardaient pas directement. Rien ne pouvait se passer en Europe,

qu'elle ne prétendît y prendre part; elle a fait des guerres inutiles et coûteuses. Dans son heureuse situation, l'Empereur peut rester en paix avec le monde entier et se vouer à des réformes intérieures sans que personne ose le troubler dans ses nobles et salutaires travaux. C'est dans l'intérieur que la Russie peut faire d'immenses conquêtes en établissant de l'ordre, de l'économie, de la justice dans toutes les parties de son vaste empire, en y faisant fleurir l'agriculture, le commerce et l'industrie. Que faisaient aux nombreux habitants de la Russie les affaires de l'Europe et les guerres qui s'ensuivaient? Ils n'en retiraient aucun profit; ils périssaient dans les guerres; ils donnaient avec désespoir plus de recrues et plus d'impôts. Leur bien-être réel exigeait une longue paix et les soins continuels d'une sage et pacifique administration. Que pouvait penser de mieux l'Empereur avec ses idées de réforme et son conciliabule libéral?

Ce système est à peu près celui que suit aujourd'hui la France sous Louis-Philippe, sans avoir les mêmes avantages de position géographique, et que prêchent les radicaux anglais. Ce système, qui a beaucoup de vrai et de spécieux, a l'inconvénient de faire tomber dans la nullité le pays qui le suit trop à la lettre; il risque alors de devenir le complaisant et le jouet des gouvernements plus entreprenants et plus actifs de son époque. Ce système, si l'on veut s'y tenir constamment, exige aussi beaucoup de tact et de fermeté négative, pour ne pas se laisser entraîner à des velléités de demi-action bien difficiles à éviter dans la situation actuelle des rapports européens. C'est ce qui arriva immédiatement à l'empereur Alexandre.

Les souverains de Prusse et de Russie avaient réciproquement témoigné le désir de se rencontrer. Le premier y voyait son intérêt et une manière de faciliter à son profit la grande affaire des indemnités en Allemagne qui se traitait alors sous l'influence de la France. Alexandre avait le simple désir de se lier personnellement avec son voisin et son parent. Il avait pour les Prussiens et pour leur roi une prédilection qui lui venait de son éducation militaire de Gatchina; il se faisait une fête de voir des troupes prussiennes dont il avait une si haute idée : c'était une occasion d'augmenter ses connaissances militaires d'exercice, de tenue, de parade auxquelles il attachait une grande importance et qu'il possédait presque à l'égal de son frère Constantin. Alexandre était aussi fort aise de connaître une belle reine, de se produire devant elle et devant une cour étrangère. Il partit donc avec empressement et joie. Le comte Kotchoubey, comme ministre des affaires étrangères, et M. de Novosiltzow, comme secrétaire, l'accompagnèrent; en outre, il fut suivi par ses aides de camp et par le comte Tolstoy, grand maréchal, qui avait dirigé sa maison lorsqu'il était grand-duc, et qui ne le quittait pas : homme sincèrement attaché, zélé, avec peu d'esprit et d'instruction, et dont l'Empereur, tout en se fiant à sa fidélité, se moquait souvent.

L'entrevue eut lieu à Memel, ville destinée à voir dans ses murs les mêmes souverains dans des positions bien différentes. Il y eut force parades, revues et bals. L'Empereur contracta une amitié personnelle avec le roi de Prusse, à laquelle ce prince fut redevable plus tard de la conservation de sa monarchie. Le Roi se hâta de profiter

sur-le-champ de son entrevue et de son intimité avec Alexandre pour s'assurer de l'assentiment et du soutien de la Russie dans les arrangements qui avaient pour but de sécullariser l'Allemagne et qui se préparaient alors entre la Prusse et la France.

Le comte Kotchoubey s'était opposé à ce voyage dont il prévoyait les suites, il en avait dissuadé l'Empereur, et il ne l'avait accompagné qu'à contre-cœur. Se mêler de l'affaire des indemnités, c'était sortir du système adopté, et en sortir pour jouer le jeu d'autrui. Ce qui déplaisait surtout au comte Kotchoubey dans ces arrangements et lui faisait désirer que la Russie n'y prît aucune part, c'était qu'au fond le premier consul y jouait le grand rôle et disposait des indemnités à son gré. Mais il n'y put rien, les souverains traitant personnellement et s'entendant entre eux sur les points contestés : mauvaise manière de traiter les affaires politiques, par laquelle ceux qui sont de bonne foi désintéressés et généreux sont nécessairement dupes.

Ce fut aussi à cette première entrevue de Memel que commença la coquetterie platonique établie entre l'empereur de Russie et la reine de Prusse, genre de relation qui plaisait particulièrement à Alexandre, et auquel il était toujours prêt à sacrifier beaucoup de temps. Il était bien rare que la vertu des dames dont ce prince était occupé se trouvât réellement en danger. La Reine était toujours accompagnée de sa sœur favorite, la princesse de Salm, maintenant duchesse de Cumberland[1], dont la chronique scandaleuse parlait beaucoup. Elle rendait l'étiquette moins sévère,

[1] Plus tard reine de Hanovre.

égayait la conversation, répandait plus de familiarité dans la société intime. Elle était une confidente parfaite des secrètes pensées de sa sœur, elle l'eût été même de ses actions, si on l'avait voulu. A la suite de l'une des entrevues avec la cour de Prusse, l'Empereur, qui alors était fort épris autre part, me raconta qu'il avait été sérieusement alarmé par l'arrangement des chambres qui communiquaient avec la sienne, et que, pour la nuit, il s'enfermait soigneusement à double tour pour que l'on ne vînt pas le surprendre et l'induire à des tentations trop dangereuses qu'il voulait éviter. Il le déclara même tout bonnement aux deux princesses avec plus de franchise que de galanterie et de courtoisie.

En revenant de Memel, l'Empereur fit un tour en Lithuanie et y distribua quelques grâces, répara quelques injustices, montra qu'il s'intéressait au sort des Polonais : le tout avec intention de prouver qu'il ne bornerait pas là ses soins. Tout cela fut fait en courant, comme d'ordinaire se font les voyages des souverains dans leurs États.

Dès le retour de l'Empereur, le traité des indemnités devint public. C'était un gaspillage général duquel la Prusse avait surtout profité ; on dépeçait toutes les propriétés ecclésiastiques ; les lots étaient à l'enchère à Paris. Le premier consul avait la haute main dans ces arrangements ; M. de Talleyrand, les détails de la distribution dans lesquels le plus offrant fut, dit-on, plus écouté que celui qui avait le droit pour lui. Le meilleur droit avait besoin d'être soutenu par des arguments sonnants. L'Allemagne fut remodelée au profit de la Prusse, que le premier consul voulait favoriser, — et des distributeurs de Paris. La France accrut

sensiblement son importance, la Russie perdit beaucoup de la sienne; elle joua un rôle secondaire, fut entraînée à donner son assentiment à un arrangement peu honorable dans ses sources et qu'elle ne pouvait trop approuver dans ses effets. Le comte Kotchoubey en fut fort affligé et confus; dans les salons on glosa sur la nullité dans laquelle était tombée la Russie. La France se pavana, les ministres prussiens se frottèrent les mains : cela fit du tort à l'Empereur dans l'esprit des classes les plus relevées de la nation. Pour dorer la pilule, le premier consul offrit des avantages aux maisons de Wurtemberg et de Baden, apparentées à celle de Russie; mais ces États sentirent que leurs avantages dépendaient en définitive du bon vouloir de la France, de laquelle la Russie obtenait cette faveur. Il n'en fut pas de même du duc d'Oldenbourg, beau-frère de l'Impératrice mère : il eut à se plaindre de ces arrangements et ne put rien obtenir. Le premier consul avait des raisons d'être mécontent de ses opinions allemandes et de sa conduite trop roide.

Après le retour de Memel, les conciliabules reprirent leur train. Le conseil secret avait acquis de l'importance par la part que prenaient trois de ses membres, surtout Kotchoubey et Novosiltzow, aux affaires de l'État. L'antichambre de M. de Novosiltzow commençait à se remplir; des gens à idées nouvelles briguaient et obtenaient des emplois. Beaucoup d'affaires passaient par ses mains et se ressentaient du penchant aux réformes. L'Empereur trouvait en lui un instrument qui savait donner une forme russe à ses désirs européens.

Les jeunes gens avaient cependant des soutiens parmi

les vieux et les gros bonnets de l'Empire. C'était d'abord le comte Strogonow, père du comte Paul. Ce seigneur avait passé une grande partie de sa vie à Paris du temps de Louis XV. Il avait été de la société des Grimm, des d'Holbach, des d'Alembert; il avait fréquenté les femmes bel esprit chez lesquelles les plus grands seigneurs se rencontraient avec les gens de lettres; sa conversation était remplie des anecdotes et des bons mots de ce temps; il en avait adopté sur beaucoup de choses les opinions. De caractère il était facile à s'enflammer et à se calmer; il prenait feu, mais cette ardeur ne résistait pas au moindre obstacle. Il y avait en lui un singulier mélange de l'encyclopédiste et du vieux boyard russe. Il avait l'esprit et le propos français, les mœurs et les habitudes russes, une grande fortune et beaucoup de dettes, une vaste maison d'un ameublement élégant, une belle galerie de tableaux dont il avait fait lui-même le catalogue raisonné, un nombre infini de domestiques, esclaves fort bien traités par un tel maître, et parmi eux quelques valets de chambre français; beaucoup de désordre : volé par ses gens, il était le premier à en rire. Il tenait table ouverte; tout le monde pouvait y venir à certains jours de la semaine. Ce n'était pas tout à fait comme chez le grand écuyer Narischkin; on y voyait une société moins mêlée et plus de savants et d'artistes.

Pour terminer le portrait que je viens de tracer, il faut dire que ce mélange de l'encyclopédiste et du vieux seigneur moscovite rendait la maison et la société du comte de Strogonow fort agréable par son laisser-aller et sa variété, et qu'en outre il y avait dans le comte une extrême bienveillance qui aurait voulu procurer à tout le monde du

plaisir et épargner à chacun toute peine. Le vieux comte m'avait pris en extrême amitié, il se fâchait si je manquais à ses dîners; j'étais pour ainsi dire de la famille.

Les penchants naturels du comte et ses opinions françaises étaient donc libéraux en paroles et en vœux; il était pour procurer à chacun bonheur et liberté; mais, en même temps, il était au plus haut degré courtisan ou homme de cour, c'est-à-dire que la faveur et une bonne réception lui étaient nécessaires. Ce n'était pas par ambition ou pour faire tomber personne et se mettre à sa place; mais un accueil froid, un froncement de sourcils de son souverain, le rendaient malheureux et lui ôtaient toute fermeté et tout repos. Le comte de Strogonow avait été bien vu par Catherine, par Paul, il l'était par l'impératrice Marie, il l'était surtout par le souverain actuel; Alexandre avait de l'amitié pour son fils, il aimait infiniment la société de la jeune comtesse, qui par son amabilité et son caractère se trouvait avoir de l'empire sur lui. Il s'amusait aussi et se sentait à l'aise avec le vieux comte, qui réunissait chez lui les personnes qui convenaient le mieux à l'Empereur et qui comprenaient les idées modernes et libérales, alors la passion secrète d'Alexandre.

Cette faveur spéciale dont jouissait au commencement du règne d'Alexandre la famille Strogonow donna au vieux comte plus de poids qu'il n'en avait jamais eu, et, comme il était sénateur et que ses manières russes lui avaient acquis beaucoup de popularité parmi la noblesse du département dont il était maréchal, ses discours favorables aux nouvelles idées qui pointaient, et son approbation chaleureuse des idées que l'on supposait à Alexandre et à son entou-

rage de jeunes gens, furent un appui précieux pour ceux-ci.

Les jeunes gens avaient un appui bien autrement important dans la personne du comte Alexandre Vorontzow. Il était cité en Russie comme un homme d'État consommé. Le comte Zavadofsky et lui avaient été les deux amis du comte Bezborodko; ils venaient le voir ensemble pour causer sur les affaires, et, lorsqu'ils s'en allaient, on dit que le comte Bezborodko faisait ouvrir portes et fenêtres et se promenait par toutes les chambres en s'épouffant, s'éventant et s'écriant : « Grâce à Dieu, les pédagogues sont partis », — car ils venaient toujours le prêcher et lui reprocher son indolence et son extrême facilité, qui lui faisaient négliger les affaires dans lesquelles il aurait pu utilement s'interposer. Cependant c'étaient des amis précieux.

J'ignore quelle raison engagea le comte A. Vorontzow à se retirer des affaires du temps de Catherine. Il était sujet à l'humeur, et son ambition ne se contentait pas de peu de chose. Du temps de Paul, il eut le bon esprit de rester constamment dans la retraite, quoique Paul fût très-porté pour la famille Vorontzow, à cause des liaisons de Pierre III avec l'une de leurs sœurs. Ce ne fut qu'à l'avénement d'Alexandre que le comte Vorontzow reparut à Pétersbourg avec toute son ancienne réputation du règne de Catherine, augmentée par le lustre qu'y ajoutait la durée de sa sage retraite.

Le comte ne se réunit pas aux vieux ministres, qui lui étaient pour la plupart inférieurs en connaissances et en manière de juger des choses, et qu'il aurait fallu renvoyer pour lui trouver une place. Il prit une situation plus élevée,

celle de conciliateur entre les idées de l'Empereur et celles de l'ancienne routine russe, de modérateur des changements qu'il prévoyait devoir naître des velléités du jeune empereur. Il était bien aise d'y céder en les dirigeant et de s'assurer par là de la faveur et du pouvoir. Il se lia donc avec les jeunes gens et laissa les vieux à leur pente, sentant que, pour se placer, il fallait les ôter de là, et que, dans tout nouvel arrangement, la première place lui serait assurée.

Le comte Simon Vorontzow était aussi arrivé à Pétersbourg, après une longue absence. C'était un homme fort entier dans ses opinions et dans ses sentiments, ne comprenant aucune nuance, aucune modification, toujours passionné et partisan aveugle d'une idée qu'il avait une fois adoptée, ou d'un homme qu'il s'était choisi pour idole. Lors de la révolution qui mit Catherine II sur le trône, il était officier subalterne dans les grenadiers et se déclara hautement pour le malheureux Pierre III, ce qui n'empêcha pas qu'il ne fût plus tard employé par Catherine et nommé à l'ambassade de Londres. On sait que l'une des sœurs des Vorontzow était la favorite de Pierre III, tandis que l'autre était confidente de Catherine. Le zèle que le comte Simon avait montré dans sa jeunesse pour l'infortuné Pierre III engagea Paul Ier à le rappeler de Londres à Pétersbourg et à lui offrir les premières places de l'empire, mais il les refusa constamment, en demandant de rester à Londres.

Le comte Simon avait acquis des amis en Angleterre, par son caractère noble, positif et ouvert. Il avait pris racine dans le pays ; il était épris de l'Angleterre telle qu'elle était alors, plus épris qu'aucun des plus enracinés tories ne pouvait l'être, et il était en adoration devant M. Pitt, de

manière que tout ce qui ressemblait, je ne dis pas à une critique, mais à une observation, à un doute sur la politique ou sur les doctrines et les actions de ce ministre, paraissait au comte Simon, sans plus de discussion, un non-sens absolu, un travers inexcusable de l'esprit ou du cœur. Outre son adoration pour l'Angleterre et pour M. Pitt, il en avait une plus ancienne et plus naturelle, c'était le culte qu'il portait à son frère aîné. Il voyait en lui l'homme le plus supérieur et le plus vertueux de la Russie; ses paroles étaient de l'Évangile; ses décisions, des oracles. Son obéissance, son respect, son dévouement à son frère étaient touchants, car ils partaient d'un cœur sans calcul. L'union des deux frères était telle, qu'ils n'avaient pas séparé leur héritage; le comte Alexandre, qui régissait l'ensemble des biens, donnait à son frère ce qui lui revenait, sans qu'il survînt jamais une ombre d'altercation et sans qu'il vînt à personne l'idée que le frère éloigné pût être lésé.

M. de Novosiltzow, pendant les années qu'il avait passées en Angleterre durant le règne de Paul, avait fréquenté la maison du comte Simon, auquel il avait été recommandé par le vieux Strogonow; il avait gagné son amitié et sa confiance, il était devenu intime dans sa maison. Ce fut une espèce d'anneau qui lia le comte Alexandre avec les jeunes gens de l'entourage; M. de Novosiltzow eut immédiatement entrée chez le vieux comte Vorontzow, eut droit à sa confiance et put lui parler à cœur ouvert; l'arrivée du comte Simon facilita ces relations et les rendit plus intimes et plus efficaces. Les opinions tories du comte Simon étaient d'un libéralisme extrême pour la Russie et ne manquèrent

pas d'influer sur les sentiments de son frère en faveur d'un changement qui commençait à prendre forme et figure dans la tête de l'Empereur.

Le comte Alexandre lui-même n'était pas du tout opposé à de certaines idées libérales, il était préparé à les recevoir et à les soutenir par ses propres dispositions. Il lui était resté des germes de cette ancienne aristocratie russe qui avait voulu limiter le pouvoir de l'impératrice Anne en l'appelant au trône. Il m'a raconté qu'en passant par Varsovie, dans sa jeunesse, sous Auguste III, pour faire son tour en Europe, il n'avait pu imaginer rien de plus sage et de plus heureux pour lui et pour le pays que d'être un grand seigneur tel qu'il y en avait alors en Pologne, avec les mêmes droits et les mêmes priviléges. L'aristocratie russe de l'un des frères et le torysme pur de l'autre se rabattirent sur le sénat. Le sénat devint leur idée fixe; c'était là qu'ils voyaient les moyens, la base et la source de toutes les améliorations sans danger.

L'Empereur continuait à avoir ses conciliabules secrets, mais, satisfait de débattre divers projets, il n'en était pas plus disposé qu'auparavant à se mettre en avant et à en tenter l'exécution. Les deux comtes Vorontzow en furent eux-mêmes mécontents. Il fut arrangé, entre eux et les jeunes gens, de livrer un assaut pour faire sortir l'Empereur de l'espèce d'inertie timide dans laquelle il s'était retranché.

La campagne de Kamiennyostrof, que l'Empereur habitait alors, était séparée de celle du comte Strogonow par la Newa, sur laquelle il y avait un pont; l'Empereur et l'Impératrice allèrent dîner chez le comte Strogonow, où se

trouvèrent les Vorontzow, et, après qu'on se fut levé de table, l'Empereur fit un tour de jardin et entra dans un des pavillons qu'occupait M. de Novosiltzow; nous nous y rendîmes tous, une discussion s'engagea. Le comte Simon avait été choisi pour orateur dans cette occasion, comme le plus capable de faire impression par ses paroles, attendu qu'il venait d'Angleterre et qu'il y retournait, qu'étranger à tout ce qui se passait à Pétersbourg, par conséquent impartial, il avait plus de droit à être écouté et à dire franchement sa manière de penser. Sa harangue ne fut pas aussi éloquente que nous nous y étions attendus; l'Empereur, qui était très-habile en objections et en difficultés, mit souvent le comte Simon et son frère dans l'embarras. On voulait prouver à l'Empereur qu'il devait faire quelque chose, qu'un nouveau règne faisait espérer des améliorations, qu'on en attendait de lui, que cette attente se manifestait aussi bien en Europe qu'en Russie. C'étaient des phrases générales, et lorsque l'Empereur demandait sur quoi particulièrement devaient être dirigées les améliorations, comment il fallait y procéder, le comte Simon et son frère sautaient par-dessus toutes les difficultés et croyaient les avoir aplanies en élevant comme sur un pavois le Sénat, dont l'autorité rétablie aurait écarté tous les obstacles.

Ce corps, muni du pouvoir et de la dignité qui lui étaient dus, renfermait, selon eux, toutes les garanties et tous les moyens nécessaires pour amener les améliorations que l'on projetait. Chaque phrase du comte Simon commençait et finissait par le Sénat, et, quand il ne savait que dire et que répondre, il se répétait sans rien y ajouter. Ce fut l'adage et l'idole du moment; nous supposâmes que l'Empereur

même, pendant son sommeil, devait encore entendre des voix qui lui criaient à l'oreille : Le Sénat! le Sénat! Il y avait quelque ridicule et de la gaucherie à cette affectation, qui ne nous échappa point et qui pouvait refroidir l'Empereur au lieu de l'animer.

Le Sénat, en effet, était bien changé depuis son institution par Pierre Ier, et le rôle qu'il avait joué dans les règnes qui succédèrent immédiatement à celui du fondateur de la Russie moderne ne pouvait plus en réalité lui être attribué. Dans toutes les occasions difficiles, il est toujours question du Sénat, mais ce n'est plus qu'un nom, qu'un écho que le public répète encore, y cherchant un point d'appui que le Sénat ne saurait lui donner; sa composition d'hommes pour la plupart invalides, sans énergie, que leur insignifiance y a fait entrer, lui ôtait la possibilité de répondre à ce que tel ou tel parti pouvait en exiger, et de se poser en médiateur pour les dominer. Enfin l'on parvint à fixer dans une forme praticable les velléitées flottantes et vagues de l'Empereur. Toutes les vues excentriques qui n'étaient que des fusées en l'air furent abandonnées; l'Empereur restreignit ses vœux et ses projets, comme de nécessité, aux réalités et aux possibilités du moment. Il s'en consola en se laissant aller dans ses moments de loisir, qui devinrent de plus en plus rares, à des espérances de progrès qui lui permettaient de ne pas se désister entièrement des rêves de sa jeunesse auxquels il se livrait encore.

Ces rêves, ces plans si éthérés, où le sentiment et l'émotion du jeune âge avaient pris la place du froid bon sens, me parurent comme un arbre d'une souche aérienne qu'on aurait planté dans un terrain sec et aride, qu'on

aurait ébranché de sa végétation superflue; le tronc dépouillé ne pousse plus que de faibles rameaux et finit par périr sous un ciel peu favorable à sa croissance. Le Sénat fut l'objet d'un premier travail, qui donna lieu à un ukase ou manifeste par lequel l'Empereur voulut d'abord rétablir et rehausser l'autorité et la dignité de ce premier corps de l'État. C'était agir prudemment pour gagner les esprits en faveur des changements qui suivraient. En parlant du Sénat, on parlait un langage intelligible aux Moscovites et flatteur à l'oreille de leur noblesse. Le Sénat était déjà en Russie la cour suprême de la justice et de l'administration de l'Empire. Quoique chaque écrit de l'Empereur, de quelque espèce et forme qu'il fût, que chaque parole du souverain, eût force de loi et dût être obéi sans examen, cependant il était établi que tous les ordres, toutes les volontés de l'Empereur, particulièrement celles qui avaient pour but des règlements généraux, des lois civiles ou criminelles, devaient être adressés au Sénat et passer par le Sénat, chargé de les publier et de veiller à leur exécution.

Le Sénat, dans les divers départements, avait la charge non-seulement de juger en dernière instance les causes civiles et criminelles de tout l'Empire, mais aussi de punir les contraventions aux règlements administratifs. Il avait le droit de publier ses propres ukases fondés sur ceux de l'Empereur, et qui au besoin les expliquaient et les développaient. Il présentait des rapports au souverain, qui y mettait son approbation. Les gouverneurs et les autorités financières des provinces étaient sous sa surveillance directe et étaient tenus de lui adresser des rapports régu-

liers et de forme, sauf à statuer à leur égard comme il plairait au souverain d'ordonner. Ce corps avait à cause de cela le titre de Sénat régissant ou administrant l'Empire. Ses fonctions confuses, tout à la fois judiciaires et exécutives, dont les formes retardaient et pouvaient même embarrasser la marche du gouvernement intérieur, n'étaient pas d'accord avec les idées nouvelles; mais il n'y eut pas moyen de toucher à cette ancienne organisation des affaires intérieures de l'Empire sans les exposer à une confusion encore plus grande, tellement c'était dans la routine et dans les habitudes de la machine gouvernementale russe. On laissa donc au Sénat, comme par le passé, ses attributions administratives, avec l'intention de les faire tomber graduellement en désuétude. Toutes ses fonctions, tous ses pouvoirs, lui furent confirmés en termes pompeux, d'après l'inspiration du comte de Vorontzow, et l'on y ajouta le droit de représentation sur les ukases de l'Empereur, en même temps qu'il fut statué que tous les ministères feraient un rapport détaillé de leurs fonctions que l'Empereur enverrait au Sénat, qui aurait le droit de présenter son opinion à ce sujet au souverain.

C'était, on s'en flattait du moins, un premier pas fait dans la carrière nationale et représentative, dans laquelle on avait alors le projet de s'avancer : car la pensée de la réforme était d'oter au Sénat ses attributions exécutives, de lui laisser celles de Cour suprême de justice et de l'élever successivement à devenir une espèce de Chambre haute à laquelle on aurait adjoint avec le temps des députés envoyés par la noblesse, qui, réunis ou formés séparément, auraient eu part aux délibérations destinées à

éclairer le souverain sur la gestion des affaires par ses ministres, et sur la convenance des lois et des règlements généraux déjà en vigueur ou à projeter. Rien de tout cela n'arriva, les choses prirent bientôt, comme on le verra, un cours tout différent.

Quand à l'étranger on s'imagine que le Sénat de Pétersbourg a un avis ou bien peut devenir de quelque importance dans les destinées de la Russie, on se trompe complétement, et cela prouve seulement qu'on ne connaît pas la Russie et que l'on n'a nulle idée de ce qui s'y passe. Tel qu'il est composé, le Sénat russe est de tous les corps politiques du monde le moins propre à se faire respecter et à agir par lui-même, incapable non-seulement de donner une impulsion, mais même de la recevoir; c'est un mannequin que l'on peut et qu'il faut mouvoir à son gré, car autrement il n'agirait pas du tout.

Ceux qui sont fatigués de la vie des affaires et qui veulent s'en retirer et vivre tranquillement dans l'oisiveté sollicitent la place de sénateur. Le Sénat devient le réceptacle de tous les gens ineptes et finis, de tous les invalides et les paresseux de l'empire; quand un homme se montre incapable d'action, quand il n'est bon à rien et qu'on ne sait qu'en faire, on le fait sénateur. Le Sénat est mené à la baguette par les fonctionnaires de la couronne (appelés procureurs) chargés de diriger et de surveiller en autocrates; les procureurs et les secrétaires leur mâchent le travail, retournent et décident les questions à leur gré; les sénateurs n'ont que la peine de signer leur nom, ce qu'ils font pour la plupart de confiance, et sans lire ce qu'on leur présente.

D'après les formes et le style de la chancellerie russe, les décrets et les résolutions que rend le Sénat sont rédigés d'une manière fort diffuse et fort ennuyeuse, plus que dans tout autre pays ; chaque affaire est un immense volume ; comment se décider à l'avaler? On cite avec admiration comme une exception et un exemple héroïque que personne ne suit, les quelques sénateurs qui lisent d'un bout à l'autre ce qu'ils doivent signer. La masse recule devant un si grand travail, et croit avoir assez fait son devoir en signant sans lire. Que l'on juge d'après cela si un corps politique constitué de la sorte est capable d'entreprendre et de poursuivre une réforme dans l'État. Comme cependant il n'y a en Russie aucun autre corps politique, et que seul il porte une dénomination à laquelle on attache une idée de ce genre, le nom du Sénat s'y fait entendre continuellement et résonne nécessairement à chaque occasion.

L'ukase sur le Sénat avait paru, on était lancé dans la carrière ; l'Empereur avait commencé son œuvre. On avait placé les corps de l'État dans une nouvelle position ; c'eût été avoir fait beaucoup, si le Sénat avait été autrement composé. Après avoir posé une première pierre à l'édifice d'un pouvoir législatif régulier, après avoir ménagé au pouvoir autocrate un germe de limite modératrice, qui pût retenir quelquefois, calmer et régler sa force toute-puissante et souvent désordonnée, l'Empereur dut s'occuper de l'organisation de son gouvernement de manière à rendre sa marche plus éclairée, plus juste et plus méthodique. Le gouvernement manquait également de toutes ces qualités. Il manquait d'ordre, sa marche était saccadée,

l'administration était un chaos confus, embrouillé, où rien n'était réglé ni clairement défini.

On ne connaissait au fond en Russie que le Sénat dirigeant, et les colléges de la guerre, de la marine et des affaires étrangères qui venaient après le Sénat dans la hiérarchie gouvernementale du pays. On eût dit que l'empire était administré par des corps délibérants; mais il n'en était rien. Chaque collége avait un de ses membres, ordinairement son président, qui travaillait avec le souverain, lui portait les rapports du collége, et intimait à l'assemblée les ordres suprêmes. Dans le Sénat s'enfouissait l'administration proprement dite, et le procureur général, surveillant et décidant tout ce qui s'y passait, réunissait pour ainsi dire dans sa personne les ministères de l'intérieur, de la police, des finances et de la justice; à côté de ces autorités, les souverains créaient quelquefois des départements séparés, et ordonnaient que les rapports du Conseil du commerce leur fussent présentés par une personne spéciale qui présiderait ce Conseil. Les provinces conquises furent aussi souvent exceptées de la direction du Sénat par l'impératrice Catherine et données pour un temps à administrer à quelques personnages favorisés, tels que Potemkin et Ozubow, qui travaillaient directement sans autre intermédiaire avec le souverain.

En outre, les autocrates avaient auprès d'eux des secrétaires d'État par lesquels une infinité d'affaires étaient mises sous les yeux du souverain, et leur décision était envoyée au Sénat sous forme d'ukase, afin qu'il les fît exécuter; enfin, quand les rapports du Sénat et des autres colléges étaient remis au souverain par les ministres ou les

fonctionnaires dont c'était l'attribution, au lieu de les confirmer tout de suite, il les mettait souvent à part, et, après les avoir confiés à l'un de ses secrétaires, il cassait ou changeait le décret, ou émettait une décision contraire à celle qui lui avait été proposée. On comprendra combien cette organisation était merveilleusement adaptée à l'arbitraire le plus complet, et combien elle encourageait tous les caprices dont une autorité sans limites a peine à se défendre.

L'empereur Paul, qui croyait être grand militaire, et qui était surtout jaloux de disposer seul de son armée, attribua, dans le ministère de la guerre, tout ce qui regardait le personnel à l'un de ses aides de camp, celui dans lequel il avait le plus de confiance et qui faisait connaître au ministre la volonté de l'Empereur. Les avancements, les nominations, les rapports et les propositions du collége, le conseil de guerre, étaient soumis à l'Empereur par ce même aide de camp. L'Empereur en avait un autre pour la marine.

Les affaires étrangères étaient régies d'une façon singulière; elles étaient censées confiées à un collége, ordinairement composé de trois membres; chacun d'eux travaillait avec le souverain séparément et était chargé d'une correspondance particulière ou d'une affaire spéciale qui restait un mystère pour les autres membres du collége; naturellement chacun faisait son possible pour obtenir cette marque de confiance. Les favoris sous Catherine aimaient à s'ingérer dans cette partie du gouvernement qui leur procurait de riches cadeaux de la part des puissances. Ils employaient pour le travail de la négociation dont l'Impé-

ratrice les avait chargés l'un des membres du collége dont les complaisances avançaient la fortune. Ce fut le cas, dans les dernières années de Catherine, du prince Zubow et du comte Markow, qui furent les principaux promoteurs des deux derniers partages de la Pologne. Le comte Osterman et le comte Bezborodko votèrent dans le Conseil assemblé à ce sujet contre le partage et l'anéantissement de la Pologne.

Du temps de Paul, ce furent souvent des aides de camp favoris qui dirigèrent les relations extérieures. Le vice-chancelier ou le plus ancien des membres du collége avait seulement la direction de la partie administrative, financière, et de la correspondance courante. On conçoit qu'une tête aussi forte que celle de l'impératrice Catherine se plaisait et se retrouvait dans une pareille organisation, et pouvait, malgré bien des inconvénients et un manque complet d'unité, imprimer en dernier résultat une marche uniforme à l'État. L'empereur Paul, avec ses saccades et ses changements continuels et inopinés, avait néanmoins chaque fois une volonté des plus décidées et pour ainsi dire furieuse, à laquelle tous les rouages de la machine gouvernementale devaient sur-le-champ obéir. Mais, si l'on se représente un souverain comme il y en a tant, avec un caractère facile et vacillant, on doit reconnaître que dans cette supposition une pareille manière de régir les affaires ne pouvait que donner lieu aux plus graves inconvénients. Le souverain était exposé à se tromper continuellement, à ne jamais saisir l'ensemble des affaires, à ne pas voir les divers côtés d'une question; il agissait en aveugle et se perdait dans un chaos de vues et d'opinions particulières souvent inté-

ressées à ne pas lui faire apercevoir toute la vérité; il ne pouvait jamais avancer vers un but précis.

La Russie doit donc être reconnaissante à l'Empereur Alexandre et à ceux dont il suivait alors les conseils d'avoir cherché à mettre plus d'ordre et de méthode dans la machine gouvernementale de l'empire.

Le but de la réforme fut, à l'exemple de la plupart des autres États de l'Europe, de séparer les ministères, de préciser leurs limites, d'agglomérer dans un ministère séparé les affaires d'une même espèce, d'en centraliser la gestion, et d'augmenter par là la responsabilité des principaux fonctionnaires de l'État. On espérait, entre autres résultats, que ce serait un moyen efficace pour mettre une digue aux abus, aux concussions et aux voleries sans nombre qui font la grande plaie de cet empire, si aucun moyen n'était capable en Russie d'en arrêter le cours.

L'Empereur créa donc pour la première fois en Russie un ministère de l'intérieur et de la police, un ministère des finances, un ministère de la justice, qui jusqu'alors avaient été réunis dans la personne du procureur général du Sénat; un ministère de l'instruction publique, partie jusqu'alors négligée et oubliée en Russie; un ministère du commerce, des affaires étrangères, de la marine et de la guerre. Alexandre, pour cette dernière partie, imbu des principes de son père, ne voulut pas se départir de sa méthode et garda auprès de lui l'aide de camp chargé du personnel; tout ce qui regardait l'armée, jusqu'à la moindre nomination, devait émaner directement de l'Empereur, de sa volonté individuelle, et l'armée devait le savoir. C'était un palladium qui ne regardait personne d'autre, auquel personne ne

devait toucher ni se mêler, si ce n'est par l'impulsion et la participation directe de l'Empereur. La place de l'aide de camp se métamorphosa avec le temps dans celle de major général, imitation de Napoléon : ce qui prouve que la Russie se considère toujours en état de guerre et veut à chaque moment pouvoir l'entreprendre. Le manifeste qui établissait ces changements dans le gouvernement de l'empire parut enfin. Outre la création et la séparation des ministères, il y était dit que tous les ukases de l'Empereur seraient dorénavant contre-signés par l'un des ministres, nouvel essai par lequel on tâchait d'introduire la responsabilité en Russie. Les ministres étaient tenus de se réunir en comité dans lequel seraient portées les affaires les plus importantes qui pouvaient intéresser tout l'État et avoir rapport à plusieurs ministères.

C'était une machine qui s'élevait au faîte de l'État, au-dessus de la machine existante qu'on laissait comme elle était, mais qui nécessairement devait en subir toutes les conséquences. Le Sénat restait avec ses attributions, on y en avait même ajouté de nouvelles, d'un grand poids; mais celles qui avaient rapport à l'administration proprement dite devaient perdre de leur importance et se changer presque en simple forme. Par l'action des nouveaux ministres on concentrait la véritable autorité administrative du gouvernement, qui jusque-là n'avait pas eu de point ostensif et légal, excepté la personne même de l'autocrate. Il en fut de même du Conseil précédent de l'empire, auquel on ne toucha pas, et où siégeaient divers personnages marquants, dont la plupart ne devinrent pas membres de la nouvelle administration. L'Empereur continua à renvoyer encore de temps

à autre certaines affaires désagréables ou embrouillées à la délibération de ce soi-disant Conseil. Il fallait bien lui donner une pâture pendant quelque temps et ne pas le faire tomber d'une mort trop prompte; mais bientôt il s'éteignit de lui-même par sa nullité, jusqu'au temps où Alexandre trouva bon de créer un nouveau Conseil de l'empire sur un plan tout différent et beaucoup plus vaste.

Ces changements, qui peuvent paraître l'*A b c* de la politique autre part, étaient alors nouveaux et immenses pour la Russie. Le manifeste fit beaucoup de bruit dans tout l'empire et surtout dans les salons de Pétersbourg et de Moscou; chacun jugea la nouvelle institution à sa manière, la plupart la jugèrent non pas sur ses mérites intrinsèques et le bien qu'elle pouvait faire à l'État, mais par l'effet qu'elle aurait sur son propre avancement. Ceux qui furent placés l'approuvèrent, ceux qui restèrent en dehors frondèrent ce vertige de jeunesse qui voulait changer de vieilles et vénérables institutions sous lesquelles la Russie avait grandi. Les gros personnages qui n'avaient pas été consultés et qui ne s'attendaient pas à un changement si considérable, furent pris au dépourvu et se trouvèrent débordés par ceux qui pendant le règne de Paul et les commencements de celui d'Alexandre s'étaient tenus à l'écart. Ils tâchèrent d'épancher leur bile en souriant de pitié sur les jeunes gens qui prétendaient réformer l'empire, et sur la platitude de quelques vieux qui consentaient à être les instruments d'une imitation servile et maladroite des institutions étrangères. La facile bonté de l'Empereur encourageait ces critiques autant qu'elles sont possibles en Russie; d'ailleurs, elles trouvaient un certain appui dans

l'Impératrice mère, peu satisfaite sans l'avouer de ne pas être consultée davantage par son fils et de ne pouvoir influer sur ces décisions. Cette princesse croyait voir dans toutes ces nouveautés un germe de libéralisme dont elle redoutait le développement, et son salon devint un centre pour les opposants, qui venaient y témoigner leur mécontentement.

Avec le manifeste de la nouvelle organisation du gouvernement parurent aussi les nominations aux offices et places créés ; ce fut la partie de la mesure la plus difficile à arranger, et dont les salons et le public, s'il y a telle chose en Russie, s'occupèrent avec beaucoup plus d'intérêt que de la chose en elle-même, qui ne regardait que l'avenir de l'État.

A la tête de l'administration parut le comte Alexandre Vorontzow, qui reçut, avec le ministère des affaires étrangères, le titre de chancelier qu'il ambitionnait et que personne n'avait porté depuis longtemps. Le comte Kotchoubey quitta sans regret, et même avec plaisir, le ministère, où il croyait qu'il n'y avait rien à faire d'après le système d'impassibilité qu'il considérait comme le plus convenable à la Russie et le plus conforme au caractère, aux vues et aux désirs de l'Empereur; il se jeta avec une ardeur extrême dans la nouvelle route ouverte par la création du ministère de l'intérieur qui lui fut conféré.

Les éléments si importants de police et d'administration dont ce ministère fut composé étaient noyés jusqu'alors dans la masse des attributions du Sénat, du procureur général et occasionnellement de quelques secrétaires des commandements du souverain. Le comte Kotchoubey eut tout à faire dans une administration depuis longtemps

négligée, où l'action gouvernementale dans les provinces éloignées était sans surveillance, sans aucun centre, sans direction, abandonnée à tous les abus que l'ignorance et la cupidité des employés en sous-ordre peuvent produire. C'était une tâche noble et ardue à accomplir ou du moins à commencer. Si le comte Kotchoubey n'y a pas réussi autant qu'il l'aurait désiré, certes ce n'est pas la bonne volonté et le zèle qui lui ont manqué. Il commença par organiser ses bureaux, par les partager en plusieurs sections dont chacune était chargée d'une des parties de son vaste ministère. Il appela à lui tout ce qu'il put trouver de gens habiles et stylés dans ces différentes branches de l'administration. Il s'efforça de relever les places de gouverneur de province et d'y nommer des personnes dont le caractère et la position présentaient des garanties d'intégrité et qui pouvaient faire espérer que, quoique étrangères aux affaires, l'expérience et leur bonne volonté les formeraient bientôt.

L'ordre sembla se faire jour dans ce chaos jusqu'alors si obscur et apparaître sur l'horizon russe; le peuple en ressentit immédiatement quelques effets. Je me rappelle que l'approvisionnement du sel, si important dans ce vaste empire, fut mieux réglé. Le sel était alors un objet de commerce libre en Russie, mais c'était le gouvernement qui était seul en état de le fournir à toutes les parties de l'empire en exploitant les marais salins situés sur divers points, ou en le distillant des eaux de mer, d'où le prenait le commerce; le comte Kotchoubey prit des mesures pour que l'exploitation et le charriage à des points éloignés se fissent avec le moins de frais possible, de manière que le peuple pût acheter le sel à meilleur compte et le gouvernement avoir

ses frais remboursés. Je n'ai pas présentes à la mémoire toutes les réformes qu'il entreprit, et je ne crois pas que beaucoup d'entre elles aient eu quelque durée. La Russie n'avait pas eu jusqu'alors de ministère des finances. Il fut créé alors et confié au comte Wasiliew, homme de bureau, avec de la capacité et de la probité, qui avait été en affaires de finances le bras du prince Wiaziemskoi, seul procureur général que l'on citait avec éloge du temps de l'impératrice Catherine. Dans les divers changements qui s'étaient faits depuis la mort du prince Wiaziemskoi, en 1794, si je ne me trompe, M. Wasiliew, trésorier de l'empire, avait été l'homme nécessaire, et n'avait pas été déplacé parce que l'on ne pouvait se passer de lui. C'était un travailleur routinier, intègre, je crois, qui comprenait les idées nouvelles et les adoptait lorsqu'il les trouvait opportunes.

Toutes les branches de revenu public, la ferme des eaux-de-vie, la banque, etc., composèrent ce ministère; on y adjoignit encore le département des mines réorganisé sur une plus vaste échelle. Le poste de trésorier de l'Empereur fut conservé temporairement et confié à M..., parent du ministre; à la mort de celui-ci, le trésorier lui succéda aux finances.

Les fonctions de ministre de la justice furent réunies à celles de procureur général du Sénat. Le général Bekleschew ne voulut pas conserver ce ministère, dépouillé d'une grande partie de ses attributions par la création des ministères de l'intérieur et des finances. Le sénateur Dzierzanin fut nommé ministre de la justice. Ce choix, tout personnel à l'Empereur, avait été fait en dehors de notre action commune ; ceux qui formaient le noyau de la nouvelle

administration n'y avaient pris aucune part. M. Dzierzanin était un homme intègre et un poëte de talent; il avait écrit quelques morceaux lyriques fort estimés, et qui, en effet, étaient pleins de verve et d'un élan remarquable. Du reste, il avait peu d'instruction et ne savait aucune autre langue que le russe. L'Empereur fut séduit par ses sentiments chaleureux et par les rêves poétiques dont il sut l'entretenir. Alexandre ne résistait pas à ce qu'on appelle les belles phrases; plus elles étaient vagues, plus il s'en accommodait, pouvant alors les assimiler facilement à ses propres espérances, qui avaient le grave inconvénient d'être également peu précises. Il aimait les expressions d'un libéralisme empreint d'énergie et était surtout sensible à des sentiments de culte pour sa personne, alors que ces sentiments prenaient le langage du dévouement à la cause de l'humanité.

L'Empereur avait des relations directes et spéciales avec certaines personnes qu'il présentait lui-même dans nos réunions; il aimait à les patronner et à les défendre contre les objections que faisait quelquefois naître la connaissance plus intime de ces personnes. Il lui plaisait d'avoir ces relations à l'insu de ses amis, qui alors déjà lui faisaient ombrage, à cause de l'union qu'il croyait voir régner entre eux. Il eut donc soin d'introduire dans le ministère, dès son début, des figures qui ne cadraient pas avec le reste et tenaient séparément et immédiatement à lui seul. Il s'agissait d'introduire dans la nouvelle administration les jeunes gens amis de l'Empereur; c'était sur eux que reposait l'espoir d'Alexandre, c'étaient eux qui devaient poursuivre avec zèle l'œuvre commencée et veiller à l'accomplis-

sement des réformes que l'Empereur avait si fort à cœur. Le comte Kotchoubey était pourvu, mais les autres, qu'en ferait-on? Leur donner des ministères, c'était trop. Il fut donc convenu de créer des places d'adjoints de ministres. Les jeunes gens, employés ainsi, seraient à même de diriger leurs chefs suivant les vues de l'Empereur et de le tenir directement au courant de la marche des affaires.

Le comte Paul Strogonow demanda à être adjoint du ministre de l'intérieur, afin de partager les travaux du comte Kotchoubey; M. de Novosiltzow devint adjoint du ministre de la justice, tout en restant secrétaire de l'Empereur. Sa place et sa destination étaient les plus importantes. C'était lui qui devait être l'instrument par lequel l'Empereur aurait entamé la réforme des lois et de la jurisprudence. M. de Novosiltzow avait des connaissances en jurisprudence et en économie politique; il avait lu et se rappelait ses lectures; il avait été en Angleterre et n'y avait pas perdu son temps.

En Russie, personne, à cette époque, ne lui était supérieur dans les connaissances administratives que des lectures françaises et anglaises pouvaient alors procurer. Son esprit pratique ne se laissait pas prendre aux séductions de vaines théories et savait toujours s'arrêter au possible; il avait de l'adresse, du savoir-faire non-seulement avec les individus, mais avec le public russe qu'il connaissait parfaitement. C'étaient là ses bonnes qualités, les mauvaises n'avaient pas encore paru. Il eut le mérite de seconder les désirs d'Alexandre, relativement à l'amélioration du sort des paysans, et ce fut lui qui rédigea le premier ukase à ce sujet. Nous y reviendrons plus tard.

M. de Novosiltzow reconstitua la commission du remaniement des lois. Catherine s'était déjà occupée de cet important sujet, ce qui lui avait attiré l'encens des Voltaire et des Diderot; mais ces travaux n'eurent pas d'autre résultat que de faire publier l'instruction philanthropique et philosophique adressée par Catherine à la commission des lois, — commission qui fut bientôt dissoute, et dont les travaux ne virent jamais le jour. M. de Novosiltzow rendit, par la volonté d'Alexandre, de la vie à ce corps mort et enterré depuis plus de vingt ans. Il organisa, aidé par M. le baron de Rosenkampf, jurisconsulte allemand, une commission des lois sur un plan vaste et bien conçu, et réussit à donner de la méthode à ces travaux. Il s'agissait de réunir tous les règlements, les ukases, etc., toutes les lois russes existantes, en les classant par ordre des matières, par sections, chapitres, etc. On aurait préparé, de la sorte, un Code civil, criminel, de procédure administrative, de commerce, etc.

Deux besognes devaient donc aller de front : 1° le dépouillement et classement par ordre de matières de toutes les lois et ukases russes depuis les plus anciens; 2° la rédaction d'une table des matières systématique, selon laquelle ce dépouillement devait se faire, et où trouverait sa place chacun des ukases, dont le nombre est immense. Les répétitions ou contradictions fréquentes des lois russes eussent été ainsi constatées et élaguées du code; on eût trouvé beaucoup d'erreurs, de taches honteuses à éliminer, beaucoup aussi de lacunes à remplir. De cette façon le travail se serait fait et perfectionné sur une base toujours nationale. Le flambeau de la jurisprudence moderne y aurait

introduit les lumières indispensables; mais il était bien décidé que l'on respecterait ce que le bon sens du peuple avait établi depuis de longues années.

Tel était l'esprit selon lequel l'empereur Alexandre désirait que fût dirigé le travail du Code. C'était à peu près la méthode employée à l'égard du code Justinien, à cette différence près, que la réunion des lois romaines était un trésor de sagesse, de science législative, dont la richesse un peu confuse était l'unique défaut, tandis qu'en Russie, la matière première sur laquelle il fallait travailler, grande en nombre, en quantité et en désordre, était insuffisante et pauvre au point de vue du mérite et de la richesse véritables. Il aurait donc fallu des hommes égaux, et même supérieurs à ceux employés par Justinien, afin qu'ils fussent capables par eux-mêmes de corriger les grands défauts et remplir les lacunes, des hommes, en un mot, capables d'être de véritables législateurs.

Outre le Code russe, un travail semblable devait être fait séparément pour les provinces étrangères ou privilégiées, telles que la Livonie, l'Esthonie, la Courlande, les provinces polonaises de la Petite Russie qui ont chacune des lois, des coutumes et une langue particulières.

Ce grand travail, commencé avec méthode et poussé avec activité, se poursuivit pendant quelque temps; les ministres de la justice le laissant à leur adjoint, M. de Novosiltzow s'en occupa exclusivement. Les tables des matières systématiques furent préparées par M. de Rosenkampf; tant qu'ils restèrent en place, le travail avança; il n'a cependant pas, que je sache, donné les fruits qu'on en attendait. Cela arrive en Russie chaque fois que, les résultats n'étant pas

immédiats, il survient des changements de personnes avant que la tâche soit accomplie.

Parmi les jeunes gens qui entouraient l'Empereur, je restai seul sans emploi. Alexandre m'offrit le poste d'adjoint du ministre des affaires étrangères. Le comte de Vorontzow y consentait; tous mes amis d'alors, et surtout l'Empereur, me poussaient à accepter. Je m'y refusai longtemps; je représentai combien les Russes seraient étonnés et peu satisfaits de me voir à ce poste. L'Empereur prétendit que, pendant ma mission auprès du roi de Sardaigne, je m'étais fait favorablement connaître par ma correspondance et ma conduite, et que ma nomination ne devait étonner personne; que d'ailleurs le comte Vorontzow, qui seul avait droit d'être consulté à ce sujet, consentait à m'avoir pour adjoint. Je dis aussi à l'Empereur qu'il connaissait, mieux que personne, mes sentiments envers ma patrie, qu'ils ne pouvaient jamais changer, et que j'avais quelque raison de craindre que ces sentiments ne se trouvassent, au premier jour, en contradiction avec les devoirs de l'emploi qu'il voulait me confier; que, par conséquent, il était beaucoup plus sûr et plus convenable pour moi de ne pas l'accepter. L'Empereur me répondit qu'il ne voyait dans ce moment aucune contradiction du genre de celles que je redoutais; que si elles survenaient, j'aurais alors le temps de m'éloigner; que d'ailleurs il prévoyait des circonstances différentes et plus favorables à mes sentiments.

L'Empereur y ajouta des expressions très-flatteuses : il fallait, disait-il, payer sa dette au bien de l'humanité; lorsque l'on avait des talents, on devait ne point refuser de les employer là où ils pouvaient être les plus utiles. Je résistai

longtemps, mais l'Empereur ne se laissa pas vaincre par mes refus. Il s'était buté à me voir occuper ce poste, c'était presque une de ces fantaisies irrésistibles auxquelles il était sujet, et dont il ne se guérissait qu'après l'avoir contentée. Il y mit tant d'insistance, de grâce et de bonté que je cédai enfin, sous la condition expresse de me démettre de ces fonctions dès l'instant où elles se trouveraient incompatibles avec mes sentiments polonais qui ne pouvaient varier. Je me proposai, du reste, par quelques années de service, de prouver à l'Empereur mon sincère attachement et ma reconnaissance pour l'amitié confiante qu'il me témoignait. J'acceptai avec tristesse, car c'était me mettre dans une nouvelle voie, pleine d'écueils et qui me retenait à Pétersbourg, où j'étais toujours comme l'oiseau sur la branche, comme une plante exotique qui ne pouvait prendre racine; je n'aspirais qu'à revenir auprès des miens, loin desquels je ne jouissais pas de la vie.

Je ne me ferai pas plus prévoyant, plus profond que je ne l'ai été. En acceptant, j'étais décidé à ne rien faire qui pût exercer une fâcheuse influence sur les destinées futures de ma patrie; mais je n'avais aucune idée nette, aucun plan arrêté, quant à la nature des services que je pouvais être appelé à rendre à la Pologne, dans ma nouvelle position. Sous ce rapport, un autre et véritable appât me fut offert, une récompense donnée pour avoir enfin cédé aux vœux de l'Empereur. Il me confia la direction des écoles dans les huit gouvernements polonais, c'est-à-dire dans toute cette partie de la Pologne qui relevait de son sceptre.

La création d'un ministère de l'instruction publique fut en Russie une innovation remarquable, féconde en grands

et salutaires résultats, dont je ne puis de loin apprécier toute la véritable portée; quoi qu'il en soit, la postérité devra de la reconnaissance, et à l'empereur Alexandre, et aussi aux jeunes gens tant décriés qui soutinrent alors ce prince dans ses louables intentions, et réussirent à leur donner une forme pratique, en divisant en différentes branches l'ensemble confus de l'administration précédente. Rien n'était plus misérable, plus insuffisant que l'instruction publique en Russie jusqu'à Alexandre. Il y avait une Académie des sciences à Pétersbourg qui n'avait eu de célébrité que par quelques savants étrangers que le gouvernement réussit à attirer. Euler y avait été appelé sur ses vieux jours pour y mourir. Cette académie, dont les mémoires étaient pour la plupart écrits en français et en allemand, n'avait aucune relation avec le pays et ne pensait nullement à influer sur ses progrès. A Moscou, il y avait une Université également isolée, et qui n'était fréquentée que par une centaine d'élèves entretenus aux frais du gouvernement. Il ne s'y présentait que rarement des élèves libres.

En outre de ces deux corps placés au sommet de l'échelle savante et littéraire, il n'y avait en Russie que des écoles appelées nationales. On y enseignait assez mal les éléments de fort peu de choses; la surveillance était exercée par de misérables instituteurs que l'oisiveté et l'ennui avaient rendus ivrognes : personne n'envoyait ses enfants dans ces écoles dont on ne s'occupait pas et dont on ne parlait point. La Russie devait changer de face à l'établissement du ministère de l'instruction publique. Les Universités existantes de Moscou, Wilna et Dorpath furent mieux dotées; trois nouvelles furent créées, celles de Pétersbourg,

de Charkow et de Casan. Chacune d'elles fut placée à la tête d'une certaine partie de l'Empire qui forma son circuit, et dont l'instruction lui fut confiée. L'Université de Wilna fut toute polonaise, et pour les provinces de cette nation, j'aurai l'occasion d'en parler plus tard; néanmoins il me semble utile de faire remarquer ici que, durant les années qui suivirent, toute la surface de la Pologne se couvrit d'écoles, dans lesquelles le sentiment polonais eut pleine liberté de se développer.

L'Université, où j'appelai les savants les plus distingués du pays et quelques hommes éminents de l'étranger, dirigea ce mouvement avec un zèle et une intelligence qui ne laissaient rien à désirer; il ne surprit personne, et ses véritables conséquences, contre lesquelles les Russes se récrièrent plus tard, semblèrent alors découler naturellement des intentions généreuses de l'Empereur. Casan devait s'occuper de l'instruction des Tartares et de la Sibérie. Chaque université eut son curateur; les curateurs réunis formaient le conseil de l'instruction publique, qui était présidé par le ministre. L'Empereur nomma des curateurs qui donnaient l'espoir que l'œuvre de l'instruction ne resterait pas sur le papier, mais qu'elle serait poussée en avant avec zèle et succès. Le général Ksinger, commandant d'un des corps des cadets, fut nommé curateur de Dorpath. C'était un galant homme, auteur allemand distingué, un peu brise-raison, libéral jusqu'à l'utopie, tout en servant les plus grands despotes; du reste, bien intentionné, et plein de zèle pour l'avancement des sciences et de l'instruction. Ses opinions rêveuses et excentriques étaient accompagnées de formes brusques et

tudesques, ce qui lui donnait une apparence de franchise et d'énergie; tout cela lui avait acquis la bienveillance d'Alexandre.

Le comte Séverin Potocki fut nommé curateur de l'université de Charkow. C'était dans les provinces avoisinant la Pologne : les habitants y désiraient vivement obtenir des moyens d'instruction. Le comte Séverin, en sa qualité de Polonais, avait été distingué par le grand-duc Alexandre; il avait été admis avec nous dans sa familiarité et s'était exalté sur les qualités de ce prince, qui fut longtemps son idéal. L'Empereur le nomma curateur de Charkow et, de plus, sénateur dans le troisième département du Sénat, où se décidaient en appel les affaires des provinces polonaises. Comme sénateur, le comte Séverin acquit de la célébrité en Russie; nous en reparlerons plus tard. Comme curateur, il s'occupa de son université avec zèle et persévérance; il appela des savants distingués et visita fréquemment la province qui lui était confiée.

Wilna et Dorpath firent le plus de progrès; après ces deux universités, on peut citer Charkow. La noblesse de Livonie, d'Esthonie et de Courlande se prononça contre l'université de Dorpath, qui s'était déclarée protectrice des paysans et du tiers état. Un des professeurs de cette université se nommait Parot; c'était une espèce d'énergumène bonhomme qui témoignait à Alexandre un attachement sans bornes; il était plein d'une sollicitude très-vive pour sa santé et en donnait de fréquentes preuves. Je me rappelle entre autres que madame Parot envoya un gilet tissé par elle, et qui aurait, disait-elle, la propriété de conserver les jours de l'Empereur. Parot le supplia de s'en revêtir; c'est

ainsi qu'en témoignant un amour exalté pour Alexandre il sut gagner l'amitié de ce prince, avec lequel il eut des conférences particulières pendant de fréquents voyages faits à Pétersbourg. — Moscou eut pour curateur M. de Mouraview, ancien menin du grand-duc et son secrétaire, digne homme, mais excessivement peureux et sans énergie aucune; l'Empereur le nomma adjoint du ministre de l'instruction, afin qu'il ne fût pas dit que les jeunes gens seuls remplissaient les fonctions d'adjoint et qu'elles n'eussent pas l'air d'être créées pour eux. M. de Novosiltzow fut nommé curateur de Pétersbourg; mais comme il y avait déjà dans cette capitale une école de médecine dépendante du ministère de l'intérieur, et qu'une faculté de droit ne pouvait guère être instituée avant que la commission de législation eût terminé son travail, M. de Novosiltzow se borna à établir une école normale ou faculté de philosophie dans le but spécial de former des professeurs pour les sciences exactes, administratives, et pour la littérature.

Cette école débuta avec éclat; elle sembla avoir formé des élèves distingués, mais cela ne dura pas; les élèves ne répondirent pas plus tard aux espérances qu'ils avaient fait naître. L'école supérieure tomba sans avoir donné de résultats durables. Une université avec des priviléges et des propriétés se fût mieux soutenue, ainsi que le prouvent les institutions de Moscou et de Charkow, qui, si je ne me trompe, se sont maintenues, quoique en déclin, au milieu de l'incurie et de l'oubli qui les ont longtemps environnées.

Le comte Zavadofsky fut nommé ministre de l'instruction. Il avait été secrétaire du comte Romantsow en même

temps que le prince Bezborodko, et depuis ils étaient restés amis. Le comte Romantsow les avait donnés tous deux à l'impératrice Catherine, comme secrétaires, ce qui fut la cause de leur brillante fortune. Bezborodko avança bientôt par sa grande facilité de travail et de conception; il jouit de la confiance de sa souveraine et parvint aux premières dignités; se sentant de l'aplomb par lui-même, il fut le seul qui ne fit pas la cour aux favoris, et qui se soutint par son propre mérite. Zavadofsky sut réussir d'une autre façon. L'Impératrice le prit pour favori; il s'attacha à elle et fut fort malheureux lorsqu'au bout de six mois il fut renvoyé. Ses deux amis Bezborodko et Vorontzow tâchèrent de lui inspirer de la philosophie; il reçut aussi comme consolation les dons que l'Impératrice ne manquait jamais de prodiguer à chaque favori qu'elle congédiait, dons qui, pour le prince Zavadofsky, furent même plus considérables, parce que Catherine lui reconnaissait d'autres mérites que ceux de simple favori. Il se maria plus tard et continua à être bien vu à la cour. Il fut nommé au ministère de l'instruction à cause du comte Vorontzow, son ami, et parce que, parmi les gros bonnets d'ancienne date, il avait la réputation d'écrire le russe avec une grande pureté, certains manifestes du temps de l'Impératrice ayant été dus à sa plume. Il vivait sur cette réputation acquise et passait pour savant.

C'était un homme de bonne composition, ayant un cœur juste et bienveillant, fait un peu à la hache. Son esprit aussi bien que sa personne ne pouvaient se retourner que tout d'une pièce; il avait une conception difficile et qui ne saisissait pas les nuances; avec cela, le désir et la prétention de

comprendre les améliorations et les idées nouvelles, mettant son amour-propre à ne point compter parmi ces vieux qui ne savent ni rien apprendre ni rien oublier; ce qui n'empêchait pas qu'il n'eût à un haut degré l'un des traits les plus saillants de l'administrateur russe : une grande soumission et une profonde résignation à tout ce qui vient d'en haut. Il s'exaltait volontiers au sujet des auteurs classiques et citait les passages qu'il avait retenus. La littérature de son pays l'intéressait vivement; par un hasard singulier, c'était dans les écoles polonaises des Jésuites qu'il avait fait ses études et appris le latin. Il n'avait point oublié le polonais, et en faisait parade, parlant avec une grande admiration de notre ancien poëte Jean Kochanowski, dont il savait plusieurs fragments par cœur. Ces circonstances lui avaient laissé une sorte de prédilection pour la Pologne et les Polonais; cette disposition se manifestait jusque dans ses dîners, où il faisait toujours servir des mets polonais.

Tandis que les autres curateurs rencontraient souvent des obstacles dans la volonté du ministre, qui n'était pas toujours disposé à céder aux idées de réforme et de progrès, moi, de mon côté, je n'eus jamais à me plaindre; il m'accorda toute sa confiance; il suffisait qu'une proposition vînt de ma part, pour qu'il la soutînt avec une bonté extrême. Je lui dois une grande reconnaissance pour la condescendance, la franchise et l'amitié avec lesquelles il m'a toujours traité.

CHAPITRE X

1803. — COMMENCEMENT DE 1804. — AFFAIRES DIPLOMATIQUES ET INTRIGUES DE COUR. — MALADIE DU CHANCELIER.

Comme on le voit, j'avais du bonheur avec les vieux Russes; je n'en eus avec personne autant qu'avec le chancelier, qui devenait mon chef dans le ministère des affaires étrangères. Il me prit sur-le-champ en amitié et me témoigna la plus grande confiance en m'associant à son travail sans aucune réserve.

Dès l'établissement du nouveau ministère, j'assistai à toutes les conférences du comte Vorontzow avec les ministres étrangers; il me chargea de rédiger les protocoles qu'il portait à l'Empereur. Je m'acquittai de ce travail avec beaucoup de soin et à sa satisfaction. On sait qu'un protocole bien rédigé donne souvent à une conversation conduite sans beaucoup d'ordre, et plus de précision, et plus de clarté. Le chancelier fut content de ce que je lui faisais dire; c'était bien sa pensée, mais je réussissais à l'exprimer d'une manière plus complète : j'avais deviné ses intentions, et cela lui causait une grande satisfaction. Ce travail, en m'exerçant dans la rédaction, me fut fort utile; de plus, les conférences auxquelles j'assistai me mirent au fait des relations avec les gouvernements étran-

gers. Je fus également chargé de préparer les dépêches qui résultaient de ces conférences, ainsi que les rescrits de l'Empereur à ses ministres à l'étranger. Ayant accepté ces fonctions, je me jetai à corps perdu dans le travail, j'y mis un zèle extrême, ayant à cœur de payer ma dette à l'Empereur pour la confiance et l'amitié qu'il me témoignait.

Il m'est arrivé de travailler sans interruption pendant huit et neuf heures de suite, cela finissait par me donner des espèces de maux de nerfs. Le docteur Rogerson me surprit un jour dans cet état, il me conseilla de ne plus m'y exposer, et m'avertit que cela pouvait avoir des suites fâcheuses. Jeune que j'étais, je ne fis pas assez d'attention à cet avis, et je pense que ce fut là une des causes des maux nerveux dont je fus plus tard affligé en Russie.

La politique du cabinet russe sous le chancelier comte de Vorontzow resta pour le fond ce qu'elle avait été sous le ministère du comte Kotchoubey; mais elle acquit plus de dignité et de force, quant à la forme. Fort bien adapté au caractère et aux desseins de l'empereur Alexandre, c'était le même principe, qui se résumait ainsi : être en bonne intelligence avec tout le monde, ne se point mêler aux affaires d'Europe, pour ne pas être entraîné plus loin qu'on ne voudrait; en un mot, éviter soigneusement les embarras sans avoir l'air de les craindre. Le fond n'était pas changé ; les apparences seules étaient autres. Le cabinet russe prit un air de hauteur qui donnait le change sur sa véritable pensée et rappelait un peu l'esprit de la diplomatie de Catherine.

Le chancelier, se tenant fort en garde contre toute brouillerie, ou même tout refroidissement avec l'une des grandes

puissances, n'était pas fâché, quand l'occasion s'en présentait, de faire peur aux faibles et de les écraser de tout le poids de la puissance russe. C'est ce qui arriva avec la Suède. Les deux gouvernements se trouvèrent en désaccord sur la possession d'un misérable petit îlot situé sur une rivière qui séparait alors la Finlande proprement dite de la province de ce nom appartenante à la Russie. Il s'agissait de savoir si le pont qui devait servir de frontière serait sur l'un ou l'autre bras de la rivière. Cette question était pendante depuis quelque temps. Le chancelier résolut de la trancher avec éclat. Il prit avec la Suède un ton sec et impérieux; je fus fort aise de n'être pas chargé de la rédaction des dépêches qui traitaient cette affaire, et qui furent écrites en russe; mon abstention me valut plus tard des preuves de confiance de la part du roi de Suède et de son gouvernement. Cependant le gouvernement russe fit semblant de se préparer à une rupture. Des généraux parcoururent la frontière suédoise. L'Empereur lui-même s'y rendit; je l'accompagnai avec le comte Paul de Strogonow et M. de Novosiltzow.

Nous parcourûmes toute la frontière, en grande partie à cheval; c'est un pays où le granit, qui fait la base du sol, est souvent à peine recouvert d'une légère couche de terre. On y trouve des sites extraordinaires, des chutes d'eau magnifiques; mais la contrée n'est pas peuplée, et nous couchions fréquemment dans des villages clair-semés et chez des pasteurs, dont quelques-uns ne savaient pas d'autre langue que le finnois. Les villages et les presbytères sont entourés de prairies, mais l'aspect du pays est en général triste et aride; je ne parle ici que du territoire

appartenant à la Russie, car il y a d'autres parties de la Finlande qui sont riches et productives en blés. Au delà de la ville d'Abo, le pays prend un aspect plus riant, et les habitants semblent jouir d'un peu plus d'aisance.

L'Empereur visita le terrain en litige, c'est-à-dire l'île et le pont dont on faisait si grand bruit, et qui, tout petits et misérables, ne semblaient pas devoir être une cause de si vifs débats. Nous allâmes inspecter ensuite la forteresse et le port de ..., point qui maintenant aura perdu de son importance, mais qui, dans un cas de guerre, eût été le pivot des opérations russes, car il réunissait la flotte des chaloupes canonnières.

Le général Suchtelen, depuis ministre de Russie en Suède, alors chef du génie, dirigeait les travaux de cette place; bien qu'avancés, ils n'étaient point encore terminés. Il y faisait exécuter les ouvrages d'après un système nouveau de son invention, plus simple, disait-il, que ceux de Vauban et de Coëhorn, combiné des deux, et dont l'application donnait des résultats qui répondaient à toutes les exigences.

Le roi de Suède, de son côté, mit beaucoup d'obstination à ne point céder à des demandes faites d'un ton si impérieux. Le comte de Stedingk, ambassadeur de Stockholm à Pétersbourg, me témoigna plusieurs fois son étonnement à ce sujet; il levait les épaules en parlant de la manière choquante dont était traitée cette affaire si peu importante dans le fond. La Suède tint bon fort longtemps, ce qui fit continuer à la Russie ses préparatifs guerriers. Il fallut céder à la fin et accepter les conditions imposées; elles étaient sans nulle importance, et la Suède ne pouvait

avoir la folle pensée d'en faire un sujet de guerre. Personne n'en doutait. Le chancelier se glorifia de cette victoire. Elle pouvait cependant être obtenue facilement sans humilier la Suède, ce qui, à mon avis, eût été une politique préférable. La conduite de la Russie était de nature à laisser un mauvais levain dans le cœur d'un voisin envers lequel on avait déjà eu de nombreux torts, et qui, malgré sa faiblesse relative, pouvait, dans un cas donné, faire beaucoup de mal. Mais le chancelier Vorontzow connaissait sa nation ou du moins ceux qui parlaient en son nom. Il savait que toute démonstration de puissance, fût-elle même injuste, plaît aux Russes par son caractère inférieur; que primer, commander, écraser, est un besoin de leur orgueil national. Ne pouvant avoir raison des forts, le chancelier s'attaqua aux faibles, espérant par là donner du relief au gouvernement du jeune empereur. Je suis convaincu que ce fut là un des motifs qui l'engagèrent à faire sonner haut sa prétendue victoire sur la Suède; mais le public russe ne prit pas le change.

Il y avait alors dans les deux capitales, parmi les gens en place et dans l'armée, dans cette classe qui forma plus tard les éléments de l'opinion publique, il y avait, dis-je, un malaise universel, un désir vague d'amélioration ou plutôt d'événements plus amusants, plus lucratifs et plus flatteurs pour les vanités. Il faut le dire, l'empereur Alexandre n'avait point alors l'opinion russe pour lui, elle ne fut son partage que rarement pendant toute la durée de son règne. A cette époque surtout, sa conduite était trop naturelle, ses vues trop pures, trop conformes au bien de la grande majorité de ses sujets, pour être appréciées par

un pays dont les classes supérieures avaient goûté d'une civilisation corrompue et senti exalter outre mesure leur avidité et leur vanité. La bonté, la douceur, la pureté d'intention, qualités de la jeunesse d'Alexandre, n'étaient point suffisantes pour le rendre populaire. En dépit de tous les efforts du chancelier, on ne témoigna pas une grande satisfaction de cet avantage remporté sur un adversaire aussi peu conséquent que l'était, à leurs yeux, la Suède; on en voulut plutôt au vieux ministre d'avoir prétendu jeter de la poudre aux yeux du public et se jouer de sa vanité.

Le comte de Sauvan était ambassadeur d'Autriche; il venait toujours chez le chancelier en grande tenue, et mettait à ses conférences une grande solennité. La politique de l'Autriche était alors dolente, sentimentale et d'un ton bien différent de celui qu'elle a à présent. C'était après la paix de Lunéville. La cour de Vienne cherchait des consolations, elle voulait toucher les cœurs. Le cabinet de Saint-Pétersbourg tâchait de ne pas repousser ces attendrissements, mais il n'offrait en échange que des assurances d'intérêt et de bon vouloir vides de résultats.

La cour de Berlin était représentée par le comte de Goltz; depuis longtemps dans la carrière, il n'y avait gagné que ce que peuvent donner une bonne mémoire et la routine. C'était un homme doux et bon, fort soumis à sa femme, qui se faisait remarquer par une vivacité un peu criarde et brusque. Le comte de Goltz avait remplacé à Vienne M. Lucchesini au moment où, brisant perfidement les traités conclus depuis dix ans, la Prusse prenait sa part des dépouilles de la Pologne. Il me témoignait une déférence où perçait le regret, je dirais presque la honte de la conduite de son gou-

vernement à l'égard de mon pays. Je puis ajouter encore ici un souvenir tout personnel : M. de Goltz avait été précédé à Saint-Pétersbourg par M. Tauentzien, connu plus tard comme un des généraux prussiens les plus habiles. Officier aux gardes, il avait été de la société de ma mère, pendant le séjour qu'elle fit à Berlin à l'occasion du mariage de ma sœur avec le prince de Wurtemberg; il devint très-épris de mademoiselle Constance Narbutt (plus tard madame Debowska), la demanda en mariage et fut refusé. Ces souvenirs n'eurent pas d'autres résultats, pendant sa mission à Pétersbourg, que de nous procurer, à mon frère et à moi, de fréquentes invitations à dîner.

Les relations avec la Prusse étaient toutes personnelles entre les deux souverains; il n'y avait guère de sympathie entre les cabinets. L'opinion de l'armée et des salons n'était d'ailleurs pas favorable à la Prusse; sa conduite équivoque, sa plate soumission envers la France, et les acquisitions que lui avait valu cette soumission, étaient vues de mauvais œil par les Russes, qui ne lui ménageaient pas leurs sarcasmes. L'Empereur cependant était fidèle à son amitié envers le Roi et à la haute opinion qu'il avait conçue de l'armée prussienne. Cette persévérance, blâmée maintes fois à Saint-Pétersbourg, eut néanmoins des effets fort avantageux pour la Russie; elle parvint à se rattacher la Prusse et à en faire une espèce de satellite. Bien que ces liens se soient successivement dénoués, on ne peut contester les avantages très-réels acquis par cette union temporaire.

L'Angleterre venait de conclure la paix d'Amiens. Son ambassadeur à Pétersbourg était sir John Warren, excellent amiral, mais diplomate médiocre. Il représentait parfaite-

ment la nullité et l'insuffisance du ministère Addington, qui l'avait envoyé. A cette époque-là, le gouvernement anglais était rarement heureux dans ses choix. La carrière diplomatique, quoique fort recherchée, n'offrait que peu de sujets capables; les postes les plus importants y étaient donnés par faveur ou par des arrangements de parti, soit pour satisfaire quelque soutien du ministère, soit pour obtenir quelques voix de plus à la Chambre des communes. D'autres avancements avaient lieu par pure ancienneté de service; l'inintelligence ou l'absence de bonnes études n'étaient aucun obstacle. Aussi faisait-on remarquer qu'il n'y avait à cette époque, sauf exception, ni habileté ni zèle parmi les diplomates anglais. Cet état de choses est complétement changé; ils peuvent maintenant compter en Europe parmi les plus habiles.

Un peu antérieurement à la nomination de sir John Warren, le duc de Glocester, neveu du roi George III, était venu en visite à Saint-Pétersbourg.

Le général Hédouville représentait la France. Il avait acquis quelque réputation à la pacification de la Vendée, mais semblait peu propre à soutenir la réputation de la diplomatie française, dont l'esprit et l'habileté paraissaient devoir s'accroître encore sous le Consulat et le ministère de M. de Talleyrand. En faisant choix d'un ministre dont les formes étaient si bénévoles, peu saillantes et, je dirai même, ennuyeuses, le gouvernement français avait probablement le dessein de tranquilliser les esprits et d'assoupir ceux dont il voulait gagner l'amitié. C'était, en diplomatie, un de ces calmes plats qui succèdent aux temps orageux ou les précèdent.

Il n'y avait rien d'important, ni même d'intéressant dans les relations de la Russie avec les autres grandes puissances ; c'était, autant que je me le rappelle, un commerce de nullités, un échange de phrases arrondies qu'on aurait pu réduire à ce seul souhait général : Restons tranquilles, évitons tout embarras et tout conflit! Cette disposition était partagée même par les gouvernements que la paix avait fait souffrir; ils avaient bien le désir de tenter un nouveau coup, dans l'espoir de regagner la partie perdue, mais ils n'osaient avouer leur pensée. L'Angleterre elle-même ne prévoyait pas encore de rupture prochaine. L'Autriche ne gémissait qu'en secret, et là où elle espérait pouvoir, sans se compromettre, faire entendre ses plaintes, la Prusse s'applaudissait de sa constante neutralité et y voyait une source de prospérité et de progrès. La France elle-même s'était arrêtée; le premier consul organisait l'administration et les lois du pays. Cependant tous les regards se tournaient vers cette séve puissante qui ne pouvait pas se contenter longtemps de l'immense terrain déjà fécondé.

Toute l'Europe continentale craignait la France; la Russie, quoiqu'elle fût également pacifique et inoffensive, prenait un ton qui annonçait une grande égalité de force et le sentiment de sa propre indépendance. Les rapports du chancelier avec le général Hédouville étaient ceux d'une bienveillance amicale basée sur des égards réciproques; on signa même une convention dont l'objet précis m'échappe, et qui d'ailleurs ne pouvait pas être important. Le chancelier saisit cette occasion pour offrir au ministre de France le cadeau d'usage, qui, si je ne me trompe, consistait alors en 4,000 ducats, outre une tabatière en

or, enrichie de diamants, avec le portrait. Le chancelier était malade; il reçut le général Hédouville dans son lit, et l'on procéda à l'échange des ratifications. J'étais présent; sur le lit étaient étalés, à côté de la tabatière, des sacs contenant les 4,000 ducats. Je n'ai jamais vu physionomie s'épanouir davantage et exprimer plus d'ardeur que celle du bon général à la vue de ces sacs. On eût dit un gourmand qui approche d'une table garnie de mets exquis. C'est un tableau qui m'est resté gravé dans la mémoire, et je ne résiste pas à le retracer. Le général, oubliant tout décorum et ce qu'il convenait de dire à propos du portrait de l'Empereur, n'eut d'yeux que pour les sacs; il les fixa, les toucha, s'en empara avec une expression d'amour tout à fait comique. C'était d'ailleurs un très-bon homme, et chacun eût joui de le voir si satisfait, s'il ne s'était mêlé à son bonheur quelque chose de peu digne et peu convenable à la circonstance. Il y a de ces moments où la nature humaine s'oublie et se montre à nu, et pas en beau, hélas! Cela doit être arrivé à chacun, et chacun peut être pris à son tour sur le fait de quelque faiblesse ou de quelque misère.

Parmi les personnes qui composaient le corps diplomatique, aucune ne pouvait être comparée au baron de Stedingk, ambassadeur de Suède; il se faisait remarquer par la sagesse de son esprit autant que par la noblesse de ses sentiments; fort simple dans ses dehors, il savait voir les choses simplement; d'une loyauté parfaite, d'un tact sûr, sa conduite fut, en toute circonstance, ce que l'on peut imaginer de plus honorable. Il possédait ce coup d'œil rare qui apprécie toujours à leur juste valeur, et les hommes,

et les événements. Dans sa jeunesse, il avait fait avec distinction la guerre d'Amérique comme colonel au service américain, et avait été décoré de la croix de Saint-Louis qu'il portait à un ruban bleu, en sa qualité de protestant. Plus tard, honoré de la confiance de Gustave III, il se distingua à la tête des corps d'armée qui combattirent les Russes en 1789 et 1790. Après la signature de la paix, il fut nommé ambassadeur à la cour de Pétersbourg, où il était déjà connu par ses succès militaires. Il resta à ce poste pendant trois règnes consécutifs, servant sa patrie dans les moments les plus difficiles, sans jamais rien perdre de la haute considération qu'il s'était acquise.

De tous les hommes que j'ai rencontrés, il m'a paru l'un des meilleurs, des plus dignes de confiance, l'un de ceux que l'on ne peut s'empêcher d'aimer, et que l'on voudrait toujours avoir pour amis. Je crois qu'il a été le mien, autant toutefois que le permettaient des positions différentes, et qui plus tard devaient entièrement nous isoler l'un de l'autre. Ma position en second au ministère me permit de ne point prendre une part active dans les difficultés qui surgirent entre la Russie et la Suède. Le chancelier tenait d'ailleurs à conduire cette affaire en personne, afin de recueillir, pour son propre compte, tout le mérite des avantages qu'on était censé remporter sur la Suède. Cette morgue du plus fort, cette affectation de supériorité insultante, cette façon d'arracher au plus faible une chose de nulle valeur, qu'on ne voulait prendre que pour l'humilier, tout cela me répugnait profondément et ne me semblait pas de bonne politique. Ma manière de voir à ce sujet parvint à la connaissance des Suédois et me procura, de

leur part, des témoignages de gratitude et de confiance. Ceux de qui je les ai reçus sont morts, je crois, pour la plupart.

Les institutions administratives continuaient à se développer à l'intérieur, dans la voie des améliorations indiquées plus haut, lorsqu'un incident vint brusquement interrompre la marche de ces progrès.

Le comte Severin Potocki avait été, comme on l'a déjà dit, admis dans la familiarité du grand-duc Alexandre; ces relations avaient continué après l'avénement de ce prince au trône. Le comte Severin était rempli d'admiration pour les qualités et les principes de l'Empereur. Honoré de sa confiance, il lui adressait souvent des mémoires sur différents sujets. Le Sénat avait reçu de l'Empereur, entre autres prérogatives importantes, le droit de lui faire des représentations, droit dont il n'avait encore fait aucun usage. Le comte Severin crut, tout naturellement, que ce prince était sincère dans ses opinions libérales (l'Empereur le croyait bien lui-même!). Introduire le Sénat dans l'exercice de ces prérogatives lui sembla donc une chose utile, méritoire et, de plus, agréable au souverain, qui verrait ainsi les heureux fruits du bienfait qu'il avait accordé.

Une occasion se présenta bientôt; voici dans quelle circonstance. Bien que la noblesse entière suive la carrière militaire en Russie, le service n'est cependant pas forcé pour les nobles, et ils peuvent le quitter quand bon leur semble. Ce double privilége lui a été accordé par Pierre III dans un ukase qui a bien souvent fait bénir sa mémoire. L'Empereur restreignit ce privilége aux nobles qui occupaient, dans l'armée, le rang d'officiers. Un ukase qu'il

promulgua rendit le service obligatoire pour les sous-officiers nobles, et leur imposa l'obligation de rester dans l'armée pendant une période de douze ans. C'était évidemment porter atteinte aux droits de la noblesse, tels qu'ils avaient été garantis par la Charte. L'ukase fit une sensation profonde et pénible; on accusa généralement le ministre de la guerre, vieux militaire de bureau et, disait-on, de basse extraction, d'être l'auteur de cet ukase et de l'avoir fait signer à l'Empereur. Le comte Severin Potocki s'empara avec empressement de cette circonstance pour mettre le Sénat à même d'user des libertés qui lui avaient été accordées. Il prépara un discours dans lequel, faisant voir la violation de la Charte, il proposait à ce grand corps de l'État d'adresser des représentations à l'Empereur.

Ce discours fut lu dans l'assemblée générale de tous les départements. Les sénateurs, voyant que c'était l'un des affidés de la cour qui était le moteur de cette affaire, et que son avis était chaleureusement appuyé par le vieux comte Strogonow, crurent qu'ils pouvaient, sans se compromettre, voter dans ce sens. Le Sénat fut même bien aise de se donner, sans danger, un air d'indépendance dans une affaire qui, après tout, croyait-on, n'était qu'une petite comédie approuvée par l'Empereur. La proposition du comte Severin fut adoptée, malgré l'opposition du procureur général, ministre de la justice, opposition que l'on crut feinte, pour donner plus de vraisemblance à la petite scène que l'on supposait avoir été arrangée. Le comte Strogonow, désigné avec deux autres sénateurs pour porter à l'Empereur les représentations du Sénat, se chargea de cette mission avec un redoublement de zèle et d'ardeur. Une grande surprise

l'attendait, car les choses devaient prendre une tournure toute différente.

Le comte Strogonow et ses deux collègues furent reçus par Sa Majesté avec beaucoup de froideur; traité sèchement, le vieux comte ne résista pas à cette épreuve; il se déconcerta, ne sut que dire et se retira tout honteux. L'Empereur réprima vertement le Sénat, lui ordonna de ne point se mêler de choses qui ne le regardaient pas, et lui enjoignit, par un nouvel ukase, de faire exécuter celui-là même qui avait été l'objet des représentations faites par l'organe du comte Severin. A mon grand étonnement, ce fut M. de Novosiltzow qui se prêta à agir dans le sens de la colère injuste de l'Empereur et à rédiger l'ukase qui tançait sévèrement le Sénat. La première tentative libérale du Sénat ayant si mal réussi, il n'en fallut pas davantage pour décourager des gens dont les aspirations généreuses n'étaient pas, il faut le dire, très-vives. Je ne sache pas que le Sénat ait fait depuis lors aucun autre essai d'indépendance; ses droits, qu'il n'a jamais exercés, sont probablement tombés en désuétude.

A ma première entrevue avec l'Empereur, je ne pus m'empêcher de sourire de l'alarme extrême qu'il avait conçue en face de la nouvelle attitude du Sénat. Mes plaisanteries furent mal accueillies par Alexandre, et je crois qu'elles laissèrent dans le fond de son esprit, au sujet de mes tendances libérales, une certaine inquiétude qui lui revint plus tard dans l'esprit. Ce fut un trait de lumière jeté sur le véritable caractère d'Alexandre, qui m'apparut alors sous un jour nouveau et malheureusement trop vrai. Les grandes pensées de bien général, les sentiments géné-

reux, le désir de leur sacrifier ses convenances et une partie de son autorité, de se démettre enfin d'un pouvoir immense et arbitraire pour mieux assurer le bonheur à venir des hommes soumis à sa volonté, tout cela avait occupé sincèrement l'Empereur; tout cela l'occupait encore, mais c'était plutôt une velléité de jeune homme qu'une volonté décidée d'homme fait. L'Empereur aimait les formes de la liberté comme on aime les spectacles; il se plaisait à voir représentées les apparences d'un gouvernement libre et en tirait vanité; mais il ne voulait que les formes et les apparences, et il n'entendait pas qu'elles se changeassent en réalité; en un mot, il eût volontiers consenti à ce que tout le monde fût libre, à la condition que tout le monde ferait volontairement sa volonté seule.

Le comte Severin ne se releva plus de sa démarche libérale, qui ne fut jamais oubliée par l'Empereur; il fut encore reçu à la cour sur le même pied qu'autrefois, mais n'eut plus de part à la confiance et aux bonnes grâces du souverain. Il acquit par là une grande vogue à Moscou et dans les vieilles provinces de l'Empire, où il fut considéré comme un véritable patriote russe, et comme un généreux défenseur des immunités de la noblesse. Cette vogue de popularité eut tant de charme pour le comte qu'elle lui fit oublier ses anciens sentiments polonais. Dans sa jeunesse, à la diète du 3 mai, il avait été un patriote polonais ardent; dans sa vieillesse, il perdit le souvenir de son pays, ne pensa qu'à agrandir sa fortune, à vivre agréablement, et, pour passer le temps, il fit de l'opposition russe. Il finit par prendre l'habitude de faire des trajets continuels entre ses terres et le Sénat, lisant beaucoup pendant ses voyages

et préparant les discours qu'il prononçait annuellement soit à Moscou, soit à Pétersbourg.

Son esprit étant plutôt porté vers le doute que vers l'action, on obtenait rarement de lui un avis positif; le sentiment ne jouait aucun rôle dans ses décisions, qui étaient invariablement dictées par le calcul. Cependant l'amour-propre l'emportait sur ses craintes, lesquelles, à la vérité, ne pouvaient être grandes, car, surtout alors, Alexandre ne persécutait personne; on pouvait lui déplaire sans danger. Le comte Severin conserva tant qu'il voulut ses emplois de sénateur et de curateur, qui lui donnaient un cercle d'activité dans lequel il se plaisait. Avec de l'esprit et de l'instruction, il avait un fond de doute sur toutes les choses, excepté sur celles qui touchaient à son intérêt matériel, et une absence totale de sentiments religieux. Un homme d'un tel caractère devait finir ses jours dans une sécheresse complète. Je ne le revis plus depuis. Alexandre lui avait concédé l'usufruit d'une terre considérable pour cinquante ans; j'avais contribué de mon mieux à arranger cette affaire; plus tard, je rendis quelques services à son fils Léon; tout cela établit entre nous une réciprocité de bons témoignages qui dura tant que je fus en Russie, et qui ensuite se calma doucement, comme les bruits du jour à la nuit tombante.

S'il était dans la nature de l'homme de se contenter du possible, Alexandre eût dû satisfaire les Russes, car il leur procura une tranquillité, un bien-être, voire même un degré de liberté inconnu avant son règne; en un mot, tout était en progrès. Cependant les Russes désiraient autre chose. Semblables au joueur avide d'émotions violentes,

ils s'ennuyaient de la monotonie de leur prospérité. Le jeune empereur ne leur plaisait pas; il était trop simple dans ses manières, trop ennemi du faste, trop dédaigneux de l'étiquette. Les Russes regrettaient la cour brillante de Catherine et les abus de ce temps-là, ce champ ouvert à tant de passions, à tant de luttes, à tant d'intrigues et aussi à tant de succès. Ils regrettaient le temps des favoris, et la possibilité d'atteindre à des fortunes et des positions colossales, telles que celles d'un Orlow ou d'un Potemkin. Les badauds et les courtisans ne savaient où aller faire antichambre, et cherchaient vainement devant quelle idole ils pourraient brûler leur encens. Ils ne savaient que faire de leur platitude, forcée désormais à l'inaction et à l'ennui. Leur bassesse était sans emploi.

Les frondeurs de Moscou n'étaient pas mieux disposés pour la nouvelle attitude prise par la cour, car ils se voyaient déroutés dans leurs critiques accoutumées, sans être aucunement flattés des avantages qu'ils pouvaient recueillir. Leur libéralisme, d'ailleurs, n'était pas du tout celui de l'empereur Alexandre; ce dernier penchait plutôt vers les idées démocratiques et égalitaires de l'empereur Joseph, sur lequel il avait, toutefois, l'avantage de formes plus douces.

Il n'y avait que l'Impératrice mère qui s'efforçât de soutenir les allures habituelles et l'éclat de l'ancienne cour. La jeune cour, au contraire, était d'une simplicité exagérée, d'une absence totale d'étiquette, ne voyant qu'une société intime, où l'on se réunissait sans aucune gêne. L'Empereur et sa famille ne paraissaient en grande tenue que les fêtes et dimanches, au retour de la messe. Les

dîners et les soirées n'avaient lieu, pour la plupart, que dans l'intérieur des appartements, et ne ressemblaient en rien à ce qu'ils étaient sous les règnes précédents. L'empereur Alexandre devint par la suite plus fastueux, mais, dans le commencement de son règne, on peut dire qu'il l'était trop peu.

Tandis que Napoléon s'entourait d'une pompe et d'un cérémonial ressuscités de l'ancienne monarchie, Alexandre aimait à s'éclipser et à prendre les dehors d'un simple particulier. Des personnes qui lui voulaient du bien lui en firent des reproches, entre autres la margrave de Baden, sa belle-mère, dont j'ai déjà parlé, personne de beaucoup de mérite, et qui aurait voulu donner au jeune empereur toutes les qualités et lui assurer tous les succès imaginables. Elle tâchait de le stimuler par l'exemple de Napoléon, mais n'y réussissait pas. Les deux empereurs suivaient des directions opposées en tout; l'un démolissait, l'autre rétablissait d'anciennes idées; on en fit la comparaison, qui ne fut pas à l'avantage d'Alexandre aux yeux de ces mêmes Russes pour lesquels il travaillait.

Alexandre, par conséquent, ne fut pas du tout populaire pendant les premières années de son règne; jamais, pourtant, il ne fut plus qu'alors dévoué au bien de son pays. Mais les hommes ont besoin qu'on leur en impose et qu'on use de charlatanisme à leur égard; nulle part ce besoin ne se fait sentir davantage que chez les Russes. Alexandre manquait totalement de ce talent au commencement de son règne; il l'acquit ensuite, mais, même plus tard et malgré ses grands succès, il ne parvint jamais à la popularité et à la puissance morale de sa grand'mère. Celle-ci

aurait pu dire des Russes ce que Bonaparte disait des Français, qu'ils étaient dans sa poche.

L'Empereur s'étant fait une loi de respecter les opinions, de laisser parler tout le monde et de ne persécuter personne, il n'y avait pas grand courage à fronder le souverain et à lui dire des vérités. Aussi se donnait-on cette licence surtout dans les salons des deux capitales. C'étaient de continuelles critiques contre tout ce que faisait le gouvernement, critiques qui devenaient bruyantes et grossissaient comme les vagues d'une mer houleuse, et qui, comme elles, tombaient pour reprendre bientôt au moindre souffle du vent. Tel fut, pendant les premières années du règne d'Alexandre, l'état constant de l'opinion en Russie. Les vieux courtisans disaient, pour calmer les inquiétudes des jeunes, que tous les nouveaux règnes commençaient de la même manière ; les premières années après l'avénement de Catherine avaient été, disaient-ils, signalées par les mêmes préoccupations. Une circonstance, cependant, particulière à Alexandre, était un sujet de reproche, de critique perpétuelle contre lui. C'était ma présence auprès de lui et ma nomination à un poste très-élevé. Un titre purement honorifique n'eût point choqué les Russes, mais ils ne pouvaient s'habituer à me voir à la tête des affaires. — Un Polonais jouissant de la confiance intime de l'Empereur et initié dans toutes les affaires était un incident qui froissait en eux toutes les idées, tous les sentiments les plus invétérés.

Ma faveur auprès de l'Empereur était en effet un sujet qui prêtait, il faut l'avouer, aux soupçons, aux méchancetés, aux calomnies du public, ou plutôt des salons russes.

Mes parents avaient constamment montré leur aversion contre l'influence russe ; leur fortune avait été saisie pour la part qu'ils avaient prise aux révolutions antirusses en Pologne. Comment se faisait-il que leur fils, un jeune homme qui ne s'était jamais caché de son enthousiasme pour la cause de sa patrie et en faisait souvent profession, qui en donnait des preuves continuelles par la manière toute nationale dont il relevait l'instruction publique dans les provinces polonaises, comment se faisait-il que ce jeune homme possédât l'oreille et la confiance du souverain, et influât sur ses résolutions? Quel sujet à suppositions et à soupçons! On pouvait facilement imaginer qu'il n'était pas sincère, qu'il trahissait les intérêts de la Russie, qu'il avait des arrière-pensées favorables à la Pologne, et qu'il leur sacrifierait à l'occasion son devoir d'ami et de ministre. Il y avait de quoi broder sur ce thème-là, et l'on n'y manqua pas.

Tous les ambitieux qui se croyaient plus dignes de la confiance du souverain qu'un étranger suspect, tous les jeunes gens de cour qui entouraient Alexandre, ne pouvaient qu'être d'accord sur ce point. Quelque naturelles que fussent ces inquiétudes, elles étaient vraiment peu fondées. Jamais, je crois, il n'y eut de services plus zélés et plus dévoués que ceux que je consacrai à Alexandre. Il connaissait, mieux que personne, mon attachement à mon pays ; c'était même là ce qui fut la source de l'estime et de l'amitié dont il m'honora, et la première base de nos relations intimes.

Il ne croyait pas alors que le bien réel de la Russie fût incompatible avec celui de la Pologne; peut-être ne se

rendait-il pas très-bien compte de cette grave question, et, la voyant sur un plan si éloigné, ne croyait-il pas nécessaire de l'approfondir sérieusement; en attendant, il agréait mes services que je lui vouai cordialement, et il trouvait qu'il était juste et convenable de les récompenser en m'accordant une certaine liberté d'action dans les provinces polonaises placées sous son sceptre. On pense bien que je profitai de cette heureuse disposition, et mes principaux soins furent surtout consacrés à l'instruction publique, à laquelle je donnai dès lors un caractère national, et que je réorganisai sur une base plus large et plus en rapport avec les besoins de l'époque. Les Russes ne pouvaient comprendre mes rapports avec Alexandre; ils n'étaient, en effet, explicables que par notre grande jeunesse à tous les deux, et parce que nous fûmes rapprochés l'un de l'autre à un âge où l'on écoute plus volontiers un élan généreux qu'une prévision réfléchie. Plus tard ces mêmes sentiments existèrent, mais tacitement seulement, et sans assurances renouvelées; il n'y avait pas comme jadis le loisir de les répéter. L'entente d'ailleurs était établie entre nous; lorsqu'elle cessa, nous nous séparâmes. Les Russes s'obstinaient à ne voir dans ces relations que de l'ambition personnelle et de la dissimulation de ma part, de la niaiserie de la part du jeune empereur. Les Russes s'imaginaient que je favorisais secrètement la France, que je voulais entraîner Alexandre vers Bonaparte, et le retenir dans sa dépendance, pour ainsi dire sous la fascination de son génie.

C'était moi surtout que les salons de Pétersbourg rendaient responsable de l'attitude un peu effacée que prenait

Alexandre dans la politique européenne. On voulait y voir, sans oser le dire, ma connivence secrète avec la France. L'Impératrice mère partageait cette opinion et propageait ces inquiétudes parmi les jeunes officiers.

Ma position n'était pas facile. En effet, le rôle de la Russie n'était ni aussi brillant ni aussi prépondérant qu'on aurait pu le désirer; il ne répondait en rien à la vanité et aux prétentions russes. Alexandre était éclipsé par le premier consul, qui, au faîte de la gloire militaire, apportait dans les allures, jusque-là discrètes, de la diplomatie les brusques décisions et les soudainetés imprévues qui, sur les champs de bataille, étaient le secret de ses incomparables succès. Prenant les devants dans chaque affaire européenne, il gagnait chaque jour du terrain, augmentait sa prépondérance et montrait déjà le dessein de devenir bientôt l'arbitre souverain des destinées de l'Europe. J'entendais continuellement le reproche de mollesse, de manque de dignité et d'énergie, que les Russes faisaient à leur cabinet. Que pouvait-on leur répondre? En rechercher la cause première dans le caractère et les opinions d'Alexandre, c'eût été rejeter le blâme sur lui seul.

Parmi les Russes les plus ambitieux et les plus remuants, les plus irrités, je dirai presque, les plus enragés de la faveur dont je jouissais, se trouvait le jeune prince Dolgorouki. Sa colère contre moi, son envie passionnée de se pousser en avant et de marquer dans son pays, où un étranger d'une nation et d'un nom suspects osait prendre le pas sur lui, son dépit en voyant cet étranger s'ingérer dans les affaires et dans la confiance du souverain, qu'il se croyait digne et capable d'obtenir lui-même, toutes ces

passions excitées avaient fini par lui donner de l'esprit, ce qui parut étonner beaucoup de gens. C'était alors la cheville ouvrière du parti russe.

Général aide de camp de l'Empereur, il était continuellement à la cour, et je l'y rencontrais fort souvent; il me poursuivait de certains reproches et de sarcasmes sur la conduite indolente de la Russie, me répétant sans cesse qu'il fallait entrer dans une voie nouvelle. Poussé à bout, je lui dis un jour qu'il devait adresser ses réflexions au chancelier qui était le chef du cabinet. Cette réponse lui sembla un faux-fuyant, et il me dit qu'entre le chancelier et moi, c'était un parti pris de nous renvoyer réciproquement la question et surtout les questionneurs, afin d'échapper par là à la difficulté d'une réponse précise. Cette discussion faillit dégénérer en querelle; l'Empereur s'interposa et donna tort au prince Dolgorouki, qui ne me parla plus politique. Toute relation cessa entre nous, mais il continua ses intrigues avec plus d'acharnement que jamais, intrigues qui bientôt reçurent un nouvel échec suivi de nouvelles excitations. Je me souviens que, sous le règne de Paul, nos rapports avaient été fort bons. Il me témoigna une grande confiance dans une affaire d'honneur qu'il eut avec M. de Wintzingerode, dont j'ai déjà fait mention, et dont j'aurai encore à parler. C'était un Allemand très-honnête, très-roide et très-pointilleux sur le chapitre de l'honneur. A la suite d'une conversation avec le prince Dolgorouki, il s'obstina à le provoquer, et tous deux furent d'accord pour me prendre comme leur unique témoin. La rencontre eut lieu dans un jardin; je chargeai les deux pistolets, plaçai les deux combattants de manière à donner le moins de cer-

titude possible à leur tir; tout se passa pour le mieux, car ils se manquèrent réciproquement, et l'incident se termina par une réconciliation complète.

La santé du chancelier commença à s'altérer; il fut plusieurs fois gravement malade : l'idée de se retirer dans ses terres près de Moscou lui revenait souvent à l'esprit; mais il n'entendait prendre qu'un repos momentané et n'avait nullement le désir de se retirer des affaires. Je me rappelle qu'un jour où il était malade j'étais assis près de son lit; il avait une forte fièvre, et, parlant avec beaucoup d'animation, mais comme à travers un peu de délire, il répéta plusieurs phrases qui me dévoilèrent le fond de sa pensée : — Ces jeunes gens, disait-il, veulent tout gouverner, mais je ne le permettrai pas; c'est moi seul qui demeurerai à la tête des affaires. — Je me dis qu'on lui avait probablement inspiré des soupçons contre ceux qu'on nommait les amis de l'Empereur; peut-être même ces soupçons avaient-ils d'eux-mêmes pris naissance dans son esprit. Toutefois, je suis convaincu qu'il ne se méfia jamais de mon caractère, et qu'il ne prêta point l'oreille aux suggestions qui lui furent faites contre moi. L'extrême et entière confiance qu'il me témoignait dura jusqu'à la fin de sa vie; j'en suis véritablement étonné quand je songe que tant de gens qui y étaient intéressés devaient chercher à nous brouiller.

Le chancelier de Vorontzow, dont on avait souvent calomnié le caractère, était un homme capable d'amitié et de confiance, quoiqu'il n'accordât l'une et l'autre qu'à très-peu de gens. La délicatesse et la noblesse de ses procédés touchaient presque à la vertu, et, bien que de tels sentiments ne reposassent pas chez lui sur des principes

sévèrement arrêtés, il n'en est pas moins sûr qu'ils ne pouvaient partir que d'un cœur bon et sensible. Toujours porté à rendre service, il jugeait les autres avec une grande indulgence; jamais, dans les moments mêmes d'un entier abandon, je n'ai surpris en lui ni mouvements haineux ni désir de vengeance.

L'Empereur avait contre le comte Vorontzow une invincible prévention qui croissait de jour en jour. Ses formes un peu surannées, sa voix, son parler traînant et jusqu'à ses gestes lui étaient antipathiques. Le chancelier, étant souvent malade, m'envoyait avec le portefeuille travailler chez l'Empereur. Alexandre me témoignait sa joie de ce que ma présence le libérait de celle du chancelier. Malgré tout ce que je pouvais dire, il tournait en ridicule son vieux ministre, le contrefaisait et me répétait souvent qu'il voulait en être débarrassé. C'était là l'époque de ma plus haute faveur et de mon plus grand crédit dans les affaires, et il n'y en avait que pour moi. Mes rédactions de dépêches et de rescrits étaient les seules que l'Empereur trouvât à son gré. Les velléités de repos du chancelier ne trouvèrent donc aucune opposition de la part de l'Empereur, qui, au contraire, les encouragea de toutes manières.

Sur ces entrefaites, commença à se troubler la bonne intelligence qui, jusqu'à présent, avait régné entre la Russie et la France. Le comte Marcow avait été envoyé à Paris; c'était, aux yeux des Russes, l'homme habile par excellence, le prototype et, en quelque sorte, le dernier souvenir vivant de l'ancienne diplomatie de Catherine. Disgracié sous le règne de Paul, il avait été relégué en Podolie, sur une terre confisquée à mon père. Après l'avénement

d'Alexandre, le comte Marcow était accouru à la cour; il y fit peur au comte Panine, ministre des affaires étrangères. Ce dernier comprit qu'il pouvait être dangereux pour lui d'avoir à ses côtés, dans l'inactivité, un homme de l'intelligence du comte Marcow, sur lequel l'Empereur pouvait d'un moment à l'autre fixer son choix et sa faveur. Il songea à l'éloigner. Rien ne pouvait alors être plus important que de renouer les bonnes relations interrompues avec la France. Il fallait donc envoyer près du premier consul un ambassadeur capable de contrôler sa politique, de la contenir et de soutenir la dignité de la Russie. Cette mission importante fut donnée avec empressement au comte Marcow, qui fut très-heureux de s'en charger. Il avait deviné le peu d'attrait qu'il inspirait à Alexandre et compris que son ambition ne pouvait être satisfaite à Pétersbourg; par contre, il lui plaisait de revoir Paris après sa métamorphose et d'y jouer un rôle marquant, en face de Bonaparte et d'autres personnages déjà célèbres.

Le comte Marcow n'avait pas toujours justifié la réputation d'habileté qui lui était faite. Sa légèreté fut la cause du malentendu incroyable qui fit manquer le mariage du roi de Suède avec l'aînée des grandes-duchesses, et qui hâta la mort de Catherine. Malgré son aversion pour le premier consul et ses ministres, le comte Marcow ne sut rien empêcher du démembrement que subit l'Allemagne pour indemniser les princes existants qui avaient perdu une partie de leurs domaines et pour favoriser l'avidité de la Prusse; ce travail fut envoyé, tout conclu, à l'Empereur pour recevoir son approuvé; il était trop tard pour y rien changer. Voilà ce qu'il eût fallu prévenir, empêcher. On

aurait dû se hâter de proposer des modifications avant que les articles et les parts fussent définitivement réglés à Paris, où il y eut, tant sur les qualités que sur les quantités, une véritable enchère. Sans doute un bon résultat était difficile à obtenir, mais du moins fallait-il s'efforcer de l'atteindre. Le comte Marcow ne le fit point; il ne laissa pas au cabinet de Pétersbourg le temps nécessaire pour émettre et soutenir un avis, et le condamna à l'obligation de s'adjoindre à cette transaction comme un enfant à qui l'on fait faire ce qu'on veut.

Le comte Marcow, ancienne créature des Zubow, avait épousé leur querelle contre le comte Bezborodko, ce qui l'avait perdu dans l'esprit de Paul. Est-il besoin d'ajouter qu'il avait été ennemi de la Pologne et qu'il avait voté, avec les Zubow, son anéantissement? Toutes ses opinions et ses sentiments cadraient avec ce fait. C'était une incarnation de la raison d'Etat et de sa diplomatie sans justice ni pitié. Le comte était grand dépensier et très-dur en affaires d'argent; il aimait les cadeaux, mais il n'en recevait que lorsqu'il était sûr que son orgueil n'en souffrirait pas.

On doit reconnaître que le choix du comte Marcow n'était pas de nature à cimenter pour longtemps la bonne harmonie entre les deux gouvernements, et sous ce rapport il était tout l'opposé du bon et tranquille général Hédouville. Son visage lacéré par la petite vérole exprimait constamment l'ironie et le dédain; ses yeux ronds et sa bouche, dont les coins étaient abaissés, tenaient du tigre. Il avait adopté le langage et les grands airs de l'ancienne cour de Versailles, en y ajoutant beaucoup de hauteur; il n'y avait dans ses manières que peu de politesse et aucune aménité.

Il s'exprimait parfaitement en français, mais sa parole était, en général, acerbe, tranchante et désagréable; elle ne trahissait jamais une ombre de sentiment. Ce fut donc ce diplomate-là, et la perle de ses diplomates, que la Russie envoya à Bonaparte, en témoignage du désir qu'elle avait de rester en bonne amitié avec lui. Il fut d'abord reçu avec beaucoup d'empressement et satisfit le consul par la manière dont il laissa s'engager la négociation des indemnités, et terminer à Paris le nouveau partage de l'Allemagne. Au bout de quelque temps, néanmoins, les façons dédaigneuses et les sarcasmes que se permettait volontiers le comte Marcow dans les salons, lui attirèrent de la part du premier consul d'abord de la froideur, puis de véritables scènes. Il y en eut une qui fut plus marquée, et sur l'intention de laquelle l'ambassadeur russe ne put se méprendre.

A l'un de ses cercles l'Empereur chercha un Polonais quelconque pour déverser son fiel contre l'ambassadeur russe; il pensa que c'était là le moyen le plus sûr de blesser au vif le représentant de la cour de Pétersbourg; tout Polonais, le premier venu, lui sembla bon à cela, et le hasard le fit tomber sur le plus nul, le plus insignifiant, le plus humble et le plus craintif de tous; peut-être le choisit-il tel de propos délibéré, afin qu'il fût constant qu'il n'avait pas d'autre vue que celle d'humilier l'amour-propre de M. Marcow. En un mot, Bonaparte apercevant dans la foule un M. Z..., personnage plat, insignifiant et inepte, il le saisit par un bouton de son habit, le dégagea des personnes qui le cachaient dans le cercle et, après lui avoir demandé s'il était Polonais, fit une sortie contre le partage de la Pologne, contre ceux qui l'avaient commis et ceux qui

l'avaient permis, après quoi il sortit sans même saluer M. de Marcow.

Le cabinet français fit sentir, dans une dépêche, son mécontentement de la conduite du comte Marcow et son désir de voir l'envoyé de la Russie concourir à maintenir la bonne harmonie entre les deux pays. Il est sûr qu'autant le comte Marcow possédait tout ce qu'il fallait pour soutenir, aux dépens mêmes d'une rupture éclatante, la dignité et le crédit de son gouvernement, autant il était peu fait pour se concilier les esprits et rétablir la bonne harmonie. Cette aventure diplomatique servit M. de Marcow et lui procura le cordon de Saint-André, objet de ses vœux, le chancelier sentant, en cette occasion, la nécessité de faire une démarche de dignité et d'éclat, et l'Empereur abondant dans ce sens. Un courrier fut expédié; au lieu d'une réprimande ou de son rappel, c'était le cordon de Saint-André que l'on faisait parvenir au comte Marcow; il parut, à la première audience de Bonaparte, décoré de cet ordre, l'air plus fier et plus satisfait de lui-même que de coutume. Les rieurs ne furent pas cette fois du côté du premier consul.

Le comte Marcow, après cette victoire d'amour-propre, ne voulut cependant plus rester à Paris. Sa carrière lui sembla terminée, et il demanda son rappel. Il revint à Pétersbourg au moment où le chancelier Vorontzow se préparait à partir.

CHAPITRE XI

DÉPART DU CHANCELIER. — JE RESTE SEUL CHARGÉ DU MINISTÈRE. — ÉVÉNEMENTS ET NÉGOCIATIONS DE 1804. — GUERRE DE 1805.

J'arrive à l'une des époques les plus marquantes de ma vie. Je n'avais, jusqu'alors, été qu'en second au ministère, maintenant la responsabilité allait peser sur moi seul. Le chancelier voulait se retirer pour un temps, mais l'Empereur aplanissait les voies dans l'idée que cette retraite serait définitive; il voulait absolument me voir chargé du département des relations extérieures. C'était une de ces lubies comme il en avait souvent : Alexandre n'eut pas de repos qu'elle ne fût satisfaite. Quand il avait de ces fantaisies, il y revenait sans cesse, y tendait de toute manière; son esprit alors ne cherchait pas à percevoir si c'était bien ou mal, utile ou nuisible; il n'était préoccupé que d'un soin, celui d'écarter toutes les difficultés. Une fois le succès obtenu, il se tranquillisait, devenait souvent indifférent, quelquefois même contraire à ce qu'il avait le plus ardemment recherché.

Le chancelier avait positivement annoncé que sa santé l'obligeait pendant quelque temps à prendre du repos. Il s'agissait de le remplacer; je lui demandai qui il croyait devoir laisser à sa place : — Vous, sans doute, me répon-

dit-il, c'est dans l'ordre et ne peut être autrement. — C'était aussi, comme on l'a déjà vu, la volonté la plus positive et la plus impatiente de l'Empereur. Que devais-je faire? Fallait-il accepter un poste aussi difficile et dangereux? Ne convenait-il pas plutôt de tout quitter et de me retirer? Voici le raisonnement que je fis : Je n'ai rien gagné en restant à la seconde place, en occupant la première je ne serai ni plus ni moins que par le passé exposé aux soupçons et aux calomnies; me retirer maintenant serait reculer devant les difficultés et prouver que je ne me sens pas la force de lutter contre elles. A ce raisonnement d'amour-propre vint se joindre une autre pensée d'un ordre plus élevé qui contribua à tranquilliser ma conscience : je me flattais de voir inauguré un système de politique qui, basé sur des principes d'équité, aurait, avec le temps, influé heureusement sur les destinées de la Pologne. Déjà je prévoyais une rupture avec la France. Les Russes m'ont toujours soupçonné de vouloir faire pencher la politique de la Russie vers un lien intime avec Napoléon; cela était bien loin de ma pensée, car il m'était évident que toute entente entre les deux empires ne pouvait manquer d'être funeste aux intérêts de la Pologne. Rien, par conséquent, ne m'arrêtait dans la marche préparée par les circonstances.

J'étais, du reste, cerné de tous côtés par ceux qui insistaient pour mon acceptation du portefeuille. L'Empereur ne permettait pas, à ce sujet, la moindre objection; les jeunes gens, mes collègues, qui ne voulaient pas que la partie fût rompue par ma retraite, et jusqu'au vieux chancelier, tous semblaient s'être ligués pour que je prisse sa

place. Il partait avec l'idée très-réelle de revenir, mais une année ne s'était pas écoulée que l'état de sa santé et peut-être le charme d'une vie de repos le firent changer d'avis; il m'écrivit qu'il était décidé à quitter le service actif, mais qu'il ne demandait pas encore sa retraite, dans la crainte de m'abandonner à toutes les intrigues auxquelles m'exposait son éloignement. Il me dit en partant que, lorsqu'il reviendrait, il tiendrait maison ouverte, comme il convient à un chancelier; jusque-là il n'avait jamais invité aucun des membres du corps diplomatique; il disait lui-même que cela ne convenait pas, et faisait de grands projets sur la manière dont il réparerait ces négligences. En me laissant à sa place, il était sûr d'y avoir quelqu'un qui, à son retour, le recevrait de tout cœur. Il partit donc, m'appuyant de toute l'influence qu'il pouvait avoir sur les bureaux et auprès de quelques vieux sénateurs; son influence s'arrêtait là, elle était nulle sur la partie la plus remuante du public russe. Le chancelier promit de m'éclairer de ses conseils et de m'écrire souvent. En effet, il entama avec moi une correspondance très-volumineuse, dont je fus bien touché à cause de l'amitié qu'elle me prouvait, mais que bientôt je ne pus suivre ni même lire attentivement, vu le peu de temps que me laissaient les affaires.

J'étais, ainsi que je l'ai déjà dit, cerné, obsédé par ceux qui me disaient de rester et d'accepter, ce qui faisait une même chose, car il était évident qu'en refusant il m'était impossible de ne pas quitter la cour. Le chancelier ayant des projets de retour, il était tout simple qu'il ne voulût provisoirement à sa place personne en dehors de moi; pour ce qui est de l'Empereur, outre son engouement

d'alors en ma faveur, il voyait le moins d'embarras possible à ne rien changer au ministère et à laisser fonctionner l'adjoint pendant l'absence du ministre. Je n'entendais pas, au delà du cercle où j'étais cerné par ceux qui m'étaient favorables, je n'entendais pas les cris furieux qui étaient poussés, à la seule supposition que la direction des relations extérieures me serait laissée. Le chancelier partit enfin; j'acceptai cette direction, et l'Empereur eut des joies d'enfant; mais le parti des jeunes Russes ne cacha pas son émoi et sa colère. L'Impératrice même crut voir dans mon acceptation des intentions mauvaises ou, pour le moins, de l'indélicatesse vis-à-vis de l'Empereur, indélicatesse qui, selon elle, consistait à accepter un poste d'une si haute confiance malgré l'opinion générale (à ce qu'elle croyait du moins), et malgré la conviction que je devais avoir d'enlever à l'Empereur l'affection de son peuple. L'Impératrice cessa alors de me parler, de me saluer, de me regarder; elle mit beaucoup d'affectation à ne laisser planer aucun doute sur cette disgrâce, qui dura pendant près d'un an et ne cessa qu'au retour d'Austerlitz.

Comme on le voit, j'avais affaire à forte partie; mais ayant pris une fois ma décision, je ne m'en embarrassai guère, et ne pensai qu'à m'acquitter de ma tâche le mieux possible.

Le hasard voulut que, précisément lors du changement qui me plaça à la tête du département, plusieurs personnes marquantes de la diplomatie russe se trouvassent à Pétersbourg. J'ai déjà parlé du comte Marcow, qui, ayant appris la retraite du chancelier, n'en fut probablement que plus décidé à quitter la carrière. Nommé membre du conseil, il

alla se reposer sur ses lauriers diplomatiques et se rendit dans la terre située en Podolie qu'il avait reçue de Catherine; là il se borna à donner issue à son fiel en tracassant ses voisins par d'interminables procès. Je me fis un devoir, tant qu'il resta à Pétersbourg, de le consulter sur les affaires courantes et au sujet des difficultés qui s'élevaient avec le premier consul; il daigna ne pas refuser ses avis, donnés toujours d'un air de supériorité froide et dédaigneuse, et partit, je crois, avec la conviction du désarroi dans lequel allaient tomber les affaires de la Russie, à la manière dont elles étaient conduites. Il ne cachait pas toujours ses impatiences et faisait voir le peu de cas qu'il faisait de la personne d'Alexandre, ce qui ne l'empêchait pas de se prosterner devant un mot du maître. Je crois que M. de Marcow mourut avant la campagne de 1812.

Le comte Razumowski, arrivé de Vienne, pour peu de temps, me dit d'un ton moitié léger, moitié dédaigneux : C'est donc vous qui nous dirigerez? Il paraît, lui répondis-je. De retour à son poste, il crut ne devoir m'adresser que les dépêches courantes et réserva les sujets plus importants et plus secrets pour des rapports adressés directement à Sa Majesté. Cette manière d'agir ne réussit pas. Alexandre fut blessé de voir critiquer, d'une façon détournée, un choix fait par lui; il trouva mauvais que l'on prétendît, dans les choses de son service, avoir en quelqu'un une confiance moindre que celle qu'il accordait lui-même, et ordonna que toutes les communications passeraient par mes mains. Il ne fut plus question d'aucunes réticences de la part du comte Razumowski, et il s'établit entre nous une correspondance particulière. Il en fut de même avec le

comte Simon Vorontzow, retourné à son poste. Ce dernier exige, de ma part, un article séparé.

Le comte Simon était d'un caractère franc et loyal, mais, dans ses opinions sur les choses et les hommes, il avait une manière de voir tranchée et qui n'admettait pas, entre le bien et le mal, ces nuances auxquelles il est juste d'avoir égard. Ayant une confiance illimitée dans le jugement de son frère, il avait entièrement admis son opinion favorable à mon égard. Sa correspondance, que j'ai entre les mains, témoigne de l'intérêt qu'il prenait à me défendre contre des accusations calomnieuses, et à me maintenir dans les fonctions que j'occupais par la volonté de l'Empereur et les désirs du chancelier son frère. Il n'y avait sorte d'encouragement qu'il ne me prodiguât. Je crois payer une dette de reconnaissance en rendant compte ici des nombreuses et persévérantes marques d'affection qu'il me donna. Pour ce qui est de sa manière de considérer et d'influencer la marche des affaires, il y aurait bien quelques reproches à lui adresser.

Ses fautes résultèrent de son caractère entier qui le poussait à admirer, sans réserve, l'Angleterre, ce pays le seul régi alors par des institutions libres. Le comte Simon s'attacha d'une amitié, je dirais presque d'une admiration sans limites, à M. Pitt et à quelques-uns de ses collègues. Ce sentiment trop vif l'empêcha de considérer avec impartialité la marche des événements et de saisir, en différentes occasions, les véritables intérêts, soit de la Russie, soit même de l'Europe dans l'ensemble général de sa politique. Les mêmes défauts se retrouvaient chez les représentants de la Russie près des cours de Vienne et de

Berlin, à cela près que ni le comte Razumowski, ni surtout M. Alopeus, ne rachetaient ces défauts par les qualités supérieures qui distinguaient le comte Simon.

Les relations intimes du comte Razumowski à Vienne et la servilité de M. Alopeus envers les hommes marquants de Berlin étaient cause de nombreuses inexactitudes dans les rapports envoyés. Préoccupés outre mesure du désir de maintenir quand même de bonnes relations, ils rendaient souvent nul l'effet de nos communications en les atténuant selon leur fantaisie. Pour obvier à ces graves inconvénients, l'Empereur se décida à envoyer à Berlin M. de Wintzingerode, dont j'ai déjà eu occasion de parler. Plutôt prévenu contre la Prusse, M. de Wintzingerode était décidé à ne rien taire sur les moyens militaires de cette puissance et sur la politique incertaine de ses hommes d'Etat. Ses rapports donnèrent peu d'espoir sur ce qu'il y avait à attendre de la coopération de la Prusse dans le cas d'une rupture avec la France.

L'impossibilité de compter entièrement sur les renseignements du comte Simon Vorontzow donna lieu à un autre envoi, celui de M. de Novosiltzow. Ce choix qui avait l'approbation du chancelier satisfit aussi le comte Simon. A son dernier séjour en Russie, il avait fait plus ample connaissance avec M. de Novosiltzow, dont il appréciait l'esprit et les principes politiques. M. de Novosiltzow avait, en outre, reçu l'ordre de passer par Berlin, afin de sonder les véritables dispositions de cette cour, pour se rendre ensuite dans le même but à Londres; il devait enfin, si les circonstances l'indiquaient, aller à Paris pour y proposer les conditions les plus favorables au maintien de la paix.

Après la retraite du comte Marcow, le comte Razumowski et le comte Simon Vorontzow étaient les deux principaux personnages de la diplomatie russe.

L'amitié du chancelier et ses paroles si favorables à mon égard contribuèrent surtout à aplanir les difficultés qui auraient pu facilement surgir, de la part des vieux diplomates russes, contre un jeune Polonais auquel était confié le soin de les diriger.

Les affaires allèrent pendant quelque temps comme par le passé; c'était en quelque sorte la continuation du même ministère; cependant le système passif de paix et de tranquillité adopté par le comte Kotchoubey, système auquel le chancelier avait ajouté de l'aplomb et de la dignité, était difficile à soutenir. Un pays accoutumé aux succès continuels de Catherine ou aux saccades de Paul ne pouvait se contenter d'un rôle sulbaterne et insignifiant, dût ce rôle lui assurer pour longtemps une prospérité intérieure non interrompue. D'ailleurs, la politique d'un grand État ne doit être, selon moi, ni passive ni léthargique, n'ayant que soi pour but, sans autre intérêt et sans vues pour le bien général; cette manière étroite de considérer la politique, ce regard fixe et qui bientôt devint terne parce qu'il est invariablement attaché sur soi-même, tout cela ne peut se combiner avec le sentiment de la puissance et le désir d'une noble gloire. L'intérêt terre à terre, incapable de s'élever à des considérations plus vastes en même temps qu'elles sont plus généreuses, cet intérêt, motif et base d'un pareil système, est trompé par lui-même; renfermé dans le cercle d'une diplomatie étroite, imprévoyante et craintive, il laisse beau jeu aux ambitions d'autrui

auxquelles il abandonne ainsi toutes les chances favorables, faute de savoir les faire servir à des buts plus nobles.

On ne sait que trop que tel n'avait pas été jusqu'alors l'esprit de la vieille politique russe. Bien au contraire, jamais aucun État, si l'on en excepte l'État romain, n'avait eu de politique plus vaste, plus remuante et plus persévérante; il faut ajouter qu'elle était toujours sans égard pour les principes de droit et d'équité.

Dès le règne d'Ivan Wasilievitch le Cruel, les tzars de Moscou avaient eu l'instinct des conquêtes; et employant tour à tour la ruse et la guerre, ils avaient su, avec une rare habileté, agrandir leurs États aux dépens de leurs malheureux voisins; mais ce fut surtout sous Pierre I^er^ que la politique russe prit un caractère décidé et stable dont ses successeurs ne se départirent plus. Tous les buts que la Russie ne cesse de poursuivre avec une persévérance infatigable et qui ne consistent en rien moins que la soumission de la plus grande partie de l'Europe et de l'Asie, plus l'arbitrage des destinées des peuples ses rivaux, tous ces buts furent clairement conçus et désignés à ses successeurs par Pierre I^er^; il n'en est aucun vers lequel il n'ait fait un premier pas, aucun qu'il n'ait cherché à atteindre avec une énergie et une habileté qui servirent d'exemple à ses successeurs.

Pierre I^er^ donna les premiers coups mortels à la Suède et à la Pologne; il commença la lutte avec la Perse et la Turquie; il se plaça à la tête des Grecs et des Slaves, et créa une marine et une armée européennes. L'impulsion que sa volonté de fer a su donner à la nation dure encore; ce sont toujours les mêmes entreprises de plus en plus déve-

loppées, les mêmes buts desquels, par un concours de circonstances extraordinaires, la Russie s'est non-seulement rapprochée d'une manière effrayante, mais auxquels elle touche, pour ainsi dire, sans que l'Europe soit parvenue à l'arrêter. Des difficultés intérieures ont pu momentanément ralentir sa marche; mais l'esprit de Pierre le Grand plane toujours sur son empire, et son ambition impitoyable est au fond de tous les cœurs russes. Si les défaillances de toute nature qu'éprouve en ce moment la Russie peuvent la forcer à suspendre l'exécution de ses projets, il n'en est pas moins certain qu'elle ne les abandonnera jamais.

Eh bien! cette politique si puissante eut un moment d'arrêt et d'oubli. Ce fut au commencement du règne d'Alexandre. Jeune, candide, inoffensif, ne rêvant que philanthropie et libéralisme, passionné pour le bien qu'il voulait toujours, mais que souvent il ne savait pas démêler du mal, ce bien que d'ailleurs on accomplit si difficilement, il avait vu avec une égale aversion les guerres sanglantes de Catherine et les folies despotiques de Paul, et parvenu au trône, il mit de côté l'avidité, l'astuce, l'ambition démesurée, en un mot toutes les idées envahissantes qui étaient l'âme de la vieille politique russe. Les projets immenses et à perte de vue furent oubliés pour un temps; ne s'en préoccupant plus, Alexandre accorda tous ses soins à des améliorations intérieures et songea sérieusement à rendre ses sujets russes et autres aussi heureux qu'ils pouvaient l'être dans leur condition présente. Plus tard, ce prince fut entraîné, et cela presque contre son gré, dans le courant naturel à la politique russe; mais au commencement de son règne, il n'en fut pas question, et c'est là le motif pour lequel

Alexandre ne fut pas réellement populaire en Russie. Son caractère n'était pas celui des Russes; différent d'eux aussi bien par ses qualités que par ses défauts, il fut en quelque sorte une plante exotique parmi les siens, au milieu desquels, loin d'être heureux, il était mal à l'aise.

Quoi qu'il en soit, placé par le sort à la tête des affaires de la Russie, je me trouvai dans la position d'un soldat qui, jeté par l'amitié et le hasard dans des rangs qui ne sont pas les siens, combat avec zèle par un sentiment d'honneur et pour ne point abandonner son compagnon, son ami ou son maître. Alexandre, j'ose le dire, m'était tout cela à cette époque. Sa confiance sans bornes me faisait un devoir de loyauté de le servir de mon mieux et m'inspirait le désir de donner autant que possible du lustre à ses affaires, pendant qu'elles m'étaient confiées. Je croyais fermement, d'ailleurs, qu'il me serait possible de concilier la tendance russe avec des idées généreuses, faisant servir ainsi au bien général de l'humanité le besoin avide qu'ont les Russes de gloire et de suprématie. C'était un but grand, mais éloigné, vers lequel il fallait marcher avec suite et persévérance; c'était aussi un plan vaste qu'il fallait concevoir et exécuter avec patience et habileté. Je m'imaginais qu'il y avait là de quoi satisfaire l'orgueil national des Russes.

J'aurais voulu qu'Alexandre devînt, en quelque sorte, un arbitre de paix pour le monde civilisé; qu'il fût le protecteur du faible et de l'opprimé, le gardien de la justice parmi les nations; que son règne, enfin, commençât une ère nouvelle dans la politique européenne, politique désormais basée sur le bien général et le droit de chacun.

Cette idée, une fois conçue, ne m'abandonna plus; je m'en occupai sans cesse et je tâchai de la réduire à des formes pratiques. Je rédigeai à cet effet un plan de politique que j'envoyai, sous la forme de circulaire, à tous les ministres près des cours étrangères. Cette pièce, devant servir d'introduction au nouveau système, prescrivait une conduite pleine de modération, de justice, de loyauté et de dignité impartiale.

Ce travail, basé sur les principes que je développai plus tard dans mon *Essai sur la diplomatie,* ce travail dura longtemps; je le continuai avec persistance, à côté d'autres travaux que rendait indispensables la marche des événements. Il resta stérile; les fruits que j'avais cru possibles furent froissés et détruits par les difficultés innombrables que je rencontrai sur mon chemin, et par la marche rapide des événements qui amenèrent ma chute. Mais tant que je restai dans les affaires, ces principes influèrent constamment sur leur direction, bien que ce ne fût pas toujours aussi complétement que je l'eusse désiré. Dans les choses de ce monde, on est souvent réduit à temporiser avec ses idées et à les modifier selon le cours entraînant des événements; on se voit obligé de faire de nombreuses concessions pour sortir tant bien que mal des difficultés qui surgissent à chaque pas : concessions douloureuses qui souvent mettent à néant des projets chers et longuement élaborés.

Mon système devait charmer Alexandre dans la disposition d'esprit et de sentiment où il était alors. C'était un plan éloigné qui laissait libre carrière à l'imagination et à toutes sortes de combinaisons, sans exiger de décision, ou

plutôt d'action immédiate. Il fut le seul homme de son empire capable de comprendre jusqu'à un certain point la portée de ce système et d'en adopter les principes par conviction, je dirai plus, par conscience. Il n'entra, toutefois, que superficiellement dans cet ordre d'idées; satisfait des principes généraux et des phrases par lesquelles ils étaient exprimés, il ne songea pas à pénétrer plus avant dans la matière, ni à se rendre raison, tant des devoirs que ce système lui imposait, que des difficultés qui devaient accompagner sa réalisation. Mes collègues, qui semblaient sur beaucoup de points partager mes opinions, écoutèrent avec faveur le précis de mon système de politique dans lequel trouvaient leur place l'émancipation des Grecs et celle des Slaves. Tant qu'il ne fut question que de la suprématie de la Russie, du poids qu'elle devait avoir dans les affaires de l'Europe, de la puissance qu'elle devait chercher à acquérir, j'eus mes auditeurs pour moi ; mais dès qu'il fut question du but et des obligations qui découlaient de cette suprématie, des droits d'autrui, des principes de justice qui devaient arrêter l'ambition, je remarquai que l'approbation devenait rare, contrainte et froide.

Mon système, par son principe fondamental de réparer toutes les injustices, conduisait nécessairement au rétablissement graduel de la Pologne. Mais, afin de ne pas heurter de front les difficultés que devait rencontrer une diplomatie si contraire aux idées reçues, j'avais évité de prononcer le nom de la Pologne; l'idée de son rétablissement se trouvait implicitement comprise dans l'esprit même de mon travail, dans la tendance que je voulais donner à la politique russe; je parlai seulement de l'émancipation progressive

des peuples injustement privés de leur existence politique; je ne craignis pas de nommer les Grecs et les Slaves; c'était tout ce qui pouvait être plus conforme aux vœux et aux opinions des Russes; mais cela même, par induction, devait aussi s'appliquer à la Pologne. Cela était tacitement entendu entre nous, mais il était également entendu d'écarter, pour le moment, la mention positive de ma patrie. J'en sentais la nécessité et la convenance. Aucun Russe ne fut jamais, de lui-même et de bon gré, favorable à la Pologne; je m'aperçus plus tard que cette règle était sans exception, et qu'il était impossible de changer, à cet égard, les dispositions d'aucun d'eux.

Un jour que, dans une conversation particulière avec mes collègues, on vint à parler des vicissitudes qu'avait traversées la Pologne, M. de Novosiltzow raconta que, voyageant dans ce pays à l'époque de la révolution de Kosciuszko, il fut arrêté par des paysans qui exigèrent son passe-port; comme il était rédigé en allemand, personne ne sut le lire, et on alla chercher un habitant des environs qui était Allemand. Lorsqu'il fut arrivé, M. de Novosiltzow qui savait cette langue s'en servit pour le supplier de le sauver. En effet cet Allemand, se laissant toucher, assura qu'il n'y avait pas le moindre inconvénient à laisser passer M. de Novosiltzow, lequel put, sans encombre, aller rejoindre le prince de Nassau occupé à prendre part au siége de Varsovie. Je témoignai ma plus formelle désapprobation de la conduite de l'individu appelé à éclairer les paysans. Quoi! me dirent mes collègues, vous n'auriez pas aidé à sauver Novosiltzow? Certainement non, leur répondis-je. Ce mot de ma part sembla les étonner; ils purent

constater combien ma manière de voir différait de la leur. Des occasions semblables se répétèrent maintes fois dans le cours de nos relations d'ailleurs si constantes. Je n'avais aucune raison de dissimuler mes opinions et mes sentiments; personne à cet égard n'était aussi bien renseigné que l'Empereur lui-même, qui me connaissait à fond.

Bien que l'on ait souvent reproché au nouveau système de se perdre dans des projets vagues et éloignés, dans les rêves et les utopies, il n'en est pas moins vrai qu'il eut bientôt des résultats sérieux et pratiques. Il était impossible de marquer dans les affaires de l'Europe, d'y apparaître comme juge et modérateur, d'empêcher les violences, les injustices et les empiétements, cela était impossible, dis-je, sans se rencontrer dès le premier pas avec la France. Ç'eût été une rivale dangereuse, si elle avait voulu jouer le même rôle bienfaisant; conduite par l'immense talent et l'ambition sans bornes de Bonaparte, elle cherchait à faire précisément le contraire de ce que nous voulions établir. Une collision était tôt ou tard inévitable.

Napoléon ne pouvait pas souffrir de compétiteurs dans la carrière qu'il parcourait. Les tentatives faites dans le but de s'établir avec lui sur un pied d'entière égalité ont toutes échoué. L'allié devait bientôt subir sa loi, ou devenir son ennemi et le combattre. Le nouveau système ne fut pas plutôt arrêté que, par une espèce d'instinct, les relations avec le premier consul devinrent de plus en plus froides; et les communications prirent un ton qui indiquait clairement que l'on n'était pas disposé à se faire des concessions réciproques.

Il devint indispensable de s'entendre avec la seule puis-

sance qui, outre la Russie, se croyait de force à lutter avec la France. Il devint indispensable, dis-je, de s'assurer autant que possible des dispositions, des desseins de l'Angleterre, des principes de sa politique et de ceux qu'on pourrait lui faire adopter dans le cas d'une manière couronnée d'un plein succès. Ç'eût été un grand avantage de faire entrer dans nos vues un cabinet influent, un État puissant, et, réunis à lui, de marcher vers un même but; mais il fallait, avant tout, s'assurer non-seulement des dispositions présentes, mais de celles de l'avenir, peser les éventualités que pouvaient faire naître la mort de George III et le changement du ministère de Pitt. Il fallait que l'Angleterre comprît que le désir seul de combattre Bonaparte ne suffisait pas à établir un lien indissoluble entre son gouvernement et celui de Saint-Pétersbourg; que ce lien, pour être durable, devait être basé, non pas sur une rancune commune, mais sur les principes les plus élevés de justice et d'amour de l'humanité.

C'était une mission délicate et difficile. Elle fut confiée à M. de Novosiltzow, qui, en sa qualité de membre du ministère et du conseil secret, était au fait de toutes nos opinions, de tous nos projets, et semblait, mieux qu'aucun autre, les comprendre et les partager. M. de Novosiltzow avait passé quelques années en Angleterre, ses relations y étaient nombreuses; il avait non-seulement parfaitement acquis la connaissance de la langue, mais enfin, et surtout, étudié l'existence sociale et les ressources de l'Angleterre. Fort lié avec l'ambassadeur (dont il fallait ménager la susceptibilité), il sembla en tous points approprié au choix que nous en fîmes.

M. de Novosiltzow reçut en partant deux instructions, l'une officielle, l'autre secrète; dans celle-ci je m'efforçai d'expliquer tous les points qu'il s'agissait d'obtenir, ou sur lesquels il convenait de sonder et pressentir les vues du gouvernement britannique. Je lui confiai également une lettre pour M. Fox. Le prince de Galles, destiné à succéder à son père ou à le remplacer comme régent, avait alors une entière confiance dans cet homme d'État et dans ceux de son parti. M. de Novosiltzow trouva M. Pitt très-peu préparé à écouter nos propositions et uniquement préoccupé du point de vue auquel il considérait les affaires de l'Europe. Le comte Simon, dans son admiration devant le système étroit du cabinet anglais, était toujours prêt à combattre les modifications que nous voulions introduire. Soit par suite des difficultés qui résultèrent de cet état de choses, soit par d'autres motifs, toujours est-il que M. de Novosiltzow ne s'acquitta pas d'une manière convenable de cette importante mission; elle exigeait beaucoup de prudence, de réserve, mais aussi une grande fermeté à suivre les instructions qui lui avaient été données. Il balbutia à peine les conditions auxquelles nous attachions la plus grande importance, ne prononça pas le nom de la Pologne et ne fit aucune mention de l'état précaire de l'Europe, état causé par des iniquités qu'il fallait redresser.

Il y avait, en outre, des points sur lesquels M. de Novosiltzow avait ordre de ne pas transiger, sans en référer préalablement à son gouvernement. Nous exigions que l'Angleterre évacuât Malte, ainsi qu'elle s'y était obligée. Cette question fut plus tard au Parlement l'objet d'une discussion dans laquelle lord Nelson soutint que l'Angle-

terre s'était en effet engagée, et qu'en remplissant cette obligation elle ne s'exposait à aucun inconvénient sérieux. Quoi qu'il en soit, le refus hautain de l'Angleterre nous donnait le droit de nous retirer de cette négociation à peine entamée; notre attitude digne eût été une preuve de notre sincère désir de marcher dans la voie du droit et du bien réel de l'Europe : elle n'eût pas manqué, d'ailleurs, de faire une grande impression sur l'Angleterre elle-même, lui montrant ainsi toute l'attention qu'elle devait accorder à nos justes réclamations. Cette conduite avait, en outre, l'avantage de donner à M. de Novosiltzow des facilités de passer par Paris. Il n'y songea pas, se hâta de revenir, abandonnant les affaires à la direction que voudrait leur donner l'Angleterre.

CHAPITRE XII

PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE. — MEURTRE DU DUC D'ENGHIEN. — RELATIONS DE LA RUSSIE ET DE LA FRANCE. — RUPTURE. — NÉGOCIATIONS AVEC LA PRUSSE. — VOYAGE A BERLIN. — LA GUERRE. — AUSTERLITZ.

Au point où en étaient les choses en Russie et en France, il ne fallait qu'un incident pour amener un choc violent entre les tendances si diverses de ces deux gouvernements, et à la manière dont le premier consul menait les affaires, il était à prévoir que cet incident arriverait bientôt. Il fut d'un genre spécial en ceci que les principes seuls de justice et de droit furent violés, sans qu'il s'y mêlât aucun intérêt matériel.

L'enlèvement du duc d'Enghien, opéré par un détachement français dans un pays indépendant avec lequel on était en paix, son procès et son exécution immédiate frappèrent l'Europe d'un sentiment de stupeur, d'horreur et d'indignation, dont ceux qui n'en ont pas été témoins se feront difficilement une idée. Cet événement produisit sur l'Empereur et sur toute la famille impériale la plus forte impression; loin de la dissimuler, on la laissa s'exhaler au dehors sans contrainte. La nouvelle de l'exécution du duc d'Enghien arriva par courrier un samedi. Dès le lendemain, la cour parut en deuil, et en passant, après la messe, par la salle où attendait le corps diplomatique, l'Empereur et les impé-

ratrices ne firent aucune attention au ministre de France, bien qu'ils adressassent la parole aux personnes qui se trouvaient à côté de lui. En effet, il était impossible qu'une puissance qui se proposait de jouer le rôle adopté par le souverain de la Russie, restât spectatrice impassible d'un semblable attentat à la justice et aux lois internationales. Je rédigeai une note, qui fit quelque bruit dans le temps; elle fut remise au ministère français par M. d'Oubril, alors chargé d'affaires à Paris.

La Russie protestait hautement contre un fait qui semblait prouver un oubli total des lois les plus sacrées. Elle demandait une explication satisfaisante, explication évidemment impossible à donner. La réponse ne se fit pas longtemps attendre. Elle fut acerbe et injurieuse. M. de Talleyrand, alors ministre des affaires étrangères, afin de prouver l'inconvenance de la démarche russe à l'occasion de l'exécution du duc d'Enghien, rappelait que, lors de la mort de l'empereur Paul, la France ne s'était pas crue autorisée à demander aucune explication. Le général Hédouville me communiqua, en outre de cette dépêche officielle, une lettre qui devait en adoucir l'amertume. M. de Talleyrand y recommandait de s'adresser à moi en particulier; il disait que le premier consul avait foi dans mon caractère et mes lumières, et qu'il était persuadé que, sachant profiter de ma position, je ne voudrais pas exposer les deux pays à rompre une harmonie non-seulement utile à eux-mêmes, mais nécessaire pour le bien de l'Europe. Ces coquetteries ne produisirent, comme de raison, aucun effet sur moi; j'y vis même une sorte d'injure faite à mon caractère. Je répondis, fort sèchement, que tout serait mis sous les yeux

de l'Empereur, que je n'avais rien à dire avant de savoir sa volonté, mais qu'il me semblait évident qu'il eût fallu faire une autre réponse, si vraiment on désirait maintenir la bonne harmonie entre les deux pays.

Les relations entre les deux cabinets ne pouvaient plus continuer. Le comte Marcow avait déjà quitté Paris depuis quelque temps. Le général Hédouville, prétextant des affaires particulières, s'éloigna par congé, laissant M. de Rayneval comme chargé d'affaires. Il ne pouvait plus y avoir de doute sur le parti que devait prendre l'empereur de Russie; ce parti, d'ailleurs, était prévu dès la première note envoyée à Paris. Au moment de rompre toute relation avec la France, l'Empereur assembla un conseil composé de tous les ministres et de quelques autres personnages marquants. Je fus chargé de préparer un mémoire qui exposait la question et indiquait la manière de la résoudre.

Je me rappelle que ce mémoire dut être terminé dans une nuit, vu l'urgence des circonstances, et la conduite du gouvernement français qui ne permettait aucun retard dans la mesure projetée. La mémoire prouvait que le premier consul avait violé le droit des gens en faisant enlever et exécuter le duc d'Enghien, que sa réponse aux représentations faites à cet égard, loin d'être convenable, contenait au contraire des offenses directes, que maintenant encore il continuait le cours de ses empiétements, ne tenant compte d'aucun droit, d'aucun intérêt excepté le sien, que par conséquent il était superflu, peu honorable même d'avoir des relations avec un gouvernement qui lui-même ne se respectait pas suffisammeut pour s'abstenir des violences de droit les plus criantes, un gouvernement qui ne pouvait

inspirer aucune confiance, puisqu'il foulait aux pieds tout principe de justice envers les autres États. Ce mémoire ajoutait qu'en exprimant le blâme énergique que méritait une semblable conduite, on en pourrait peut-être atténuer les résultats; mais lors même que cela ne serait pas, la Russie se devait à elle-même, afin de repousser toute solidarité, de ne point rester en rapport avec une puissance qui ne reculait pas devant de pareils méfaits.

Cette pièce était terminée par la proposition de déclarer à la France que tout rapport diplomatique ne pouvait plus continuer avec elle, de rappeler la mission russe de Paris et d'expédier des passe-ports à la mission française à Pétersbourg, avec demande de sortir des frontières dans un court délai. Les Français habitant la Russie ne seraient aucunement molestés; le commerce ne devait pas être interrompu, les consuls pouvaient rester à leurs postes.

Ce mémoire se ressentait de l'échauffement d'une nuit passée à l'écrire, sans avoir eu le temps de donner aux expressions la mesure nécessaire et de modérer ce qu'une première rédaction, faite en grande hâte, pouvait avoir de trop violent. Après en avoir pris connaissance, l'Empereur qui présidait le conseil invita chacune des personnes présentes à dire son avis librement, ajoutant qu'il désirait voir la question parfaitement approfondie. Cet encouragement ne produisit pas un débat fort animé. La majorité des ministres ne s'occupait guère de politique extérieure; croyant deviner les intentions du maître, ils ne se sentaient nullement portés à mettre leur esprit à l'envers pour s'y opposer; ils n'en avaient ni la volonté, ni le talent. Le comte Kotchoubey, prévenu de la mesure, fut le seul qui

motiva son vote; il dit, et tout le monde sentit la vérité de cette assertion, que rompre toute relation avec la France n'offrait aucun danger à la Russie, que la France ne pouvait l'atteindre; que s'éloigner de tout rapport avec elle sauverait à la Russie beaucoup de désagréments, d'embarras et de dégoûts, lesquels sont inévitables lorsque l'on a affaire à un gouvernement qui prétend dominer seul en Europe.

Il n'y eut que le comte Romantzow, alors ministre du commerce, plus tard ministre des affaires étrangères et chancelier, qui éleva de véritables objections contre la mesure proposée. Il avait dès lors de l'éloignement pour l'Angleterre et du penchant pour Bonaparte. C'était un diplomate de l'école de Catherine, capable, par ses théories absolues, de ramener le cabinet d'Alexandre aux doctrines et aux tendances de l'ancienne politique russe. Quelques années plus tard, il réussit, en effet, à atteindre ce résultat.

Le comte Romantzow reconnut qu'après ce qui s'était passé, il était difficile de s'abstenir de quelque mesure qui prouvât au monde que l'on ne voulait pas subir un affront de la part de la France ni lui laisser dire le dernier mot, mais qu'il eût mieux valu ne pas se placer dans cette position; que d'ailleurs, tout en reconnaissant la valeur des motifs de point d'honneur, de respect pour la justice et le droit des gens, il croyait qu'il ne fallait pas négliger l'intérêt proprement dit, et qu'en se prononçant d'une manière si positive et qui annonçait une détermination irrévocable, il fallait être sûr des résultats favorables, c'est-à-dire de ses avantages et de l'appui que l'on pouvait obtenir; que la Russie, à un moment donné, aurait la

liberté de se jeter d'un côté ou de l'autre, mais que, dans l'un ou l'autre cas, c'était une décision à prendre, non pas en vue de principes abstraits, mais avec la prévision des avantages et des sécurités qui motiveraient sa résolution; ce serait à chaque fois une autre carrière à parcourir, une autre série d'événements à prévoir, d'autres avantages à exiger. Il demandait si l'on avait prévu les conséquences du pas que le gouvernement russe allait faire, si l'on allait le risquer avec la perception claire de ses résultats, si enfin l'on s'était assuré des avantages que l'Empire en retirerait et des sécurités contre les dangers que cela pouvait amener.

Je répondis que l'empire n'avait aucun danger à redouter, que la démarche proposée avait pour but de satisfaire à un sentiment d'honneur et d'équité, sans aucune idée, d'ailleurs, d'en retirer des avantages dont on n'avait nul besoin; que l'Empereur se contentait de remplir un devoir de dignité et de probité envers le reste de l'Europe, et que sa position lui laissait tout le temps de songer à ce qu'il y aurait à faire si les intérêts et la sécurité de ses États l'exigeaient.

La discussion se termina là, et l'Empereur confirma ces conclusions du mémoire et ordonna son exécution.

Je fis appeler M. de Rayneval; je lui remis la note qui expliquait les motifs de la détermination prise par l'Empereur, et en même temps les passe-ports pour son départ immédiat. Il reçut cette communication avec beaucoup de calme, et sans faire aucune observation, qui, en effet, au point où en étaient les choses, ne pouvait qu'être superflue. Il était juste, au moment où il allait avec toute la

légation quitter Pétersbourg, de lui adoucir les désagréments d'un départ aussi subit, et d'en écarter autant que possible les embarras; c'est à quoi je m'appliquai. Il m'en remercia plus tard, ainsi que le général Hédouville, auquel j'avais aussi cherché à rendre les services qui dépendaient de moi.

Les historiens du temps n'ont pas, à mon avis, présenté ce fait sous son véritable jour. La nature des rapports qui s'établirent alors entre la France et la Russie n'avait pas eu de précédent. Le motif, tout moral, de ce genre de rupture, était nouveau dans les fastes de la diplomatie, car ce n'était point un prince impérial russe qui avait succombé, et le cabinet de Pétersbourg n'avait aucun grief direct à exprimer. C'est la violation du droit des gens et des lois internationales qui amena cette décision. Cet état de choses n'était pas la guerre, et les sujets respectifs n'étaient pas menacés des malheurs qu'elle produit, mais c'était simplement une déclaration de ne pouvoir rester en rapport avec une puissance qui ne respectait nullement les principes les plus essentiels. C'était, comme il arrive dans la vie privée, une cessation de toute relation avec un homme dont la manière d'agir blesse nos principes, sans que cela nous oblige pourtant à le provoquer en duel.

Aucune des autres puissances ne suivit l'exemple de la Russie; il est vrai que celle-ci se trouvait alors dans une position exceptionnellement favorable. Seule sur le continent, elle avait su conserver son indépendance et sauvegarder sa dignité. Inattaquable par la France, depuis que celle-ci n'avait plus de marine, elle était menaçante, dans son calme dédaigneux, comme la nuée immobile que l'on

croit chargée d'ouragans et de foudres. La Russie aurait dû, aussi longtemps que possible, garder cette attitude imposante; les demandes d'appui, d'union, les témoignages d'estime et de déférence lui arrivaient de toutes parts. La Russie n'aurait dû sortir de cette position, unique dans son genre, que pour des causes suffisantes et lorsqu'il aurait été bien prouvé qu'il était de son intérêt, et de l'intérêt général, qu'elle entrât en action; mais il en fut autrement.

Il faudrait, pour comprendre le mouvement de la politique de ce temps-là, et l'acharnement qu'on mit dans toute l'Europe à combattre Bonaparte, malgré les défaites qu'il faisait subir, il faudrait se rappeler l'état de l'opinion publique en Europe.

Ceux qui s'étaient laissé enthousiasmer par les premiers moments de la Révolution française avaient vu dans Bonaparte le héros du libéralisme; il leur semblait destiné par la Providence à faire triompher la cause de la justice, et à renverser par de grandes actions et par d'immenses succès les obstacles sans nombre que la réalité présentait aux vœux formés par les nations opprimées.

A mesure que Napoléon trompait cette attente, les cœurs se refroidissaient à son égard. La république française et le Directoire avaient sans doute agi d'une manière insensée et coupable, mais ce gouvernement, tout en se trompant sur les moyens, était resté fidèle au but; il avait fait le plus grand mal à sa cause, mais ne l'avait pas désertée. Il était possible qu'il revînt à la raison, qu'il apprît à mieux servir ce principe qu'il déclarait être toujours sien, le principe de l'émancipation des nations et de la justice pour tous.

Toute illusion, toute croyance à ce sujet devint impossible, aussitôt que Bonaparte se fut placé à la tête des affaires en France. Chacune de ses paroles, de ses actions faisait voir qu'il n'entendait agir que par la force des baïonnettes et du nombre. Ce fut là une faute capitale du règne de Napoléon, elle lui fit perdre une grande puissance. Il cessa d'être le champion de la justice et l'espoir des peuples opprimés. En se démettant de ces titres qui avaient constitué la puissance de la République, malgré ses vices et sa démence, Bonaparte rentra dans le nombre des ambitieux et des souverains ordinaires; il se montra un homme avec d'immenses talents, mais sans aucun respect pour les droits de personne, un homme qui voulait tout asservir et soumettre à son caprice.

Dès lors, quand vint le moment de le combattre, on le fit sans scrupule, car c'était attaquer une force qui avait cessé d'être au service de la justice et du bien. Cette opinion, générale en Europe, s'empara aussi du public russe. Elle entraîna le cabinet dans une voie où en péchant peut-être par trop de précipitation, il n'eut pas les moyens de considérer le véritable rôle qui, dans ces circonstances, convenait à la Russie.

La paix d'Amiens, saluée avec un égal enthousiasme des deux côtés du détroit, avait été rompue par un fait que Napoléon releva avec sa violence habituelle, mais où, cependant, le droit était de son côté. Il exigea l'évacuation immédiate de Malte, que l'Angleterre n'avait occupée que sous la condition expresse de se retirer dès la conclusion de la paix. Le sort de cette île devait, d'un commun accord, être réglé par toutes les puissances réunies. L'Angleterre

se refusa, avec hauteur, à l'exécution de cette clause, et la guerre se ralluma immédiatement. Lord Gower, ambassadeur du nouveau ministère, arriva à Pétersbourg. C'était alors un jeune homme; il avait non-seulement beaucoup de prudence naturelle, mais un instinct des convenances qui se révélait dans chacune de ses paroles, et dans sa manière de traiter les affaires. Il me témoigna une entière confiance, souvent même une sincère amitié. Il était accompagné de sir Charles Stuart, qui avait déjà eu occasion d'acquérir de l'habileté diplomatique dans divers postes de secrétaire d'ambassade. Ces deux personnages furent plus tard bien connus à Paris, où ils se remplacèrent à plusieurs reprises, lorsque lord Gower, devenu lord Granville, se lia avec les whigs, tandis que sir Charles Stuart, devenu lord Stuart, resta attaché au parti tory. Lord Gower arriva, en Russie, chargé de communications importantes; elles avaient pour but d'entraîner l'Empereur dans une alliance et une coopération active de forces dirigées contre la France. En même temps, le gouvernement autrichien, dirigé alors par M. de Cobentzel, envoyait un nouvel ambassadeur, le comte de Stadion; il était chargé de pénétrer les véritables intentions de la Russie. Autant le gouvernement d'Angleterre s'exprimait avec décision, autant celui d'Autriche mettait, dans ses démarches, de craintes et de réticences. Il était dans de continuelles alarmes de se compromettre en faisant trop tôt connaître ses démarches à Londres, et il nous fallut pendant quelque temps cacher ces relations à l'Angleterre et encourir ses reproches, reproches dont le comte Simon se faisait l'organe peut-être trop dévoué.

Napoléon, en descendant dans l'arène, avait jeté loin de lui tout ce qui pouvait faire croire à sa haute et généreuse mission. C'était Hercule quittant son rôle de dévouement, et ne pensant à faire usage de sa force que pour subjuguer le monde à son profit. Il ne pensa qu'à rétablir partout le pouvoir absolu, avec ses anciennes formes et la plupart de ses inconvénients. Napoléon devenu dominateur ordinaire, il fut juste de le combattre avec les moyens qu'il employait lui-même; le combattre, ce n'était plus s'opposer à un pouvoir libérateur du monde, mais à un pouvoir sans principes qui voulait tout asservir à son caprice. Aussi, tant qu'il gouverna, son ambition et son injustice firent-elles pâlir toutes les autres ambitions, toutes les autres injustices qui avaient accablé l'humanité; l'Europe les perdit de vue auprès de la flamme sinistre et dévorante qui s'élevait sur sa tête.

Ainsi dans tous les pays, sans exception, tous les gens de cœur et de principes, tous ceux qui tenaient à la dignité de leur patrie, tous ceux qui se sentaient de l'indépendance, de l'ambition aussi et du courage, furent-ils unanimes dans leur opposition à Napoléon. On demande quelle fut alors son parti, et l'on pourrait répondre qu'il n'existait nulle part. Il ne fut composé que de ceux chez qui la peur l'emporte sur toute autre considération, et qui partout furent stigmatisés par l'opinion publique. Ce parti s'augmenta quand on crut que toute opposition serait inutile et ne mènerait qu'à de plus grands désastres; mais, encore une fois, il ne fut soutenu que par la peur. Dès que cette peur diminua, dès que les sentiments véritables purent se faire jour, ce parti disparut immédiatement, et il n'y eut

qu'une voix contre l'homme qui, après s'être fait et déclaré despote ordinaire, avait partout voulu imposer son joug à ses pairs.

Le rôle de la Russie, dès le commencement du règne d'Alexandre, n'avait pu être, d'après ce que nous avons déjà dit des sentiments de ce prince, que celui de la conciliation entre des partis et des puissances dont la politique avait tout le caractère d'une exaspération réciproque. C'était dans ce but que l'Empereur s'était laissé entraîner, par la Prusse, à prendre part à l'affaire embrouillée des indemnités en Allemagne; il s'y était passé différents genres de concussions et de partialités peu honorables pour les négociateurs des partis intéressés; cela n'avait pas répondu aux intentions pures de l'Empereur, qui, tout en soutenant les réclamations des princes qui lui étaient apparentés et un peu trop partial pour la Prusse, n'avait eu d'autre but que de tirer l'Allemagne, avec le moins d'injustice possible, de la confusion dans laquelle l'avaient plongée la révolution et les guerres de la France.

L'esprit qui animait alors le cabinet russe le rendait éminemment propre à faire entendre à l'Europe embrasée des paroles de paix et de conciliation. Le caractère du souverain et de ses ministres, qui influe toujours sur la marche des puissances, devait donner plus de poids à la conduite adoptée alors par le cabinet de Saint-Pétersbourg; il eût dû faire accueillir ses paroles avec un empressement et une confiance générale.

Après la retraite du comte Panin, dont les principes et jusqu'à l'extérieur pouvaient inspirer de la défiance aux étrangers, le comte Kotchoubey qui lui succéda et surtout

le chancelier comte Vorontzow avaient à un haut degré les qualités nécessaires pour se faire agréer par les partis les plus hostiles l'un à l'autre. Le chancelier était sincèrement animé du désir d'aplanir les difficultés, de calmer les animosités, de rendre justice, en entrant dans les raisons de chacun. Sa parole était toujours paisible, adoucissante, digne, ne prenant jamais feu aux contrariétés qu'il rencontrait.

La Russie, à chacune des circonstances qui divisaient l'Europe et qui ne cessaient d'alimenter la guerre, avait répété l'offre de sa médiation que personne n'avait sincèrement accueillie, mais qui fut toujours repoussée surtout par la France.

L'*Histoire du Consulat et de l'Empire* est l'histoire de l'Europe jusqu'à la fin du règne de Napoléon. Cette œuvre, que l'on peut appeler immense, inspire un intérêt toujours soutenu par l'habileté de la narration; elle est pleine de détails faits pour intéresser et instruire le lecteur, qui reste en admiration devant tant de connaissances pratiques et approfondies dans les différentes branches d'administration et de politique. M. Thiers, en commençant cette magnifique œuvre, est épris de son héros, mais cela ne l'empêche pas dans la suite d'être impartial et même sévère à son égard. M. Thiers aspire à être toujours impartial, il l'est le plus souvent, cependant je me permettrai de lui refuser, quelquefois, d'avoir rempli tout ce qu'exigeait cette qualité, si importante chez un historien.

La manière, un peu dédaigneuse, dont il s'exprime sur le compte des jeunes gens qui entouraient l'empereur de Russie, ne me paraît pas tout à fait juste; ces hommes

n'étaient pas tous d'une si grande jeunesse. Le comte Kotchoubey, M. de Novosiltzow et les nouveaux ministres, comptaient un nombre d'années qui les mettait à l'abri d'une telle épithète. Quoi qu'il en soit, cette réunion eut le grand mérite de faire sortir la Russie d'une ornière fatale; le désordre et la corruption furent remplacés par un régime régulier et coordonné; l'empire, enfin, put se mettre sur un pied égal avec les autres pays policés d'Europe. Pour ce qui est de la politique extérieure, la pensée de faire servir l'ambition russe à un but honorable et juste ne me semble pas mériter la critique un peu sévère qu'en fait M. Thiers. Napoléon me paraît le plus grand pendant son consulat : grand administrateur, grand par les moyens qu'il a employés pour le rétablissement des finances en France; grand par ses victoires et par sa politique qui tendait à la paix. Cependant, alors même, il se laissa entraîner à des actes de sévérité et de cruauté inutiles. Il me semble moins grand, lorsque je le vois séduit par la dignité impériale, occupé de cérémonial, de titres, d'ancienne étiquette, et qu'il m'apparaît la couronne sur la tête. Tout ce qui ressemble à la vanité diminue la vraie grandeur. Mais l'auteur de l'*Histoire du Consulat*, par l'éloquence complaisante qu'il a mise à ces descriptions, prouve que son admiration n'en diminue pas pour cela. Il entrevoit, néanmoins, que Napoléon, placé sur cette pente, ne s'en écartera plus et tendra fatalement au dernier but d'une vanité et d'une ambition sans limites.

Je le demande maintenant : laquelle des deux politiques était plus consciencieuse, plus morale, plus sage? était-ce celle qui avait été inspirée par la folie de l'Empire uni-

versel, ou bien celle qui avait pris naissance dans la folie, si l'on veut, de la paix et de la justice?

A force de victoires Napoléon avait élevé un nouvel ordre de choses; mais son peu de durée et sa complète destruction ont bien prouvé que sa pensée première n'était pas plus pratique que d'autres projets taxés, par M. Thiers, de rêves chimériques. Ceux-ci avaient au moins pour excuse de nobles et ardentes aspirations, tandis que les rêves du conquérant n'étaient que le résultat de la passion et d'un intérêt personnel poussé au plus haut degré.

M. Thiers a eu connaissance de la part prise par l'abbé Piatoli aux négociations qui s'entamèrent à cette époque. Tout en accordant quelque mérite à ce personnage, il ne me semble pas lui avoir complétement rendu justice.

L'abbé Piatoli fut appelé en Pologne par la princesse maréchale Lubomirska, ma tante; elle le chargea de l'éducation du prince Henri Lubomirski, qu'elle avait adopté. A mon premier voyage à Paris en 1776 et 1777, m'étant lié avec le prince Henri, je me trouvai tout naturellement sous l'influence de l'abbé Piatoli, influence qui ne put que m'être très-salutaire. L'abbé Piatoli, comme tant d'autres qui portent ce titre, était séculier. C'était un homme très-érudit; il s'était voué successivement à diverses branches de la science et avait une grande facilité de rédaction. Il possédait, en outre, un cœur chaleureux et capable de sacrifice. M. Thiers ne comprend pas très-bien que l'on se dévoue à une idée qui s'est emparée de l'âme par le seul attrait de la générosité. C'est cependant ce qui arriva à l'abbé Piatoli; il ne fut pas plutôt en position de connaître l'état de la Pologne et son mode de gouvernement, qu'il

conçut l'idée de travailler à sa délivrance et s'en occupa tant qu'il put espérer que cette idée serait réalisée.

L'état de mon pays, avant tous les bouleversements par lesquels il a passé depuis, était alors bien différent de ce qu'il est maintenant. C'était un calme plat après la tourmente. Les souvenirs de la confédération de Bar existaient sans doute dans la nation; il y avait bien un parti anti-russe, mais faible et dont les efforts étaient impuissants à produire quelque résistance aux actes arbitraires de l'ambassade russe. Les noms les plus réputés dans le pays, ceux que l'on prononçait avec le plus de respect, s'étaient distingués pendant la confédération de Bar. Ainsi c'était M. le général Rzewuski qui était l'homme auquel il fallait s'adresser si l'on voulait travailler à préparer une existence plus libre pour la nation. J'écrivis sous la dictée de Piatoli un mémoire à ce sujet; il fut envoyé par une occasion sûre à mes parents dont je connaissais les sentiments, au maréchal Ignace Potocki et au général Rzewuski, tous deux gendres de la princesse maréchale, ma tante. On espérait que cette réunion exercerait une influence salutaire et réussirait à amener quelques résultats pratiques. Je me rappelle avoir passé toute une nuit à transcrire ce mémoire, qui fut très-bien accueilli. Je regrette de n'en plus retrouver la copie. Piatoli ne se sépara plus des Polonais et de leur cause; il continua à s'occuper de l'éducation du prince Henri et accompagna la princesse maréchale en Angleterre, à Vienne, en Galicie; étant venu à Varsovie, pendant la grande diète, il fut appelé à devenir secrétaire du roi Stanislas lorsque ce prince, délivré du joug russe, se rallia au parti national. Il contribua, par son

influence et ses conseils, à maintenir le Roi dans la nouvelle voie qu'il avait sincèrement adoptée. Plus tard, lorsque ce malheureux prince, cédant aux conseils du chancelier Chreptowicz, ministre constitutionel des affaires étrangères, subit les décisions fatales de la confédération de Targowiça, l'abbé Piatoli renonça à une position où il n'avait plus l'espoir de faire le bien.

Piatoli avait beaucoup d'imagination : elle lui offrait les moyens de sortir d'embarras, mais il se distingua toujours par beaucoup de bon sens, de désintéressement et de facilité à se résigner aux nécessités de la situation. Après la chute de la Pologne, Piatoli trouva un refuge chez la duchesse de Courlande, qui l'avait connu à Varsovie. C'était à l'époque où elle était revenue réclamer, de la grande diète, ses droits sur la Courlande. Ses sentiments patriotiques polonais étaient très-vifs et ne se démentirent jamais. Les affaires de la Courlande conduisirent la duchesse à Pétersbourg ; Piatoli l'y accompagna ; nous nous retrouvâmes avec plaisir ; loin d'avoir oublié nos premières relations, il chercha, au contraire à les renouer. Quant à moi, j'étais véritablement enchanté d'avoir sous la main un instrument aussi sûr et aussi capable. Il ne fallait qu'indiquer les points principaux d'une négociation ou d'un système, pour qu'il en développât toutes les conséquences ; il était ordinairement trop abondant dans les moyens qu'il proposait, mais en revanche parfaitement préparé à les réduire ou à les modifier selon les observations qui lui étaient faites.

M. Thiers a eu sous les yeux un premier brouillon jeté sur le papier, après des conversations que nous eûmes

ensemble, au sujet de nos projets et des moyens d'exécution qui pouvaient favoriser nos plans. Porter un jugement sur un travail aussi incomplet et qui n'était que le premier jet de la pensée, serait plus que de la sévérité; il y aurait là un manque d'équité éloigné sans doute de la pensée de M. Thiers. Non, assurément, je ne me faisais aucune illusion sur les nombreuses difficultés qui devaient surgir et dont quelques-unes étaient insurmontables. La possession de Gibraltar par les Anglais n'était fondée sur aucun principe de justice; c'était, au contraire, une violation du droit des gens. En y renonçant, l'Angleterre pouvait détacher l'Espagne de la France et la rallier aux intérêts généraux de l'Europe. Le baron de Strogonow, en se rendant à son poste de Madrid, passait par Londres et devait toucher à cette question avec toute la réserve possible et les égards dus à la susceptibilité britannique. C'était, pour ainsi dire, tenter un commencement de réforme dans la politique du cabinet anglais : essai qui jusqu'à présent n'a donné aucun résultat satisfaisant.

Rejeté dans son ensemble, ce plan contenait les points qui se reproduisirent chaque fois qu'il fut question de reconstituer la carte de l'Europe. Soit du côté de l'Allemagne, soit de celui des Pays-Bas ou de l'Italie, on est revenu maintes fois à ces idées, qui d'ailleurs avaient déjà occupé Carnot lorsqu'il était membre du Directoire. Elles devaient, en effet, se reproduire en diverses circonstances, étant dans la nature même des choses.

Les propositions de la Russie étaient de nature à satisfaire la France; mais, je le répète, le peu d'accueil qui leur fut fait en Angleterre, et surtout le refus péremptoire

d'évacuer Malte, donnaient à la Russie le droit et la raison de se retirer de la coalition. Cette résolution, maintenue avec force, eût donné aux négociations un autre caractère et des résultats différents.

La pente de l'opinion générale en Europe se manifesta également en Russie et entraîna aussi bien l'Empereur que son conseil intime. S'y opposer eût été considéré comme un penchant à céder aux impulsions françaises. L'Autriche armait déjà; elle insistait pour que l'on formât un plan général d'opération militaire, dans le but de la garantir contre les périls d'une invasion étrangère. Il fallut songer à préparer l'exécution d'un plan général dans le cas où les hostilités deviendraient inévitables. C'est à quoi l'on procéda à Pétersbourg, d'un côté avec l'Autriche, de l'autre avec l'Angleterre; cette dernière devait fournir les fonds nécessaires à l'armement de l'Europe. Ces négociations durèrent quelque temps, et ne furent pas sans offrir de grandes difficultés. Les exigences de l'Autriche paraissaient excessives aux négociateurs anglais. On parvint enfin, moyennant des concessions réciproques, à se mettre d'accord. Une partie des subsides était réservée pour la Prusse, que nous ne cessions d'animer et d'éclairer par des dépêches de plus en plus insistantes. Je dois le reconnaître, le peu de probabilité qu'il y avait de voir entrer la Prusse dans le concert des puissances, n'était point ce qui m'affligeait le plus. Je ne négligeais, sans doute, aucun argument pour l'y engager, mais je prévoyais avec satisfaction la nécessité de lui passer sur le corps, dans le cas d'un refus, car alors on eût proclamé le royaume de Pologne sous le sceptre d'Alexandre. Il eût été

reçu avec enthousiasme, car c'était alors la seule manière possible de ressusciter la Pologne, oubliée même par la France. En attendant, Napoléon, comme s'il eût voulu éloigner toute possibilité de solution pacifique, s'était fait couronner roi d'Italie, sans réserve aucune sur les droits de succession. S'emparant de la république de Gênes, menaçant Naples, et ne laissant aucun avenir à la maison de Savoie, il augmenta la réprobation générale, et, en outre, enleva à la Russie tout espoir d'obtenir des conditions qu'elle tenait à honneur de ne pas abandonner.

Il ne pouvait donc plus être question que de préparer les moyens d'une lutte qui semblait inévitable. La grande difficulté consistait à arriver à un arrangement par lequel l'Angleterre consentirait à fournir les subsides dans la mesure exigée par l'Autriche. Ce ne fut pas chose facile; cependant, grâce à notre intervention, on fut d'accord. Trois millions de livres sterling étaient accordés à la cour de Vienne, trois autres destinés à vaincre les hésitations de la Prusse. La partie diplomatique ne fut pas en retard et reçut sa pleine exécution. Une armée composée de troupes russes et suédoises se rassembla dans l'île de Rugen et à Stralsund; les troupes russes étaient commandées par le général Tolstoy. Un autre corps d'armée russe réuni à Corfou devait faire voile pour Naples. Une armée sous les ordres du général Kutusow se mit en mouvement vers la frontière autrichienne, afin d'être à portée de venir au secours du général Mack qui concentrait ses forces à Ulm. Enfin le général Michelsen s'avançait vers la frontière prussienne, afin de mettre un terme aux incertitudes du cabinet de Berlin. Tous ces mouvements différents avaient

lieu d'après un plan proposé par l'Autriche et qui avait été discuté en commun. Ce plan semblait répondre aux exigences de la situation; s'il échoua, ce fut par la faute des Autrichiens eux-mêmes. Dans le cas où la Prusse ne consentirait pas à se joindre à nous, on devait ne pas s'arrêter et passer outre.

Le moment était venu pour l'empereur Alexandre de se rapprocher du théâtre des événements. A mesure que nous approchions de l'heure de l'action, je m'aperçus que ses résolutions faiblissaient. Toutefois, nous partîmes, et, pendant le voyage, des courriers de M. d'Alopeus nous apportaient des rapports pleins d'inquiétude sur l'effet produit à Berlin par le mouvement des troupes russes, effet qui se manifestait aussi bien chez le Roi que chez plusieurs généraux dont l'Empereur faisait grand cas. Alexandre se décida à s'arrêter à Pulawy, chez mes parents, auxquels il désirait rendre visite.

Le projet de forcer le passage par la Prusse n'était pas encore abandonné. L'Empereur persistait, également, dans l'idée de se déclarer roi de Pologne. J'écrivis, à ce sujet, au comte Razumowsky pour préparer la cour de Vienne à cette combinaison. L'Autriche ne s'y montra pas contraire, posant toutefois comme condition que les frontières de l'ancienne Galicie seraient maintenues.

Lord Gower, de retour d'une course en Angleterre, nous rencontra dans notre voyage et déclara que, dans le cas où l'on serait obligé de forcer le passage par la Prusse, l'Angleterre remettrait à la Russie le subside destiné au roi de Prusse. Il nous apprit, en outre, que dans le cas

d'une reconstitution de la Pologne, l'Angleterre y donnerait son consentement.

Je quittai Brzésé de manière à arriver à Pulawy vingt-quatre heures avant l'Empereur. J'y trouvai tout le monde en émoi et faisant des préparatifs pour la réception de l'Empereur. Le major Ortowski fut spécialement chargé des préparatifs que l'on devait faire; il entra en communication avec les autorités autrichiennes et les voisins de Pulawy. Outre l'Empereur et sa suite, on attendait le passage de deux corps d'armée : celui du général Michelsen et du général Buxhoewden. Le prince Poniatowski fut prévenu du projet de l'Empereur relatif à la reconstitution de la Pologne; il devait se mettre à la tête du mouvement et lui donner un caractère national. Aussitôt après mon arrivée à Pulawy, des agents polonais se rendirent à Varsovie afin d'y annoncer l'arrivée de l'Empereur, qui le lendemain fut reçu par mes parents. Il leur témoigna des sentiments de bienveillance et d'amitié dont ils furent vivement touchés. L'Empereur paraissait heureux de se trouver dans un climat plus doux, et au milieu de personnes qui lui étaient sincèrement dévouées; il jouissait des avantages de ce climat, qui contrastait si fort avec celui des environs de Pétersbourg. Ma mère, ma sœur et mon frère tâchèrent de lui rendre aussi agréables que possible les quinze jours qu'il passa à Pulawy.

Cependant la résolution de l'Empereur de forcer le passage par la Prusse avait été trop fortement ébranlée; il demanda une entrevue au Roi, lui expédiant, à cet effet, le prince Dolgorouki, qui se chargea avec plaisir d'une mission qui semblait contrecarrer mes espérances.

En attendant, l'empereur Napoléon, qui avait moins d'égards pour des obstacles qu'il considérait comme peu importants, força le passage à travers une province prussienne qui arrêtait l'exécution de ses projets. Le roi de Prusse, blessé de cette conduite, accorda le libre passage aux troupes russes, et le prince Dolgorouki, triomphant, vint inviter l'Empereur à se rendre à Berlin pour s'entendre avec le Roi sur les mesures à prendre ultérieurement. Cette résolution rendit nul, pour cette fois, l'espoir de voir renaître la Pologne, mais cette entreprise avortée prouva à Napoléon que la Pologne n'avait pas cessé d'exister, et qu'il était nécessaire de s'occuper de son sort : nécessité qu'il semblait avoir oubliée depuis le traité de Lunéville et depuis que la dignité impériale absorbait toute son attention. L'Empereur quitta Pulawy, en promettant d'y revenir. Nous passâmes par Varsovie sans nous y arrêter, Wilanow excepté, où le maître de la maison nous offrit à déjeuner. Le prince Poniatowski s'y trouvait avec différentes autres personnes qui accompagnèrent l'Empereur, à cheval, jusqu'à quelques lieues de Varsovie. Ils s'en retournèrent attristés de voir disparaître cette première lueur d'espoir pour le pays.

En passant par Posen, nous rencontrâmes ma sœur aînée, qui revenait à Pulawy, accompagnée de ses deux élèves. L'Empereur lui rendit visite, il fut aimable comme toujours; elle me dit depuis qu'elle avait été frappée de la beauté de l'Empereur. En effet, sa physionomie charmante, dans laquelle rayonnait la bienveillance, gagnait, dès le premier abord, ceux qui approchaient de lui.

L'Empereur était visiblement soulagé depuis que le roi

de Prusse avait donné son consentement au passage de l'armée russe. Nous arrivâmes à Berlin, et notre réception fut des plus brillantes. La Reine employa tout le charme de son esprit pour rendre le séjour de Berlin agréable à l'Empereur, et pour écarter les difficultés que faisait naître M. de Haugwitz. Un ministre dont l'influence grandissait à mesure que les affaires prenaient leur tournure actuelle, et qui, de plus, était soutenu par la Reine, M. de Hardenberg, réussit à mener les négociations à bonne fin. Le traité de Potsdam fut signé le 3 novembre 1805. L'union des deux princes fut confirmée par un serment d'amitié éternelle, serment prononcé sur la tombe du grand Frédéric. Un mois était accordé à la Prusse pour ses préparatifs de guerre. On fixa le jour et même l'heure du commencement des hostilités, dans le cas où ne seraient point acceptées les propositions présentées par Haugwitz. Sur ces entrefaites, l'archiduc Antoine arriva avec les nouvelles les plus désastreuses sur les progrès de Napoléon. L'Empereur et sa suite quittèrent Berlin en toute hâte, et se rendirent à la rencontre de l'empereur François, qui se dirigeait vers le corps d'armée commandé par le général Kutusow. Celui-ci, d'après le plan envoyé de Vienne, était entré par la Galicie dans la Silésie autrichienne.

Il serait superflu de recommencer ici la narration des événements décrits si admirablement par l'auteur de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Je citerai seulement des faits qui n'ont pu parvenir à la connaissance de M. Thiers, et j'émettrai une opinion qui ne sera pas toujours la sienne; je ne le ferai pas sans une sorte de regret.

M. Thiers m'a traité avec une indulgence, je dirais presque une préférence dont je suis vivement touché, et je veux lui laisser ici l'expression de ma reconnaissance.

De Berlin, l'Empereur se dirigea sur Weimar, où il voulait visiter sa sœur. Le vieux grand-duc vivait encore; quoique âgé, il était encore plein de vie et de forces. Bon cavalier, il avait autrefois franchi à cheval la grande distance qui sépare Carlsbad de Weimar. Il semblait vouloir rappeler les souvenirs de son ancêtre, qui s'était distingué pendant la guerre de Trente ans.

Nous fûmes reçus avec les témoignages d'une véritable affection, et, après avoir lié connaissance avec plusieurs auteurs illustres qui se trouvaient réunis à la cour de Weimar, avec Gœthe, Schelling, Herder, Wieland, nous continuâmes notre route. Alexandre avait hâte d'arriver à Olmütz, où l'attendait l'empereur François. Le prince le plus éprouvé et le plus menacé s'efforça de consoler ses auxiliaires, leur disant qu'il avait déjà subi de semblables désastres sans pourtant succomber.

Le peu de jours que l'on passa à Olmütz furent employés à s'entendre sur les opérations qu'il fallait entreprendre. Le colonel Weirother, qui devait remplir l'office de chef d'état-major, avait déjà passé quelque temps à Pulawy et su gagner beaucoup d'ascendant sur l'esprit d'Alexandre. C'était un officier de grand courage et de grande science militaire, mais, comme le général Mack, se fiant beaucoup trop à ses combinaisons, souvent compliquées, et n'admettant pas qu'elles pussent être déjouées par l'habileté de l'ennemi. Sa présence à Olmütz et celle de Dolgorouki, dont la bouillante ardeur agissait sur l'esprit de l'Empe-

reur, ne contribuèrent pas peu à animer Alexandre. Sur ces entrefaites arriva le comte de Cobentzel. Il dit quelques paroles imprudentes sur la nécessité où se trouvent les souverains de se mettre eux-mêmes à la tête des armées dans les moments difficiles. L'Empereur crut que ces paroles renfermaient un conseil et peut-être un reproche. N'ayant plus aucun égard à nos avis, il ne crut pas ce que nous lui répétions sans cesse, à savoir que sa présence enlèverait au général Kutusow les moyens de diriger avec prudence les mouvements de l'armée. Cela était d'autant plus à craindre, vu le caractère timoré du général et ses habitudes de courtisan.

L'Empereur se rendit donc au camp. Quant à moi, je fus retenu à Olmütz pendant quelques heures par l'expédition des affaires. Lorsqu'elle fut terminée, je me remis en route. A peu de lieues d'Olmütz, je trouvai l'empereur François et sa suite déjeunant sur le gazon; il m'engagea à prendre part au repas, invitation que je refusai, ayant hâte de rejoindre l'Empereur. Après avoir franchi quatre bonnes lieues, j'arrivai à Wischau, que je trouvai occupé par les troupes russes; elles venaient d'y remporter un léger avantage sur un détachement français qui, en se retirant, avait laissé prendre quelques prisonniers. L'Empereur s'était porté en avant; tout le quartier général triomphait. Il s'agissait maintenant de savoir quel parti prendre en face de l'armée française. Napoléon s'était avancé jusqu'à Brunn; ses avant-postes s'étendaient parallèlement aux nôtres. Je trouvai l'Empereur presque aux postes avancés de l'armée, très-satisfait de l'avantage qu'il venait de remporter à Wischau et entouré de la jeunesse de l'armée.

On débattit s'il fallait, par un mouvement à gauche, se mettre à portée des archiducs Charles et Jean, qui avaient repoussé le prince Eugène en Italie, ou bien s'il était plus convenable de faire un mouvement à droite pour nous réunir à l'armée prussienne, qui, à un moment déterminé, devait se porter en avant et prendre part aux opérations des armées réunies. Le premier avis prévalut; ce fut en grande partie par l'influence de Weirother et d'autres officiers autrichiens.

La résolution la plus importante à prendre eût été celle de s'abstenir de tout mouvement offensif, car cela pouvait exposer à des incidents dangereux. Il fallait donner aux archiducs le temps d'arriver; il fallait surtout attendre que la Prusse se déclarât et que son armée se mît en mouvement, à quoi cette dernière était toute disposée.

Il n'était pas probable que Napoléon quitterait Brunn et s'éloignerait de ses réserves et de ses moyens de subsistance; mais s'il avait commis cette faute, l'armée russe devait refuser la bataille et se retirer à la rencontre du secours qui lui venait. Ce fut là la grande faute commise par l'empereur Alexandre et ses conseillers d'alors. On s'imagina que Napoléon était dans une position dangereuse et qu'il était au moment d'effectuer sa retraite. Les avant-postes français avaient, en effet, un air d'hésitation et de timidité qui entretenait ces illusions, et il arrivait à tous moments, de nos avant-postes, des rapports qui annonçaient un prochain mouvement en arrière de l'armée française. On oublia l'extrême importance du moment présent, et l'on se préoccupa uniquement du désir de ne point laisser échapper une si belle occasion de détruire l'armée

française, et de porter, disait-on, un coup décisif et fatal à Napoléon.

Pendant notre mouvement de flanc, sur les hauteurs qui nous cachaient la position des Français, nous vîmes des officiers qui apparaissaient, successivement, pour observer notre marche; elle s'accomplit avec ordre et plaça l'armée dans la position qu'elle voulait prendre. Nous étions donc à même de rétrograder en ordre pour nous rapprocher des archiducs, dans le cas peu probable où Napoléon aurait voulu nous suivre.

Le 1er décembre, jour où le comte Haugwitz arriva dans le camp de Napoléon avec l'ultimatum qui, en cas de refus, devait être suivi immédiatement de la coopération de la Prusse, l'empereur de Russie avait, dès le matin, reçu des lettres du prince Dolgorouki; il se plaisait à combler d'éloges Alexandre, qui avait, disait-il, augmenté par sa présence et sa brillante valeur le courage de ses troupes.

Tout annonçait, dans l'armée française, la résolution de battre en retraite. Un mouvement en avant fut donc résolu pour profiter de cette disposition de l'ennemi. Bien que l'on ne s'attendît pas à rencontrer de la résistance, cependant on résolut, à tout hasard, de déterminer la marche de chaque corps d'armée. Le colonel Weirother fut chargé de ce travail; il connaissait parfaitement le terrain, qu'il avait maintes fois parcouru et même mesuré. Je n'assistai pas à ces délibérations, qui ne s'accordaient nullement avec mes opinions. Je ne sais si le général Kutusow y fut admis, mais, assurément, il n'y fut pas écouté.

L'instruction destinée à diriger les mouvements de

chaque général ne leur parvint, je crois, que le matin même du 2 décembre. Au soir du 1er, sous un ciel brumeux et par une température froide, l'Empereur, entouré de ceux qui étaient plus spécialement attachés à sa personne, cheminait au pas dans la direction où devait, le lendemain, s'entamer le mouvement. Nous rencontrâmes un détachement de *Grenzers* croates; ils entonnèrent un de leurs chants, qui ont tous un caractère traînant et mélancolique. Ce chant, la température et le ciel brumeux nous impressionnèrent tristement; quelqu'un dit que le lendemain était un lundi, jour réputé néfaste en Russie. En ce moment, l'Empereur passant sur un monticule de gazon, son cheval glissa et tomba; lui-même fut désarçonné. Bien que cet accident n'eût aucune gravité, il fut regardé par quelques-uns comme de mauvais augure.

Le lendemain donc, à la pointe du jour, c'est-à-dire vers sept heures, l'Empereur, entouré de ses amis, se rendit sur le point qui, dans le plan général, était considéré comme le centre des opérations. Les armées réunies étaient composées des corps de Buxhoewden, de l'avant-garde commandée par le prince Bagration, du corps des gardes par Miloradowitch, d'une réserve qui aurait dû rester sous les ordres immédiats du général Kutusow, et enfin d'un corps autrichien commandé par le prince Jean de Lichtenstein, et qui devait prendre part à la bataille, si elle avait lieu.

Lorsque nous fûmes arrivés sur ce point, je me retournai de tous les côtés et je vis une vaste plaine. Une colonne d'infanterie autrichienne, qui me parut de peu de consistance, arrivait pour se ranger en ordre de bataille.

L'inquiétude se peignait sur le visage du général autrichien, des officiers et même sur ceux des soldats; les officiers d'artillerie, seuls, ne cédaient pas à l'abattement général, et témoignaient une foi absolue dans l'effet de leurs canons. Rien ne semblait assurer nos ailes; on apercevait, sur la droite, les gardes qui suivant le plan tracé devaient s'éloigner davantage, ce qui rendait le secours difficile de ce côté, tandis qu'il était impossible sur notre gauche.

Dès le matin, aux avant-postes, on avait attaqué les Français sur plusieurs points sans remporter aucun avantage. Tout à coup, nous vîmes des colonnes françaises se porter vivement en avant, et repousser les corps qui leur étaient opposés. Lorsque je vis la promptitude des troupes françaises, j'en tirai mauvais augure pour le résultat de la journée; l'Empereur fut également frappé de la célérité de ce mouvement, qui causa une véritable panique dans les rangs autrichiens. Il est à remarquer qu'il n'y avait pas de cavalerie sur ce point important, qui aurait dû être le centre des opérations.

Un moment plus tard, on s'écria qu'il fallait songer à la sûreté de l'Empereur; chacun tourna son cheval et se mit à galoper dans la nouvelle direction qui se présentait à lui. Je fis comme les autres et j'arrivai à une hauteur d'où je pouvais voir ce qui se passait du côté du corps des gardes russes, auquel on avait adjoint presque toute la cavalerie de l'armée. Je vis, très-distinctement, des charges successives exécutées par les deux lignes de cavalerie ennemie, dont chacune à son tour prenait l'offensive et puis était ramenée en passant par des enclos qui semblaient embarrasser les mouvements. Ces charges, plu-

sieurs fois répétées, me retinrent pendant quelque temps sur la colline. Dans un autre moment, avançant vers la lutte qui avait lieu sur la droite, entre le corps des gardes et les Français qui leur étaient opposés, je rencontrai le prince Schwarzenberg; je l'engageai à rétablir l'ordre dans les détachements qu'il avait sous les yeux et à arrêter leur mouvement rétrograde. Il parut, d'abord, céder à mes instances, puis, se reprenant l'instant d'après, il me dit qu'il craignait de s'immiscer dans des plans qui déjà étaient en pleine exécution. Ayant rencontré, presque au même moment, une batterie nombreuse d'artillerie russe, que son commandant, fort dérouté, dirigeait dans un sens opposé à la bataille, je l'obligeai à rebrousser chemin, et à se mettre en mesure de secourir les colonnes qui combattaient en avant. Par un heureux hasard, je retrouvais toujours l'Empereur sur les différents points où il se porta successivement : il m'envoya souvent en avant afin de voir ce qui se passait; quelquefois, d'autres hasards me laissèrent absolument seul.

Il fallait penser à rétrograder, et l'Empereur se rendit en face d'Austerlitz, qui était encore occupé par le corps de Bagration, devenu maintenant l'arrière-garde de l'armée. Là vinrent le retrouver ses aides de camp : l'aide de camp général Lieven, le général Miloradovitch, le prince Michel Dolgorouki, frère cadet du prince Pierre et beaucoup plus sage que lui. Il avait reçu un coup de feu à la hanche, ce qui ne l'empêcha pas de continuer le combat. J'aperçus aussi l'infortuné Weirother, qui s'était porté sur tous les points de la bataille et qui, s'exposant avec beaucoup de courage, cherchait à remédier au mal dont il était une des

causes principales. Il était rendu de fatigue, au désespoir, et, sans même faire aucune tentative pour s'excuser, il se hâta de disparaître. Ceux d'entre les officiers qui avaient eu la bonne fortune de faire quelques prisonniers, les présentaient à l'Empereur en lui faisant des protestations de dévouement, et lui répétant qu'ils étaient prêts à verser leur sang pour sa gloire et le salut de l'Empire.

Je ne sais ce qu'étaient devenus nos amis, mais aucun d'eux n'était présent à cette réunion. Séparés par la confusion qui s'était propagée sur tous les points, ils ne parvinrent pas à retrouver l'Empereur et perdirent, je crois, leurs équipages. Pendant que nous étions autour de l'Empereur, le général Miloradovitch m'apostropha d'une façon assez singulière en me disant : Comment se fait-il que vous soyez si tranquille? Et, du regard, il m'indiqua l'aide de camp général comte Lieven, dont le visage trahissait une grande inquiétude et un profond abattement.

Il était urgent de prendre des mesures pour faire parvenir des ordres à Bagration, qui se trouvait tout seul en face des colonnes victorieuses de Napoléon; car il était à craindre que le désordre ne s'introduisît également dans son corps d'armée. Le général Wintzingerode fut chargé de traverser la ville d'Austerlitz et de porter à Bagration l'ordre de se retirer dans cette ville, et de s'y maintenir aussi longtemps que possible, sans s'exposer à quelque désastre.

Bientôt après nous entendîmes les acclamations des soldats français; elles annonçaient l'arrivée de Napoléon au milieu de ses troupes. Le jour commençait à baisser; les généraux nous quittèrent pour retourner à leurs postes,

et l'Empereur, afin d'assurer sa sécurité, se vit obligé de prendre le chemin de Holitsch. M'étant avancé, pour voir ce qui se passait à notre gauche, je rencontrai le général Buxhoewden et ses colonnes en déroute. Le pauvre général avait perdu son chapeau, ses vêtements étaient en désordre; du plus loin qu'il m'aperçut il s'écria : On m'a abandonné, on m'a sacrifié! Il continua sa retraite, et moi, je me hâtai de rejoindre l'Empereur.

La nuit survint, et nous cheminâmes au pas sur la chaussée qui conduisait à Holitsch. L'Empereur était extrêmement abattu; l'émotion violente qu'il avait éprouvée réagissait sur sa santé; j'étais seul à lui porter quelque secours. Nous passâmes ainsi deux jours et trois nuits avant d'arriver à Holitsch; en passant par les villages, nous n'entendions que les cris confus de gens qui cherchaient dans la boisson l'oubli de leurs revers. Les habitants en pâtissaient, et autour de nous ce n'étaient que scènes de désordre. Au bout de quelques heures de marche, nous arrivâmes à un bourg plus conséquent; j'y trouvai une chambre pour l'Empereur : nous prîmes un peu de repos; nos chevaux furent tenus prêts en cas de poursuite. En effet, si quelques escadrons français eussent été lancés pour achever notre défaite, je ne sais ce qui serait arrivé. Il n'y avait plus ni régiments ni corps d'armée dans les troupes coalisées; ce n'étaient que des bandes qui s'en allaient en désordre, maraudant, et augmentant encore la désolation de cet aspect.

J'aurais voulu réunir les deux empereurs pour mieux assurer leur sécurité, mais je n'y réussis pas. L'empereur François cheminait de son côté, me chargeant parfois de

porter de sa part à Alexandre des paroles de consolation : elles étaient toujours les mêmes et nous assuraient qu'il avait déjà éprouvé de semblables désastres et que, bien que le mal le frappât directement, il était loin de perdre tout espoir. . . . . .

. . . . . .

Les *Mémoires* du prince Adam Czartoryski s'arrêtent à cette date de 1805. Le prince les dictait encore pendant sa dernière maladie, et la mort venait bientôt interrompre son travail. Les notes qu'il a laissées sur la suite de sa vie et de sa participation aux affaires, quelque intérêt qu'elles aient, ne pourraient suppléer à une rédaction coordonnée. — Le chapitre suivant sur la révolution de Suède avait été dicté longtemps auparavant, peu après les événements.

CHAPITRE XIII

1809 EN ÉTÉ. — SUR LA RÉVOLUTION QUI FIT DESCENDRE GUSTAVE-ADOLPHE IV DU TRÔNE DE SUÈDE. — DICTÉ D'APRÈS DES CONVERSATIONS AVEC DES SUÉDOIS BIEN INFORMÉS, QUI AVAIENT ÉTÉ MÊLÉS A CES ÉVÉNEMENTS.

La conduite du roi de Suède n'était pas depuis longtemps de nature à lui attirer l'affection de ses sujets ; il n'était pas aimé à cause de sa conduite arbitraire à la diète de Norkoping et dans d'autres occasions; même les gens les plus modérés et les plus paisibles craignaient ses principes relativement à la politique de l'Europe, qui consistaient dans le désir de s'occuper exclusivement des grands intérêts qui agitaient l'Europe et d'y donner tête baissée, sans avoir aucun égard au bien et aux intérêts de son pays, lesquels auraient demandé une conduite très-mesurée, plutôt passive et capable surtout de garantir la Suède de toute guerre désastreuse. Lors de la rupture avec la Russie, les craintes devinrent encore plus grandes. Le fait a prouvé qu'il aurait pu cependant se soutenir; s'il avait su conduire la guerre et diriger les moyens que la Suède lui donnait, il n'aurait pas perdu la Finlande. Mais il fallait savoir se faire aimer et avoir plus de sens.

La nation, placée dans une position critique par la conduite politique de son souverain, crut qu'il allait lui-même se mettre à la tête des armées, comme avaient fait

ses prédécesseurs et comme ils y étaient accoutumés ; il n'en fit rien, et au lieu de se mettre à la tête de ses troupes et d'animer par sa présence leur ardeur, il resta à Stockholm et employa toute son activité à diriger les opérations de loin et à tirer jusqu'à l'extrême les dernières ressources du pays pour combattre l'ennemi. En effet, il eut jusqu'à 120,000 hommes de troupes levées, nombre difficile à croire quand on le compare à une population de deux millions qui les fournissait ; mais ces troupes manquèrent pour la plupart de solde, elles furent mal armées, mal équipées et encore plus mal menées. La Suède n'a pu s'en prendre qu'au Roi seul si elle n'a pas eu de succès contre les Russes.

Dans le temps que les armées russes s'étaient aventurées jusqu'à Nasa, que le général suédois Senders s'avançait sur Kopio, combinant son mouvement avec celui de Klingspor, par les dispositions malentendues de M. Buxhöwden, les côtes des conquêtes russes et de leur ancienne Finlande étaient mal gardées : les Suédois firent trois expéditions, chacune de 3,000 hommes, qui devaient aller débarquer sur les côtes d'Abo, et qui auraient fait beaucoup de mal en donnant en outre la main à M. de Senders ; mais le Roi, qui se trouvait dans ce moment à l'île d'Aland, ordonna au commandant de ces trois expéditions d'attendre ses ordres ultérieurs et ne les donna pas, de manière que l'un d'eux, général rempli d'audace et de talents, désespéré de ne recevoir aucune instruction, finit par débarquer seul avec sa colonne, se battit bien, mais ne put rien faire sinon se frayer un chemin jusqu'au Mar. Klingspor.

Le Roi, irrité d'une résolution qui méritait son approbation et la prenant pour un manque de subordination, ordonna de juger et de condamner ce général, qui n'a dû sa liberté qu'à la révolution. Les deux autres commandants, après avoir été ballottés sur le golfe, revinrent à Stockholm avec leurs équipages mourant de fatigue et de froid.

On eut à Stockholm plusieurs fois un spectacle horrible. Les gens des nouvelles levées que le Roi embarquait sur la flottille, étant mal vêtus, mal nourris, revenaient tous glacés dans les ports, de manière qu'il fallait à coup de hache ôter ces corps morts de leur place pour les jeter dans la mer.

Dans une de ses expéditions, Sa Majesté donna aux troupes qu'elle avait envoyées en Aland l'ordre de faire les plus grands efforts pour se maintenir sur cette île, et de se laisser plutôt tuer jusqu'au dernier soldat que de céder un pouce de terrain à l'ennemi.

Le Roi, dans l'idée de narguer et de faire de la peine aux habitants de Stockholm qu'il n'aimait pas, établit un hôpital dans la maison d'Opéra, et ordonna que ce fût en plein midi qu'on fît sortir les morts, afin de n'épargner aux habitants aucun détail affligeant.

Le Roi, pour subvenir à toutes les dépenses, imposa le pays d'une manière arbitraire et inouïe, car il augmenta au quadruple ou quintuple les impositions existantes, de sorte que si l'on était même disposé à les payer, il y aurait eu impossibilité de les acquitter, vu qu'elles surpassaient l'argent en circulation dans tout le royaume. Le Conseil alors par lequel les ordres du Roi, selon les lois du pays,

devaient être publiés, refusa de s'y prêter, et envoya son président le général Dronart, comte de Wachtmeister, pour faire ses remontrances à ce prince, qui fut fort irrité de cette démarche et donna bientôt après un ordre précis que le Conseil eût à se conformer à ses volontés et à publier l'augmentation des impôts dans deux heures de temps. Les membres délibérèrent de donner leur démission, car la mesure était entièrement inconstitutionnelle ; cependant on se résolut enfin à obéir pour ne pas embrouiller et gâter davantage les affaires. Le Roi cependant garda rancune à ceux qui s'étaient le plus prononcés dans cette occasion, et notamment au baron de Stedingk.

Outre ces trois expéditions, il y en eut une quatrième composée de gardes auxquelles le Roi ordonna de mettre pied en Finlande et de marcher sur Wibourg, contre la frontière de Russie. Comme cette expédition était entièrement isolée et qu'elle n'était composée que de 2,000 hommes, elle fut obligée de se rembarquer et de revenir à Stockholm. Le Roi en fut furieux et dégrada ses gardes en les accablant de surnoms injurieux, et ne conserva pour sa garde que les deux régiments allemands. En vain le général qui les commandait lui remit un mémoire dans lequel il lui prouvait qu'il était impossible d'avancer que ce n'était qu'après avoir perdu un tiers des troupes qu'il s'était retiré, et que s'il y avait quelqu'un à punir, ce n'était que lui, parce que les gardes n'avaient fait que suivre ses ordres; tout cela fut complétement inutile, le Roi récompensa le général et ne diminua rien de la punition qu'il avait infligée à ses gardes.

A mesure que les affaires prenaient une plus mauvaise

tournure, la fureur pour ainsi dire du Roi augmentait; il jura de répandre jusqu'à la dernière goutte du sang des Suédois plutôt que de faire la paix; il traita de traîtres tous ceux qui osaient parler de paix, il appelait poltrons ceux qui revenaient en vie d'un combat, et il dirigeait lui-même les opérations militaires en suivant le texte de l'Apocalypse, et en observant le cours des astres dans l'almanach.

Une conduite aussi arbitraire et aussi insensée était faite pour exaspérer de plus en plus les esprits; il se forma une conjuration dès le mois de mai, dont le but était de porter remède à l'état désespérant dans lequel se trouvait le royaume. Les nobles qui, outrés des procédés du Roi, s'étaient démis de la noblesse à la diète de Norkoping, furent les membres les plus actifs de cette conjuration; mais il fallait que ce fût une des armées qui portât le coup. Quoique l'armée qui était sur les îles d'Aland fût le plus à portée de le faire, cependant elle crut qu'il était déshonorant d'abandonner son poste au moment où l'on s'attendait à une attaque. Ce fut donc l'armée de l'Ouest, dans la Norvége, qui se chargea de l'exécuter. Le lieutenant-colonel Adlersparre, après avoir arrêté tous les officiers supérieurs en grade dont il n'était pas sûr, se mit en marche avec un corps de 6,000 à 7,000 hommes vers la capitale. Le Roi était si peu aimé qu'il n'eut avis de ce mouvement que lorsque l'armée fut à peu de distance de la capitale. Le premier qui lui en donna avis fut le baron de Stedingk, mais le Roi ne voulut pas croire à son ancien serviteur. Il lui en voulait déjà pour l'affaire du conseil; le dévouement qu'il témoigna en lui annonçant

une nouvelle aussi importante, et dont personne n'osait lui parler, ne lui valut que la colère du Roi. Ce prince ne pouvait pas être bien servi ; rempli de méfiance pour ceux qui lui étaient le plus attachés, il crut que c'était une manœuvre pour l'obliger à faire la paix, que le baron de Stedingk lui conseillait souvent. Il le traita tantôt avec dureté, tantôt avec dissimulation, et lui garda toujours rancune, car il ne pardonnait jamais même une offense imaginaire. Sa Majesté fit traduire devant le conseil de guerre l'officier qui avait porté cette nouvelle au baron de Stedingk.

Enfin un courrier ayant échappé aux insurgés, ôta tout doute au Roi sur leur marche. Dans ce moment il rendit pour un instant justice au baron de Stedingk et voulut l'envoyer au-devant de l'armée insurgée. Le baron répondit qu'il s'en chargerait, pourvu qu'il pût donner l'espoir de la paix, après laquelle la Suède soupirait, et annoncer la convocation d'une diète. C'est alors que le Roi tomba dans un accès de fureur, prétendant qu'on voulait lui faire la loi, et il menaça M. de Stedingk de le faire juger, sur quoi celui-ci répondit que son innocence et les lois de la Suède le défendraient. Cela se passait, je crois, le dernier jour, le matin, un moment avant la révolution.

Le Roi, au lieu de prendre les mesures qui pouvaient calmer les esprits, ou bien de marcher à la tête de troupes qu'il pouvait réunir autour de lui à la rencontre des insurgés, forma le projet de se retirer de Stockholm en Scanie, en abandonnant le soin de la défense et de la police de Stockholm au bourgmestre de la ville ; il ordonna deux mille chevaux à chaque poste pour transporter les

effets et tout ce qu'il y avait à transporter, et mille cinq cents chevaux pour l'artillerie. Après s'être retiré en Scanie, il voulait assembler l'armée et agir contre les insurgés.

A deux heures de la nuit, le grand maréchal Fersen, premier directeur de la Banque, fut appelé chez le Roi. Sa Majesté lui ordonna de remettre tout l'argent qui était à la Banque, afin de le prendre avec soi. Les lois de la Suède mettent la Banque sous la garde directe de l'État et ne donnent au Roi aucun pouvoir immédiat sur ses fonds. Le comte de Fersen, après avoir fait observer à Sa Majesté l'impossibilité dans laquelle il se trouvait de lui obéir, finit par lui dire qu'il ne pouvait rien faire sans ses collègues, et que toute demande que Sa Majesté voudrait faire à la Banque devait être adressée à tous les directeurs en commun. Le Roi renvoya M. de Fersen, en disant qu'il le ferait. Pendant que tout cela se passait, toute la ville de Stockholm était sur pied; le hasard voulut que ce jour-là il y eût un grand bal où les personnes les plus marquantes se trouvaient réunies, de sorte qu'on fut à l'instant instruit des projets du Roi, de tous les ordres et de tous les mouvements qu'il se donnait. Tout le monde en fut alarmé; on crut déjà se voir au moment de la ruine totale du pays, et chacun se persuada que si le Roi pouvait exécuter ses projets, la guerre civile était inévitable. Dans cette extrémité, on reconnut la nécessité que les ministres et les premiers personnages se rendissent chez le Roi pour lui représenter l'état des choses et le dissuader du parti qu'il allait prendre; mais les conjurés, sentant toute l'insuffisance de cette démarche, se rendirent chez le général d'Adlerkreutz et lui dirent que c'était à lui de sauver la patrie. Il avait été

la veille chez le baron de Stedingk et lui avait parlé à cœur ouvert. Mais voyant le baron toujours attaché au Roi, quoique désapprouvant sa conduite, il ne s'était pas expliqué sur ses propres intentions. Il ne prit aucun engagement avec eux, et leur dit qu'il verrait d'après le succès des autres démarches ce qu'il y avait à faire.

Le lendemain matin, avec le maréchal Klingspor, le grand sénéchal, M. Wachtmeister, vieillard de soixante-dix ans, qui était alité, se fit porter chez le Roi pour représenter à Sa Majesté tout le danger de sa position. Le Roi le traita fort mal, et le renvoya en disant qu'il n'avait pas besoin de ses conseils, et qu'il n'avait qu'à se mêler de ses affaires, et non pas des siennes. Pendant la nuit, les conjurés s'étaient assurés d'un escadron de cuirassiers de la garde, afin d'occuper les avenues du château lorsqu'on en verrait la nécessité.

Le général d'Adlerkreutz s'étant rendu le matin dans l'antichambre du Roi avec quatre de ses aides de camp, trouva entre autres le colonel de Silversparre ; s'étant approché de lui, il lui parla avec force de la situation des affaires, de l'état désespérant dans lequel se trouvait la Suède et de la nécessité d'y apporter remède, de sauver la patrie de la ruine qui la menaçait. Le colonel de Silversparre lui ayant répondu dans le même sens, il lui communiqua ses idées sur le seul moyen qui restait pour porter remède au mal, et lui demanda s'il pouvait compter sur son assistance dans le moment où l'on en viendrait à l'exécution. Sur ce, le colonel lui répondit affirmativement, et ils se donnèrent la main sans qu'un moment auparavant, aucun arrangement préalable eût eu lieu entre eux.

Bientôt après, M. de Klingspor et M. Wachtmeister étant sortis du cabinet du Roi, et tous les efforts qu'ils avaient faits sur ce prince pour le détourner de ses résolutions ayant été inutiles, M. d'Adlerkreutz se décida à ne plus retarder l'exécution de son projet. Il entra dans le cabinet du Roi, suivi de ses quatre aides de camp, accompagné du colonel de Silversparre. Le Roi, fort étonné de voir entrer chez lui les personnes qui n'avaient pas les entrées, leur demanda comment ils osaient pénétrer jusque chez lui, et ce qu'ils lui voulaient. Ils se mirent à genoux en conjurant Sa Majesté d'écouter les vœux de tous les Suédois et de ne pas courir à sa propre perte. Sur cela, le Roi s'écria qu'il voudrait bien voir qui pourrait l'empêcher de suivre sa volonté. Alors ces messieurs, perdant tout espoir de fléchir le Roi par la raison, se relevèrent en disant : *Vous!* Sur cela, le Roi se mit en grande fureur, et, criant à la haute trahison, il voulut tirer son épée, mais le colonel de Silversparre la lui arracha; cela fait, le Roi tomba dans un état de tranquillité entièrement passive, baissa les yeux et se tint tranquillement sur sa chaise, sans proférer une seule parole.

Le bruit qu'on attentait à sa personne s'était cependant répandu dans le château et y avait produit une grande rumeur. Les gardes du corps et les drabans se portèrent vers le cabinet du Roi, ayant à leur tête l'aide de camp général de service Milène. Dans ce moment, M. d'Adlerkreutz ouvrit les deux battants du cabinet; on y vit le Roi tranquillement assis, et qui ne donnait aucun signe de résistance. M. d'Adlerkreutz demanda d'une voix assurée à la troupe comment ils osaient se porter à ce désordre, et

arrachant des mains de M. de Milène le bâton d'aide de camp général, signe qui donne une grande autorité en Suède, et l'élevant en l'air, il commanda, au nom du Roi, à la troupe de se retirer, ce qu'elle fit à l'instant. On referma les portes du cabinet où l'on croyait le Roi en sûreté, et M. le général d'Adlerkreutz l'ayant quitté avec sa suite et trouvant M. de Douglas dans l'antichambre, dit à ce ministre d'aller, avec un de ses collègues qui était également présent, consoler le Roi. Ces ministres étant entrés dans le cabinet y restèrent quelque temps, et un des officiers s'étant approché de la porte pour voir ce qui se passait, vit que le Roi, s'étant emparé de l'épée de M. de Douglas, ouvrait une porte secrète, dont les conjurés n'avaient eu aucune connaissance, et qui, par divers corridors, pourrait faire sortir le Roi dans les cours intérieures du château.

Aussitôt les conjurés se mettent à sa poursuite; le Roi se voyant serré de près et sur le point d'être pris, au lieu de se défendre avec son épée, jeta la montre à la figure d'un des conjurés; mais il leur aurait cette fois échappé sans un M. de Grünn, major dans l'armée, qui était jadis sous-veneur. Cet homme, en véritable chasseur et connaissant apparemment les avenues du château, au lieu de suivre le Roi, s'en fut tout droit à la cour intérieure où aboutissaient les corridors; il y attendit le Roi, et le prenant dans ses bras vigoureux, il le rapporta sans que ce prince pût se débarrasser de ses bras ni lui faire aucun mal avec son épée. Pendant qu'il le portait encore dans la cour, le Roi, qui se démenait, cria à une sentinelle qui était là en faction de faire feu, ce qui se dit en suédois par le

mot *schout*. M. de Grünn, sans perdre la tête, répéta presque le même mot que le Roi avait dit, mais en changeant le mot *schout* en *schouk*, ce qui veut dire malade ; ce qui fit probablement croire à la sentinelle que le Roi était malade et qu'il fallait le rapporter chez lui.

Depuis lors, on prit de meilleures mesures pour s'assurer de la personne du Roi, qui fut gardé à vue par des officiers choisis. Tous les conjurés s'étaient déjà rassemblés au palais ; ils allèrent en corps chez le duc de Sudermanie pour le prier de se charger de la régence. Ce prince, qui paraissait ne rien savoir de la conjuration et que probablement, à cause de son caractère faible, on se gardait de mettre dans la confidence, se défendit un moment d'accepter les rênes du gouvernement, mais céda après aux instances qu'on lui fit. Le Roi fut transporté malgré sa résistance au château de Gripsholm, qu'on réussit à lui faire demander par lui-même d'habiter, sous prétexte que les autres châteaux étaient sur la route de l'armée de l'Ouest qui était en marche, et à y habiter parce que le local, par l'arrangement des chambres, donnait plus de sûreté pour garder le Roi. Le duc de Sudermanie prit le gouvernement ; chacun vaqua à ses affaires, et les scènes du matin laissèrent si peu d'impression que le soir même il y eut théâtre et que la salle fut remplie.

Si le Roi avait eu plus de détermination et de courage, ou bien que M. de Milène n'en eût pas manqué, et qu'il se fût mis à la tête des gardes du corps et des drabans, le succès de l'entreprise pouvait encore être douteux, ou du moins il aurait coûté du sang, et le Roi aurait pu échapper. On prétend que, dans cet instant, M. de Silversparre

s'approcha de l'oreille du Roi et lui dit que s'il prononçait un seul mot ou s'il faisait le moindre mouvement, il était mort, et que cette menace paralysa entièrement toutes les facultés du Roi. Plus tard, il n'y avait plus de salut pour lui, parce que les conjurés s'étaient rassemblés, avaient mis toute la ville en rumeur et avaient occupé toutes les avenues, de sorte que si le Roi avait pu sortir du château, lors de la fuite qu'il tenta, il aurait été probablement massacré, tellement il avait peu d'amis, soit parmi les militaires, soit parmi la noblesse et la bourgeoisie.

On dit même que les troupes allemandes ne lui étaient plus attachées et l'avaient abandonné, car l'ordre ayant été donné depuis plusieurs jours de charger à balle, ne fut pas exécuté. Ainsi donc, M. de Grünn peut être considéré en effet comme le sauveur de la vie du Roi, et c'est peut-être parce que le Roi le sent à présent, que Sa Majesté, par une contradiction apparente, aime à présent de préférence cet officier, qui est un de ceux qui sont chargés de le garder à Gripsholm, et le nomme son meilleur ami.

La Reine mère a été extrêmement affligée de tous ces événements, mais elle n'est pas sortie du rôle passif qu'elle s'était réservé sous le règne de son époux et de son fils. La Reine régnante, au moment où on lui annonça ce qui s'était passé, s'écria, à ce que l'on dit : « *Cela ne m'étonne pas de la part des Suédois.* » Ce mot, qui fut bientôt répété, confirma la nation dans l'idée que la Reine avait pris en haine et la Suède et les Suédois, et qu'il fallait en partie attribuer à cette princesse les sentiments semblables qu'on avait aperçus chez le Roi, et son attachement pour l'Allemagne et les Allemands. On attribuait

à cette princesse d'avoir engagé son époux à prolonger son séjour en Allemagne en 1804, et d'avoir flatté la singulière idée qu'il avait eue de pouvoir gouverner son royaume en restant en Souabe.

Cette opinion sur la Reine, que cette princesse, quoique douée des qualités les plus rares et les plus aimables, ne s'est pas donné assez de peine pour combattre, a peut-être aussi contribué à faire écarter le prince royal du trône : outre que cet enfant semblait mal conformé [1] et qu'il ne promettait pas beaucoup, la crainte d'une minorité fut aussi une des causes de cette résolution, car pendant la minorité de son fils, c'était la Reine qui par les lois aurait eu la régence; on pouvait craindre que donner le pouvoir à la Reine, ce ne fût mettre de nouveau la Suède en danger d'être gouvernée par les principes d'administration du Roi, et surtout exposer à sa vengeance tous ceux qui avaient pris part à la révolution.

Le Roi, depuis lors, est resté à Gripsholm et y paraît fort satisfait surtout que la Reine ait eu permission de l'y rejoindre. Il passe la plus grande partie de son temps à lire la Bible; depuis qu'il est descendu du trône, la malveillance n'a plus de bornes à son sujet, et l'on a prétendu que son esprit avait été déjà aliéné trois fois, la première fois dans sa minorité, la seconde après son second voyage de Russie, et la troisième avant sa déposition. Il est sûr

[1] C'est ce qu'on disait alors, ou ce que disaient alors les Suédois, pour écarter les reproches d'injustice qu'on leur faisait envers ce jeune prince. Le fait a prouvé le contraire, et le prince royal, en grandissant, est devenu un jeune homme, à ce que l'on dit, fort intéressant; quand on le connaît, on ne peut s'empêcher de prendre la part la plus vive à son sort, et de regretter qu'il ait été arraché du trône de ses ancêtres.

que sa conduite avait quelquefois l'air d'accès de manie, et il ne se bornait pas à faire voir ces accès à ses sujets, quelquefois les ministres étrangers n'en étaient pas garantis. C'est ainsi que MM. Nirton, Thornton et Meri [1] furent souvent exposés à ses emportements ; le second n'ayant pas voulu consentir à promettre au Roi une somme plus grande que celle que son gouvernement était disposé à lui donner, il le chassa de sa présence d'une manière injurieuse. Mécontent du caractère ferme de M. Thornton, il demanda à Londres son rappel, et la nomination de M. Meri, que le Roi savait être plus faible et plus facile à mener. Celui-ci étant arrivé, et à sa première conférence le Roi ne le trouvant pas aussi maniable qu'il l'avait cru, il lui tourna le dos et le planta là, laissant le ministre fort étonné de cette réception.

Aussitôt que le duc de Sudermanie eut pris les rênes du gouvernement, il écrivit à M. d'Adlersparre une lettre dans laquelle il lui annonçait l'heureux accomplissement de la révolution, et que comme l'objet qui avait motivé la marche de l'armée de l'Ouest se trouvait accompli, sa présence devenait inutile à Stockholm, et qu'il devait revenir à son poste aux frontières. La réponse de M. d'Adlersparre et sa teneur furent dans le sens suivant : « Que l'armée de l'Ouest, qu'il « avait l'honneur de commander, applaudissait avec trans- « port à l'heureuse révolution qui venait de s'opérer, et « particulièrement à l'élévation du prince à la première « place du gouvernement ; mais que lui et ses compagnons « d'armes s'étaient juré de ne se séparer qu'après avoir

[1] Ministres d'Angleterre.

« atteint entièrement le but qu'ils s'étaient proposé, qui « était la convocation des États du royaume, et l'établis- « sement d'un ordre de choses qui assurât la liberté et « le bonheur de la Suède; que leur propre sûreté exigeait « qu'ils ne se séparent pas et qu'ils continuent leur « marche tant que ce but ne serait pas atteint, et tant « qu'on verrait siéger dans le conseil du nouveau gouver- « nement les mêmes personnes qui avaient contribué, par « leur avis, à perdre la Suède. » L'armée de l'Ouest continua donc sa marche, et le régent s'empressa de renvoyer du conseil d'État MM. d'Erenthein, de Douglas et de Siebet, qui avaient été ministres des affaires étrangères, du trésor et de la justice, sous le roi Gustave-Adolphe IV.

Comme M. d'Adlersparre était un des personnages les plus marquants dans cette révolution, il ne sera pas inutile d'en dire un mot. Les carrières militaire et littéraire furent dès sa première jeunesse celles qui l'occupèrent tour à tour. Il quitta plusieurs fois le service à cause des passe-droits qu'on lui fit, et se voua alors à la littérature. Il publia des journaux qui furent regardés comme les meilleurs qu'on ait vus en Suède. Son style est remarquable par sa clarté, son élégance et sa force. Les matières qu'il traitait prouvaient des connaissances variées en histoire, économie politique et finances. Le roi Gustave-Adolphe, toujours mécontent de tout ce qui pouvait répandre des connaissances en Suède, fit défendre, avant la guerre, la publication du journal de M. d'Adlersparre. Cet ordre fut expédié par M. Siebet, alors chancelier de justice, et l'on croit que M. d'Adlersparre, en insistant sur le renvoi de

ce ministre, était animé en partie par le désir d'une vengeance personnelle.

Député de la noblesse à la diète de Norkoping, ses discours furent remarquables par leur éloquence véhémente et leur logique, et ils furent considérés comme les meilleurs qu'on y eût prononcés. Il fut constamment du parti de l'opposition, et il en fut un des membres les plus marquants, mais il ne suivit pas l'exemple des députés qui se démirent de leur noblesse.

Il fit avec distinction la première guerre de Suède; il fut aide de camp du duc de Sudermanie, qui lui fit un passe-droit dont il eut à se plaindre. Lors de la dernière guerre, il demanda à rentrer au service et fut admis comme lieutenant-colonel. On lui suppose de vastes plans dans la tête, beaucoup d'audace, de persévérance et de talent pour les exécuter. Quoiqu'il sache lorsqu'il le faut maîtriser ses passions, on croit qu'il en a de très-violentes, dont l'ambition ou le désir de dominer est la principale. On a cru s'apercevoir aussi qu'il n'oubliait pas facilement un tort qu'on lui a fait. Enfin, on croit qu'il est de la trempe de ces hommes qui sont capables de maîtriser les circonstances les plus difficiles, qui s'élèvent au milieu des révolutions et savent parvenir jusqu'au pouvoir suprême.

M. d'Adlersparre est soupçonné d'avoir eu les mêmes vues, et d'avoir voulu jouer sur une plus petite scène le rôle de Napoléon. La conduite qu'il a tenue à son arrivée à Stockholm était assez de nature à donner ce soupçon. L'entrée solennelle qu'il fit à la tête de l'armée de l'Ouest eut l'air d'un triomphe. Simple lieutenant-colonel, il se fit garder par cinquante hommes et deux canons; après avoir

exigé le renvoi des anciens ministres, il se fit nommer du conseil, et plus tard, à la Diète, du comité de législation. Ses soins eurent surtout pour objet d'entretenir l'union qui s'était formée dans l'armée sous ses auspices. Cette conduite ne laissa pas que de donner à penser à bien des gens et déplut assez généralement. On accusa de nouveau le Roi de faiblesse pour l'avoir souffert. M. d'Adlersparre mécontenta encore davantage tout le monde, lorsque le jour du couronnement du nouveau roi il arriva à la cérémonie à la tête d'une nombreuse cavalcade composée de tous les officiers de son armée. M. d'Adlersparre, s'apercevant apparemment de l'opinion que le public avait de lui, prit le parti subit de se démettre de toutes ses charges et de se retirer dans sa province ; là, après s'être marié avantageusement avec une femme riche et jolie, il vécut en simple particulier et ne s'occupa plus que d'agriculture. Sa conduite vis-à-vis du ministre de Russie est aussi digne de remarque.

Immédiatement après la révolution et les démarches que fit le nouveau gouvernement suédois, M. d'Alopeus ayant été envoyé à Stockholm pour voir ce qui s'y passait et juger de l'état des choses, M. d'Adlersparre, qui était fort lié avec ce ministre avant la guerre, évita constamment de le voir, au point qu'il se dit malade pour ne pas être à un dîner où tous les membres du conseil étaient invités avec le ministre de Russie, et qu'ayant été en visite chez une personne où M. d'Alopeus se trouvait, il fit prier le maître de la maison de sortir et n'entra pas lui-même dans la chambre.

Les hommes sont en général disposés à n'assigner aux actions que des motifs intéressés. Quoique cette manière

de les juger soit le plus souvent juste, ce n'est pas à dire qu'elle ne les induise quelquefois en erreur. La conduite du personnage dont il est ici question n'étant pas éclaircie, et ses actions ne pouvant donner encore avec certitude la clef de ses motifs, il n'y a que les intimes de M. d'Adlersparre qui pourraient nous apprendre si les vues qu'on lui a supposées ont été, en effet, le seul ressort de sa conduite. Il serait possible qu'il fût tout bonnement un homme de talent et de caractère qui a voulu sincèrement sauver son pays et y faire cesser le pouvoir arbitraire, qui a pris pour cela les moyens qu'il croyait pour ce moment les plus convenables et qui, après avoir obtenu, aussi bien que les circonstances le permettaient, le but qu'il s'était proposé, et se voyant méjugé, s'est retiré chez lui, prêt à servir de nouveau son pays s'il en avait besoin, mais comptant aussi jouir d'une honorable tranquillité. Sa conduite envers le ministre de Russie pouvait avoir son explication en ce que la révolution dont il avait été le promoteur avait bien eu pour but de faire cesser le gouvernement arbitraire et désastreux du Roi, mais jamais de favoriser une puissance étrangère, dont la politique avait causé la perte de la Suède. M. d'Adlersparre a été rappelé depuis à Stockholm et a repris sa place au conseil, où il joue un rôle principal.

Le nouveau gouvernement de la Suède ne paraît pas être consolidé entièrement; il n'est pas encore sorti de l'état révolutionnaire, et l'on croit généralement que la Suède nourrit encore dans son sein les éléments d'une nouvelle commotion. Le nouveau roi est d'un caractère infiniment faible, et l'âge augmente encore en lui ce

défaut; il est le jouet tantôt d'un parti, tantôt de l'autre; il voudrait ménager également tous les partis, et cède alternativement aux volontés de celui qu'il croit le plus influent. La composition du conseil ne remplace nullement l'insuffisance du caractère du Roi. Il est composé principalement de vieillards que l'âge a rendus nuls et infirmes; le reste des membres sont des gens nécessiteux et dont le caractère n'est point à l'abri du soupçon de vénalité, ou bien des esprits que l'on croit remuants et qui sont divisés de parti et d'opinion.

Parmi les premiers, il faut compter le maréchal de Klingspor, homme rusé, prudent, dissimulé et très-intéressé. Il se plaint continuellement des pertes qu'il avait éprouvées pendant cette guerre et de l'état déplorable de sa fortune, et serait probablement très-aise si quelque prince étranger voulait la réparer et s'assurer de ses services. Le second est M. de Lagerbille, ancien secrétaire du roi Gustave-Adolphe. Il a été un des moteurs de la révolution; des talents, une grande facilité de travail, beaucoup de légèreté et pas de principes, voilà les traits principaux de son caractère; il faut y ajouter un grand besoin d'argent, par conséquent le désir de s'en procurer même aux dépens de son devoir.

Parmi les seconds, on pourrait compter M. d'Adlersparre, qui a quitté et qui est revenu aujourd'hui; le général d'Adlerkreutz, à qui tout le monde s'accorde à donner un caractère estimable, un grand désir du bien, de la résolution et des talents; cependant, comme Finnois, il ne pourra pas manquer d'être chicané, car il y a eu toujours de l'animosité entre ce peuple et les Suédois. M. d'Adlerkreutz

lui-même le prévoyant, ou peut-être voulant ne point s'exposer à perdre les biens qu'il a en Finlande, fit entendre à M. d'Alopeus, lors de son séjour à Stockholm, qu'il se croirait Suédois tant que la guerre durerait, et qu'après la paix il était disposé à revenir en Finlande et à suivre le sort de sa patrie.

Le nouveau roi ayant voulu, pour reconnaître les services de M. d'Adlerkreutz, lui donner son régiment, les officiers sont venus en corps supplier Sa Majesté de ne point leur faire ce tort, de ne pas cesser d'être leur chef, et le Roi y a consenti. Cette démarche assez naturelle de la part des officiers a pu cependant être jugée par M. d'Adlerkreutz comme dirigée contre lui, et aura augmenté son mécontentement. La Suède ferait une perte réelle en sa personne. Le nouveau ministre des affaires étrangères et l'ancien ministre de Suède à Varsovie et à Berlin, galant homme et chaud de cœur, ne passait pas pour avoir des talents supérieurs; on l'a jugé pendant longtemps favorable aux Français et ennemi de la Russie; il a épousé une Polonaise, et s'est montré toujours fort attaché aux intérêts de ce pays.

L'ancien ambassadeur de Suède à Pétersbourg est aussi membre du Conseil, sincèrement attaché au Roi, quoique souvent maltraité par lui; on dit que cet attachement qu'on lui suppose le rend suspect à ses collègues. On prétend que les avis qu'il a donnés au Roi pendant les derniers temps, et la nouvelle qu'il a apportée de la marche de l'armée de l'Ouest, ont diminué le crédit que son caractère noble et désintéressé et ses services lui ont généralement acquis, car le pays considérait le gouvernement du Roi

comme la plus grande calamité et sa fin comme son salut. On dit que l'âge a produit sur M. de Stedingk son effet accoutumé et a diminué de ses moyens et du ressort de son caractère. Le chagrin que lui ont causé les malheurs de son pays aura certainement le plus contribué à l'affaisser. On lui reproche d'avoir consenti à signer une paix désastreuse pour son pays, mais le nouveau roi a tant insisté qu'il a dû se charger de cette négociation; on l'espérait plus propre que tout autre à la conduire à bonne fin par ses liaisons en Russie et l'estime qu'il s'y est acquise. Mais ses efforts ont été infructueux. Un de ses désirs était de s'éloigner de Stockholm, et de pouvoir ensuite y revenir comme simple particulier.

Avec un gouvernement ainsi composé, il n'est pas étonnant qu'on s'attende en Suède à de nouveaux changements. Ce royaume était aux abois au moment où il a souscrit la paix. L'expédition contre M. le général Kamenski, commandée par MM. Wrede et Wachtmeister, fut un dernier effort, qui, n'ayant pas eu le succès qu'on en attendait, força la Suède à consentir aux conditions les plus onéreuses, car il n'y avait plus moyen de continuer la guerre au delà de quelques mois. Frédéric II eût bien continué la guerre, si même il eût été dans cette position. La seule chance que ce royaume avait pour se refaire pour un moment, était l'espoir de la réunion de la Norvége. Aucune compensation à ce sujet, pour les pertes immenses que la Suède a faites et qui montent au tiers de ce qu'elle possédait, ne fut stipulée par aucun article secret du traité de Frederikshamm, mais il paraît que du moins pour ses sacrifices elle a obtenu que le Danemark ne fût pas compris

dans le traité et qu'on gardât le plus grand silence au sujet de la Norvége. Le Danemark seul ne sera pas en état de défendre ce royaume contre les Suédois, et les formes républicaines qui ont repris le dessus en Suède porteront plus facilement ce peuple à s'unir à la Suède, d'autant qu'il n'est point content de la domination du Danemark, et que sa langue, ses mœurs et ses habitudes se rapprochent davantage de celles des Suédois.

La Norvége fut attaquée par ordre du Roi, d'après un plan défectueux. M. d'Armfeld fut chargé de cette expédition, dissémina ses troupes sur une vaste étendue, s'avançant imprudemment, et fut partout battu en détail. Les Norvégiens, qui sont une nation remplie d'honneur et de courage, se battirent bien, étant menés par le prince de Holstein-Augustenbourg, qui était bon général et qui avait leur confiance. Sa nomination comme héritier du trône paraît avoir eu, entre autres raisons, celle de satisfaire en même temps aux vœux des Norvégiens et de préparer leur réunion. Si la guerre dure jusqu'à l'été prochain, il est probable que les Suédois tenteront de nouveau de s'emparer de la Norvége, à moins que ce royaume ne se sépare du Danemark en se mettant sous la protection de la Grande-Bretagne à l'exemple de l'Irlande, ou bien que le refus qu'a fait le prince d'Augustenbourg d'accepter la succession ne change leurs projets. Le nouvel héritier a, dit-on, des talents administratifs et guerriers. On le croit bien disposé pour les Français; peut-être est-ce à leur insinuation qu'il a été choisi, car les Suédois avaient eu d'abord l'idée d'offrir la couronne à l'un des grands-ducs ou bien au prince d'Oldenbourg pour la grande-duchesse.

Les députés suédois, arrivés immédiatement à Pétersbourg après la Révolution, en firent mention, mais on abandonna bientôt cette idée en Suède; on ne l'accueillit pas non plus en Russie, probablement parce qu'on crut que la manière dont le trône de Suède était occupé par le nouveau roi, la nouvelle Constitution qu'on préparait et qui allait diminuer le pouvoir royal, l'état révolutionnaire où l'on croyait ce royaume, rendaient le trône trop peu désirable. Ce qui fait croire à beaucoup de gens qu'il y aura encore des commotions en Suède, c'est qu'à la nouvelle Diète, l'ordre des paysans est celui qui est devenu le plus marquant et le plus remuant. Ils ont parmi eux des gens de leur classe qui ont du talent réuni au bon sens qui les distingue. L'ordre des paysans a déjà obtenu de grandes concessions de la part de la noblesse et du clergé. En outre, on dit qu'il y a encore un parti qui voudrait remettre le prince royal sur le trône; en général, il y a des esprits remuants parmi les Suédois, et les circonstances actuelles sont de nature à les mettre encore plus en mouvement. Nul n'a été connu pour plus inquiet que M. d'Armfeld.

Disgracié par le roi Gustave-Adolphe pour ses fautes en Norvége, il est devenu l'un des favoris du Roi actuel; il a place au Conseil, et cependant, à une tournée sur la frontière de Norvége, il vient déjà de s'expliquer, qu'il fallait mettre le prince royal sur le trône, et que lui, Armfeld, se mettrait à la tête de ce parti, qui ne tarderait pas à agir. M. d'Armfeld ne jouit d'aucun crédit en Suède et ne peut y avoir de parti. Il paraît qu'il restera en Suède et tâchera de conserver ses terres et ses pensions en Finlande.

M. d'Armfeld a été toute sa vie un roué; s'il a été immoral sur d'autres articles, c'est ce que je ne puis affirmer; au milieu de ses défauts, il avait des qualités, de l'attachement à ses maîtres et un fonds d'équité.

Quoi qu'il arrive, il paraît que la Suède va tôt ou tard se jeter entièrement dans les bras de la France, et, pour le moins, reprendre la politique qu'elle a suivie jadis et qui paraît la plus conforme à ses intérêts. Les pertes qu'elle vient de faire, la conduite inexcusable et cruelle du cabinet de Saint-Pétersbourg à son égard, l'absence de tout ménagement qui lui a été montrée à la paix, tout cela réuni doit nécessairement inspirer à une nation fière et belliqueuse la soif de se venger et de rétablir son honneur et ses intérêts.

Ce sentiment, affaissé aujourd'hui par le malheur et l'impuissance, renaîtra un jour. Les puissances, et particulièrement la Russie, croient la Suède devenue un objet de trop peu d'importance pour faire des dépenses considérables, afin de recommencer à faire des partis et des intrigues, dans un royaume qui s'est rapproché de son ancienne forme du gouvernement, et où, par conséquent, on croit pouvoir reproduire les menées que l'on avait pratiquées jadis. La pitié et presque le mépris qu'inspirent aujourd'hui les forces détruites de la Suède, lui seront bien favorables s'ils la sauvent du système de corruption qui a été la cause première de ses malheurs. C'était le seul défaut de cette nation qui paralysait toutes ses qualités.

L'esprit républicain que l'on craint pour la Suède, s'il est bien dirigé, si l'on sait réunir ses impulsions dans un seul

sens, au lieu de le laisser se diminuer ou s'entre-détruire, augmentera ses forces au lieu de les annuler, et il peut survenir encore un tel concours de circonstances, où la Suède jouera un rôle et deviendra un ennemi très-incommode et nuisible à la Russie.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME PREMIER

CHAPITRE PREMIER

1776-1787

Ma première enfance. — Souvenirs de famille. 1

CHAPITRE II

Pulawy. — Éducation et études. — Voyage en Allemagne. 26

CHAPITRE III

L'arrivée à Pétersbourg. — L'accueil fait par la société. — Jacques Gorski. — Démarches pour faire lever le séquestre. — Les Zubow. — Catherine. — Sa cour. — L'heure de la présentation. — Entrée au service. — Relations avec le grand-duc Alexandre 37

CHAPITRE IV

1796

Conversation décisive. — Séjour à Tzarskoé-Sélo. — Entente du grand-duc Paul avec ses fils. 94

CHAPITRE V

1796

Sort des prisonniers. — Réflexions sur l'éducation du grand-duc. — Séjour de la cour à la Tauride. — Arrivée du roi de Suède. — Fiançailles manquées. — Mort de Catherine II. 113

CHAPITRE VI

1796. 1797. 1798.

Avénement de Paul Ier. — Arrivée de Stanislas-Auguste. Couronnement. — Rapports avec le grand-duc. — M. de Novosiltzow et le comte Paul Strogonow y prennent part. — Nous allons voir nos parents par congé. — Retour à Pétersbourg. — Mort de Stanislas-Auguste. — Voyage de Casan. — Changement complet à la cour. — Disgrâce. — État de terreur et d'incertitude. — Mariage de la grande-duchesse Alexandra. — Mon

frère quitte Pétersbourg. — Je suis envoyé auprès du roi de Sardaigne 126

CHAPITRE VII

1798-1799

Arrivée et séjour à Vienne. — Départ pour l'Italie. — Séjour à Florence. — A Rome. — A Naples 190

CHAPITRE VIII

1800

En été. — Mort de l'empereur Paul. — Commencement du règne de l'empereur Alexandre 222

CHAPITRE IX

1801-1802

Règne et caractère d'Alexandre. — Conseil intime et combinaisons ministérielles. — Relations avec la France. — Entrevue avec le roi de Prusse à Memel. — Réorganisation. — Diplomatie 265

CHAPITRE X

1803. — Commencement de 1804. — Affaires diplomatiques et intrigues de cour. — Maladie du chancelier 331

CHAPITRE XI

Départ du chancelier. — Je reste seul chargé du ministère. — Événements et négociations de 1804. — Guerre de 1805 360

CHAPITRE XII

Préliminaires de la guerre. — Meurtre du duc d'Enghien. — Relations de la Russie et de la France. — Rupture. — Négociations avec la Prusse. — Voyage à Berlin. — La guerre. — Austerlitz 378

CHAPITRE XIII

1809 en été. — Sur la révolution qui fit descendre Gustave-Adolphe IV du trône de Suède. — Dicté d'après des conversations avec des Suédois bien informés, qui avaient été mêlés à ces événements 412

PARIS. TYPOGRAPHIE DE E. PLON, NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8.

BINDING ... JUL 18 1974

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

DK
4355
C9A3
1887
v.1
c.1
ROBA

Czartoryski, Adam Jerzy
Mémoires du prince.
Adam Czartoryski et correspondance avec l'empereur
Alexandre 1er